

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 7 mai 1886.

SOMMAIRE :—Message du lieutenant gouverneur.—Exposé budgétaire par l'honorable M. Robertson.—Questions sur les opérations financières du dernier exercice : MM. Mercier et Robertson.—Adoption de divers crédits.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE

La séance est ouverte à trois heures.

MESSAGE DU LIEUTENANT GOUVERNEUR.—EXPOSÉ BUDGÉTAIRE.

M. le président donne communication à la Chambre du message suivant :

L. R. MASSON,

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un état indiquant les détails de certains services pour l'année financière expirant le 30 juin 1887, aussi des crédits supplémentaires pour l'année courante ; et des crédits pour l'année financière expirant le 30 juin 1887 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, il recommande ces budgets à l'Assemblée législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, le 4 mai 1886.

L'honorable M. Robertson—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Taillon, que vous laissiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

En faisant cette proposition, j'ai à exprimer mon regret que l'état de ma santé ne me permet pas de donner tous les détails qu'une semblable proposition comporte et que la Chambre attend ordinairement en cette occasion. Je suis certain que je n'ai pas besoin de solliciter l'indulgence de la Chambre, dans ces circonstances, et que la courtoisie et la considération constantes qui m'ont toujours été accordées, ne me feront pas défaut en ce moment. J'espère que lorsque nous serons en

comité, je pourrai donner des explications satisfaisantes à propos des sommes qui vous seront demandées et des fins auxquelles l'argent voté par la Chambre sera employé.

Avant de procéder à l'examen des recettes et des dépenses pour la prochaine année fiscale, j'ai fait préparer un état des recettes et des dépenses de l'année terminée le trente juin dernier, en séparant ce qui peut-être considéré comme recettes normales et ordinaires, le produit des emprunts, les fonds de dépôt et, d'un côté, distinguant aussi les dépenses courantes ordinaires, des dépenses extraordinaires, telles que dépenses pour chemins de fer, édifices publics, de l'autre côté. Je suis heureux de vous informer que nos recettes ordinaires ont excédé nos dépenses ordinaires de \$24,950. Il faut, de plus, tenir compte du fait que le gouvernement de la Puissance ne nous a pas payé les \$53,618.67 d'intérêt dû à la province sur l'octroi pour chemin de fer fait il y a deux ans. L'on était sous l'impression que l'intérêt ne courait que depuis la date de l'arrêté du conseil, au lieu du jour de l'adoption de l'acte.

A la dernière session, en résumant les affaires ordinaires de l'année précédente, j'ai fait l'observation " que la différence entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires, serait d'environ \$240,000.00, réduction considérable sur les années précédentes, et un pas dans la bonne direction." Pour l'année écoulée, comme je l'ai dit tout à l'heure, loin d'avoir un déficit, nous avons un surplus, peu considérable, il est vrai, mais si l'on fait la comparaison avec les années passées alors que les déficits variaient de \$200,000.00, à deux fois ce montant, je pense qu'il faut féliciter la province du changement qui s'est opéré, et j'espère qu'avec de la prudence et de l'économie, nous verrons bientôt nos finances dans une condition satisfaisante.

Si nous eussions reçu de la Puissance ce qui nous était dû l'an dernier, nous aurions eu un excédant de \$78,568.71 et je ne doute pas que nous recevions ce montant, cette année, car nous avons reçu d'Ottawa des assurances à cet effet.

Ce que j'entends dire et ce que je soutiens, c'est que nos recettes ordinaires excèdent nos dépenses ordinaires du montant que j'ai mentionné, sans inclure les recettes et les paiements extraordinaires, les premiers, provenant de prêts et les derniers, faits pour le compte du capital.

Quelques journaux ont essayé de faire voir qu'il n'y avait pas de

surplus l'an dernier, parce que des emprunts temporaires excédaient ce qui avait été payé sous ce titre, mais ces journaux ont exagéré, ou ce qui est plus probable, ne savaient pas qu'aucune partie des emprunts temporaires n'avait été comprise dans les recettes ordinaires, d'un côté, ou dans les paiements ordinaires de l'autre ; mais ces emprunts et ces paiements avaient été classifiés dans la catégorie de ce qui appartient pratiquement au compte capital, c'est-à-dire, que nous avons à l'actif l'équivalent du produit de l'emprunt que nous avons dépensé, la province n'étant responsable, durant le cours de ces emprunts, que du paiement de l'intérêt jusqu'à leur échéance, que ces emprunts soient temporaires ou non.

S'il fallait en agir comme ces prétendus financiers le proposent, en plaçant ces emprunts au rang du revenu ordinaire, il serait facile en n'importe quelle année d'accuser un surplus plus ou moins considérable, en empruntant l'argent suffisant pour porter les recettes au-dessus des dépenses, et le surplus ainsi obtenu sera illusoire et faux en proportion de l'importance de l'emprunt.

En d'autres termes, si les emprunts temporaires étaient considérés comme revenu ordinaire, en empruntant une somme et en la plaçant parmi les recettes, nous pourrions, nonobstant un déficit réel, faire voir un excédant de recettes sur les dépenses, et un semblant de surplus sur les transactions de l'année, tandis que dans l'exposé que je sou mets à la Chambre, en plaçant notre revenu ordinaire du côté des recettes, et mettant de l'autre côté les paiements, ceux qui ont été faits pour les fins ordinaires du service public, distrayant du compte des recettes et paiements ordinaires les emprunts temporaires et permanents, nous pouvons voir d'un simple coup d'œil, si nos recettes ordinaires excèdent nos dépenses ordinaires, ou autrement, suivant le cas.

D'après ce principe, je soutiens que nous avons eu, durant l'année dernière, un excédant de recettes ordinaires, comme je l'ai dit.

D'autres diront : le montant reçu du fonds d'emprunt municipal ne devrait pas être regardé comme un revenu ordinaire, mais quant à moi, je ne m'explique pas pourquoi ce que l'on reçoit de cette source ne serait pas comparable à ce qui proviendrait d'une taxe quelconque, et pourquoi ce qui provient de cette source ne serait pas assimilé au produit des terres de la couronne, au produit des ventes d'une partie du domaine, d'autant plus que l'intérêt accumulé annuellement sur le fonds d'emprunt municipal est suffisant pour équilibrer les montants reçus durant quelques années passées.

Un autre point. Si à l'aide de ce que nous recevons du fonds d'emprunt municipal, nous comblons les déficits des années passées, nous ne faisons que payer des dettes capitales avec des recettes capitales.

Il a été dit encore par certaines personnes qui semblent regretter beaucoup l'amélioration de nos finances, que n'ayant pas imputé quelques \$39,000 au fonds d'amortissement, l'année dernière, il y a, à tout événement, un déficit d'autant.

Mais, M. le président, j'ai fait d'autres arrangements par lesquels il est pourvu à la plus grande partie du fonds d'amortissement jusqu'à l'échéance de nos obligations, de façon à pouvoir éviter une perte annuelle.

J'y referrai ci-après un peu longuement, d'une façon qui, je l'espère, satisfera la Chambre et le pays en général. Il est bien certain que quelques-uns y trouveront à redire et ne se montreront satisfaits d'aucune amélioration de notre position, car ceci leur enlève une bonne occasion d'attaquer le gouvernement et de crier à l'état ruineux de la province, causé par le parti libéral conservateur.

Je soumetts maintenant l'état de compte que j'ai mentionné, et qui fera voir plus clairement ce que j'ai cherché à expliquer.

Recettes de 1884-85.

| | |
|---|-----------------|
| Puissance du Canada..... | \$ 1,202,022 80 |
| Ontario—à compte de l'intérêt sur les produits de la vente des terres des écoles communes..... | 35,000 00 |
| Terres de la couronne..... | 659,041 36 |
| Licences..... | 275,394 06 |
| Justice..... | 228,026 13 |
| Percentage sur les honoraires des employés publics.... | 10,272 16 |
| Législation..... | 6,302 01 |
| Gazette officielle..... | 17,889 27 |
| Asiles—contributions des municipalités et des patients qui payent..... | 6,137 03 |
| Edifices publics..... | 1,715 41 |
| Revenu casuel..... | 1,332 90 |
| Contributions au fonds de pension..... | 5,095 51 |
| Intérêt..... | 80,078 60 |
| Prêt aux incendiés de Québec..... | 624 00 |
| Fonds d'emprunt municipal..... | 42,671 84 |

| | |
|---|-------------|
| Compte d'exploitation—chemin de fer Q. M. O. et O.. | \$ 6,622 15 |
| Intérêt sur le prix do do .. | 374,539 36 |
| Remboursements, y compris les remboursements sur frais d'exploitation du chemin de fer Q. M. O. et O.. | 8,687 28 |
| Prime, escompte et change..... | 1,355 12 |

Revenu courant ordinaire.....\$ 2,962,806 99

| | |
|---|------------|
| Fonds de dépôts, licences de mariages, intérêt sur le dépôt spécial d'éducation supérieure catholique..... | 8,155 48 |
| Contributions au fonds de pension des instituteurs en retraite..... | 20,512 65 |
| Remboursement des avances..... | 4,500 00 |
| Débitures du palais de justice, vendues | 150,000 00 |
| Remboursements,—compte de construction du Q. M. O. et O..... | 7,135 89 |
| Emprunt temporaire, Banque de Montréal..... | 450,000 00 |

Revenu total.....\$ 3,603,111 01

Dépenses 1884-85.

| | |
|--|-----------------|
| Dette publique..... | \$ 980,110 29 |
| Législation.. .. | 185,217 98 |
| Gouvernement civil..... | 187,874 12 |
| Administration de la justice, y compris Police, Ecoles de réforme et inspection | 432,575 45 |
| Instruction publique, y compris les pensions des insti- tuteurs.... | 347,885 00 |
| Institutions littéraires et scientifiques..... | 5,973 79 |
| Arts et métiers..... | 6,000 00 |
| Agriculture..... | 71,473 92 |
| Immigration | 9,868 24, |
| Colonisation..... | 80,000 00 |
| Travaux publics et édifices..... | 298,705 76 |
| Moins ce qui doit être payé à même l'em- prunt et des revenus des débiteures.... | 229,777 15 |
| | <hr/> 68,928 61 |
| Asiles d'aliénés | 227,500 00 |
| Octrois aux institutions de charité..... | 42,864 00 |
| Écoles de réforme et écoles industrielles..... | 27,697 86 |

| | |
|---|------------|
| Divers..... | 10,125 89 |
| Agent en France..... | 2,500 00 |
| Commission royale—Election Jacques-Cartier..... | 9,841 57 |
| Commission royale—Hôtel du parlement..... | 9,865 12 |
| Secours aux pêcheurs en détresse sur la côte du Labrador. | 3,040 56 |
| Fonds d'emprunt municipal, salaire et dépenses du com- missaire..... | 616 20 |
| Ingénieur des mines..... | 3,116 10 |
| Dépenses des terres de la couronne..... | 135,508 00 |
| Gazette officielle..... | 11,479 73 |
| Timbres, licences, etc..... | 13,057 32 |
| Pensions..... | 13,937 68 |
| Fonds des municipalités..... | 144 00 |
| Licences—Paiements par officiers du revenu à même les perceptions..... | 8,897 32 |
| Fonds de bâties et jurés—Paiements par les shérifs à même les perceptions..... | 11,208 25 |
| Frais d'exploitation— du chemin de fer Québec, Mont- réal, Ottawa et Occidental..... | 20,549 95 |

Dépense ordinaire.....\$ 2,937,856 95

| | |
|---|------------|
| Fonds de dépôt—(Distribution des licences de mariage et \$500 sur le dépôt spécial d'éducation supérieure catholique..... | 7,905 00 |
| Remboursement de dépôts, mines d'or..... | 663 64 |
| Hôtel du parlement—Paiements à même le produit de l'emprunt de 1882..... | 140,000 00 |
| Palais de justice de Québec à être remboursé par le pro- duit des débentures..... | 89,777 15 |
| Chemin de fer Québec central, dépôt de garantie rem- boursé à même l'emprunt..... | 124,101 21 |
| Subsides aux chemins de fer..... | 273,182 10 |
| Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental —Construction et terrains..... | 182,778 01 |
| Emprunt temporaire remboursé..... | 300,000 00 |

Dépense totale.....\$ 4,056,264 c6

Mémoire :

| | |
|---|-----------------------|
| En caisse le 1 ^{er} juillet 1884..... | 2,328,713 78 |
| Moins partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, placé en vertu de 45 Vict., chap. 21..... | 600,000 00 |
| | <hr/> |
| | \$ 1,728,713 78 |
| Moins mandats non payés le 30 juin 1884, (payés depuis..... | 72,068 41 |
| | <hr/> |
| | \$1,656,645 37 |
| Excédant des paiements sur les recettes pour les années 1884-85, à compte du capital. | 453,153 05 |
| | <hr/> |
| | \$1,203,492 32 |
| En caisse au 30 juin 1885..... | \$1,265,481 56 |
| Moins mandats non payés au 30 juin 1885..... | 61,989 24 |
| | <hr/> |
| | <u>\$1,203,492 32</u> |

Les recettes brutes de toutes sources s'élèvent à \$3,603,111.01 comprenant les emprunts temporaires, les débetures du palais de justice de Québec, etc., etc., etc., et le montant total de la dépense, comprenant le paiement sur les bâties du parlement, la construction du palais de justice, réclamations pour terrains, construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, paiements sur les emprunts, s'élèvent à la somme de \$4,056,264.06 soit une différence de \$453,153.05, qui, cependant est à porter au compte capital et qui doit être comblée à même les revenus des emprunts et non pas sur le revenu ordinaire.

Je trouve que les sources de revenu qui, comme je l'ai dit dans mon exposé budgétaire du 2 mai 1884, devraient produire durant l'année 1884-85, \$3,112,022.80, n'ont produit effectivement que \$3,100,642.44, faisant une différence en moins de \$11,380.36. C'est-à-dire que de quelques-unes de ces sources on a reçu \$125,069 de plus que comportait la prévision et d'autres sources \$136,449.36 de moins que l'annonçait la prévision, y compris le gouvernement de la Puissance \$59,850 (le montant exact de cette dette a été depuis fixé à \$53,618.67) et le fonds d'emprunt municipal, \$57,328.

Il a été reçu en plus, de certaines sources de revenu non comprises dans ma prévision et dans les remboursements \$23,800.44 et à compte des fonds de dépôts que nous devons rembourser \$28,668.13.

A l'évaluation des dépenses, je trouve \$95,179 de plus que dans les prévisions. Mais on doit se rappeler que ceci comprend les paiements faits aux chemins de fer subventionnés, qu'il est impossible d'évaluer à l'avance, vu que l'on ne sait combien de milles de chemins de fer seront construits par les diverses compagnies subventionnées. Cependant une fois qu'ils sont construits, il faut payer.

On doit tenir compte également, en réduction du montant que l'on dit avoir dépensé en sus des prévisions, de ce que nous avons eu à payer pour la commission royale, dans l'élection de Jacques-Cartier et dans l'enquête au sujet de certains contrats pour les édifices publics, soit la somme de \$18,891.39; de plus les secours donnés à la population du Labrador, soit \$3,040.56; un remboursement de dépôts pour mines d'or, \$663.64 et le montant payé par les shérifs à même les exceptions pour le fonds de bâtitse et des jurés \$11,208.25, et par les percepteurs du revenu à même le produit des licences, \$18,897.32 (\$30,105.57) en tout \$52,701.16, sommes qui, bien qu'ayant été dépensées sous l'autorité de la loi, peuvent être considérées comme payées en extra durant l'année, sans être comprises dans les crédits réguliers, et cependant comprises avec raison dans les comptes publics.

Ces états de compte font voir que les recettes et les dépenses prévues correspondent à peu de chose près avec les recettes et les dépenses réelles.

J'espère, M. le président, que les honorables députés et le pays seront satisfaits de l'état de nos affaires financières pour le dernier exercice et verront que le gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour mettre nos finances dans une position solide et sûre. J'ai certainement fait tout ce que j'ai pu, et si je n'ai pas fait tout ce que j'ai désiré faire, je suis tout de même content d'avoir fait autant, et il n'est que juste d'ajouter que j'ai été aidé par mes honorables collègues du gouvernement, autant qu'il leur a été possible de le faire.

Comme je l'ai dit, il y a dans les recettes un découvert de \$59,850, comprises dans mon évaluation du montant à recevoir de la Puissance du Canada; de \$7,867.97, dans l'évaluation du montant à recevoir des municipalités pour l'entretien des patients dans les asiles d'aliénés; de

\$57,328.16, dans le montant des recettes provenant du fonds d'emprunt municipal ; et dans la recette provenant d'autres petits chapitres, ce qui forme en tout \$136,449.36.

D'un autre côté, nous avons encaissé plus que le montant porté dans les évaluations : de la province d'Ontario, à compte d'intérêt sur le fonds des écoles communes, \$5,000 ; des licences, \$50,394.06 ; des terres de la couronne, \$59,041.36 ; du pourcentage payé par les officiers publics, \$3,272.16 ; de l'intérêt sur dépôts, \$5,078.60, ce qui avec d'autres petits items qui ont rapporté plus que le chiffre de l'évaluation, forme \$125,069. Et si on ajoute à cela \$23,800.44 provenant des sources de revenus non comprises dans mon évaluation, l'excédant des recettes sur le chiffre des évaluations s'élèverait, pour cet item, à \$148,869.44 faisant un excédant de \$12,420.08 de recettes actuelles, sur le chiffre de mes évaluations, non compris \$28,668.13 reçus à compte de fiducies.

A mesure que la population de la province augmentera, on peut s'attendre à ce que les dépenses augmentent pour l'administration de la justice, l'instruction publique, les chemins de fer, les chemins de colonisation et les fins agricoles. Tout ce que l'on peut faire c'est de dépenser judicieusement, à l'avantage général, les sommes que requiert absolument l'intérêt public.

Quant au fonds d'amortissement sur une partie de notre dette, comme nous avons été privés de plus de \$50,000 qui nous sont dus par le Canada, je n'ai pas fait de placement durant le dernier exercice ; mais je suis sûr de recevoir cette somme durant l'exercice en cours et si cela est jugé à propos, ce placement peut être fait durant le présent exercice, en même temps que pour l'exercice en cours. Mais cela ne sera maintenant pas nécessaire, vu que d'autres moyens seront adoptés. Cependant, M. le président, j'ai de forts doutes sur l'à-propos de faire maintenant des placements pour le fonds d'amortissement, vu que nous ne pouvons pas placer à plus de quatre pour cent et que nous perdrons un pour cent sur le montant à placer pour l'amortissement, ce qui est d'une importance considérable.

Je me suis adressé à certaines personnes pour racheter de nos obligations et je n'ai pas pu en obtenir à moins de 12½ pour 100 de prime, ce qui impliquait une perte trop forte pour la faire subir à la province. Acheter nos propres obligations pour servir le montant à porter au fonds d'amortissement, nous aurait occasionné une perte, avec le coût

du change, de près de quatre mille piastres, et la continuation de ce système durant le temps que l'emprunt a à courir entraînait une perte pour la province, avec la perte sur les intérêts d'année en année, de plus de cent mille piastres.

Je me propose de présenter durant la présente session, une loi pour affecter l'indemnité accordée par le gouvernement fédéral pour la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O., au service du fonds d'amortissement sur notre emprunt de 1874, jusqu'à concurrence d'autant. Le montant ainsi accordé est de \$2,394,000, ce qui pourvoiera pour autant au fonds d'amortissement de l'emprunt de 1874, ce qui ne laissera un découvert, quant au fonds d'amortissement, que de \$600,000 à \$700,000 et qu'une somme de \$6,000 à \$7,000 à verser pour le service annuel du fonds d'amortissement, à laquelle il n'est pas autrement pourvu, sur tous nos emprunts. Au moyen de ce plan, si on l'adopte, nous épargnerons à la province, jusqu'à l'échéance de l'emprunt de 1874, plus de \$100,000, comparativement à la perte qu'entraînerait le rachat de nos propres obligations aux taux actuels. Il faut aussi se rappeler qu'à part la perte d'intérêt, si on fait d'autres placements pour le fonds d'amortissement que le rachat de nos propres obligations, il faut placer l'intérêt qui s'accumule d'année en année en sus du montant voté annuellement, ce qui entraîne encore une perte additionnelle.

Il est pourvu au service d'amortissement sur la balance de l'emprunt de 1874 sur le montant non racheté de l'emprunt de 1876 et sur le plein montant de l'emprunt de 1878, par le statut 45 Victoria, chapitre 21, qui affecte le prix de vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au paiement d'autant de ces trois emprunts. Il est pourvu au paiement de l'emprunt de 1880 par le rachat semi-annuel des titres de cet emprunt au moyen de *tirages* qui se font deux fois par année. Il n'y a pas d'amortissement à servir sur l'emprunt de 1882, qui n'est rachetable qu'à l'option du gouvernement, dans trente ans. Les honorables députés voudront bien se rappeler que l'intérêt sur les sommes accordées par le gouvernement fédéral et sur le prix de vente du chemin de fer de Q. M. O. et O. est ou sera par statut affecté au service de l'intérêt sur nos emprunts et que les sommes ainsi affectées au service annuel des intérêts sur ces emprunts, ainsi qu'au service du fonds d'amortissement, met la province, quant au paiement de notre dette et la position des porteurs d'obligations, dans les conditions les plus favorables possible, ce qui ne peut être que satisfaisant pour tous

ceux que cela concerne. Ce plan dégage la province de tous les arrages de placement pour le fonds d'amortissement, quant à toute notre dette, dont le rachat exige un fonds d'amortissement, excepté la somme que j'ai mentionnée, c'est-à-dire une partie de l'emprunt de 1874.

Le prix de vente du chemin de fer de Q. M. O. et O. et la somme accordée par le gouvernement fédéral ainsi affectés au rachat d'un aussi fort montant de notre dette fondée et au service annuel de l'intérêt de cette dette, tout cela doit convaincre les plus sceptiques que pour ce qui regarde notre position financière, nous n'avons rien à craindre pour l'avenir et que si notre dette est considérable, nous avons pris pour la payer des moyens tels, qu'il suffit d'observer les dispositions de la loi pour nous assurer qu'il n'y aura pas à l'avenir des difficultés à faire face à tous les engagements de la province.

Je considère ce mode de pourvoir au fonds d'amortissement comme fort à propos et avantageux pour la province. Il protège les droits des porteurs d'obligations et il est de beaucoup préférable à tout autre mode qui peut être adopté, en ce qu'il nous dispense de voter chaque année un crédit pour le service du fonds d'amortissement.

Il peut arriver que plus tard on juge à propos d'affecter à cette fin une partie suffisante de l'augmentation de subside accordée par le gouvernement fédéral, c'est-à-dire l'intérêt sur le montant retenu de 1867 à 1873, et de rayer complètement le compte du fonds d'amortissement.

Je passe à l'actif et au passif de la province. Cet état est approximatif seulement vu que notre dette de chemin de fer et le coût de nos édifices publics varient de temps en temps, le coût de ces derniers excédant dans la plupart des cas la première évaluation d'un montant considérable.

Il est à remarquer que la balance du coût prévu des bâtisses du parlement et du palais de justice de Québec, en tenant compte du montant dépensé durant l'année courante, dépasse d'un grand bout la dernière prévision faite à la dernière session. Je dois cependant me guider d'après les prévisions du département des travaux publics, et j'ai pris comme dette les sommes demandées, qui, je l'espère, seront suffisantes pour couvrir l'excédant actuel pour l'achèvement de ces importants travaux publics. Ces travaux ne font nullement partie des paiements ordinaires et ils devront être payés au moyen d'emprunts, dont l'intérêt annuel sera payé à même le revenu.

Etat approximatif du passif et de l'actif de la province, jusqu'à la fin de la dernière année fiscale.

Passif :

| | | |
|---|--------------|----|
| Dette fondée non rachetée..... | \$18,233,853 | 34 |
| Emprunts et dépôts temporaires..... | 637,739 | 45 |
| Subsides de chemins de fer autorisés, mais non gagnés. | 1,255,013 | 65 |
| Balance du coût prévu des bâtisses du parlement..... | 135,000 | 00 |
| Balance du coût prévu du palais de justice de Québec. | 154,700 | 00 |
| Balance due sur terrains et autres dettes de chemin de fer du Nord..... | 86,697 | 49 |
| Fonds de pension des instituteurs..... | 87,071 | 79 |
| | <hr/> | |
| | \$20,590,075 | 72 |

Actif :

| | | |
|--|--------------|----|
| Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. et O. payée et placée..... | 600,000 | 00 |
| Balance non payée..... | 7,000,000 | 00 |
| | <hr/> | |
| | \$ 7,600,000 | 00 |
| Subsides de chemin de fer capitalisés d'après l'acte du Canada 47 Vict. chap. 8..... | \$ 2,394,000 | 00 |
| Dépôts spéciaux..... | 1,000,000 | 00 |
| Argent en banques..... | 265,481 | 56 |
| Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par la vente de cette propriété à Montréal.... | 138,348 | 02 |
| Déventures du palais de justice de Québec à émettre.. | 50,000 | 00 |
| Prêts et montants dûs par la province d'Ontario..... | 147,970 | 00 |
| Ville de Montréal, souscription au pont Hull..... | 50,000 | 00 |
| Ville de Montréal, différence entre \$132,000 et le coût des terres expropriées entre le carré Dalhousie et Hochelaga..... | 75,226 | 96 |
| Puissance du Canada, intérêt sur subsides de chemin de fer capitalisés depuis le 19 avril 1884 au 1 ^{er} oct. 1884. | 53,618 | 67 |
| | <hr/> | |
| | \$11,774,645 | 21 |
| Laissant un excédant de passif sur l'actif le 30 juin 1885.. | \$ 8,815,430 | 51 |

On doit remarquer que bien que nous ayons réduit les créances, notre dette amortie d'au delà de \$50,000 durant l'année dernière, la

balance de la dette est un peu plus considérable que ne l'indiquait le dernier état, et cela par suite de l'augmentation de l'évaluation du coût de l'achèvement des bâties du parlement et du palais de justice de Québec et l'ameublement de ces bâties. Mais j'ai pensé qu'il est mieux de donner des chiffres assez ronds pour bien achever ces bâties, les meubler et les chauffer, ce pourquoi aucune prévision n'avait été fait avant.

J'ai aussi ajouté aux dettes le montant des contributions faites pour le fonds de pension des instituteurs avec intérêt jusqu'au 1er juillet 1885, ce qui augmente le montant de quelque chose comme \$87,000 que la province est tenue de payer lorsque les pensions sont dues.

Les honorables messieurs doivent se rappeler que l'année dernière je n'ai pas mis avec les recettes à disposer pour le paiement de notre dette fondée \$2,549,213.61, dont le capital et l'intérêt a été retenu, par le Canada de 1867 à 1873, alors que le Canada a pris le surplus de la dette de la vieille province du Canada en sus des \$62,500,000 assignées au Canada dans l'acte de la confédération de 1867.

Il y en a qui m'ont fait des reproches de ne pas avoir tenu compte du montant mentionné en déduction de la dette fondée de la province, parce que le Canada est devenu obligé de le payer à cette province. Mais M. le président je suis encore d'opinion que le gouvernement du Canada étant obligé de ne payer que l'intérêt à cinq pour cent annuellement sur la somme mentionnée, il est plus convenable de considérer ce montant comme revenu annuel et non comme capital à notre disposition parce que nous n'avons aucun contrôle sur ce dernier, tandis que nous l'avons sur l'intérêt annuel, recevable d'année en année.

Je reconnais franchement que je puis me tromper au sujet de l'application des \$2,549,213.01 dont je viens de parler, et l'on dit qu'il devrait être placé parmi notre actif, en réduction de notre dette, parce que quant nos emprunts écherront, le Canada paiera plutôt le principal que l'intérêt à 5 par cent sur le montant, pouvant emprunter de l'argent à 4 pour cent au moins.

En outre, si nous ne recevions pas la somme principale et si elle était retenue par le Canada, nous pourrions faire un emprunt et sauver au moins un pour cent d'intérêt par année, en empruntant à 4 pour cent et en recevant du Canada 5 pour cent par année.

Si l'opinion exprimée quant à l'application du montant est correcte et si j'ai tort — ce qui est très possible — notre passif se réduirait à

\$6,268,217.00 au lieu de \$8,815,430.61, ce qui serait grandement à désirer. Dans tous les cas je considère l'état très satisfaisant.

Les honorables messieurs remarqueront que parmi les recettes le dépôt à la banque d'Echange est placé au plein montant. Depuis le commencement de l'année courante, nous avons reçu en à compte \$37,500 et il est incertain combien nous recevrons de plus dans l'avenir et je ne pouvais pas changer les chiffres avant que la chose fût terminée. Comme les fonds dans cette banque forment partie du principal du chemin de fer Q. M. O. et O., une perte advenant, elle devra être prise à même le fonds consolidé, de manière à garder le montant approprié comme fonds d'amortissement sur nos emprunts.

Quant à la banque Jacques-Cartier, je considère qu'il est raisonnable de placer tout le montant comme actif comme auparavant. Nous ne pouvons accepter les prétentions des officiers de la banque et l'on prendra des moyens pour régler cette affaire aussitôt que possible.

On a dit en Chambre l'autre jour que le succès de la province sur la question des licences devant le conseil privé était dû seulement aux efforts de la province d'Ontario, que notre province n'avait rien fait pour obtenir ce résultat pour les provinces. Je ne suis pas du même avis et j'aurai peut être quelque chose à dire à ce sujet en temps et lieu. Mais c'est un fait indiscutable que le Canada en assumant le surplus de la dette de la ci-devant province du Canada, Ontario et Québec ont été débarrassés de près de 11 millions de piastres de dette ; mais c'est notre province qui a obtenu ce résultat contre l'action d'Ontario et l'augmentation considérable de revenu annuel qui en résulte pour Ontario et Québec et due aux efforts de la province de Québec, nonobstant l'opposition d'Ontario, quoique notre province sœur ait bénéficié plus que nous de l'action que nous avons prise.

Je ne blâme pas Ontario d'avoir, plus que nous, bénéficié de nos efforts, mais je n'aime pas à voir les efforts de notre province méprisés et considérés comme si nous n'avions rien fait ou du moins très peu de choses pour assurer les droits provinciaux, quand nous les avons crus méconnus par les autorités du Canada ou autres.

Nous entendons souvent sur les hustings parler de la dette énorme de la province de Québec, et l'on en fixe le montant à vingt ou vingt-cinq millions de piastres, mais certaines gens qui semblent prendre plaisir à déprécier notre province, par tous les moyens possibles, en grossissant nos dettes et en jetant du discrédit sur nos hommes publics

et en leur imputant des motifs déshonorants, dans la plupart des cas oublient de donner notre actif en réduction de notre dette. Un coup d'œil sur notre actif convaincrat tout homme raisonnable qu'il est dans un bon état et disponible pour rencontrer une partie de notre dette fondée, et de fait, réduit notre dette d'autant.

Je suis heureux de dire que les efforts de certaines gens pour faire dommage au crédit de notre province, ont peu ou pas du tout d'effet dans les pays où l'on a la plupart de nos débentures, ainsi que le démontre leur valeur sur les marchés monétaires de l'Europe, s'ils ont un effet temporaire dans les campagnes électorales dans cette province, puisque nos bons en Angleterre sont cotés à 113.

Quand l'on tient compte de notre vaste domaine de la couronne, de sa grande valeur commerciale, des chemins de fer qui ont été construits au moyen d'aide donné par la province et de l'augmentation de la valeur de la propriété à raison des dépenses de chemins de fer, et que l'on considère nos édifices parlementaires qui feraient honneur à n'importe quel pays et qu'on considère que notre dette a été augmentée pour ces importants travaux publics, dont aucun n'a été inclus dans l'actif dans l'état soumis, celui qui considère la province dans une mauvaise position financière, est doué d'une organisation particulièrement constituée que je ne comprends pas. En effet ! monsieur, avec de la prudence dans nos dépenses, de la diligence dans la perception de notre revenu, et la bonne administration de nos terres de la couronne, je ne vois pas de raison pourquoi cette province ne peut prospérer à l'égal des autres dans le Canada et ne rien laisser à notre population à envier à toute autre partie du Canada.

Les honorables membres comprennent sans doute que l'état des recettes et des dépenses pour l'année courante n'indique aucunement ce qu'elle seront à la fin de l'année. A certaines époques de l'année les dépenses sont très considérables, et les recettes peu nombreuses ; en d'autres temps les recettes sont considérables et les dépenses comparativement moindres et ce n'est qu'à la fin de l'année que nous pouvons connaître l'état des comptes. Néanmoins, il sera agréable à la Chambre d'apprendre que pour la période de l'année fiscale déjà écoulée notre revenu ordinaire excède les dépenses ordinaires.

J'en arrive maintenant à l'évaluation des recettes et des dépenses du prochain exercice, en faisant autant que possible l'évaluation du revenu à retirer et des dépenses à encourir.

Ces évaluations peuvent être incorrectes, parce qu'il est impossible

de les juger absolument d'avance, mais je les offre étant tout à fait confiant que les résultats ne différeront pas beaucoup de ce qui est anticipé, soit pour les recettes, soit pour les dépenses.

Ces recettes varient très peu d'année en année et on peut les donner en une seule somme, mais en les donnant en détail, on peut faire une comparaison des variations d'année en année, et les recettes actuelles peuvent être comparées aux évaluations afin de montrer si le revenu anticipé se réalise ou non.

| | |
|--|----------------|
| Le premier et le principal montant est le subside du | |
| Canada, d'après l'acte de confédération..... | \$889,252 80 |
| Octrois au gouvernement, d'après l'acte de confédération..... | 70,000 00 |
| Subside additionnel, d'après l'acte de 1884..... | 127,460 68 |
| Intérêt sur octroi pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | 119,700 00 |
| Intérêt sur fiducies..... | 55,459 32 |
| <hr/> | |
| En tout du Canada..... | \$1,261,872 80 |
| Ensuite d'Ontario : Intérêt sur perception à compte des | |
| terres des écoles communes dans Ontario..... | 30,000 00 |

J'ai évalué le revenu des droits de licences à \$275,000, et j'espère que ce montant sera réalisé. S'il eut été possible, j'aurais présenté un nouvel acte des licences pendant cette session, mais le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le jugement du conseil privé établissant les droits des provinces à contrôler les licences et d'autres circonstances, m'ont empêché d'essayer à consolider nos actes actuels sur le sujet, à cette session-ci. Il est important quand il y a un changement dans une loi, d'avoir la nouvelle loi aussi parfaite et complète que possible, et il faudra du temps et beaucoup de travail. Il y a plusieurs clauses du statut fédéral désavouées par le conseil privé qui devraient être insérées dans le statut provincial et arrangées de manière à rendre notre statut aussi complet que possible. Personnellement, je suis porté à croire que dans les cités et les grandes villes particulièrement, le nombre des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses devrait être diminué et le prix de ces licences augmenté.

C'est aussi une grande question que de savoir si la vente de ces liqueurs ne devrait pas être prohibée dans les épiceries, et une autre disposition devra être faite pour les restaurants qui, en plusieurs occasions, ne sont simplement que des tavernes et non des endroits où les

voyageurs peuvent avoir un repas. J'ai été informé au sujet de l'argumentation devant le conseil privé en Angleterre, quant à la part prise par Québec, que le factum de notre solliciteur était une complète revendication des droits de la province et qu'il a été écouté par les honorables juges et cité dans leur jugement. D'un autre côté, personne ne pense que nos solliciteurs n'ont pas été à la hauteur de leur mission et je considère que l'exposé qu'ils ont fait de notre cause dans le factum leur fait honneur et est avantageux pour la province.

L'adoption du Scott Act dans tant de comtés réduira probablement l'émission des licences. Personnellement, je n'ai pas d'objection à son adoption, si l'on prenait des moyens pour le mettre en force, mais dans plusieurs endroits je crains que la vente des boissons n'ait pas beaucoup diminuée et pour nous malheureusement, nos officiers ne peuvent pas mettre en force la loi pour vente illicite de boisson, et tout en perdant du revenu par l'adoption du Scott Act, les maux qu'il devait empêcher et prévenir, semblent exister dans plusieurs localités comme avant son adoption. J'ai essayé d'engager les autorités du Canada à modifier le Scott Act de manière à permettre aux officiers provinciaux de poursuivre ceux qui enfreignent notre loi dans les comtés où le Scott Act est en force, comme si elle n'était pas en opération. J'ignore si le succès va couronner mes efforts.

D'après le rapport du département des terres de la couronne j'ai évalué le revenu à \$700,000. Je suis heureux de dire que cette somme et plus encore sera reçue de cette source. Le prix du bois augmente et les demandes sont plus nombreuses, ce qui augmentera sans doute considérablement nos recettes.

Le chapitre suivant est l'administration de la justice.

Les revenus provenant de cette source sont comme suit :

| | |
|--|---------------|
| Timbres judiciaires..... | \$ 175,000 00 |
| Timbres d'enregistrement..... | 16,000 00 |
| Honoraires judiciaires, non compris les timbres..... | 7,500 00 |
| Fonds de bâtiesse et des jurés..... | 14,000 00 |
| Entretien des prisonniers..... | 10,000 00 |
| Maison de correction, Montréal..... | 5,000 00 |
| Gardes de prisons..... | 4,000 00 |
| Honoraires du grand connétable, Québec..... | 1,000 00 |
| Amendes..... | 1,000 00 |
| Palais de justice de Montréal..... | 5,000 00 |
| Faisant en tout pour l'administration de la justice | \$ 238,500 00 |

Ces montants seront encaissés, l'un portant l'autre, j'ai raison de le croire, et mon évaluation se réalisera.

Officiers publics :

| | | |
|--|-------------|-------------|
| Percentage sur leurs honoraires..... | \$ 6,000 00 | |
| Percentage sur honoraires pour enregistrer le renouvellement d'hypothèques..à... | 1,000 00 | \$ 7,000 00 |
| Législation—Honoraires sur législation particulière.... | | 4,000 00 |
| <i>Gazette officielle</i> , d'après l'évaluation de l'imprimeur de de la Reine..... | | 20,750 00 |
| Asiles d'aliénés, des municipalités et des patients payants. | | 35,000 00 |

Je pense que nous encaisserons ce montant, si nous prélevons ce qui est dû et ce qui deviendra dû. A mesure que le temps passe, tous les nouveau cas d'internement dans les asiles impliquent de la part des municipalités, le paiement de la moitié des frais d'entretien des patients, et je suis fâché de dire que certaines localités ont beaucoup de réputation à fournir leur part des frais d'entretien des pauvres malheureux venant de ces localités, qui sont privés de leur raison. Cela est d'autant plus étrange que les frais d'entretien de ces aliénés chez eux seraient plus onéreux pour le peuple que ce que les municipalités ont à fournir pour les frais d'entretien dans les asiles de la province.

| | | |
|---|-------------|--|
| J'évalue les loyers des édifices publics à..... | \$ 1,000 00 | |
| Revenu casuel..... | 1,500 00 | |
| Contributions au fonds des pensions.. | 5,000 00 | |
| Intérêts sur dépôts judiciaires et autres..... | 30,000 00 | |
| Prêt aux incendiés de Québec..... | 500 00 | |
| Intérêts sur le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | 375,000 00 | |
| Fonds d'emprunt municipal..... | 100,000 00 | |

Je dois admettre que je n'ai pas reçu autant que je l'espérais du fonds d'emprunt municipal ; mais les municipalités ont été notifiées qu'il leur faut faire des arrangements pour clore leurs comptes, et l'on commence à se montrer mieux disposé qu'avant à régler,

Remboursements de prêts :

| | | |
|----------------------------------|----------------|--|
| Asile de Beauport..... | 4,000 00 | |
| Asile de Saint-Jean de Dieu..... | 4,500 00 | |
| Ces prévisions forment..... | \$3,093,622 80 | |

Avant de parler des dépenses de l'exercice en cours, je désire soumettre le budget supplémentaire des sommes requises pour finir cet exercice, soit pour remédier à des crédits insuffisants, soit pour des services qui ne pouvaient pas être prévus, le tout s'élevant à \$50,561 17. Les détails sont comme suit :

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| <i>Législation</i> :—Traitements et dépenses contingentes, y compris impressions, reliure, etc..... | \$ | 12,136 17 |
| <i>Gouvernement civil</i> :—Traitements—c'est une augmentation, telle que par arrêté du conseil—soumise à la Chambre il y a quelques jours..... | | 75 00 |
| <i>Administration de la justice</i> :—Administration de la justice proprement dite..... | \$ | 8,000 00 |
| Prison de réforme pour les garçons..... | 15,000 00 | 23,000 00 |
| <i>Agriculture</i> :—Ecole française de médecine vétérinaire.. | | 1,500 00 |
| <i>Travaux et édifices publics</i> :—Pour l'installation permanente des deux Chambres de la Législature..... | | 2,000 00 |
| <i>Divers services</i> :—Secours aux populations en détresse de Bonaventure et Gaspé.. | \$ | 2,000 00 |
| Bureau central de santé..... | 4,000 00 | |
| <i>Confection des cadastres</i> .—Département des terres de la couronne..... | 5,000 00 | 11,000 00 |
| <i>Chemins de fer</i> —Inspection des chemins de fer pour les années 1883, 1884, 1885, et partie de 1886.... | | 850.00 |
| | | <hr/> \$50,561 17 |

J'en viens maintenant à la dépense prévue pour l'année commençant le 1er juillet 1886

On remarquera qu'en faisant une comparaison de la dépense prévue pour la prochaine année fiscale avec les prévisions budgétaires de l'année courante, j'ai compris dans cette dépense les prévisions budgétaires de la dernière session et aussi les prévisions budgétaires soumises à cette session pour couvrir certaines dépenses qui n'ont pas été votées à la dernière session et nécessaires pour le service public en général.

Le montant de l'appropriation pour la législation pour l'année pr.

chaîne est de \$212,700.00 et sur ce montant il y a à voter \$152,645.00, la somme de \$60,065.00 ayant été votée, soit une augmentation de \$25,195.83 pour ce service. Pour se rendre compte de cette augmentation de dépense il ne faut pas oublier qu'il faudra faire des dépenses pour les élections qui auront lieu durant l'année.

Le montant requis pour le gouvernement civil est de \$183,920.00 et sur ce montant il y a à voter \$44,420.00 et \$139,500.00 déjà votées ; ce qui en regard de \$188,275.00 votés à la dernière session établit une diminution \$4,355.00.

Il est très probable que je demanderai dans les prévisions budgétaires supplémentaires une somme additionnelle à celle mentionnée dans les prévisions soumises, car certaines dépenses sont nécessaires dans quelques-uns des départements, et j'espère que le temps n'est pas éloigné où une révision des salaires des employés sera faite. Dans certains cas on ajoutera à ces salaires pour ceux qui y ont droit en vertu des services rendus.

Le prochain chapitre vient sous la rubrique de "justice" comprenant la police, les prisons et écoles de réformes, les écoles d'industrie et l'inspection.

Le montant requis pour ce service est considérable. Je suis peiné d'avoir à le dire, il y a peu d'espérance qu'il soit diminué tant que le parlement du Canada n'aura pas amendé la loi criminelle ; sujet qui a déjà été soumis au parlement pour qu'il le prenne en considération.

Il faut voter \$457,360.48 et il y a déjà de voté \$8,400 soit un total de \$465,760.48 au lieu de \$484,284.48 votés pour cette année, soit une diminution de \$18,524.00.

Les honorables députés voudront bien remarquer que j'ai compris dans le crédit de la prochaine année, les dépenses pour les écoles industrielles et de réforme qui jusqu'à présent étaient comprises dans les dépenses générales pour institutions de charité. Cette année et à l'avenir elles seront comprises dans les dépenses de l'administration de la justice et non dans celles des institutions de charité et cela en vertu du désir exprimé par cette Chambre à sa dernière session.

Les dépenses pour l'administration de la justice sont très considérables et pèsent lourdement sur les revenus provinciaux, beaucoup plus que dans toutes les autres provinces du Canada où ces municipalités ont à prendre sur le fonds municipal pour le coût d'achat et l'entretien

des palais de justice et prisons et les frais des poursuites criminelles et le maintien des prisonniers, dépenses qui, dans cette province, sont principalement prises sur les fonds directs de la province.

Nous arrivons ensuite aux dépenses pour l'instruction publique, les institutions littéraires et scientifiques, les arts et manufactures.

Le montant demandé pour ces divers services est de \$362,585, comparé à \$366,785 pour cette année, soit une diminution de \$4,200. Les appropriations pour l'éducation supérieure sont de \$78,410 et pour les écoles communes de \$160,000, les écoles dans les municipalités pauvres de \$6,000, les Ecoles normales de \$42,000 et celles pour les inspecteurs d'écoles les mêmes qu'antérieurement. Quelques allocations à d'autres institutions cessent et il faudra faire une plus forte appropriation pour le bureau de santé que celle votée à la dernière session. Cela réduit d'autant le montant des crédits votés pour les services que nous venons de mentionner.

Viennent ensuite les dépenses pour l'agriculture, l'immigration, le repatriement et la colonisation.

Le crédit demandé pour ces divers services est de \$164,310 et sur ce montant \$106,315 sont à voter, \$58,000 l'étant antérieurement. A la dernière session le crédit voté était de \$280,003.74, soit une différence en faveur de l'année prochaine de \$115,688.74. Ceci cependant comprend l'octroi spécial pour les chemins de colonisation.

Les octrois aux sociétés d'agriculture \$50,000 sont les mêmes qu'antérieurement et l'octroi ordinaire de \$70,000 pour les chemins de colonisation, et \$5,000 pour les octrois aux sociétés de colonisation, il y a diminution de \$2,000 dans ceux pour l'immigration et le repatriement. Les autres octrois sont à peu près les mêmes que ceux de l'année dernière.

On remarquera que dans les octrois de la dernière session \$100,000 furent spécialement votées pour les chemins de colonisation, qui ne devaient pas être prises sur le revenu ordinaire, mais étaient applicables au capital ; ainsi à part l'allocation spéciale qui sera comprise dans les prévisions budgétaires supplémentaires de cette session la différence n'est que de \$15,688.74 en moins pour la prochaine année comparée à la présente.

Le montant requis pour ces divers services est de \$204,115.76 à voter en entier. L'allocation votée pour l'année courante était de \$309,889. Les montants ordinaires pour loyers et réparations des édifices publics sont

de \$54,889 et les détails de cette somme ainsi que ceux des divers services mentionnés sont fournis à cette Chambre sous forme de pamphlets pour qu'elle s'y renseigne. Le coût pour le parachèvement des bâtisses du parlement est évalué à \$54,420 dont \$4,000 déjà votées ; celui du palais de justice à \$73,700 dont \$14,000 déjà votées. Le coût de la construction du palais de justice à Québec en y comprenant celui des appareils de chauffage et du mobilier excédent de beaucoup le montant mentionné dans les prévisions budgétaires. Cela est dû à certains changements faits dans les plans depuis que le contrat a été donné et cela en vue de mettre la bâtisse à l'épreuve du feu. Au moins \$100,000 en sus des débentures imposables au district de Québec seront requises pour terminer la bâtisse.

Voûtes, chauffage et ameublement : il y a \$105,773.24 de demandé de moins que le montant voté pour cette année.

Vient ensuite le crédit pour les institutions de bienfaisance :

Pour aliénés proprement dit à Beauport, St-Jean de Dieu et St-Ferdinand d'Halifax, \$230,000 sont requises, et pour diverses autres fins charitables, \$37,776, en tout \$267,776 somme qui devra être toute votée et qui est la même que l'année dernière.

Services divers :—Cet article comprend les dépenses en rapport avec le département des terres, le fonds de pension, la *Gazette officielle*, timbres et licences, dépenses qui seront de \$200,811. De ce montant il faudra voter \$185,811 vu que \$15,000 ont déjà été accordées. Résultat : \$29,827.40 de moins que pour l'année courante.

Dettes publiques :—Le montant de l'intérêt et du fonds d'amortissement en rapport avec la dette publique, est évalué à \$1,005,820.31, ce qui constitue une augmentation de quelque chose comme \$20,000 de plus que lors de la dernière session. J'ai cru devoir prévoir les intérêts qui devront être payés si nous nous trouvons placés dans la nécessité de faire des emprunts temporaires durant l'année prochaine.

Les chemins de fer :—J'évalue à \$284,000 la somme qui sera requise pour fins de chemins de fer. De ce montant il faudra voter \$34,000 vu que \$250,000 sont autorisés par la loi. Ainsi que je l'ai déjà dit, il est impossible de faire une prévision exacte de ce qui sera requis pour fins de chemins de fer, vu que nous ne savons pas encore quel sera le nombre de milles construits par les compagnies de chemins de fer subventionnés durant l'année. Le montant à être payé dépendra de l'ouvrage fait. Tout ce que nous pouvons faire est de nous tenir prêts à payer les subsides à mesure qu'il seront gagnés.

D'après ce que je viens d'exposer, il appert que j'ai évalué les recettes du prochain exercice, laissant de côté \$8,500, somme à laquelle j'évalue le remboursement à compte du prêt aux propriétaires des asiles, seront de \$3,085,122.80 et que les dépenses ordinaires proposées s'élèveront à \$2,939,693.55, ce qui accuse une différence en faveur des recettes prévues de \$145,429.25. Il ne faut pas croire que je m'attends à un surplus si considérable sur les opérations de l'année à venir, vu qu'il y aura des crédits supplémentaires pour les dépenses ordinaires qui devront survenir et qui diminueront de beaucoup la balance.

On remarquera que dans la prévision de \$3,351,813.55, se trouvent les \$412,120 des dépenses extraordinaires, *viz* : \$284,000 pour les subsides aux chemins de fer et les réclamations du chemin de fer Q. M. O. & O., et \$54,420 pour le palais législatif, et \$73,700 pour le palais de justice de Québec, sommes qui devront être payées au moyen d'emprunts, ce qui laissera les dépenses ordinaires ainsi que je l'ai dit, à \$2,939,693.55. Cette somme n'a pas été prise en considération quand il s'est agi d'établir la différence qui existe entre la somme que l'on s'attend à recevoir des revenus et les dépenses ordinaires pour l'année.

On remarquera aussi que la législation que je veux faire adopter, pourvoit à ce qu'une somme de \$2,394,000 soit permanentement mise à la disposition du trésorier qui devra la porter au compte du fonds d'amortissement requis en rapport avec l'emprunt de 1874, ce qui fait que, quoique dans les prévisions soumises, on ait pris les mesures nécessaires en vue des \$30,854.67 pour le fonds d'amortissement comme on a l'habitude de faire, il ne sera pas nécessaire de prendre à même les sommes mentionnées dans les évaluations soumises la somme de \$23,940 à laquelle il est pourvu.

De plus, vu que les dépenses en rapport avec le fonds d'amortissement ne doit pas nécessairement être voté, le fait qu'elles figurent dans les prévisions n'affectera aucunement les comptes et états tel que soumis.

En d'autres termes les évaluations en rapport avec le fonds d'amortissement qui forme \$30,854.67, pourraient être réduites de \$23,940, vu que ce montant sera pourvu, mais il ne causera aucune différence dans l'application du fonds d'amortissement ou dans l'état des comptes à la fin de la présente année fiscale.

M. le président, avant que cette Chambre ne se réunisse de nouveau, les électeurs de la province auront exprimé leur opinion sur la conduite

des députés qui siègent ici en ce moment et manifesté leur appréciation de la manière dont les affaires du pays ont été conduites. Il ne m'appartient pas d'exprimer une opinion sur ce que sera le résultat des élections et de ma part il serait hors de propos d'exprimer une opinion sur la manière dont les luttes électorales devront être conduites ; chacun devra juger pour soi, non seulement quant au parti qu'il devra appuyer, mais aussi de quelle manière la lutte devra être conduite.

J'ai confiance dans l'intelligence générale de notre peuple et son désir de voir nos affaires publiques bien administrées. Qu'il y aura beaucoup de changements dans le personnel de cette Chambre, nous pouvons avec raison nous y attendre, vu que dans le passé les élections générales ont uniformément produit un pareil résultat. Il est bon que les électeurs aient à certaines dates périodiques l'occasion d'exprimer leurs vues, au moyen de la votation, sur ceux qui les représentent dans la Législature de cette province, et j'espère qu'ils montreront de la sagesse dans leur choix et qu'ils enverront pour nous remplacer des hommes patriotes, intelligents, capables de comprendre les besoins du pays et de légiférer de façon à satisfaire les besoins, des hommes qui mettront au-dessus de tout, les véritables intérêts de la province et qui les serviront indépendamment des liens de parti qui ont jusqu'à présent trop divisé notre peuple.

Comme beaucoup d'autres pays, le Canada a passé par une phase de dépression commerciale, mais nous avons moins souffert que beaucoup d'autres parties du monde et je suis heureux de constater que les affaires ont une perspective beaucoup plus brillante qu'elles n'avaient ces années dernières. Nous avons toute raison de compter sur une augmentation de prospérité dans notre province et dans tout le Canada. Le gouvernement s'est efforcé de faire ce qu'il était possible de faire, dans les limites de nos moyens, pour aider à ouvrir nos terres publiques à la colonisation, au moyen des chemins de fer et des chemins de colonisation, aidé et appuyé comme il l'a été par les honorables députés qui siègent en cette Chambre, ce qui ne saurait manquer, à l'avenir comme par le passé, de stimuler le développement de nos ressources, de plus grandes améliorations dans les différentes branches de notre agriculture, en déterminant l'introduction de différentes sortes de manufactures, nouvelles, en inculquant dans l'esprit de notre population le désir de nouveaux progrès dans toutes les branches d'instruction technique, morale et religieuse.

J'ai pleine confiance dans la prospérité de notre province comme

dans celle de la confédération. Nous avons des ressources naturelles illimitées qui ne sont pas encore développées et des ressources inconnues et auxquelles nous ne songeons pas, qui attendent d'être découvertes, examinées et développées au moyen de capitaux sagement placés, ce qui ne saurait manquer de profiter aux générations à venir. L'étendue de nos pêcheries est illimitée, nos mines de houille, dans l'est et dans l'ouest, ne font que commencer à être connues, appréciées et exploitées avec avantage ; on est en voie d'ouvrir nos mines d'or et, si elles sont exploitées avec intelligence, elles rapporteront de bons profits au capital et au travail qui y seront employés. Nos manufactures de diverses sortes ont déjà pris une importance à laquelle on ne s'attendait pas, il y a quelques années. Nos moyens de communication par chemins de fer dans toutes les parties du pays ont progressé avec une rapidité sans exemple dans aucun pays du monde, eu égard à notre population ainsi qu'à nos moyens. Nos ressources agricoles ne font que commencer à être appréciées ; l'élevage du bétail pour l'approvisionnement de nos marchés et l'exportation, quoique accusant des proportions qui font honneur à nos cultivateurs, n'est encore que dans son enfance. L'industrie de la beurrerie et de la fromagerie a pris un développement merveilleux pendant ces dernières années et commence à fixer l'attention de nos agriculteurs sur les profits qu'on peut retirer de ces importantes branches d'industries. Notre commerce avec les pays étrangers prend une extension telle que le Canada occupe dans la marine marchande du monde une position qui n'est pas à dédaigner. Notre système d'instruction publique grandit dans toutes ses branches et devient de plus en plus apprécié par le peuple.

Encore quelques mots, M. le président, et j'ai fini.

Le parachèvement du chemin de fer canadien du Pacifique aura une grande influence sur le développement de la prospérité du Canada en général et notre province ne peut manquer d'y participer. Quand on considère le nombre comparativement restreint de notre population, l'immensité du territoire traversé par le chemin de fer canadien du Pacifique, d'un océan à l'autre à travers le continent et le parachèvement en si peu de temps d'une entreprise aussi colossale, il est certainement merveilleux de voir ce que nous avons accompli. Les pays d'Europe ne peuvent faire autrement que de sentir que leurs descendants au Canada sont dignes de leurs ancêtres, et de s'enorgueillir que dans ce Canada qui est notre pays, leurs descendants sont à la hauteur de toutes les circonstances qui peuvent surgir, déterminés à pousser la civilisation à ses dernières limites, à assurer la permanence de ces insti-

tutions libres qui font la gloire des nations dont le peuple canadien est issu.

L'exposition coloniale de Londres, actuellement en activité, contribuera à démontrer que le Canada n'est pas ce pays froid, couvert de neige, stérile que certaines gens supposent, que les produits du sol, de l'industrie, de l'éducation et des beaux arts assignent de droit au Canada une place parmi les nations de figurer sur un pied d'égalité avec les vieux pays d'Europe, en ce qui regarde la civilisation, l'avancement dans la culture intellectuelle, l'énergie et l'esprit d'entreprise dans toute les carrières de la vie, et que même dans les arts et les sciences, quelques-uns des nôtres n'ont pas à craindre de se rencontrer avec les savants d'Europe. Notre province, je n'en doute pas, fera sa part à l'exposition coloniale, ainsi que les autres provinces du Canada, ce qui aura pour effet d'amener dans le pays des colons d'Europe. Cette exposition montrera aussi qu'en ce qui regarde la comparaison avec nos voisins des Etats-Unis, le Canada ne craint pas la concurrence et offre des avantages égaux, sinon supérieurs, aux gens désirant s'établir dans la partie nord du continent d'Amérique.

Dans mon dernier discours sur le budget, j'ai constaté que " dans ce pays nous avons la paix et l'abondance partout. " Je ne pensais guère, alors, qu'avant qu'il se fût écoulé quelques mois, la torche de la rébellion serait allumée dans nos territoires de l'Ouest et que les populations des provinces de l'Est seront obligées d'employer la force pour réprimer l'insurrection dans l'Ouest. Je n'entends pas entrer dans la question de savoir si l'insurrection avait ou non sa justification ; je n'y fais allusion que pour rendre mon humble tribut d'hommages à la bravoure des volontaires qui, à un moment d'avis, dans une saison rigoureuse et sans un moment d'hésitation, se sont offerts pour défendre le pays et se sont conduits durant le voyage, au camp et sur le champs de bataille aussi bien que de vieux vétérans et ont mérité non seulement les louanges de leurs concitoyens, mais aussi les éloges de vieux soldats expérimentés et les remerciements de la mère-patrie. Et ils méritaient bien ces témoignages de reconnaissance.

Nous regrettons la perte de beaucoup de vies précieuses, de temps et de propriétés ; mais d'un autre côté, nous avons acquis la connaissance de ce que sont réellement nos volontaires, qu'ils sont prompts à répondre à l'appel du devoir, qu'ils sont forts, durs à la fatigue, soumis à la discipline sur le champs de bataille comme au camp et dans les marches, qu'ils ont la force corporelle, la force de constitution requise pour

endurer la fatigue, non seulement sans se plaindre, mais même avec entrain et gaieté ; que toutes les classes de nos volontaires, de toutes les nationalités, sont également prêtes à défendre leur pays ou à protéger nos libres institutions contre n'importe quel ennemi et, ce qui est mieux encore, nous savons que l'accomplissement de leur devoir envers le pays est fini, qu'ils peuvent retourner et qu'ils sont retournés à leurs occupations et montrer et qu'en temps de paix comme en temps de guerre, ils méritent le respect, l'estime et l'amour de leurs concitoyens. Honneur, donc, à nos volontaires, soldats comme officiers ; ils vivent dans le cœur de notre peuple et espérons que d'ici à longtemps il ne surgira pas une pareille occasion de faire appel à leurs services.

Le parlement et le peuple anglais considèrent et discutent actuellement avec anxiété des mesures de la plus haute importance, affectant la prospérité et le bonheur d'un grand nombre de nos concitoyens vivant de l'autre côté de l'Atlantique. Il ne m'appartient pas de discuter ces questions ; mais on me permettra d'exprimer l'espérance qu'on puisse arriver à une solution pratique, pacifique et à l'amiable, des difficultés qui agitent maintenant l'esprit public dans le Royaume-Uni, de façon à maintenir l'unité de l'empire, à concilier les différends qui existent dans le peuple, à produire et à propager la bonne entente d'un bout à l'autre de l'empire.

J'espère M. le président, que je ne vous ai pas fatigué, vous et vos honorables collègues de cette Chambre. En terminant, qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir que plus tard, que les députés qui siègent en cette Chambre y reviennent ou non, on puisse toujours nous trouver, tous tant que nous sommes, prêts à faire notre devoir dans n'importe quelle position que nous occupions, publiquement ou dans la vie privée, de sorte que quand nous aurons franchi " cette borne d'où ne revient aucun voyageur ", on puisse dire de chacun de nous individuellement que nous avons fait notre devoir envers notre Dieu, envers notre pays et envers nos concitoyens.

L'honorable M. **Mercier** — *député de St-Hyacinthe*. — Je désire savoir si le gouvernement a l'intention de modifier la loi des licences cette année ?

M. le **Trésorier**. — Non, j'ai dit que je pensais qu'il serait peut être temps de modifier la loi, de manière à diminuer le nombre des licences et à en augmenter le prix.

L'honorable M. **Mercier**. — Pourquoi l'honorable trésorier compte-

il recevoir \$100,000 du fonds d'emprunt municipal plutôt que toute autre somme moindre ?

M. le **Trésorier**.—J'ai mis ce montant d'après le désir manifesté par ceux qui nous doivent. Si la plus grande partie des promesses faites se réalisent, nous retirerons certainement cette somme.

L'honorable M. **Mercier**.—Lévis a-t-il réglé sa réclamation ?

M. le **Trésorier**.—Oui, mais comme une erreur dans les bons a été commise on a été obligé de les faire réimprimer. De plus, on a fait la folie d'entreprendre de signer tous les coupons, cela prend un temps très considérable. Voilà pourquoi l'affaire n'est pas encore définitivement réglée.

L'honorable M. **Mercier**.—Mais le montant dû par Lévis, n'est pas compris dans les \$100,000 ?

M. le **Trésorier**.—Non, ce sera inclus dans les recettes de l'année courante.

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—M. le président, ce n'est pas la première année que je me plains du manque de renseignements sur nos finances, pour ceux qui ne parlent, comme moi, que la langue française. Le trésorier vient de faire son exposé budgétaire tout en anglais. Maintenant je cherche à me renseigner dans les imprimés qui viennent de m'être distribués, et je vois encore qu'il n'y a rien en français.

Il est temps que ce système finisse et pour réussir à y mettre fin, je soulève la question d'ordre. Je désire savoir si le gouvernement peut procéder à faire voter le budget quand les trois quarts de la Chambre n'ont rien compris ou au moins qu'on ne leur a rien donné dans leur langue native.

M. le **Président**.—L'article 133 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, décrète que dans les Chambres de la Législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif, mais que l'usage de ces deux langues sera obligatoire dans la rédaction de leurs archives et de leurs journaux. La règle 93 des ordres permanents de cette Chambre prescrit aussi que tous les projets de loi doivent être imprimés et distribués dans les deux langues avant de pouvoir subir leur deuxième lecture, et que toutes les résolutions et les matières dont l'examen doit être fait en comité général, seront imprimées et distribuées dans les deux langues avant d'être renvoyées à ce comité.

L'objection soulevée par l'honorable député d'Iberville, c'est que le

budget des dépenses n'ayant pas été distribué en français, la Chambre ne peut pas procéder à le prendre en considération.

Le budget des dépenses a été soumis aujourd'hui avec un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur, et sur proposition de l'honorable trésorier de la province, ce message et le budget qui l'accompagne ont été, par une résolution de la Chambre, renvoyés au comité des subsides, institué le deuxième jour de la session. La proposition dont la Chambre est saisie, c'est que je laisse maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Si cette objection avait été soulevée pendant que la Chambre était saisie de la proposition demandant de renvoyer le budget au comité des subsides, il eût été de mon devoir d'en faire suspendre la prise en considération, tant qu'il n'aurait pas été distribué dans les deux langues. (Décisions de Laperrière, numéros 98 et 118). Quant à ce qui regarde cette proposition, l'objection vient trop tard, vu que la Chambre a pris action dessus et a renvoyé le budget au comité des subsides.

La proposition maintenant sous considération ne réfère pas directement au budget des dépenses, mais demande seulement que la Chambre se forme en comité des subsides.

On m'informe qu'on a reçu, au bureau des archives, la version française de ce budget et qu'elle va être distribuée de suite. Chaque député a le droit de faire usage de sa propre langue dans les propositions qu'il fait ou dans les débats ; mais aucune proposition ne peut être régulièrement discutée ou proposée à la Chambre, avant d'avoir été mise, dans les deux langues, devant la Chambre et c'est là une règle qui est toujours strictement observée chaque fois qu'on y attire l'attention. (Bourinot, page 218) Si la Chambre se forme en comité des subsides avant que la version française du budget des dépenses ne soit distribuée, tout député aura le droit d'objecter à ce que le comité procède à la prise en considération de ce budget et le comité devra dans ce cas suspendre ce travail, faire rapport de progrès et demander permission de siéger de nouveau.

Je suis en conséquence d'opinion que l'objection soulevée est prématurée et je décide qu'actuellement elle n'est pas bien fondée.

Les crédits suivants sont adoptés en comité du budget.

Législation :—Art. 5 : Dépenses d'élections \$38,500.00.

Art. 6 : Greffier de la couronne en chancellerie, traitement couvrant ses dépenses contingentes \$800.00.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du mardi, le 11 mai 1886.

SOMMAIRE :—M. Bernard, député de Verchères, prend séance.—Dépôt d'un projet de loi.—Délibérations sur divers projets de loi.—Suite de la discussion générale sur le projet de budget.—Proposition de M. Shehyn : MM. Shehyn et Desjardins.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président informe la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat d'élection d'Abraham Bernard, écrivain, député pour le district électoral de Verchères.

M. Bernard prend séance.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. TAILLON—*député de Montréal-est, procureur général.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

Il est ordonné qu'à partir du 20 courant, les projets de loi ministériels auront la priorité sur l'ordre du jour.

Le projet de loi pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile, est adopté définitivement dans les formes réglementaires.

SUITE DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le projet de budget.

M. SHEHYN—*député de Québec-est.*—M. le président, je me lève pour répondre au discours sur le budget, prononcé par l'honorable trésorier de la province.

C'est une tâche ingrate. De soi, les questions de finance sont arides et n'offrent guère d'attrait à ceux qui n'y sont pas versés par habitude. Puis, il faut bien l'avouer, je m'adresse à un auditoire dont la majorité

se laisse guider bien plus par la voix trompeuse des préjugés et des exigences de parti que par celle de la vérité et des intérêts du pays. En vain démontrerai-je que la politique financière suivie depuis quelques années nous conduit fatalement à la ruine ; en vain démontrerai-je que pour conserver la faveur populaire, les hommes chargés de l'administration de nos finances se sont étudiés à égarer l'opinion publique par de fausses représentations et des exposés fallacieux : pour un bon nombre de mes collègues, il n'y a qu'un seul intérêt en jeu, qu'un seul intérêt à sauvegarder, je veux dire l'intérêt du parti au pouvoir.

Il est de fait, M. le président, et je le constate avec regret, il est de fait qu'il est impossible de discuter la question de nos finances d'après son véritable mérite, sans passion, sans préjugés et en dehors de cet esprit de parti, qui explique le misérable état dans lequel se trouvent nos finances. Quand le gouvernement se trouve acculé au pied du mur, quand ses actes de mauvaise administration sont trop évidents pour être déceimment défendus, il fait appel à l'esprit de parti, et l'on voit des hommes, d'ailleurs très estimables dans la vie privée, refouler dans leur cœur les sentiments patriotiques, étouffer la voix de leur conscience, abdiquer leur intelligence et leur dignité pour approuver des actes qu'ils condamnent dans leur for intérieur et dont il ne voudraient jamais assumer la responsabilité dans le cours des affaires de la vie privée. Leur conscience s'est engourdie, est devenue insensible à tout sentiment généreux ; ils sont tellement imbus de préjugés qu'ils condamnent le plus souvent, sans examen préalable, tout ce qui n'est pas conforme aux notions, en général erronnées, qu'ils ont des hommes et des choses. Voilà ce qui explique pourquoi l'on voit si souvent en politique des hommes, dont l'intelligence permettrait d'espérer mieux, se rendre coupables de choses absurdes et repréhensibles à tous les points de vue. J'ai constaté tout cela moi-même depuis que je suis en Chambre, j'ai pu me rendre compte par moi-même de ce que peuvent faire les préjugés et l'aveuglement produit par l'esprit de parti.

Pourtant, s'il est une question qui devrait être traitée et jugée en dehors de tout esprit de parti, c'est bien celle des finances de la province. Mais il n'en est pas ainsi, et pour cette question comme pour les autres, l'esprit de parti joue son rôle néfaste. La preuve de cela, nous l'avons dans le concours et les sympathies que la majorité donne à l'honorable trésorier de la province.

Quel est l'homme impartial et sensé qui puisse nier aujourd'hui que depuis plusieurs années les états fournis sur la position financière de la

province ne représentent pas la situation telle qu'elle est ? Quel est l'homme consciencieux et sensé qui puisse nier que depuis plusieurs années on ne nous a soumis sur les finances de la province que des chiffres destinés à faire voir, pas ce qui existe de fait, mais ce qui n'existe pas, qu'on a fait miroiter à nos yeux des situations favorables, quand de fait nous accumulions des millions de déficit ? Or ces états mensongers, ces représentations fallacieuses ont été acceptés avec enthousiasme par un grand nombre de députés ministériels, qui en connaissent et en admettent la fausseté, pour la raison, peu avouable il est vrai, que cela fait l'affaire du parti. C'est là ce qui explique la présence de l'honorable député de Sherbrooke, comme trésorier, dans presque tous les gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires de la province depuis quelques années. On a confié le département du trésor à cet honorable député tout simplement parce qu'il excelle dans l'art de manipuler les chiffres et de dissimuler la véritable situation de nos finances.

On a usé et abusé largement de cet art des manipulations de chiffres et des fausses représentations. Au lieu de prendre la Chambre en confiance, de lui parler franchement et loyalement, on a préféré suivre la voie tortueuse des expédients. Personne ne peut nier que ce que j'expose ne soit la véritable peinture de la politique suivie à l'égard de la question financière.

Mais ces expédients n'ont abouti à rien. En dépit de l'obscurité que l'ont s'est efforcé de jeter sur l'état de nos finances, en dépit de tous les soins que l'on a pris pour dissimuler ce qui existe de fait, en dépit des efforts qu'on a faits pour cacher la vérité, le jour est venu où il a fallu admettre ce que jusqu'alors on avait nié, où il a fallu déclarer que les déficits sont énormes et augmentent d'année en année. C'eût été le temps de remédier au mal ; mais, là encore, l'esprit de parti fit son œuvre fatale. L'aveuglement politique était tel que toutes les remontrances possibles n'eurent aucun effet. Par esprit de parti, on a accepté, on a assumé la responsabilité de tout ce que proposait un trésorier — qui n'était souvent que l'esclave d'une coterie — et cela en dépit de la fausseté évidente et clairement établie des états financiers qui nous étaient fournis. On ne s'est nullement occupé d'examiner si la politique suivie était en rapport avec les principes qui doivent régir une opération financière bien conduite. Grâce à ce système de duperie, on a pu induire la Chambre en erreur et lui faire accepter comme vrais des états accusant une position florissante, quand en réalité nous accumulions

une dette hors de proportion avec nos moyens et quand les découverts se chiffraient chaque année par des millions de piastres.

En présence de ce système de duperie et de tromperie, faut-il s'étonner que le véritable état dans lequel se trouvent nos finances soit si peu connu, que la situation financière de la province ait subi un choc qui la fait périlcliter depuis longtemps ?

Cette situation, je vais essayer de faire voir ce qu'elle est en réalité et d'indiquer les causes qui l'ont produite. Pour faire mieux ressortir la vérité que je veux établir, je vais d'abord examiner si la conduite de l'honorable trésorier comme administrateur de nos finances est bien de nature à nous inspirer confiance dans les exposés qu'il fait à la Chambre.

Quelle confiance pouvons-nous avoir en l'honorable trésorier ? Quelle confiance, surtout, peuvent avoir en lui ceux qui ont suivi depuis une quinzaine d'années la marche des affaires dans notre Législature ? Quel rôle l'honorable trésorier a-t-il joué depuis 1875 ? Selon qu'il était dans le gouvernement ou en dehors du gouvernement, nous l'avons vu alternativement déclarer que nos finances étaient dans un état ruineux ou dans un état prospère. Quand il était en dehors du ministère, tout était en péril, quand il était dans le ministère, tout était florissant et prospère, du moins à son dire. A une époque, il affirmait une chose, quitte à la contredire plus tard. Lorsqu'il s'est agi de faire assumer par le gouvernement la construction du chemin de fer du Nord, il déclarait emphatiquement, il affirmait que nos revenus étaient suffisants pour faire face à ces dépenses, qu'il nous induisait à encourir. Plus tard, quand l'exécution de cette entreprise nous eût plongés dans des dettes hors de proportion avec nos moyens, il déclarait que nous n'aurions pas dû assumer la construction de ce chemin de fer, que nos revenus n'étaient pas suffisants pour nous permettre d'encourir de pareilles dépenses. C'est lui, aussi, qui sous l'administration de M. Church, faisait entendre à la Chambre que ce monsieur administrait mal nos finances, n'avait aucune aptitude pour les opérations financières. Le gouvernement Chapleau est le plus extravagant que nous ayons eu et, jamais, ni avant ni après, les dépenses de la province n'ont été aussi élevées que sous cette administration. Tant que l'honorable député de Sherbrooke fit partie de cette administration comme trésorier, on ne l'entendit jamais faire la moindre protestation contre ces extravagances et ces énormes dépenses. Au contraire, il nous disait que tout allait pour le mieux, dans ce meilleur des gouvernements. Mais, un bon jour, il prit à M. Chapleau fantaisie de mettre son trésorier à la porte.

Cela affecta considérablement les opinions de l'honorable député de Sherbrooke sur la situation financière de la province. De suite, il commença à trouver que la situation était tendue, difficile à l'extrême, que nos finances étaient mal administrées, enfin, que sans un changement radical, nous aurions bientôt à faire face aux plus graves embarras financiers. L'administration Mousseau n'améliora pas la position de nos finances et encore bien moins la manière de voir de l'honorable député de Sherbrooke, puisqu'il n'en faisait pas partie. Aussi faut-il voir la peinture qu'il fit de notre situation financière quand le Dr Ross se l'adjoignit pour collègue et lui confia de nouveau l'administration du trésor. Dans le discours qu'il adressa aux électeurs de Sherbrooke, lors de son élection comme ministre, il enchérit encore sur ces sombres peintures de notre position financière, constata que notre dette augmentait rapidement, que les dépenses sont hors de proportion avec les revenus et que depuis plusieurs années les déficits varient de \$300,000 à \$500,000 par année. Il a dit à peu près la même chose en Chambre, peu après son entrée dans le présent ministère, dans le discours sur le budget qu'il a prononcé en 1884. On me permettra de rappeler ses propres paroles. Les voici :

“ Il est impossible de nier le fait, que depuis plusieurs années notre revenu ordinaire, à part le revenu extraordinaire sur lequel nous ne comptons pas et, je pourrais ajouter, même avec ce revenu sur lequel nous ne comptons pas, n'a pas suffi à couvrir les dépenses encourues. Il y a eu chaque année, depuis plusieurs années, des déficits plus ou moins forts, selon la manière dont on a manipulé les chiffres ; mais il est hors de conteste qu'il y a eu des déficits variant de \$300,000 à \$500,000 par année.

“ Donc, si nous continuons à dépenser autant que nous l'avons fait jusqu'à présent pour les fins du gouvernement, il nous faut, d'une manière ou d'une autre, imposer au peuple des charges additionnelles, et l'on a proposé le recours à la taxe directe comme étant le meilleur moyen de prélever les fonds nécessaires à l'administration du service public.

“ Il est impossible de permettre qu'un pareil état de choses continue plus longtemps, à moins que nous soyons déterminés à rester dans des embarras perpétuels et devant aboutir pratiquement à l'insolvabilité, à une date peu éloignée. Prendre une pareille détermination, ce serait ruiner notre crédit dans le pays et à l'étranger, couvrir

de déshonneur notre province et tous ceux qui sont concernés dans l'administration de nos affaires publiques.

"Toute notre dette fondée, dette dont les intérêts et le fonds d'amortissement obèrent tant le trésor chaque année, a été contractée pour des fins de chemins de fer. On me permettra de constater en même temps que nous avons dépensé avec extravagance pour les autres branches du service public, et qu'en vue de nos fortes dépenses pour les chemins de fer, nous aurions dû réduire les autres dépenses, au lieu que nous les avons maintenues au-dessus du montant que justifiait notre revenu annuel.

"Maintenant, je désire faire bien comprendre à la Chambre que tout en ayant reçu du gouvernement fédéral une aide qui nous appartenait, nous ne devons pas supposer que ce surcroît de revenu nous libère de la nécessité de retrancher et d'économiser dans nos dépenses de toutes les manières possible. En effet, ce surcroît de revenu ne s'élève pas à la moitié du chiffre normal des déficits que nous avons eus depuis plusieurs années et il nous faut aussi pourvoir à notre forte dette fondée et à d'autres dettes, il nous faut aussi chaque année pour voir au fonds d'amortissement, puis nous avons fait les choses sur un pied trop large, trop dispendieux, et la nécessité d'économiser n'existe pas moins maintenant qu'elle existait auparavant, sauf cette différence importante qu'en pratiquant une stricte économie, nous pouvons espérer faire face à nos engagements sans imposer de nouvelles taxes au peuple, ce qu'autrement nous n'aurions pu faire. M. le président, si l'aide que nous avons reçu a pour effet de nous porter à croire que nous pouvons continuer à dépenser comme auparavant sans retrancher ni économiser à l'avenir, il eût été mieux pour la province de ne pas recevoir un dollar du gouvernement fédéral, car dans ce cas il nous serait impossible d'éviter la taxe directe qui était imminente, et alors le peuple serait forcé de prendre l'affaire en mains et de ne confier le pouvoir qu'à des hommes qui poseraient le principe, et insisteraient pour le mettre en pratique, de maintenir les dépenses à un chiffre égal à celui du revenu.

"J'ai entendu dire : "Eh bien, avec un si fort montant venant d'Ottawa—estimant toujours ce montant à un chiffre plus élevé qu'il ne l'est en réalité—il n'y aura pas besoin de diminuer les dépenses ; nous pouvons continuer, comme avant, à dépenser à droite et à gauche ; nous pouvons continuer les crédits ordinaires, etc., etc." Mais ces gens oublient ou ignorent le fait qu'après avoir retranché du montant additionnel que nous allons recevoir d'Ottawa le surcroît d'intérêt que nous

aurons à payer l'an prochain sur une partie du dernier emprunt, il ne restera pas assez pour couvrir la moitié des déficits que nous avons eus depuis un bon nombre d'années, c'est-à-dire que pour faire joindre les deux bouts il nous faudra, après avoir payé le surcroît d'intérêts que je viens de mentionner, retrancher sur les dépenses ordinaires au moins la moitié du montant de nos déficits ordinaires.

“ Dans tous les cas, il est évident que depuis plusieurs années nous avons dépensé plus que notre revenu nous justifiait de le faire, ce qui, avec notre forte dette contractée pour les chemins de fer, a mis la province dans la position financière où elle se trouve. Il est pareillement évident que nous devons mettre un terme à cet état de choses si nous voulons maintenir le crédit de la province dans le pays et à l'étranger.

“ Nous ne pouvons pas continuer le système que nous avons suivi jusqu'à présent sans nuire au crédit de la province et imposer au peuple des charges qui l'obéreront au point de retarder sérieusement l'établissement du pays, d'induire et de forcer nos concitoyens à rechercher quelque autre pays où les taxes sont moins fortes, à paralyser toutes les branches d'industrie au point d'amener la ruine d'un grand nombre de gens et à faire de notre population un objet de risée et de mépris chez les populations des provinces voisines.”

Voilà, M. le président, ce que l'honorable trésorier nous disait en 1884, lorsqu'il venait de rentrer au bureau du trésor. Il eût été impossible de représenter la situation sous des couleurs plus sombres et plus alarmantes. Cette fois-là, pourtant, l'honorable trésorier disait la vérité.

Nous eûmes le revers de la médaille quand il vint nous exposer le résultat des opérations de l'exercice finissant le 30 juin 1884. Dans son discours sur le budget, prononcé à la session de 1885, les couleurs sombres ont disparu et avec cette modestie qui le caractérise, le trésorier nous dit en substance que grâce à son heureuse administration, les malheurs qu'il avait prédits ont été détournés et qu'il a réussi à réduire à la bagatelle de \$240,000 le déficit de \$500,000 qu'il avait annoncé l'année précédente.

Cela paraissait un peu extraordinaire, car on savait bien que le trésorier n'avait pu exercer aucun contrôle sur les recettes et les dépenses du budget voté sous le gouvernement précédent et en examinant les chiffres soumis par le trésorier, tous ceux qui connaissent un peu les affaires financières découvrirent bien vite que le déficit était d'un demi-

million, comme auparavant, qu'au lieu de changer véritablement l'état de nos finances, toute la besogne du trésorier s'était bornée à manipuler les chiffres pour dissimuler la situation réelle, tromper le public et lui faire croire à une diminution du déficit.

Tel est, en peu de mots, le résumé des contradictions, des outrages à la vérité qui composent tout le bagage financier du trésorier. En présence d'un pareil dossier, est-il possible, je le demande à la Chambre, est-il possible d'ajouter la moindre foi aux paroles de cet homme qui nous a constamment trompés, qui a dit blanc ou noir sur la question des finances, selon qu'il était en dehors du gouvernement ou dans le gouvernement ? Comment ajouter foi aux exposés fallacieux de cet homme qui nous a constamment égarés pour satisfaire ou sa rancune ou sa vanité ? Avec un pareil passé, l'honorable trésorier croit-il que nous allons adopter sans un examen sérieux le singulier exposé financier qu'il nous a fait l'autre jour ? S'il le croit, il se trompe et, pour ma part, je vais essayer de faire voir tout ce qu'il y a d'inexact et d'erroné dans cet exposé, puis de montrer la situation telle qu'elle est.

L'année dernière, le trésorier nous a dit dans son discours sur le budget :

“ Il n'y a pas de doute que nos déficits normals tendent à diminuer d'année en année et avec de la prudence et une surveillance active de la part de l'exécutif, je suis certain que dans un an ou deux le trésorier pourra annoncer la bonne nouvelle à la Chambre et au pays, que non seulement il pourra faire face aux dépenses, mais qu'il y aura un excédant de recettes sur les dépenses.

“ C'est là le but que le gouvernement a en vue et tant que je conserverai la position que j'occupe maintenant, je ferai tous mes efforts.... pour pouvoir démontrer que nos finances sont assises sur une base saine, sûre et substantielle.”

Le trésorier a voulu se donner raison quand, à l'encontre des faits et de la vérité, il a essayé de jeter de la poudre aux yeux du public pour faire croire à l'accomplissement de cette prédiction de l'année dernière et essayé de faire voir que son gouvernement a exécuté le programme par trop téméraire qu'il lui avait tracé.

Ainsi s'explique l'histoire—car c'en est une—du surplus imaginaire qu'accuserait le dernier exercice.

L'ombre de ce prétendu surplus commença à poindre lors de l'élection

de Lotbinière. La presse ministérielle annonça qu'on avait réussi à rétablir l'équilibre dans le budget, que la situation financière était de nature à faire renaître la confiance, si fortement ébranlée par les découverts réguliers et constants qui existaient depuis plusieurs années.

Ces racontars des journaux ministériels n'en imposèrent à personne. Aussi fut-on passablement surpris en lisant dans le discours du trône que le ministère avait réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province et même à accumuler un petit surplus.

La lecture de cette partie du discours du trône a dû faire sourire un grand nombre des honorables députés, qui savent depuis longtemps que le trésorier excelle dans l'art de faire avaler de pareilles couleuvres, en manipulant les chiffres avec un talent qui ne le relève assurément pas dans l'opinion des honnêtes gens.

J'avouerai que cette affirmation dans le discours du trône était de nature à faire naître des doutes dans l'esprit de bien des gens qui ne croyaient pas à l'existence du prétendu surplus. Pour moi, je ne savais que penser ; j'étais bien convaincu qu'il était impossible, avec les ressources dont dispose le gouvernement, de combler le vide qui existe entre nos revenus et nos dépenses ; d'un autre côté, je ne pouvais pas me résoudre à croire qu'on eût porté l'audace jusqu'au point de faire dire une chose fausse à Son Honneur, de mettre dans le discours du trône une déclaration officielle absolument contraire à la vérité. Je savais bien que tout en posant comme un dragon de vertu, le trésorier ne s'est jamais fait le moindre scrupule de nous donner dans ses discours sur le budget des exposés faux et fallacieux ; mais je ne le croyais pas capable de pousser l'audace jusqu'au point d'insérer dans un document aussi officiel que le discours du trône, une affirmation qui est un outrage à la vérité, une insulte au bon sens le plus élémentaire.

Je me trompais : j'avais une trop bonne opinion du trésorier, ainsi que j'ai pu le constater depuis. En examinant les états qu'il vient de nous fournir et en parcourant les comptes publics pour le dernier exercice, j'ai acquis la certitude que tout cet agencement de chiffres, tout cet échafaudage de données fausses et erronées, destiné à servir de base au prétendu surplus annoncé dans le discours du trône, j'ai acquis la certitude, dis-je, que tout cela n'a pas le moindre fondement, que c'est tout au plus une grossière manipulation de chiffres, qu'au lieu du prétendu surplus nous avons un déficit énorme, comme auparavant, enfin que tout cela n'est qu'une burlesque mise en scène destinée à tromper la Chambre et le pays pour préparer les prochaines élections.

M. le président, j'éprouve un sentiment vraiment pénible, quand je vois un homme occupant la position qu'occupe le trésorier de la province jouer une pareille comédie, venir froidement et sans même rougir, nous soumettre comme représentant la situation véritable de nos finances, un exposé et des états que mieux que personne il sait contraires à la vérité.

Ce qui m'étonne encore, c'est de voir un homme de son âge, jouissant d'une certaine estime personnelle, parmi ceux qui ne le connaissent pas à fond, ayant tout intérêt à laisser à la postérité une réputation honorable comme homme politique, c'est de voir ce vieillard, qui affecte de poser pour la vertu, mettre son nom et sa réputation d'honnête homme au jeu pour satisfaire ou sa vanité ou les cruelles exigences de son parti ! Il faut qu'il ait bien peu de souci de sa propre réputation et une bien pauvre opinion de l'intelligence de cette Chambre et du public pour oser se commettre à de telles assertions aussi opposées à la vérité !

Les naturalistes prétendent que l'habitude devient une seconde nature, que dans certains cas elle donne une hardiesse inexplicable. C'est évidemment ce qui est arrivé chez l'honorable trésorier. Cette tactique des fausses représentations lui a si bien réussi dans le passé, il est tellement habitué à compter sur la docilité absolue de la majorité complaisante qui donne son concours au gouvernement, qu'il a fini par ne douter de rien, par tout oser, les trucs les plus ineptes, bien convaincu que les exigences de parti feraient facilement avaler tout cela sans la moindre protestation de la part de ses amis. Et, il faut bien l'admettre, il avait compté avec son hôte.

Faut-il bien s'étonner, sinon s'indigner, de tout cela ? Je ne le pense pas. C'est tout simplement le couronnement d'une œuvre poursuivie depuis longtemps avec un succès capable d'inspirer de l'audace à un homme plus scrupuleux que l'honorable trésorier. Il a constamment et impunément fabriqué des déficits ou des surplus, selon que l'exigeaient ses intérêts du moment, selon qu'il était ou qu'il n'était pas dans le gouvernement ; il a constamment manipulé les chiffres pour les faire parler à sa guise, leur faire dire vrai ou faux et jamais cela ne lui a fait perdre la confiance de ses amis politiques, qui font, encore aujourd'hui, les plus grands éloges du talent qu'il possède de faire des exposés financiers aussi avantageux pour son parti qu'ils sont désastreux pour l'honneur et les véritables intérêts du pays. Pourquoi, d'ailleurs, s'occuperait-il de l'opinion publique, lui qui sait si bien qu'il peut compter quand même sur le concours de la majorité de cette Chambre ?

Ah ! M. le président, le jour n'est probablement pas éloigné où il lui faudra descendre de ce piédestal que lui fournit le concours d'une majorité aveuglée par l'esprit de parti et où il trône depuis tant d'années ! Le jour n'est peut-être pas éloigné où cette majorité, ouvrant enfin les yeux sur l'abîme creusé par l'honorable trésorier, secouera les liens de parti qui lui font voir la situation sous une fausse lumière et, faisant céder la voix des intérêts de parti à celle de la conscience et du salut commun, demandera un compte sévère à l'homme qu'elle reconnaîtra enfin comme l'auteur du mal qui apparaîtra alors dans toute son énormité. Ce jour-là sera le jour de la rétribution pour l'honorable trésorier ; son œuvre néfaste sera appréciée, il sera lui-même jugé suivant son mérite ; on lui reprochera avec autant de sévérité que de raison d'avoir manqué de franchise et de loyauté envers la Chambre comme envers le pays et dans ce moment de colère suprême, ainsi qu'il arrive au nautonier qui conduit le navire sur les écueils, l'opinion publique arrachera à l'honorable trésorier ce titre de sauveur de nos finances qu'il affectionne tant et dont il a si gravement abusé depuis une douzaine d'années.

Quand on compare la peinture que le trésorier faisait en 1884 de la position financière de la province avec celle qu'il nous en a faite vendredi dernier on se demande naturellement quelles sont les causes magiques qui ont pu produire un changement si extraordinaire dans l'état de nos finances. Ceux qui connaissent l'honorable trésorier et sa singulière manière d'agir se font le raisonnement suivant : en 1884, après deux années d'absence du bureau du trésor, croyant sa responsabilité entièrement dégagée et ayant tout intérêt à dire la vérité, pour montrer que son prédécesseur avait tout gâté et que lui allait tout remettre dans l'ordre, il représentait réellement la situation telle qu'elle était ; aujourd'hui, au contraire, qu'il nous parle des opérations dont il est responsable, guidé par cette fatuité dont il est coutumier, il voudrait faire croire à la Chambre et au pays que grâce à sa sagesse, à son habileté comme financier, il a réussi à conjurer la tempête qu'il nous annonçait il y a deux ans, à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, et pour donner vraisemblance à cette conclusion contraire aux faits, il nous représente faussement la situation.

Que s'est-il donc passé depuis deux ans, M. le président, pour opérer un changement aussi merveilleux dans notre position financière, pour transformer en surplus les déficits énormes que notre bilan accusait chaque année ? Il est bien vrai que le gouvernement fédéral nous a accordé un subside additionnel \$247,200 par année et ce subside, je

l'avoue, forme un appoint considérable dans notre budget : mais il ne suffit pas à couvrir le déficit, qui est encore considérable.

Il est vrai que le trésorier prétend avoir rétabli l'équilibre dans le budget, que les recettes ordinaires ont excédé de \$24,950 les dépenses ordinaires. Mais cette prétention ne détruit pas les faits, non plus que le tour de goblet sur lequel elle est appuyée n'empêche de voir la vérité.

Pour établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses, le trésorier s'est approprié \$42,671.84 provenant du fonds d'emprunt municipal, qu'il a fait entrer dans les recettes ordinaires. Or, cette somme est un remboursement de capital et certainement pas un revenu fixe et annuel. D'un autre côté, il a laissé en souffrance une foule de réclamations se rattachant aux chemins de fer et pour lesquels les crédits avaient été votés, puis il a employé à d'autres fins le montant de ces crédits, s'élevant à \$66,147.54. Il a omis le service de l'amortissement sur la balance de l'emprunt de 1874, soit \$30,854.

Récapitulons ces chiffres et voyons ce qu'il advient du prétendu surplus de notre brave trésorier.

| | |
|--|--------------|
| Fonds d'emprunt municipal..... | \$ 42,671 84 |
| Fonds d'amortissement non versé..... | 30,854 00 |
| Réclamations laissées en souffrance..... | 66,147 54 |
| | <hr/> |
| | \$139,673 38 |
| Moins les réclamations pour chemins de fer que l'on ne peut pas considérer comme dépense ordinaire..... | 66,147 54 |
| | <hr/> |
| Déficit..... | \$ 73,525 84 |

Ainsi, en prenant l'état même que nous a donné le trésorier, on trouve que les dépenses ordinaires ont excédé les recettes ordinaires de \$73,525.84, c'est-à-dire qu'il y a dans le budget des dépenses et des recettes ordinaires un déficit de \$73,525.84.

Ces chiffres, pourtant, ne comprennent pas une foule d'autres obligations laissées en souffrance, dans le but d'établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses ordinaires.

Il y a donc, comme je viens de l'indiquer, un déficit réel dans les opérations ordinaires et je crois avoir démontré que le prétendu surplus du trésorier n'est que le fruit d'une manipulation de chiffres qui ne

supporte pas l'examen, même en prenant les chiffres fournis par le trésorier lui-même.

Quant au véritable résultat des opérations de l'exercice 1884-85, c'est-à-dire la situation réelle de nos finances, le tableau suivant l'indique clairement.

Dans son discours sur le budget, le trésorier nous donne les chiffres officiels que voici :

| | |
|--|-----------------|
| Dépenses totales de l'exercice finissant le 30 | |
| juin 1885..... | \$ 4,056,264 06 |
| Récettes totales..... | 3,603,111 01 |
| Déficit..... | \$ 453,153 05 |

Le trésorier prétend que ce déficit doit être imputé au compte du capital ; mais, comme il ne lui reste pas un seul sou disponible de l'emprunt de \$3,500,000, il lui faudra bien avoir recours à un nouvel emprunt pour couvrir ce déficit.

Cependant, ces \$453,153.05 ne représentent pas tout le déficit de l'exercice 1884-85.

Dans le cours de cet exercice, le trésorier a emprunté \$450,000 de la Banque de Montréal et n'en a remboursé que \$300,000 ce qui laisse un découvert de \$150,000 qu'il faut ajouter au déficit de \$453,153.05, constaté plus haut. Cela porte à \$603,153.05 le total du découvert qui doit être imputé au compte du capital.

Ces \$603,153.05 sont la somme que le trésorier a dépensée, en sus et au delà des recettes ordinaires et extraordinaires encaissées dans le cours de l'exercice en question.

Ce n'est pas tout. Il a laissé en souffrance des réclamations se rattachant aux chemins de fer, des réclamations admises et pour l'acquittement desquelles la Chambre a voté les crédits nécessaires à la session de 1884, c'est-à-dire \$66,147.54. Il a pareillement laissé en souffrance le service de l'amortissement sur la balance de l'emprunt de 1874, soit \$30,854.69. Il a pris sur la somme payée à compte du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. et placée au fonds d'amortissement, un montant de \$150,000. Enfin, il a employé les \$42,671.84 provenant du

fonds d'emprunt municipal et qui sont un remboursement de capital. En réunissant ces divers montants, on forme le tableau suivant :

| | |
|--|---------------------|
| Dépensé sur le capital, montant qu'il faudra couvrir par un nouvel emprunt..... | \$603,133 05 |
| Réclamations pour chemins de fer laissées en souffrance.. | 66,147 54 |
| Service d'amortissement laissé en souffrance..... | 32,854 69 |
| Montant pris sur la somme placée comme amortissement et provenant du prix de vente du chemin de fer de Q. M. O. & O..... | 150,000 00 |
| Montant du capital remboursé sur le fonds d'emprunt mu- nicipal..... | 41,671 84 |
| En tout..... | <u>\$892,827 12</u> |

Voilà ce que notre modeste trésorier appelle rétablir l'équilibre dans les finances de la province !

Le tableau que je viens de donner permet à la Chambre et au pays de juger si j'ai raison de reprocher au trésorier de nous avoir soumis des états qui ne sont pas exacts et ne représentent pas la véritable situation financière de la province !

D'ailleurs, la situation réelle est bien facile à saisir. Nous avons dépensé, durant l'exercice 1884-85, \$603,133,05 que nous devons couvrir au moyen d'un nouvel emprunt. Les dépenses courantes ont absorbé un montant de capital remboursé de \$192,671.84 et nous avons laissé en souffrance pour \$97,002.13 de réclamations. Les personnes qui pourraient avoir des doutes sur l'exactitude de ces chiffres et du tableau que je viens de donner, trouveront dans le discours sur le budget de l'honorable trésorier les renseignements nécessaires pour vérifier elles-mêmes l'exactitude de ce que je viens d'exposer et l'état réel des finances de la province, avec la réserve, toutefois, que le tableau donné plus haut ne renferme pas le total d'une foule de réclamations qui n'avaient pas été acquittées le 30 juin 1885. J'ignore le montant de ces réclamations, car le gouvernement a refusé de nous donner un état des sommes restant dues, à la fin du dernier exercice.

Je crois donc avoir raison d'affirmer que la situation est loin d'être rassurante et favorable ; le résumé que je viens d'en faire, le tableau que je viens d'en donner, indiquent assez clairement les dangers de la voie dans laquelle nous sommes engagés ainsi que l'abîme vers lequel cette voie nous conduit. Pour faire face à nos obligations, il va falloir

recourir de nouveau aux emprunts, augmenter le chiffre des sommes requises pour le service des intérêts, qu'il faut prendre sur nos recettes ordinaires. Or ces recettes sont déjà insuffisantes pour couvrir les dépenses du service public et le seront encore bien plus quand nous aurons à payer, en sus des frais actuels, l'intérêt sur plusieurs millions de nouveaux emprunts. C'est-à-dire que nous continuons comme par le passé à nous endetter de cinq ou six cent mille piastres par année. Je défie tout homme impartial et compétent d'arriver à une autre conclusion, après avoir fait une étude complète et approfondie de la situation. J'ai donc raison d'accuser le trésorier de tromper odieusement la Chambre et le pays en manipulant les chiffres de façon à leur faire indiquer un équilibre factice dans notre budget, quand il est de fait que cet équilibre n'existe pas, mais qu'au contraire il y a un découvert considérable entre les recettes et les dépenses.

Telle est la vraie situation de la province !

Examinons-la encore à un autre point de vue, pour voir si elle s'est améliorée, comme le prétend le trésorier.

D'après les comptes publics, les recettes ordinaires de la province ont été :

| | |
|------------------------------|-----------------|
| Pour l'exercice 1883..... | \$ 2,828,163 87 |
| “ “ 1884..... | 2,894,147 42 |
| “ “ 1885..... | 2,983,968 89 |
| Crédits votés pour 1886..... | 2,990,545 42 |

\$11,696,825 60

Les dépenses ordinaires—toujours d'après les comptes publics ont été :

| | |
|---------------------------------|----------------|
| Pour l'exercice 1883..... | \$3,120,562 68 |
| “ 1884..... | 3,269,391 00 |
| “ 1885..... | 3,156,518 00 |
| Dépenses prévues pour 1886..... | 3,300,980 44 |

\$12,847,452 12

Il y a donc pour ces quatre exercices un déficit de \$1,150,626.52, ce qui donne une moyenne de \$287,656.62 par année. Or le déficit pour l'exercice en cours, ou expirant le 30 juin 1886, est de \$310,435.02 ou de 50 % plus élevé que la moyenne pour les cinq ans, et en présence d'un pareil résultat, constaté par ses propres chiffres, le trésorier a

l'audace de venir nous déclarer que la situation s'améliore ! Est-il possible d'outrager plus odieusement la vérité ?

Etablissons d'une façon encore plus irréfutable la fausseté des assertions du trésorier.

Depuis l'exercice 1882, les recettes totales de la province ont été comme suit :

| | |
|---|------------------------|
| Balance en banque le 30 juin 1882..... | \$ 379,172 78 |
| Recettes de toutes sources, y compris une partie du produit de l'emprunt de \$3,500,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1883..... | 4,655,759 96 |
| Recettes de toutes sources, y compris la balance du produit de l'emprunt de \$3,500,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1884..... | 5,893,593 08 |
| Recettes de toutes sources pour l'exercice finissant le 30 juin 1885..... | 3,603,111 01 |
| Montant total des recettes, de 1883 à 1885..... | <u>\$14,531,636 83</u> |

Pour ces trois mêmes exercices, les dépenses de toutes sortes ont été comme suit :

| | |
|--|-----------------------------------|
| Pour l'exercice 1883..... | \$3,909,597 50 |
| “ 1884..... | 4,690,214 54 |
| “ 1885..... | 4,666,343 23 |
| | <u>\$13,266,155 27</u> |
| Argent en caisse le 30 juin 1885..... | \$ 1,265,481 56 |
| A déduire le montant des mandats émis, mais impayés le 30 juin 1885..... | 61,989 24 |
| | <u>Balance.... \$1,203,492 32</u> |
| A déduire le montant dû pour emprunts temporaires... | 637,739 45 |
| Montant disponible le 30 juin 1885..... | <u>\$ 565,752 87</u> |

C'est là tout ce qui nous restait d'argent, le 30 juin 1885, pour payer la balance des subsides aux chemins de fer, s'élevant à \$1,255,013.65. C'est-à-dire qu'à cette date, on avait pris sur le fonds des chemins de fer, pour solder d'autres dépenses, une somme de \$689,260.78. En

sus de cela, nous avons dépensé les sommes suivantes sur des remboursements ou des versements de capital :

| | |
|---|----------------|
| Pour le fonds consolidé des chemins de fer, le montant payé par la corporation de Québec en vertu du règlement de 1882..... | \$ 220,000 00 |
| Les recettes du fonds d'emprunt municipal pour les années 1883, 1884, 1885, soit en tout..... | 80,000 00 |
| Le montant pris en 1885 sur les \$600,000 payées à compte du prix de vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et faisant partie du fonds d'amortissement placé, soit..... | 150,000 00 |
| Ce qui forme..... | 550,000 00 |
| P. us le montant pris sur le fonds destiné à payer les subsides de chemins de fer, tel que je viens de l'établir..... | 689,260 78 |
| En tout..... | \$1,139,260 78 |

Voilà, d'une manière approximative, ce qu'en trois ans nous avons fondu de recettes de capital, à part la balance, ou plutôt une bonne partie de l'emprunt de \$3,500,000.00 et la totalité des recettes ordinaires. C'est tout simplement effrayant ! Pourtant, la plus grande partie des subsides des chemins de fer restait encore à payer le 30 juin 1885, ainsi que le parachèvement de l'hôtel du parlement et du palais de justice de Québec. Et, en présence d'une situation aussi alarmante, le trésorier vient nous dire, sans même sourciller, qu'il a rétabli l'équilibre dans les finances, que la position s'est améliorée ! C'est tout simplement renversant. Que dirait-on d'un individu qui après avoir pris sur son capital pour vivre et avoir laissé en souffrance les obligations que ce capital était destiné à éteindre, viendrait déclarer qu'il a ainsi mis le bon ordre dans ses affaires ? Or, c'est précisément ce qu'a fait notre trésorier.

Continuons cette démonstration, en analysant les opérations de l'exercice de 1884-1885. Cette analyse se trouve dans le tableau suivant, qui est la continuation de celui que je viens de soumettre :

| | |
|--|----------------|
| Montant total des recettes ordinaires de l'exercice finissant le 30 juin 1885, tel que donné dans l'exposé du trésorier..... | \$2,962,806 99 |
| Dépenses ordinaires de cet exercice.. | 2,937,856 95 |
| Surplus apparent..... | \$ 24,950 04 |

| | |
|---|----------------|
| Ajoutez à ce surplus les recettes dites extraordinaires..\$ | 640,304 02 |
| | <hr/> |
| | \$ 665,254 06 |
| Dépenses, dites extraordinaires, de cet exercice..... | \$1,118,407 11 |
| | <hr/> |
| Dépenses en plus, imputables au capital..... | \$ 453,153 05 |
| Balance non remboursée de l'emprunt de la Banque de Montréal—emprunt \$450,000, remboursé à compte \$300,000..... | 150,000 00 |
| | <hr/> |
| Déficit réel de la caisse pour cet exercice..... | \$ 603,153 05 |
| Dépense à même le capital encaissé : | |
| Pris sur le fond d'amortissement provenant du prix de vente du Q, M, O. & O..... | 150,000 00 |
| Recettes du fonds d'emprunt municipal. | 42,671 84 |
| | <hr/> |
| Durant cet exercice nous avons donc dépensé sur le capital..... | \$ 795,824 89 |
| De plus nous avons laissé en souffrance : | |
| Réclamations pour chemins de fer..... | 66,147 54 |
| Service du fonds d'amortissement..... | 30,854 69 |
| | <hr/> |
| | \$ 892,827 12 |

Tel est le résultat des opérations financières de l'exercice 1884-85. Les commentaires sont inutiles : on voit de suite que toutes nos sources de revenus n'ont pas suffi à faire face aux opérations de l'année et que, par conséquent, l'équilibre est loin d'être rétabli dans nos finances.

Nous accumulons de jour en jour une nouvelle dette flottante, que le trésorier s'efforce de dissimuler autant que possible. C'est pour accomplir cette œuvre de dissimulation que le gouvernement met tant de réticence à nous renseigner sur notre position financière. Si cette position était réellement telle que le trésorier nous la représente, pourquoi le gouvernement se donnerait-il tant de mal pour la cacher, pour empêcher la vérité d'éclater dans toute sa splendeur ? On ne craint pas de tout exposer au grand jour quand on n'a rien à cacher !

Pourtant, M. le président le jour viendra avant longtemps où il faudra bien renoncer à cette criminelle politique de dissimulation, où il faudra bien montrer la situation du pays dans toute sa triste nudité. On attend pour cela que l'époque critique des élections générales soit

passée. On veut escamoter le verdict du peuple en lui cachant la vérité et quand on aura réussi, par ce moyen inavouable, à former une nouvelle législature favorable au parti conservateur, on viendra lui faire le pénible aveu que la situation est désespérée, qu'il faut recourir à des moyens extrêmes pour y faire face. Cette nouvelle législature aura cinq ans devant elle, l'esprit de parti lui fera accepter tout ce que le gouvernement lui proposera, les véritables intérêts du peuple seront sacrifiés, le truc monté par le gouvernement aura produit l'effet voulu : les conservateurs garderont le pouvoir, mais nous roulerons dans l'abîme qu'ils creusent depuis plusieurs années.

Voilà, M. le président, la situation vraie. Elle est bien claire. Nous augmentons rapidement notre dette publique par de nouvelles obligations que l'on nous dissimule par tous les moyens, avouables et inavouables ; nous dilapidons l'actif que nous avons pour faire face à ces obligations ; de toutes façons nous précipitons la catastrophe qui ne peut pas se faire longtemps attendre. Cette dilapidation de l'actif de la province, cet emploi de nos ressources extraordinaires à des fins autres que celles auxquelles elles sont destinées, constituent le danger le plus sérieux qui nous menace, car une fois cette dilapidation accomplie, il ne nous restera plus d'autre moyen de faire face à la situation que le suprême expédient de la taxe directe.

Tous les bons citoyens, tous les vrais patriotes doivent s'unir pour prévenir ce malheur. Cette union, cette entente patriotique, je la demande à tous les bons patriotes, conservateurs et libéraux et je déclare à la Chambre qu'en faisant cette demande, je ne fais pas entendre la voix intéressée du partisan, mais la parole sincère et convaincue d'un homme qui n'a pas d'autre motif en vue que les intérêts les plus chers et les plus sacrés de son pays. Sur cette question des finances, laissons de côté les attaches politiques, oublions nos divergences d'opinion, rallions-nous pour le salut commun et empêchons qu'une main rapace ne s'empare de ces ressources, de cet actif sur lequel nous comptons pour éteindre une bonne partie de notre dette ou de nos obligations. Une fois entamées, ces ressources s'engloutiront bien vite dans le gouffre où nous avons déjà perdu une si grande partie de notre avoir. Dans l'intérêt du peuple, et surtout pour maintenir cette autonomie provinciale qui nous est si chère, il nous faut conserver précieusement les ressources que nous avons en réserve, car une fois ces ressources dissipées et avec une dette qui atteindra avant longtemps le chiffre de 25 à 30 millions, du train que nous allons, nous serons forcés de faire peser sur le peuple

des charges tellement lourdes, qu'elles finiront par écraser sous leur poids cette Législature provinciale qui est la sauvegarde de tout ce que nous avons de plus cher. Ne l'oublions pas : l'ère funeste des déficits n'est pas passée ; avant longtemps ces déficits nous apparaîtront plus menaçants que jamais et pour les combler, il ne nous restera pas d'autre moyen que le hideux expédient de la taxe directe.

C'est là, dans mon humble opinion, la véritable situation de la province au point de vue financier. Je la constate, cette situation, avec toute la sincérité dont mon âme est capable, et en dehors de tout esprit de parti. Je suis intimement convaincu de la vérité de ce que je dis et cette conviction, je l'ai acquise par une étude approfondie, dans laquelle j'ai mis à contribution toutes les connaissances, toute l'expérience que je puis avoir dans les affaires, le désir sincère d'arriver à une conclusion plus avantageuse pour mes compatriotes et plus honorable pour mon pays.

Passons maintenant à un sujet connexe à celui que je viens de traiter :

J'ai entendu exprimer bien des opinions sur la dette de la province : les uns en établissent le montant d'une façon, les autres d'une autre façon ; d'aucuns prétendent qu'avec l'actif que nous avons en disponibilité, notre dette se trouve presque éteinte ; d'autres ont une opinion moins favorable à cet actif et trouvent que cette dette est loin d'être éteinte.

Mais il est un point sur lequel il ne peut pas y avoir de conteste— c'est que nous avons une forte dette consolidée. Elle existe, cette dette, elle est réelle, et personne ne saurait en nier l'existence. Nous savons parfaitement que les cinq emprunts constituant cette dette consolidée forment une somme de \$18,854,353.34. Les comptes publics portent que le 30 juin 1885, il n'avait été racheté que pour \$620,500.00 des titres composant cette dette, de sorte qu'à cette époque, il restait encore \$18,233,853.34 à racheter, ou entre les mains de nos créanciers. Pour faire face à ce montant d'obligations, nous avons le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental—\$7,600,000—ce qui réduit à \$10,633,853.34 le montant restant à payer à même d'autres ressources. Le trésorier nous déclare dans son discours sur le budget qu'il va affecter au rachat, ou plutôt au paiement de cette balance de dette, les \$2,394,000 accordées par le gouvernement fédéral comme indemnité pour la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Cette somme réduirait à \$8,239,853.34

le chiffre de la dette consolidée qui reste absolument à la charge de la province. Tous ces chiffres se résument dans le tableau suivant :

| | |
|---|-----------------------|
| Montant total de la dette consolidée..... | \$18,854,353 34 |
| Moins : | |
| Montant des obligations rachetées, le 30 | |
| juin 1885..... | \$ 620,500 00 |
| Prix de vente du chemin de fer Québec, | |
| Montréal, Ottawa et Occidental..... | 7,600,000 00 |
| Indemnité accordée par le gouverne- | |
| ment fédéral..... | 2,394,000 00 |
| | <hr/> \$10,614,500 00 |

Balance de la dette consolidée.....\$ 8,239,853 34

Nous avons donc une dette fondée, réelle, indiscutable, d'au moins \$8,239,853.34, qu'il nous faudra bien payer jusqu'au dernier sou.

Nous avons aussi une dette flottante considérable. Il est difficile d'en établir le montant exact, vu que le gouvernement ne se croit pas obligé de fournir à la Chambre un état complet des engagements de la province et qu'il prend même tous les moyens de nous soustraire les renseignements de nature à nous faire voir la situation telle qu'elle est en réalité. Mais cela n'empêche pas ces engagements d'exister. Au dire du trésorier, ils formaient le 30 juin 1885 une dette flottante de \$2,356,222.38 qui se décompose ainsi :

| | |
|--|----------------|
| Subsides aux chemins de fer, autorisés par la loi, mais | |
| pas encore gagnés..... | \$1,255,013 65 |
| Emprunts temporaires et dépôts..... | 637,739 45 |
| Balance du coût prévu de l'hôtel du parlement..... | 135,000 00 |
| Balance du coût prévu du palais de justice de Québec.. | 154,700 00 |
| Balance à payer pour terrains et autres dettes se ratta- | |
| chant au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et | |
| Occidental..... | 86,697 49 |
| Fonds de pension des instituteurs..... | 87,071 79 |

En tout..... \$2,356,222 38

Voilà le chiffre de la dette flottante, tel qu'établi par le trésorier. Inutile d'observer que cette dette est réellement beaucoup plus considérable, mais que le trésorier en dissimule une partie pour atténuer le

mauvais effet que pourrait avoir, au point de vue des prochaines élections, un exposé franc et complet de la situation.

Le 30 juin 1885, la dette de la province était donc comme suit, de l'aveu et d'après les chiffres du trésorier :

| | |
|---|----------------|
| Dette fondée ou consolidée, non rachetée..... | \$8,239,853 34 |
| Dette flottante..... | 2,356,222 38 |

Dette totale le 30 juin 1885.....\$10,596,075 72

Maintenant, qu'avions-nous à la même date pour faire face à cette énorme dette ? Peu de chose, s'il faut en croire le trésorier, qui nous a donné dans le discours sur le budget le tableau suivant de l'actif, toujours pour la date du 30 juin 1885 :

| | |
|---|-----------------|
| Dépôts spéciaux..... | \$ 1,000,000 00 |
| Argent en banque, le 30 juin 1885..... | 265,481 56 |
| Valeur de la propriété de l'ancienne école normale Jacques-Cartier | 138 348 03 |
| Obligations restant à émettre pour la construction du palais de justice de Québec..... | 50,000 00 |
| Prêts à diverses institutions et montants dus par On- tario..... | 147,970 00 |
| Souscription de la cité de Montréal, pour le pont de Hull..... | 50,000 00 |
| Montant payable par la cité de Montréal, pour la dif- férence entre \$132,000 et le coût des terrains ex- propriés entre la place Dalhousie et Hochelaga... | 75,226 96 |
| Puissance du Canada—intérêt pour indemnité pour chemin de fer, du 19 avril 1884 au 1er octobre 1884..... | 53,618 67 |
| | <hr/> |
| | \$ 1,780,645 22 |

En retranchant cet actif du passif, on obtient le résultat suivant :

| | |
|--|-----------------|
| Dette totale, c'est-à-dire balance de la dette non ra- chetée et dette flottante..... | \$10,596,075 72 |
| Actif..... | 1,780,645 22 |

Excédant du passif.....\$ 8,815,430 50

Ce résultat est indiscutable, puisqu'il est basé sur les chiffres mêmes du trésorier.

Je tiens à bien constater que nous avons une dette, car le trésorier a tellement réussi, avec ses fausses représentations, à tromper le public, qu'on rencontre souvent des gens qui nous affirment, avec tout l'aplomb de personnes sûres de leur fait, que nous n'avons pas de dette, que nous avons les ressources suffisantes pour faire face à toutes nos obligations, qu'enfin la province est dans une position tout-à-fait prospère.

Mais tout homme intelligent comprendra de suite, même sans être versé dans l'art des chiffres, que la position financière de la province est le contraire de ce que le trésorier en dit, que depuis le dernier emprunt qui devait acquitter toute notre dette flottante, nous avons eu des déficits formant en totalité plus d'un million et que nous avons laissé en souffrance des obligations formant une somme au moins d'une fois plus considérable, enfin, que ces obligations, malgré les efforts faits pour les dissimuler, finiront par surgir et s'imposer à la considération de la Chambre et du pays.

Du reste, l'agencement des chiffres, si bien combiné par l'honorable trésorier, n'empêche pas absolument d'arriver à la vérité, ou plutôt à la preuve de la fausseté de la position qu'il tente d'établir. En prenant ses propres chiffres, on arrive facilement au résultat que je viens de constater.

La dette fondée et flottante de la province, d'après

l'état donné par le trésorier dans son discours sur

le budget, s'élevait le 30 juin 1884 à..... \$20,995,348 89

Cette année, il la porte à..... 20,590,075 72

Ce qui semblerait indiquer une diminution de.... \$ 405,273 17

Mais notre actif a subi une diminution encore plus con-

sidérable. L'an dernier, dans un état donné par le

trésorier, il était évalué à..... \$12,290,580 28

Pour l'année expirée le 30 juin 1885, il est évalué à... 11,774,645 21

Ce qui fait une diminution de..... \$ 515,935 07

Donc, si notre dette semble avoir été diminuée de \$405,273.17, les chiffres donnés par le trésorier établissent que notre actif a diminué de \$515,935.07, ou de \$110,661.90 de plus que le chiffre de la dette, c'est-à-dire que nous nous sommes endettés d'autant. Il est évident que nous continuerons ainsi à nous endetter, tant que nous n'aurons pas fini

de dépenser la balance de l'emprunt de \$3,500,000, que nous avons en caisse le 30 juin 1884, de même qu'il est clair que nous ne connaissons jamais le véritable montant de la dette flottante, tant que nous n'aurons pas fini de dépenser tout cet emprunt. C'est précisément le moyen que prend le trésorier pour nous dissimuler l'augmentation de la dette publique et ce qui explique pourquoi l'état du passif ne représente pas réellement ce que nous devons.

Mais si le trésorier dissimule le passif, il ne cache rien de l'actif, afin de diminuer en apparence le montant exact de la dette publique. Heureusement que les chiffres donnés dans ses états permettent de découvrir au moins une partie de la vérité. Ainsi, ces états constatent que la balance restant due sur les subsides aux chemins de fer est de \$1,255,013.65 et que du fonds spécial affecté au paiement de ces subsides, il ne reste plus que \$1,000,000 en caisse. Il y a donc, sur ce chef seulement, un découvert de \$255,013.65. Le trésorier nous représente la balance en caisse comme étant de \$265,481.56, mais il se garde bien de nous dire qu'il a émis des mandats, non payés le 30 juin, pour une somme de \$61,989.24, qui doit être déduite de cet encaisse, qui se trouve ainsi réduit à \$193,034.41. Il ne nous dit pas, non plus, qu'il a laissé en souffrance des dettes pour chemin de fer, au montant de \$66,147.84, pour l'acquittement desquels il avait été voté des crédits à la session précédente. Il ne mentionne qu'une partie des sommes dues pour la construction du palais de justice de Québec et de l'hôtel du parlement ; enfin il omet une foule d'autres sommes qui étaient dues le 30 juin 1885. C'est avec ces omissions préméditées et ces demi-vérités qu'il est venu à bout de nous montrer une situation plus ou moins favorable en apparence. Mais cela n'empêche pas nos obligations d'exister. Si toutes ces obligations étaient mises au jour, le chiffre de notre dette serait considérablement augmenté.

D'ailleurs, la preuve que nous accumulons graduellement une dette flottante pour couvrir le déficit entre les recettes et les dépenses, nous l'avons dans l'existence même des emprunts temporaires, formant un total de \$637,739.45. Il est bien évident que si le trésorier a contracté ces emprunts temporaires, c'est pour la raison bien simple qu'il en avait besoin pour couvrir la différence entre l'actif et le passif, pour combler le vide qui restait après avoir dépensé tout le montant du dernier emprunt de \$3,500,000.

Tout cela fait bien voir clairement que d'un bout à l'autre, l'état donné par le trésorier est fait pour tromper la Chambre comme le pays. Mais

cela n'empêche pas une chose qui est certaine, c'est que nous nous endettons directement de plus de \$500,000 par année. Et quoique fasse le trésorier pour nous cacher la vérité, avec les renseignements tronqués qu'il nous fournit, nous arrivons à constater que nous avons une dette flottante considérable, ainsi que l'indique assez clairement le tableau que voici :

| | |
|--|----------------|
| Balance en caisse provenant de toutes sources..... | \$1,265,481 56 |
| A déduire—mandats émis en 1885 et non payés..... | 61,989 24 |
| | <hr/> |
| Encaisse disponible.... : | \$1,203,492 32 |
| Valeur de la propriété de l'ancienne école normale, à Montréal, pour rembourser le coût de la nouvelle école..... | 138,348 03 |
| Débitures pour le palais de justice de Québec, restant à émettre..... | 50,000 00 |
| Souscription de Montréal pour le pont de Hull..... | 50,000 00 |
| Prêts et montant dus par la province d'Ontario—actif qui figure depuis quelques années..... | 147,970 00 |
| Différence—due par Montréal—entre \$132,000 et le coût des expropriations entre la place Dalhousie et Hochelaga..... | 75,226 96 |
| Intérêt dû par le gouvernement fédéral sur l'indemnité pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | 53,618 67 |
| | <hr/> |
| | \$1,718,655 98 |
| Subsides aux chemins de fer, autorisés par la loi, mais non payés et payables à même le fonds spécial..... | \$1,255,013 65 |
| Emprunts temporaires..... | 637,739 45 |
| Balance du coût prévu de l'hôtel du parlement..... | 135,000 00 |
| Balance du coût prévu du palais de justice de Québec. | 154,700 00 |
| Fonds de pension des instituteurs..... | 87,071 79 |
| Balance due pour terrains et autres réclamations, chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. | 86,697 49 |
| | <hr/> |
| Total du passif..... | \$2,356,222 68 |
| Total de l'actif..... | 1,718,655 98 |
| | <hr/> |
| Excédant du passif..... | \$ 637,566 70 |

Je donne le montant qui ressort incontestablement des données fournies par le trésorier mais il faut y ajouter plusieurs montants qu'il n'a pas donnés. Ainsi, je comprends qu'en sus de la somme mentionnée pour le parachèvement de l'hôtel du parlement, M. Charlebois, l'entrepreneur, a contre le gouvernement des réclamations supplémentaires pour une couple de cent mille piastres et que les entrepreneurs du palais de justice de Québec ont une pareille réclamation pour une centaine de mille piastres. Nous avons en sus le déficit dans les opérations de l'exercice en cours, soit \$500,000, puis les \$100,000 que réclame la banque Jacques-Cartier. D'un autre côté, il faut retrancher de l'actif les \$50,000 pour le pont de Hull, dont la corporation de Montréal refuse le paiement. Il faut aussi retrancher \$25,000, montant évalué de la perte sur le dépôt à la banque d'Echange. Tout cela forme le tableau suivant :

| | |
|--|----------------|
| Excédant du passif le 30 juin 1885, tel que déjà établi. | \$ 637,566 70 |
| Réclamations de M. Charlebois..... | 200,000 00 |
| Réclamation de MM. Ford et Whelan..... | 100,000 00 |
| Déficit pour l'exercice en cours, soit..... | 500,000 00 |
| Réclamation de la banque Jacques-Cartier..... | 100,000 00 |
| Perte sur le dépôt à la banque d'Echange..... | 25,000 00 |
| Défalcation Gale..... | 50,000 00 |
| Souscription de Montréal pour le pont de Hull..... | 50,000 00 |
| Total..... | \$1,612,563 70 |

Voilà la dette flottante que nous avons accumulée depuis le dernier emprunt consolidé !

Pourtant ces chiffres sont au-dessous de la vérité. D'après mes calculs, nous nous endettons de quatre à cinq cent mille piastres par année. Notre dernier emprunt consolidé est épuisé et il nous reste à rencontrer, dans un avenir plus ou moins rapproché, une dette flottante d'un million et demi à deux millions, et nous n'avons pas un seul sou pour y faire face, pas d'autre ressource que celle d'un nouvel emprunt consolidé. Notre brave trésorier appelle cela rétablir l'équilibre dans les finances !

Je vais entrer dans quelques détails sur les opérations de l'exercice 1884-85 pour faire voir la manière dont le trésorier a procédé pour arriver à ce merveilleux résultat.

Dans son budget, à la session de 1884, il évaluait les recettes totales de cet exercice à..... \$3,515,021 64
 Dont il fallait déduire pour les dépenses extraordinaires, payables à même le dernier emprunt, déjà épuisé à cette date..... 504,475 50

Laissant pour les dépenses ordinaires..... \$3,010,546 14
 Il comptait sur une recette totale de..... \$3,112,022 80

Ce qui donnait un excédant de recettes de..... \$ 101,476 66

Mais peu de jours après, ce surplus de recettes fut diminué de \$24,695 par un budget supplémentaire qu'il fit voter à la Chambre. A la session de 1885, il nous fit voter deux autres budgets supplémentaires, l'un de \$19,215.30 et l'autre de \$102,152.68. Ces trois budgets supplémentaires—formant en totalité \$146,062.98—portèrent à \$3,661,084.62 les dépenses totales de cette exercice, qu'il avait fixées à \$3,515,021.64 dans son exposé financier.

En comparant les prévisions budgétaires et les évaluations du trésorier avec le résultat final, on arrive aux conclusions suivantes :

Les dépenses ordinaires de l'exercice 1884-85, d'après les comptes publics, se sont élevées à.... \$3,155,652 79
 Le trésorier les avait évaluées à..... 3,010,546 14

Elles ont excédé cette évaluation de..... \$ 145,106 65
 Les dépenses totales, ordinaires et extraordinaires, se sont élevées, d'après les comptes publics, à..... \$3,766,343 23
 Le trésorier les avait évaluées à..... 3,662,684 62

Elles ont excédé cette évaluation de..... \$ 104,258 61

D'après ses prévisions, les recettes devaient s'élever à \$3,112,022.80 ; elles ont atteint le chiffre de \$3,133,968.89, ce qui accuse un excédant apparent de \$21,946.09. Mais comment l'honorable trésorier est-il arrivé à ce résultat ? En prenant sur la partie versée du prix de vente du chemin de fer de Q. M. O. et O., placée comme fonds d'amortissement des trois premiers emprunts, une somme de \$150,000, qu'il a remplacée par un égal montant d'obligations de la province pour la construction du palais de justice de Québec : c'est-à-dire qu'il a pris \$150,000 en argent, sur le fonds d'amortissement, et qu'il a remplacé

cet argent par du papier. Cette somme ne peut pas être considérée comme recette de l'exercice 1884-85, puisqu'elle était encaissée depuis une couple d'années et il faut bien la retrancher du montant des recettes, qui se trouve ainsi réduit à \$2,983,968.89, ou \$128,053.91 de moins que le montant prévu par le trésorier.

Le trésorier prétend avoir un surplus de \$24,950.00. J'ai déjà fait voir que c'est une fausse représentation et que le brave homme n'a réussi à confectionner cette apparence de surplus qu'en faisant entrer dans les recettes ordinaires les \$42,671.84 qu'il a retirés sur le capital du fonds d'emprunt municipal, ce qui n'est certainement pas une recette ordinaire, et en omettant de verser les \$30,854.00 qu'exige chaque année l'amortissement de la balance de l'emprunt de 1874. C'est au moyen de ces manipulations de chiffres qu'il est arrivé à se fabriquer ce modeste surplus de \$24,950.000, quand en réalité c'est un assez fort déficit qu'il y a.

D'ailleurs, il est un fait qui prouve mieux que tout le reste l'existence de ce déficit. Pour rencontrer les dépenses, le trésorier a été obligé de prendre \$150.000 sur le fonds d'amortissement et d'emprunter de la banque de Montréal \$450,000 dont il n'a remboursé que \$300.000 : si les recettes ordinaires avaient été suffisantes pour couvrir les dépenses, pourquoi aurait-il ainsi pris \$150,000 sur le fonds d'amortissement et omis de rembourser une égale somme sur l'emprunt de la banque de Montréal ? On ne prend, pour vivre, sur le vieil acquis et on n'emprunte que quand on n'a rien ou pas assez pour payer. Cela ne se discute même pas. Les trucs et les tours de force de notre véridique trésorier, pour nous faire voir un surplus, ne tiennent pas devant ce simple raisonnement.

Je crois qu'il est à propos de signaler d'une manière particulière un de ces petits moyens favoris que le trésorier emploie pour nous tromper sur l'étendue des déficits qu'accusent chaque année les opérations financières de la province.

En vertu d'un arrangement—qui est une violation flagrante de la loi—le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidentale a été affecté au remboursement des emprunts de 1878 et 1876 ainsi que d'une partie de celui de 1874. Depuis la vente du chemin de fer, on a cessé de servir l'amortissement sur le montant de ces emprunts, au rachat desquels il est ainsi pourvu. Mais, comme je

viens de le dire, il reste à racheter, ou plutôt à amortir sur l'emprunt de 1874, une balance qui exige le service annuel d'un amortissement de \$30,854.67. Or, depuis quatre ans, on a omis de servir cet amortissement, en sorte qu'il y a sur ce service des arrérages formant un total de \$123,418.68.

Ceci est une violation flagrante de la loi, une véritable fraude envers les créanciers de la province. Si l'honorable trésorier trouve que je suis trop sévère sur ce point, je lui conseille de relire ce que le Dr Ross en a dit lors de la discussion sur la vente du chemin de fer et qui est la condamnation la plus formelle de ce qui se pratique par le gouvernement dont ce même Dr Ross est aujourd'hui le premier ministre. Je pense qu'au lieu de nous soumettre des états fallacieux, de nous annoncer un surplus quand il y a un déficit incontestable, le trésorier ferait mieux de respecter la loi, qui lui fait un devoir de placer chaque année une certaine somme au fonds d'amortissement et de se mettre ainsi en règle avec l'opinion formelle exprimée par son chef en 1882. Ce serait plus honorable pour le pays et, surtout, plus honnête envers ses créanciers, qui nous ont prêté leur argent avec la certitude, la garantie donnée par la loi, que le fonds d'amortissement serait régulièrement servi.

Le trésorier a mis au compte des dépenses extraordinaires les sommes payées pour la construction de l'hôtel du parlement. Au point de vue théorique, on ne peut pas classer cette dépense parmi les dépenses ordinaires ; mais les circonstances dans lesquelles ces sommes ont été payées les font entrer dans la catégorie des dépenses courantes. Elles auraient dû être prises sur le produit de l'emprunt de 1882 ; mais, comme cet emprunt est dépensé, épuisé depuis longtemps et qu'il n'y a plus autre chose pour y faire face, elles ont été payées à même les recettes générales et par conséquent elles sont entrées dans la catégorie des dépenses générales qui se paient avec ces recettes générales. En considérant la question à ce point de vue, il faut bien admettre que cette somme doit être soustraite des dépenses extraordinaires et que cette soustraction diminue d'autant le prétendu surplus du trésorier. Cette somme est de \$140,000, ou près de six fois plus considérable que le surplus, ce qui dérange passablement l'équilibre dans les finances, annoncé dans le discours du trône.

L'opération que le trésorier a faite avec ces obligations est un de ces trucs dont il est coutumier, pour dissimuler une mauvaise situation ou cacher un déficit.

Ne sachant comment s'y prendre pour établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses de l'exercice 1884, notre brave trésorier eut l'idée mirobolante, pour se tirer d'embarras, de prendre \$150,000 sur les \$600,000 payées à compte du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. et placées comme fonds d'amortissement de nos trois premiers emprunts. Il prit donc ces \$150,000 en bel argent et les remplaça par les obligations pour la construction du palais de justice de Québec. Le résultat de cette opération est facile à saisir : au lieu d'emprunter à la banque de Montréal cette somme de \$150,000 pour acquitter des dépenses courantes, il l'a empruntée à la caisse de l'amortissement. Cet emprunt a augmenté la dette flottante comme s'il eût été fait à une banque, car il faudra bien combler ce vide dans le fonds d'amortissement au moyen d'un emprunt consolidé, puisque nous n'avons pas d'autre ressource pour nous procurer ce montant. Pour boucher un trou dans son budget, le trésorier en a creusé un dans la caisse d'amortissement, et pour établir en apparence l'équilibre entre les recettes et les dépenses, il a endetté la province de \$150,000. C'est là toute l'histoire et l'on me permettra d'observer que pour s'amuser à un truc aussi grossier, il faut avoir une bien pauvre opinion de la Chambre comme du public et, surtout, bien plus d'audace que d'habileté. Arlequin était aussi fort que cela, mais pas plus malhonnête.

Ce sont là quelques-uns des moyens, des pauvres matériaux que notre habile trésorier a mis à contribution pour fabriquer son merveilleux surplus. On peut juger par là de ce qu'est l'administration de nos finances entre les mains d'un pareil homme !...

L'honorable trésorier a tenté de nous fabriquer un semblable surplus pour l'exercice en cours. Il nous a donné à entendre que du 1er juillet 1885 au 1er avril 1886, les recettes excédant les dépenses, il y aura un surplus pour tout l'exercice finissant le 30 juin 1886. "Il sera agréable à la Chambre, nous dit-il, d'apprendre que pour la période de l'année fiscale déjà écoulée, notre revenu ordinaire excède les dépenses ordinaires."

Voyons un peu ce qu'il faut penser de cette insinuation fallacieuse sur le résultat des opérations du présent exercice.

Dans ses prévisions budgétaires pour cet exercice, le trésorier évalue les recettes à \$3,042,722.20. Comme il a perçu jusqu'au 1er avril \$2,330,110.88 sur ces recettes, il ne lui reste plus à encaisser, pour le

reste de l'exercice, que \$712,611.32. C'est là tout ce qui reste pour payer les dépenses jusqu'au 1^{er} juillet 1886.

Quel est le montant de ces dépenses restant à payer ?

| | |
|---|----------------|
| Le trésorier a fait voter à la Chambre, pour tout l'exercice des crédits formant en totalité..... | \$3,772,214 77 |
| De ce montant, il faut déduire les subsides aux compagnies de chemins de fer, qui ne doivent pas être payés à même les recettes ordinaires, mais à même le dépôt spécial formant le fonds des chemins de fer..... | 250,000 00 |

| | |
|--|----------------|
| Ce qui laisse de dépenses payables à même les recettes de cet exercice..... | \$3,522,214 77 |
| Sur ces \$3,522,214.77 de dépenses payables à même les recettes, il a été payé jusqu'au 1 ^{er} avril, d'après l'état officiel des recettes et des dépenses soumis à la Chambre..... | 2,140,126 73 |

| | |
|--|----------------|
| Il reste donc à payer, du premier avril au premier juillet 1886, une somme de..... | \$1,382,098 05 |
| Pour payer cette somme, le trésorier n'a que la balance des recettes de cet exercice, telle que je l'ai établie, savoir..... | 712,611 32 |

| | |
|---|---------------|
| Il reste donc un découvert de..... | \$ 669,487 73 |
| Entre les recettes et les dépenses de cet exercice. A déduire \$66,663.00 payées en plus pour subsides aux chemins de fer, que les \$250,000, d'après l'état des recettes et des dépenses du 30 juin 1885 au premier juin 1886..... | 66,663 00 |

| | |
|--|---------------|
| Laissant un déficit de..... | \$ 602,824 73 |
| D'après les prévisions budgétaires et les chiffres du trésorier lui-même. Si on ajoute à cela le montant de la défalcation Gale..... | 51,527 32 |

| | |
|---|---------------|
| On a pour cet exercice un déficit total de..... | \$ 654,352 05 |
|---|---------------|

Donc, au lieu d'un surplus, l'exercice en cours, d'après les données fournies par l'honorable trésorier, accuse un déficit de \$654,352.05,

qu'il va bien falloir couvrir par un nouvel emprunt, puisque le dernier est épuisé.

En 1885, nous avons eu un déficit qui nous a endettés de \$600,000; en 1886, nous allons avoir encore un déficit qui va nous endetter de près de \$700,000, de sorte qu'en deux ans d'administration, ce gouvernement qui n'est arrivé au pouvoir que sous prétexte de rétablir le bon ordre dans les finances du pays va ajouter près d'un million et demi à la dette publique, pour couvrir le déficit entre les recettes et les dépenses

Telle est la position que nous fait le gouvernement Ross !

Elle est vraiment alarmante, cette position. Nous dépensons chaque année à peu près 25 % de plus que nos revenus et nous accumulons de cette façon une dette flottante qui devra avant longtemps se convertir en dette consolidée. Puis, en face d'une situation aussi désespérante, le trésorier a l'audace criminelle de venir nous parler de surplus !

Prenons l'état de la caisse pour établir ce déficit d'une manière encore plus évidente.

| | |
|--|----------------|
| Le 30 juin 1885, l'encaisse était de..... | \$ 991,397 01 |
| C'était, à cette date, tout ce que nous avions de recettes disponibles. De cette somme, il faut déduire les mandats émis durant l'exercice 1885, mais payables durant celui de 1886..... | 61,989 24 |
| Il nous restait en argent..... | \$ 929,407 77 |
| A la même date, il y avait à prendre sur cette somme, pour le dépôt spécial des subsides aux chemins de fer, restant à payer..... | 938,350 95 |
| Balance manquant..... | \$ 8,945 95 |
| Emprunts temporaires dus, 1er avril 1886..... | 623,352 37 |
| Balance due à cette date..... | \$ 632,295 55 |
| Déficit de l'exercice en cours, tel que je l'ai établi plus haut..... | 654,352 05 |
| Laissant un montant de..... | \$1,286,647 60 |
| à couvrir par un nouvel emprunt, ou autrement, à part tout ce qu'il nous reste à payer pour la construction de l'hôtel du parlement et du palais de justice de Québec, etc. | |

Ai-je raison de dire que la position est vraiment alarmante, que nos dépenses excèdent nos revenus de vingt-cinq pour cent ? Si vous ajoutez au déficit qu'accuse ce tableau de la caisse les différents montants qui composent la dette flottante, vous arrivez facilement à constater que le total de cette dette flottante n'est pas éloigné de deux millions et demi et que, sous un nom ou sous un autre, nos déficits pour les deux dernières années excèdent \$600,000 par année.

Passons à l'exercice 1887.

L'honorable trésorier évalue comme suit les recettes et les dépenses de cet exercice :

| | |
|--------------------------|----------------|
| Recettes..... | \$3,086,122 80 |
| Dépenses ordinaires..... | 2,959,693 55 |
| | <hr/> |
| Surplus prévu..... | \$ 146,429 55 |

C'est encore un de ces surplus fabriqués comme ceux des deux exercices précédents, pour tromper la Chambre et le pays sur la véritable situation financière de la province.

D'après le système de comptabilité suivi par le trésorier, les frais de construction de l'hôtel du parlement et du palais de justice de Québec, formant un total de \$128,120.00, sont inscrits dans les dépenses extraordinaires. Il y a aussi pour \$34,000 de réclamations de chemin de fer, pour le paiement desquelles nous n'avons pas un sou. En ajoutant ces \$34,000 aux \$128,200 que je viens de mentionner, on forme un total de \$162,120.00, qui fait disparaître du coup le surplus de \$146,429.25 si grossièrement fabriqué par le trésorier et nous laisse en face d'un déficit de \$15,690.75.

Établissons ce déficit d'une autre façon.

Le budget des dépenses demandé par l'honorable trésorier et voté par la Chambre s'élève à \$3,351,818.55. En retranchant de cette somme les \$250,000 de subsides aux compagnies de chemin de fer, auxquelles il est pourvu par un fonds spécial, il reste \$3,101,818.55 de dépenses à prendre sur les recettes. Or, le total de ces recettes n'étant que de \$3,086,122.80, d'après les évaluations du trésorier, il reste évidemment un excédant de dépenses de \$15,690.75, sans compter le budget supplémentaire, qui viendra encore grossir ce déficit.

Ce n'est pas tout.

En examinant un peu les évaluations que le trésorier nous a données, on voit clairement qu'il a beaucoup exagéré les recettes. Il évalue le revenu des licences à \$275,000, et celui des terres de la couronne à \$700,000 ; l'année dernière, il n'a reçu des terres de la couronne que \$659,000, en sorte que sa prévision excède le revenu de l'année dernière de..... \$ 41,000 00

Il porte les recettes des asiles d'aliénés à \$35,000, au lieu de \$6,137.00 qu'il a perçues l'année dernière, ce qui fait un excédant de..... \$ 28,863 00

Du fonds d'emprunt municipal, il compte retirer \$100,000, au lieu de \$43,671.00 qu'il a perçues l'année dernière, ce qui fait une augmentation de..... 57,329 00

Faisant pour ces trois montants un excédant de.....\$127,192 00

Il est douteux qu'il perçoive ces \$127,192 et je suis même certain qu'il ne les encaissera pas.

Je crois donc que l'honorable trésorier exagère considérablement les recettes du prochain exercice. Pour les dépenses, il procède dans le sens contraire et les chiffres de ses évaluations sont évidemment audessous de la réalité. L'année dernière, il a fait voter un crédit de \$484,284.48 pour l'administration de la justice ; cette année, il ne demande que \$465,760.48 ou \$18,524 de moins que l'année dernière. Il demande \$4,200 en moins pour l'agriculture et \$105,000 pour la colonisation. Il est vrai que les \$100,000 qu'il nous a fait voter l'année dernière pour la colonisation dans le budget supplémentaire, ont été imputées au capital et devront être payées à même un emprunt ; mais cela n'empêche pas que la dépense a été faite et qu'elle était de \$105,000 plus élevée que le montant demandé pour 1887.

Ces détails indiquent clairement l'es pèce de comptabilité que fait le trésorier pour nous fabriquer de prétendus surplus. Quand il ne peut pas couvrir autrement ses déficits, il se rabat sur le compte de capital et lui impute des dépenses qui devraient être acquittées avec les revenus ordinaires. C'est une méthode facile, un moyen infaillible d'établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses, mais qui nous mène promptement à la ruine en augmentant chaque année la dette publique du montant du déficit qu'accusent en réalité les opérations de chaque exercice.

Pour les dépenses diverses, le trésorier demande \$29,827.00 de moins

que l'année dernière, mais se donne bien garde de nous dire comment il entend affecter cette économie. Il nous demande, pour les travaux publics, \$105,773 de moins que pour l'exercice en cours. Je suis bien convaincu que cette diminution ne se réalisera pas, car les dépenses pour ameublement de l'hôtel du parlement, les réclamations de M. Charlebois, et le reste le forceront à déboursier une somme bien plus forte que celle qu'il demande.

C'est-à-dire que le trésorier rétranche à droite et à gauche sans s'occuper des exigences réelles du service public, mais tout simplement pour tromper la Chambre et le pays en essayant de faire voir ou de faire croire qu'il a rétabli l'équilibre dans les finances de la province. Mais ce jeu de goblets n'empêche pas que sous une forme ou sous une autre, le déficit de l'exercice 1887 sera d'au moins trois ou quatre cent mille piastres. C'est toujours le même système de tromperie et de fausses représentations qui se continue.

M. le président, je crois avoir établi deux choses bien clairement : 1. que la conduite de l'honorable trésorier, comme administrateur de nos finances, n'est pas de nature à nous inspirer confiance en lui, 2. que notre situation financière va toujours en empirant, que nous accumulons constamment des déficits qui augmentent notre dette et la rendent hors de proportion avec nos ressources.

Quant à la confiance que mérite le trésorier, il suffit d'exposer le passé de cet homme-là pour mettre le public en état d'en juger. Il nous a constamment induits en erreur au moyen de faux états ou de fausses représentations et il nous trompe odieusement cette année en venant nous dire qu'il a rétabli l'équilibre dans les finances, que nous avons un surplus de recettes, quand il sait mieux que personne qu'au lieu de surplus, ce sont d'énormes déficits que nous avons. Ces tentatives de mystification ne peuvent pas égarer les gens sérieux, mais elles donnent une juste idée du caractère et de la valeur de l'homme public qui se respecte assez peu pour recourir à des moyens aussi inavouables. Un homme qui agirait ainsi dans les affaires privées serait bien vite perdu dans l'opinion des gens d'affaires, jugé indigne de toute croyance comme de tout crédit : on le classerait de suite dans la catégorie des incroyables et des trompeurs et l'on aurait raison.

Le fait est que l'honorable trésorier, dans toute sa carrière d'homme public, n'a montré de talent que dans l'art de la tromperie et des fausses représentations. Faites abstraction de ce triste talent et vous restez avec

une médiocrité besogneuse, posant pour la vertu politique afin de mieux dissimuler l'absence chez lui de cette qualité. Il m'en coûte de constater tout cela, car je paraîtrai un peu sévère à l'égard de cet homme qui, par la ruse et la dissimulation, a réussi à tromper bien des gens sur son compte personnel, comme il a réussi à tromper la Chambre et le pays sur la véritable situation de nos finances ; mais, comme il abuse de la confiance, qu'il a de cette façon escamotée, pour nous conduire à la ruine, il est du devoir de tout bon citoyen d'arracher le masque à cet homme et de le faire voir tel qu'il est, afin de le mettre dans l'impossibilité de faire plus de mal au pays.

Pour ce qui regarde la situation, elle est bien claire : nos dépenses excèdent de plusieurs centaines de mille piastres nos revenus ; nous accumulons par ces déficits une dette flottante qui atteindra avant longtemps deux millions et demi et il nous faudra bientôt contracter un nouvel emprunt consolidé pour liquider cette dette flottante. Le service de l'intérêt et de l'amortissement va ajouter une couple de cent mille piastres à nos dépenses annuelles, qui excèdent déjà nos revenus d'un montant considérable, et à moins d'opérer une réforme radicale, de pratiquer la plus rigoureuse économie dans toutes les dépenses contrôlables, il est impossible de faire face à la situation sans augmenter considérablement les taxes et même sans recourir à la taxe directe, qui serait la ruine de notre autonomie provinciale, un coup mortel porté à la confédération.

Il n'y a qu'un moyen de prévenir ce malheur, de parer à cette alarmante éventualité : ce moyen, c'est l'union de tous les bons citoyens, l'abandon de l'esprit de parti, pour forcer le gouvernement à économiser, à rétablir de fait l'équilibre dans nos finances et à chasser du pouvoir les hommes assez peu soucieux de leur dignité comme des plus chers intérêts du pays pour tromper le peuple sur la véritable position de ses affaires, dans le but de conserver les positions ministérielles qu'ils occupent et de maintenir quand même et par tous les moyens la majorité qui leur donne le pouvoir dont ils abusent si odieusement.

Avant de reprendre mon siège, il me reste encore un devoir à accomplir, celui de consigner dans les archives de la Chambre la proposition suivante :

Que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes

et les dépenses et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-1885, quand de fait, non seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continue avec une permanence inquiétante ;

2. Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au paiement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province ;

3. Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable, de faire dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province ;

4. Contre les dangers du système inauguré par le trésorier qui admet avoir employé, à même les argents affectés au paiement de la dette consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant, le coût des travaux du palais de justice de Québec ;

5. Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastre, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233,853.44, de dette consolidée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer " The Sherbrooke Young Men's Christian Association."

Pour constituer " The Ste-Marguerite Salmon Club."

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés : les trois premiers au comité d'intérêt local, les autres au comité des chemins de fer :

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

Pour modifier la charte de Montréal.

Pour changer le nom de la municipalité de St. Benoît.

Pour modifier la charte de la compagnie du gaz de Montréal.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe.

SUITE DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—M. le président, mon premier devoir, en me levant pour exposer mes calculs et mes vues sur l'importante question de la situation financière de la province, est de relever les paroles malheureuses de l'honorable député de Québec-Est en commençant le discours que nous venons d'entendre. Il a reproché à la majorité de la Chambre de se laisser contrôler par l'esprit de parti que, suivant lui, elle pousse jusqu'au fanatisme. Il a conclu que cette raison nous empêchait de bien apprécier le véritable état de nos affaires. Je proteste contre cette imputation, assurément blessante pour le très grand nombre de mes honorables collègues. J'espère pouvoir prouver à l'évidence, au cours de mes remarques, que ce sont plutôt les conservateurs qui ont le droit de porter une semblable accusation contre l'opposition dans cette enceinte et beaucoup trop de ses amis dans la province. Je retourne l'argument contre l'honorable député de Québec-Est. J'invoque avec succès les souvenirs vivaces d'un passé encore récent. J'affirme, ce qui est strictement conforme à la vérité la plus indéniable, que depuis cinq, dix, vingt, trente ans, ceux qui ont fait les plus grands efforts pour induire le peuple en erreur au sujet de la situation de ses affaires publiques, pour l'effrayer à propos des entreprises les plus nécessaires à l'avancement du pays, pour le tromper en lui faisant partager les vaines alarmes qu'ils feignaient d'entretenir afin de mieux exploiter ses généreux sentiments, ce sont les chefs de l'opposition. Ceux qui ont vraiment été les esclaves de l'esprit de parti, sont ceux qui n'ont cherché le succès politique que dans une lutte systématique contre tout projet de nature à favoriser le développement de nos ressources. Les fanatiques sont ceux qui, dominés par une ambition désordonnée et les préjugés les plus étroits, ont été les adversaires constants du parti conservateur dans son œuvre nationale de progrès intellectuel, moral et matériel. Nous en avons une nouvelle preuve dans les remarques de l'honorable député de Québec-Est au sujet des affaires financières de la province, et dans l'approbation qu'il a reçue de ses amis dans cette Chambre.

J'ai écouté l'honorable député de Québec-Est avec beaucoup d'attention et avec étonnement. En l'entendant nous exposer les chiffres qu'il a groupés d'une manière si étrange, je me suis plusieurs fois demandé

s'il était réellement sérieux. Il a fait les calculs les plus fantaisistes, et même les plus extravagants, pour convaincre la Chambre de l'état alarmant, suivant lui, des finances de la province. Il s'est donné une peine bien inutile pour arriver aux conclusions les plus erronées.

Je suis en désaccord complet avec l'honorable député de Québec-Est. J'ai sincèrement voulu me rendre compte de la situation vraie de nos affaires financières, et mes appréciations sont entièrement contraires à celles qu'il vient de nous soumettre.

Je prétends que la situation financière de la province de Québec est bien favorable. J'en trouve la preuve, premièrement, dans le résultat si satisfaisant des opérations de l'année terminée le trente juin dernier, et aussi dans les prévisions certaines que nous pouvons faire au sujet des opérations de l'exercice en cours, 1885-86, et de l'année prochaine, 1886-87 ;

Secondement, dans les économies incontestables réalisées en 1884-85 ;

Troisièmement, dans les ressources financières à notre disposition, et dans les nombreux avantages qu'elles assurent à la province dans l'avenir.

Les opérations de l'année commencée le premier juillet 1884, et terminée le 30 juin 1885, se sont-elles soldées par un surplus de recettes sur les dépenses ? Je réponds oui, et j'affirme que cela est incontestable.

L'honorable trésorier a séparé avec soin, dans son discours sur le budget, le revenu et les dépenses ordinaires, du revenu et des dépenses extraordinaires, c'est-à-dire de ces recettes et de ces frais imputables au compte du capital. Je l'en félicite, parce que cette manière de compter est très exacte et très claire. Pour connaître le résultat vrai des opérations d'un exercice financier, il est évident qu'il faut comparer le revenu courant ordinaire avec les dépenses courantes ordinaires.

D'après l'état que l'honorable trésorier nous a donné, le revenu courant ordinaire de l'année 1884-85 s'est

| | |
|---|----------------|
| élevé à..... | \$2,962,806 99 |
| Les dépenses courantes ordinaires ont été de..... | 2,937,856 95 |

| | |
|--------------|--------------|
| Surplus..... | \$ 24,950 04 |
|--------------|--------------|

Cet excédent de tout près de vingt-cinq mille piastres dans les opérations financières de cet exercice est certain et incontestable. J'ai examiné

toutes les recettes et les dépenses ordinaires telles qu'énumérées dans le discours de l'honorable trésorier, et je n'hésite pas à dire qu'elles sont comptées avec une scrupuleuse exactitude. Il n'y a pas une piastre à retrancher du montant du revenu, sous le prétexte qu'elle n'est pas une recette ordinaire. Malgré la sévérité injuste et les calculs erronés au moyen desquels l'honorable député de Québec-Est a critiqué l'exposition que l'honorable trésorier a faite de la situation de nos finances, il n'a eu le courage d'attaquer qu'une seule des recettes comme n'étant pas un revenu ordinaire. C'est celle du fonds d'emprunt municipal, au montant de \$42,671.84. Son objection n'est pas fondée. L'honorable trésorier, qui a prévu cette critique, y a répondu d'avance par une excellente raison. Il prétend qu'il peut compter cette recette au nombre de celles du revenu annuel ordinaire de la province, parce que la somme perçue, en 1884-85, ne s'élève même pas au montant de l'intérêt accru, pendant la même année, sur le capital encore dû au fonds d'emprunt municipal. C'est strictement vrai. Mais je crois qu'il y a encore une plus forte raison en faveur de l'opinion de l'honorable trésorier. Ouvrons les comptes publics de 1884-85, et nous trouvons à la page 5, que pendant le dernier exercice la province a racheté un certain nombre de ses obligations de l'emprunt contracté en France, au montant de \$49,716.64.

L'honorable député de Québec-Est me répète-t-il que le montant reçu, en 1884-85, du fonds d'emprunt municipal, n'est pas un revenu ordinaire, parce que c'est la perception d'un actif? Je lui réponds qu'à bien plus forte raison la somme payée, aussi en 1884-85, pour racheter un certain nombre des obligations de la province ne devrait pas être comptée dans les dépenses ordinaires du service public, parce qu'elle a servi au paiement d'une partie de la dette provinciale consolidée, qui est diminuée d'autant. Examinez les comptes publics du Canada, et vous verrez que jamais Sir Richard Cartwright, pas plus que Sir Leonard Tilley, n'a compté dans les dépenses ordinaires du gouvernement fédéral ce qu'il a payé pour le rachat des obligations du Canada à leur échéance.

Si, à la rigueur, il faut admettre que la perception d'un actif n'est pas une source courante de revenu, il est également vrai que le paiement d'un passif n'est pas une dépense courante ordinaire. Alors, si vous retranchez du total des recettes de 1884-85 la somme reçue du fonds d'emprunt municipal, soit \$42,671.84, je déduis, pour la même raison, du montant des dépenses ordinaires du même exercice la somme déboursée pour le rachat des obligations de la province, soit \$49,716.64.

| | |
|--|----------------|
| Revenu courant ordinaire de 1884-85, tel que calculé par l'honorable trésorier .. | \$2,962,806.99 |
| Moins recette du fonds d'emprunt municipal..... | 42,671.84 |
| | <hr/> |
| Revenu ordinaire..... | \$2,920,135.15 |
| Dépense ordinaire de 1884-85, telle que calculée par l'honorable trésorier..... | \$2,937,856.95 |
| Moins somme payée pour rachat des obligations..... | 49,716.64 |
| | <hr/> |
| Dépense ordinaire..... | \$2,888,140.31 |
| Surplus de 1884-85..... | \$ 31,994.84 |

L'excédent des recettes sur les dépenses serait ainsi de \$7,044.80 plus considérable que celui calculé par l'honorable trésorier et dont j'accepte l'exactitude. L'honorable député de Québec-Est n'a donc rien à gagner en soutenant sa prétention au sujet de la recette du fonds d'emprunt municipal, parce qu'en l'admettant nous pouvons en tirer une conséquence certaine contre lui, et faire ressortir d'avantage l'heureux résultat des opérations financières du dernier exercice.

Il n'y a pas non plus une piastre à ajouter au montant des dépenses courantes ordinaires, tel que calculé par l'honorable trésorier dans son discours sur le budget. De sorte que le surplus qu'il a obtenu dans les opérations de l'année est certain et indéniable, quoiqu'en disent l'honorable député de Québec-Est et ses amis.

Nous avons diminué la dette, en 1884-85, des \$24,950.04 du surplus et des \$49,716.64 du rachat de 515 obligations amortissables : montant \$74,666.68.

Un excédent de \$24,950 des recettes ordinaires sur les dépenses courantes, c'est déjà une cause de grande satisfaction, surtout après les quelques années difficiles que nous avons passées. Mais ces chiffres si exacts ne nous donnent pas une idée complète de tous les avantages qui ressortent des opérations financières de l'année 1884-85, étudiées dans tous leurs détails. Je tiens à ne rien omettre qui soit de nature à permettre à mes honorables collègues et au public de bien juger la situation de nos affaires provinciales.

Dans ses prévisions des recettes de 1884-85, faites à la session de 1884, l'honorable trésorier avait compté sur un revenu total de \$1,261,-

872.80 du gouvernement fédéral, pour subvention et intérêt du capital que le Canada doit à la province. C'est la somme que nous recevons régulièrement de cette source à l'avenir. La recette prévue par l'honorable trésorier n'a pas été entièrement perçue en 1884-85. La cause en a été dans une divergence d'opinion au sujet de l'interprétation du statut décrétant la subvention de \$2,394,000 en faveur de la province pour le chemin de fer du nord. Les autorités fédérales ont d'abord prétendu que l'intérêt du capital de cette subvention n'était dû à la province qu'à dater du jour de la passation de l'arrêté du conseil, nécessaire en vertu du statut pour fixer le taux de cet intérêt et décréter que le gouvernement fédéral gardait le capital en dépôt. De son côté, le gouvernement local a soutenu avec raison que le capital de la subvention était dû à la province du jour de la sanction de la loi la décrétant, et que l'intérêt devait compter de cette date. Finalement l'honorable trésorier a eu gain de cause, le gouvernement fédéral ayant reconnu que son interprétation du statut était juste et sa réclamation fondée. Aussi il paiera à la province, pendant l'exercice en cours, l'arrérage d'intérêt de cette subvention qu'il a retenu en 1884-85.

La discussion soulevée à ce sujet et l'échange de vues qui s'en est suivi, ont naturellement retardé le paiement d'une partie de cet intérêt, qui n'a pas pu être perçue pendant le dernier exercice. La conséquence en a été qu'au lieu de recevoir, en 1884-85, la somme de \$1,261,872.80 comme il s'y attendait, l'honorable trésorier n'a touché que \$1,202,022.80. La différence en moins est de \$59,850, mais l'arrérage d'intérêt n'est en réalité que de \$53,618.67, parce que la province, n'ayant droit à cet intérêt que du jour de la sanction du statut de 1884, ne recevra l'arrérage que pour la période écoulée du 19 avril au premier octobre 1884. Cette somme de \$53,618.67 n'a pas été perçue en 1884-85, mais il n'en est pas moins vrai qu'elle forme partie du revenu réel de cet exercice. Sans la divergence d'opinion au sujet de l'interprétation du statut de 1884, cet intérêt aurait été payé pendant l'année dernière, et le surplus de 1884-85 se serait élevé à \$78,568.71. La province ne perdra rien, puisque le montant lui sera payé cette année. Nous devons savoir gré au gouvernement fédéral de l'empressement avec lequel il nous accorde tous les avantages de la généreuse subvention qu'il nous a donnée, aussitôt après avoir reconnu son erreur d'interprétation du statut décrétant sa libéralité envers la province.

Je trouve aussi dans un malheureux événement, que je déplore autant que n'importe qui, une preuve évidente que la situation de nos affaires

financières, telle que nous la jugeons par les opérations de 1884-85, est plus favorable qu'elle n'apparaît. Un employé public, au nombre des plus anciens et des plus capables du service, jouissant de la plus entière confiance de tous ses supérieurs et de tous ceux qui le connaissaient, a trop habilement réussi à frauder le trésor public au montant de \$51,527.32. Bien qu'une partie de cette somme ait été recouvrée depuis, le montant entier en est déduit du revenu total des terres de la Couronne en 1884-85. Quelle que soit la perte réelle que la province subisse en définitive par cette bien regrettable affaire,—j'espère qu'elle sera réduite le plus possible,—il n'en est pas moins certain que le revenu des terres de la Couronne en 1884-85, a de fait beaucoup excédé la prévision de l'honorable trésorier. Il ne comptait que sur une recette de \$600,000. Elle s'est élevée à \$659,041.36, et le revenu du département a atteint en réalité le chiffre de \$710,568.68, soit \$110,568.68 de plus que la somme prévue. Bien que j'aie toujours pensé que le revenu des terres de la Couronne, en 1884-85, dépasserait la prévision de l'honorable trésorier, qui l'avait calculé au plus bas possible, je ne croyais pas que l'excédent pourrait être aussi considérable. J'augure les meilleurs résultats pour l'avenir du fait qu'au plus fort de la crise dans le commerce du bois, nous avons cependant pu obtenir un revenu total de plus de sept cent mille piastres des terres de la Couronne. Si le revenu pour l'année 1884-85 est de \$51,527.32 moins élevé qu'il aurait pu l'être, la cause n'en est pas dans l'improductivité de la source de revenu des terres de la Couronne. Elle est dans un événement que nous regrettons infiniment pour la province, et aussi pour le nom et la famille du malheureux employé qui est mort depuis, en regrettant sans doute bien amèrement de ne pas avoir eu le courage de poursuivre, jusqu'à son dernier soupir, la carrière honorable qui lui avait mérité, jusqu'à sa chute, l'estime, le respect et la confiance de tous ceux qui avaient eu des rapports d'affaires et sociaux avec lui. Sans cet événement, le revenu de l'année 1884-85, y compris les \$51,527.32 déduites de la recette des terres de la Couronne, et les \$53,618.67 d'arrérage d'intérêt du gouvernement fédéral, aurait atteint la somme totale de \$3,067,952.98, et le surplus se serait élevé à \$130,096.03, chiffre à coup sûr très satisfaisant.

L'honorable député de Québec-Est, apparemment si chagrin de ce que les opérations financières de l'année 1884-85 se soient soldées par un surplus, a fait de vains efforts pour convertir cet excédent en un déficit. Il a érigé de longues colonnes de chiffres sans le moindre succès, pour l'excellente raison que l'existence du surplus est indéniable. Il reproche au gouvernement de ne pas avoir payé au fonds

d'amortissement les \$30,854.67 inscrites au budget de 1884-85, et il ajoute cette somme aux dépenses ordinaires de l'année dernière. Ce reproche est injuste, et cette prétention n'est pas sérieuse. J'y ai déjà répondu l'année dernière. Il est bien facile d'en démontrer la futilité.

L'honorable trésorier n'a pas payé ces \$30,854.67 au fonds d'amortissement, parce qu'en premier lieu, il ne pouvait racheter des obligations de la province sans payer une prime de treize pour cent. Ces jours derniers, les bons de la province étaient cotés à 113½ à Londres. Une prime de 13 pour cent ferait encourir une perte annuelle de \$4,011 au trésor. L'amortissement par le moyen du rachat de nos obligations n'est donc pas praticable dans l'intérêt du public.

Le placement de la somme inscrite au budget pour le fonds d'amortissement n'est pas possible sans la perte de un pour cent d'intérêt. L'on ne pouvait pas obtenir plus de quatre pour cent, tandis que nous payons cinq pour cent sur nos obligations. Je maintiens donc ce que j'ai dit, l'année dernière, sur le même sujet.

Je dois féliciter l'honorable trésorier et le gouvernement de la sage décision qu'ils ont prise d'appliquer la subvention que le parlement fédéral nous a donnée pour le chemin du nord, à l'amortissement, pour autant, de la dette consolidée. J'ai suggéré ce moyen, l'année dernière, pour mettre fin à l'inscription annelle au budget d'une somme qui ne peut pas être déboursée dans l'intérêt public. Je suis heureux de voir que cette proposition est adoptée.

L'honorable député de Québec-Est ajoute à son prétendu déficit la somme des débentures du palais de justice de Québec, soit \$150,000. Ne sait-il pas que c'est une recette extraordinaire, parce que c'est le produit d'un emprunt autorisé par la loi pour la construction d'un édifice dont les frais sont portés au compte du capital ? Qu'il relise la liste des diverses recettes du revenu courant ordinaire de 1884-85, telle que donnée dans le discours du budget de l'honorable trésorier, et il constatera que celle des débentures du palais de justice de Québec n'y est point comptée. Elle est inscrite, avec raison, dans les recettes extraordinaires. Donc le calcul de l'honorable député de Québec-Est s'écroule de lui-même.

L'honorable député de Québec-Est grossit son prétendu déficit d'une somme de \$66,000 qu'il dit être en souffrance pour subventions aux chemins de fer. Assurément, il n'est pas possible qu'il ignore que les

subventions aux voies ferrées et les réclamations encore dues pour le chemin de fer du nord, sont des dépenses imputables au capital. Ce sont des opérations qui ne changent en rien le surplus des recettes ordinaires sur les dépenses annuelles courantes. La somme payée chaque année acompte de la balance des subventions est plus ou moins considérable, selon que les travaux de construction des chemins de fer sont poussés avec plus ou moins d'activité. Le calcul de l'honorable député de Québec-Est est donc essentiellement faux.

Quel sera le résultat des opérations de l'exercice en cours, 1885-86, qui se terminera le 30 juin prochain ? Je réponds en disant qu'elles se solderont en équilibre, et très probablement par un surplus. J'ai calculé, l'année dernière, que le revenu ordinaire de 1885-86 s'élèverait à \$2,969,872. Les sommes perçues pendant les neuf premiers mois de l'exercice me font espérer que cette prévision sera dépassée. Le revenu des terres de la Couronne excèdera le montant de \$585,000 que l'honorable trésorier comptait recevoir. De plus, nous recevrons, pendant l'exercice en cours, les \$53,618.67 d'arrérage d'intérêt dû par le gouvernement fédéral. Le revenu de 1885-86 pourra, je crois, facilement atteindre et même excéder le montant de \$3,000,000.

Passons maintenant au chapitre de la dépense. Les crédits votés et à voter pour 1885-86 sont comme suit :

| | |
|--|-------------|
| Budget général ordinaire de 1885-86 | \$2,900,545 |
| Premier budget supplémentaire de 1885-86 | 17,023 |
| Second budget supplémentaire de 1885-86 | 50,561 |

Montant prévu, \$2,968,129

La Chambre sait jusqu'à quel point le gouvernement contrôle les dépenses de manière à n'avoir recours aux mandats spéciaux que dans les cas les plus imprévus, et encore que pour de très faibles sommes. Comme il persévéra sans doute dans cette louable habitude, l'on peut en toute sûreté compter que les dépenses ordinaires de 1885-86 seront, le plus strictement possible, limitées au montant des trois budgets que je viens d'énumérer. Je prévois qu'elles seront de \$2,960,000 à \$3,000,000. De sorte que les opérations de l'exercice en cours se solderont au moins en équilibre, et bien probablement par un surplus qui pourra atteindre une cinquantaine de mille piastres. De plus, la dette consolidée sera diminuée de \$52,073.33 par le rachat de 535 obligations de l'emprunt contracté à Paris.

J'ai examiné avec soin les prévisions de l'honorable trésorier au sujet des résultats des opérations de l'exercice qui commencera le premier juillet prochain, pour se terminer le 30 juin 1887. Je lui rends avec plaisir le témoignage qu'il les a faites avec beaucoup de prudence. Il compte sur un revenu ordinaire total de \$3,085,122.80. Aucune des recettes qu'il a énumérées ne saurait être considérablement moindre que la somme à laquelle il l'a évaluée, tandis que quelques-unes seront très probablement plus élevées que les montants qu'il espère recevoir de ces sources. Ainsi, il calcule que les terres de la Couronne donneront un revenu de \$700,000. La probabilité est que la recette excèdera cette somme de plusieurs milliers de piastres. L'activité renaît dans le commerce de bois. Les opérations forestières ont beaucoup augmenté en 1886. Dans son rapport, déposé sur le bureau de cette Chambre au commencement de la session, l'honorable commissaire des terres nous informe que, d'après les renseignements reçus par le département, la coupe du bois, l'hiver dernier, a été de dix pour cent plus considérable que celle de l'hiver précédent, qui elle-même avait excédé celle de l'hiver de 1884. Des informations particulières, que j'ai pu obtenir, corroborent entièrement celle que l'honorable commissaire des terres nous a communiquée officiellement. Les droits sur cette coupe du bois seront perçus dans le cours de 1886-87. Il y aura incontestablement accroissement du revenu, puisqu'il y a eu augmentation dans la production du bois.

Je crois aussi que l'honorable trésorier a évalué la recette des licences, en 1886-87, au chiffre le plus bas en limitant sa prévision à \$275,000. Il me paraît tout probable que le revenu de cette source excèdera le montant prévu.

A quelle somme s'élèveront les dépenses courantes ordinaires de l'année prochaine? Il est facile de la calculer d'avance avec assez de précision. Le budget général ordinaire que la Chambre est appelée à voter est de \$2,939,693.55. De ce montant, il faut déduire les \$30,854.67 qui sont inscrites au budget pour l'amortissement, mais qui ne seront pas appliquées à cette fin, parce qu'il sera pourvu au rachat, pour autant, de la dette consolidée, au moyen du capital de la subvention pour le chemin de fer du Nord, en dépôt à Ottawa. Le budget général est ainsi réduit à \$2,908,838.88. A cette somme il faudra ajouter celle des budgets supplémentaires, que la Chambre sera appelée à voter pour pourvoir à l'insuffisance inévitable de certains crédits inscrits au budget général. Ces budgets supplémentaires ne sauraient beaucoup

excéder \$75,000, et les dépenses ordinaires de 1886-87 n'atteindront probablement pas \$3,000,000 en chiffres ronds. J'en conclus donc que les opérations de l'année prochaine se solderont par un excédent de recettes de vingt-cinq à soixante et quinze mille piastres, et même peut-être plus. Il importe aussi de mentionner qu'en 1886-87 nous rachèterons 560 de nos obligations amortissables, au montant de \$54,359.45, diminuant d'autant la dette consolidée de la province.

Le résultat général de l'examen que je viens de faire des opérations des trois exercices du 1^{er} juillet 1884 au 30 juin 1887, sera donc très satisfaisant. Le surplus total de ces trois années atteindra probablement une centaine de mille, et il me paraît tout à fait possible qu'il s'élève même à cent cinquante mille piastres.

Le devoir de la Chambre est de rendre justice au gouvernement, et de lui accorder sa confiance quand il administre les affaires publiques de manière à la mériter. Le ministère actuel a pris les rênes du pouvoir au commencement de l'année 1884. Il a déclaré à la Chambre et à la province qu'un des principaux articles de son programme était de gouverner avec la plus stricte économie, tout en conservant au service public son entière efficacité. La majorité de la députation a ajouté foi à la parole ministérielle. Elle a attendu les résultats.

Lorsque le gouvernement a soumis à la Chambre, à la session de 1884, le budget général de l'année 1884-85, nous avons constaté que les crédits qu'il nous demandait de voter, comparés aux dépenses ordinaires de 1882-83, faisaient ressortir une diminution de \$207,019.70. A ce sujet, je disais, le 7 mai 1884, dans mes remarques sur la situation financière.

“Ce sont donc des économies et des retranchements au montant de \$207,019.70 que le gouvernement nous promet de réaliser. La grande majorité de cette Chambre est sans doute convaincue que le ministère est sérieux, sincère et ferme dans la détermination qu'il prend de faire ces économies, et qu'il veut tenir l'engagement qu'il contracte, avec la législature et la province, de les réaliser. Je lui tiens compte de sa bonne volonté, et aussi je lui dis que, appréciant les difficultés qu'il y a pour un gouvernement comme pour un particulier, de retrancher largement dans des dépenses qui souvent créent elles-mêmes des besoins que l'on ne peut méconnaître, je suis prêt à lui donner une marge considérable. Il nous promet \$207,019.70 d'économies et de retranchements. Eh bien, qu'il en fasse un montant certain, réel, indiscutable,

de \$150,000, et, pour un, je déclare que je serai pleinement satisfait. Je crois aussi pouvoir dire que cette Chambre et la province seront enchantées de ce résultat. C'est une marge de \$57,019 que je donne au ministère sur le montant promis. A ces \$57,000 en chiffres ronds, j'ajouterai \$43,000 pour les budgets supplémentaires qu'il aura à soumettre à l'approbation de cette Chambre, pour les quelques dépenses qu'il lui a été impossible de prévoir et de porter à son budget général."

Je me rappelle que la majorité de la Chambre a applaudi aux observations qui précédent. Elle signifiait donc au gouvernement qu'elle serait pleinement satisfaite de la réalisation d'économies au montant de \$150,000, somme que j'avais mentionnée.

Deux ans se sont écoulés depuis que je prononçais les paroles que je viens de lire. Nous connaissons maintenant les résultats des opérations financières de l'exercice de 1884-85. Nous pouvons donc juger si le gouvernement a tenu la parole donnée à la session de 1884, s'il a réalisé toutes les économies possibles et désirables.

J'ai un acte de justice à faire à l'égard du gouvernement, et je l'accomplis avec plaisir. J'affirme que le ministère a rempli sa promesse de 1884. Je lui en rends le témoignage en même temps que je vais en faire la preuve.

J'ai calculé, l'année dernière, que les dépenses ordinaires de l'année 1883-84, avaient été de \$3,131,537.28. Pour enlever toute prise à la critique, je retrancherai, comme la chose a été faite pour les dépenses de l'année dernière, la somme payée pour les licences de mariage, parce qu'en réalité c'est le remboursement pour partie d'un dépôt. Mais, pour avoir une comparaison exacte entre les deux années, j'ajouterai la dépense du trafic du chemin de fer du Nord, vu que les frais du même service sont comptés dans le montant des dépenses ordinaires de 1884-85. J'obtiens le résultat incontestable qui suit :

| | |
|--|----------------|
| Dépenses de 1883-84..... | \$3,131,537 28 |
| Moins licences de mariage..... | 17,041 25 |
| | <hr/> |
| Balance..... | \$3,114,496 03 |
| Plus dépenses du trafic du chemin du nord..... | 6,700 00 |
| | <hr/> |
| Dépenses courantes ordinaires de 1883-84..... | \$3,121,196 03 |
| Dépenses courantes ordinaires de 1884-85..... | 2,937,856 95 |
| | <hr/> |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 183,339 08 |

Il ressort donc de la comparaison des dépenses ordinaires de 1884-85 avec celles de 1883-84, que le gouvernement a réussi à faire des économies incontestables au montant total de \$183,339.08. La Chambre et la province seront satisfaites de ce magnifique résultat, qui est même plus considérable que celui que nous espérons. Je suis convaincu que le ministère a réduit les dépenses dans toute la limite du possible et de ce qui est désirable. Il est de notre devoir de l'encourager à persévérer dans cette bonne voie, en sachant reconnaître franchement le mérite qu'il s'est acquis par son administration prudente et économique de nos affaires publiques.

L'honorable député de Québec-Est ne croit pas aux économies du gouvernement. Il les a contestées, mais il nous a dit en même temps qu'il ne s'était pas renseigné sur les détails. Il n'est pas surprenant alors qu'il ne connaisse pas la diminution qui ressort de la comparaison des dépenses de l'année dernière et de celles de l'exercice précédent. Puisque l'honorable député de Québec-Est ignore ces détails importants, je me permettrai de lui donner certains renseignements qu'il apprendra sans doute avec plaisir. Prenons les comptes publics de 1883-84 et ceux de 1884-85, et comparons les frais de divers services, comme suit :

| | | |
|--|---------------|--|
| Législation, en 1883-84..... | \$ 216,864 78 | |
| do 1884-85..... | 185,217 98 | |
| | <hr/> | |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 31,646 80 | |
| Gouvernement civil, en 1883-84..... | \$ 202,820 80 | |
| do 1884-85..... | 187,874 12 | |
| | <hr/> | |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 14,945 68 | |
| Administration de la justice, en 1883-84. \$ | 385,985 09 | |
| do 1884-85. | 356,646 48 | |
| | <hr/> | |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 29,338 61 | |
| Inspection des bureaux publics, en 1883-84. \$ | 9,539 59 | |
| do 1884-85. | 6,838 97 | |
| | <hr/> | |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 2,700 62 | |
| Immigration en 1883-84..... | \$ 17,000 00 | |
| do 1884-85..... | 9,868 24 | |
| | <hr/> | |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 7,131 76 | |

| | |
|---|---------------|
| Travaux et édifices publics, en 1883-84 (dépenses ordinaires)..... | \$ 116,220 80 |
| Travaux et édifices publics, en 1884-85 (dépenses ordinaires)..... | 68,928 61 |
| | <hr/> |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 47 292 19 |
| Département des terres de la couronne, en 1883-84..... | \$ 176,499 49 |
| Département des terres de la couronne, en 1884-85..... | 135,508 00 |
| | <hr/> |
| Diminution en 1884-85..... | \$ 40,991 49 |
| | <hr/> |
| Diminution totale..... | \$ 174,047 15 |

Le gouvernement a réalisé une économie de \$174,047.15 dans les sept chapitres de dépense qui précèdent. Il y a d'autres économies qui portent le montant exact à \$183,339.08, comme je l'ai calculé il y a un instant.

Je conclus que le gouvernement a tenu parole, et qu'il a mis en pratique la politique d'économie qu'il avait promise à la Chambre et à la province.

Nous avons dès maintenant la preuve que le ministère est fermement décidé à persévérer dans la voie qu'il a suivie en 1884-85 avec tant de succès. Nous avons vu que les dépenses ordinaires de l'année courante seront limitées à ce qui est strictement nécessaire à l'efficacité du service public. Il en est de même pour l'exercice prochain. Voici la comparaison du budget de 1886-87 et des dépenses de 1884-85.

| | |
|-------------------------------------|----------------|
| Dépenses ordinaires de 1884-85..... | \$2,937,856 95 |
| Dépenses prévues de 1886-87..... | \$3,067,813 55 |

Moins dépenses du capital :

| | |
|-------------------------------|-------------------------|
| Palais législatif..... | \$54,420 00 |
| Palais de justice, Québec.... | 73,700 00 |
| Moins fonds d'amortissement.. | 30,854 67 \$ 158,974 67 |

| | |
|-------------------------------------|----------------|
| Dépenses ordinaires de 1886-87..... | \$2,908,838 88 |
|-------------------------------------|----------------|

| | |
|---|--------------|
| Diminution d'après budget en 1886-87..... | \$ 29,018 07 |
|---|--------------|

Malgré le crédit considérable de \$38,500 inscrit au budget de 1886-87 pour les frais des élections générales qui auront lieu dans le cours de cet exercice, il ressort une diminution de \$29,018.07 de la comparaison du budget de 1886-87 et des dépenses ordinaires de 1884-85. Je sais qu'au budget général de l'année prochaine s'ajoutera la somme des budgets supplémentaires à être votés. Mais elle ne devra pas excéder \$70,000 en chiffres ronds, c'est-à-dire à peu près le montant réuni des frais des élections générales et de la diminution que je viens de constater. Nous pouvons en toute sûreté prévoir que les dépenses ordinaires de 1886-87 seront limitées à peu près à la somme de celles de l'année 1884-85. Ce sera une nouvelle preuve de l'économie pratiquée par le gouvernement.

Je suis d'opinion que le ministère a réduit les dépenses du service public autant qu'il est possible et désirable qu'elles le soient dans l'intérêt bien compris de la province. Je ne pense pas qu'il puisse faire plus dans cette sage direction. Il ne faut pas oublier que si l'économie dans la gestion des affaires publiques est très importante, la vigueur et l'efficacité de l'administration sont également utiles et nécessaires.

L'honorable député de Québec-Est s'est donné un mal infini pour fabriquer un déficit énorme coûte que coûte. Il s'est imaginé qu'il arriverait mieux à son but en comparant les recettes et les dépenses totales de plusieurs années. Il trouvait ainsi le moyen de dissimuler le surplus incontestable de l'année dernière et celui qui sera obtenu pendant l'année courante, en reportant, en partie, sur ces deux exercices, dans ce tableau général, les découverts des années antérieures. Il a embassé dans son calcul les quatre exercices du 1er juillet 1882 au 30 juin 1886. Je lui ferai d'abord remarquer que l'année courante n'est pas terminée, et que, pour cet exercice, on ne peut tenir compte que des prévisions faites par l'honorable trésorier.

L'honorable député de Québec-Est nous a donné les chiffres suivants des quatre années de 1882 à 1886. Je constate qu'en réalité le total des dépenses de ces exercices n'est pas aussi élevé qu'il l'a calculé. Cependant je baserai la comparaison que je vais faire sur les chiffres qu'il nous a donnés.

| | |
|-----------------------|--------------|
| Dépenses totales..... | \$12,847,452 |
| Recettes totales..... | 11,696,825 |
| | <hr/> |
| Découvert total..... | \$ 1,158,126 |

En premier lieu, le montant de ce prétendu découvert est la condamnation de l'hon. député de Québec Est. En effet, ne venons-nous pas de l'entendre répéter plusieurs fois que le déficit annuel dans nos opérations financières est de plus d'un demi-million de piastres. Le déficit total, en quatre ans, aurait donc été d'au-delà de \$2,000,000. Or il nous dit lui-même que le découvert n'a été que de \$1,158,126, une moyenne annuelle de \$289,531.50, au lieu des \$500,000 et plus dont il a parlé : différence annuelle en moins \$210,468.50, ou \$841,874 pendant les quatre exercices.

Mais les chiffres de l'honorable député sont tout à fait erronés. Dans le montant qu'il nous a donné des dépenses totales des quatre années de 1882 à 1886 sont comptés les déboursés imputables au capital. Il est évident que pour faire une comparaison juste et exacte, il faut déduire les dépenses extraordinaires. Nous avons le résultat suivant :

| | |
|---|--------------|
| Dépenses totales de 1882 à 1886..... | \$12,847,452 |
| Moins dépenses du capital : | |
| En 1882-83, Départements publics | |
| et Palais législatif.. | \$ 32,826 |
| " Palais de justice, | |
| Québec..... | 715 |
| En 1883-84, Palais législatif..... | 83,835 |
| " Palais de justice, | |
| Québec..... | 54,018 |
| En 1884-85, Palais législatif..... | 140,000 |
| " Palais de justice, | |
| Québec..... | 89,777 |
| En 1885-86, Palais législatif, d'après | |
| budget..... | 85,000 |
| " Palais de justice, Qué- | |
| bec, d'après budget. | 90,000 |
| " Palais de justice, Mont- | |
| réal, d'après budget. | 50,000 |
| | <hr/> |
| | \$ 626,171 |
| Dépenses ordinaires de 1882 à 1886..... | \$12,221,281 |
| Recettes ordinaires de 1882 à 1886..... | 11,696,825 |
| | <hr/> |
| Découvert total..... | \$ 524,456 |

Ainsi la moyenne du déficit de ces quatre exercices n'est que de \$131,114. Il y a loin du demi-million de découvert annuel de l'hono-

nable député de Québec-Est. De plus, cette manière de comparer les montants des recettes et des dépenses de plusieurs années ensemble a besoin d'explications, sinon elle est de nature à induire en erreur au sujet de la véritable situation des affaires de la province. Ce découvert de \$524,456 dans la comparaison exacte que je viens de faire, a entièrement eu lieu pendant les deux exercices de 1882-83 et 1883-84, les opérations de l'année dernière et celles de l'année courante se soldant par des surplus.

L'honorable député de Québec-Est n'a pas réussi dans ses efforts pour fabriquer un déficit énorme. La vérité sur l'état favorable de nos finances reste entière en dépit de ses calculs erronés, et de sa tentative de la dérober aux yeux de la Chambre et de la province.

J'ai souvent entendu les adversaires du gouvernement parler, dans cette enceinte et devant les assemblées publiques, de la situation des affaires de la province au point de vue de la dette. Je regrette d'avoir à le dire, ils n'ont jamais traité cette importante question à la lumière des véritables principes de la science des finances. Il m'a toujours paru bien trop évident qu'ils ne cherchaient qu'à alarmer les électeurs, en leur faisant un tableau effrayant et faux des obligations réelles de la province et des ressources à sa disposition pour les rencontrer. Le but de cette tactique, qui mérite la plus sévère condamnation, est d'obtenir un avantage de parti, un succès politique, en induisant le corps électoral en erreur par des craintes que ceux même qui les expriment savent être sans le moindre fondement. Il importe beaucoup que la vérité entière soit connue, afin que le peuple sache ce que signifient les vaines clameurs de gens qui veulent l'exploiter en le trompant.

Je suis chagrin de l'avoir constaté, l'honorable député de Québec-Est n'a pas, dans le discours qu'il vient de faire, parlé de la dette de la province comme la Chambre avait le droit de s'y attendre de sa part. Il dirige l'une des principales maisons d'affaires de cette ville ; il est aussi président de la chambre de commerce de Québec. Nous supposons qu'il jugerait la situation financière de la province avec le même soin qu'il se rend compte de son propre établissement. Nous croyions qu'il l'examinerait en homme d'affaires, désireux de se renseigner avec exactitude, et non en partisan, qui ne cherche, dans l'exagération outrée des obligations et la dissimulation adroite des ressources, qu'un moyen de favoriser ses amis politiques. Nous avons été bien déçus dans notre attente. L'honorable député de Québec-Est a fait des calculs, a émis des théories en matière de finances, a soutenu des

prétentions qui prouvent trop combien, lui d'ordinaire si calme et si réfléchi, il se laisse dominer par l'esprit de parti, et qui sont loin de lui faire honneur comme négociant ayant une grande expérience des affaires. Plus j'entendais le développement de son discours, plus j'étais étonné du travail parfaitement inutile qu'il avait dû s'imposer pour embrouiller de la sorte ce qui est pourtant si clair et si facile à comprendre.

Il y a quatre ans que je lutte avec énergie—on me rendra ce témoignage—contre ceux qui répètent sans cesse que les gouvernements conservateurs, depuis 1867, ont créé une dette qui est un fardeau trop lourd pour la province. L'honorable député de Québec-Est a renouvelé cette affirmation ce soir, en l'accompagnant des prédictions de malheur en usage de la part de nos adversaires. Je ne recule pas devant la tâche de réfuter cette prétention, et de démontrer toute la futilité des craintes imaginaires et feintes qui en sont la conséquence.

Les ministères conservateurs ont fait contracter des obligations à la province pour lui assurer les immenses avantages d'un réseau de plus de 1300 milles de chemins de fer, et la doter de splendides édifices publics. Ils ont adopté cette grande et vigoureuse politique de progrès pour obéir à la volonté du peuple lui-même, formellement exprimée à toutes les élections générales depuis la confédération. C'était pour eux un devoir ; ils l'ont courageusement accompli. Le but était bon, louable, patriotique ; les résultats sont favorables, heureux, magnifiques.

Que devons-nous, et qu'est-ce qui nous est dû ? Voilà ce dont il faut se rendre un compte exact. Dans son discours du budget, l'honorable trésorier nous a donné un état du passif et de l'actif de la province. Le passif, y compris le montant des subventions encore à payer aux chemins de fer et les frais des autres travaux imputables au capital, est de..... \$20,590,075 72

L'actif, tel que calculé par l'hon. trésorier, serait de... 11,774,645 21

Dette nette le 30 juin 1885..... \$ 8,815,430 51

Mes honorables collègues se rappellent que, l'année dernière, différant d'opinion sur ce point avec l'honorable trésorier, j'ai prétendu que les \$2,549,213.61 qui nous ont été données par le parlement fédéral, en vertu du chapitre 4 des statuts du Canada de 1884, devaient être comptées dans l'actif de la province en déduction du passif. Je ne

faisais aucune différence entre ce montant et celui de la subvention pour le chemin de fer du nord. Je disais ce qui suit le 21 avril 1885 :

“ La première clause du chapitre 4 des statuts du Canada 1884, “ acte à l’effet de faire une nouvelle répartition des subventions annuelles à payer par le Canada aux diverses provinces formant aujourd’hui “ la confédération,” se termine en décrétant que les sommes accordées aux provinces par cette loi “ seront réputées un capital dû aux dites “ provinces respectivement, portant intérêt à cinq pour cent par année, “ lequel intérêt leur sera payable comme partie de leurs subventions “ annuelles de la part du Canada, le et après le premier jour de juillet “ 1884.”

“ Dans l’avant dernier paragraphe de la première clause du chapitre 8 des mêmes statuts — “ acte autorisant certaines subventions pour aider à la construction des lignes de chemins de fer y mentionnées,” je lis les mots suivants : “ Les subventions à la province de Québec seront “ capitalisées et l’intérêt en sera payé aux époques et de la manière dont “ le gouvernement du Canada conviendra avec le gouvernement de la “ dite province.”

“ Ces deux lois décrètent donc que ces sommes sont un capital dû à notre province, et le taux de l’intérêt qui lui sera payé. Le gouvernement fédéral garde ce capital en dépôt permanent, c’est-à-dire que la province a un placement de première classe à Ottawa. Un placement est certainement un actif, personne ne saurait sérieusement soutenir le contraire. Voilà pour la lettre de la loi ; cherchons maintenant l’intention du législateur et la pensée politique qui le guidait. Pourquoi le statut a-t-il été ainsi rédigé ? Evidemment et uniquement dans l’intérêt des provinces, pour leur rendre service. Non-seulement le gouvernement fédéral consentait à nous accorder cinq millions, mais il complétait sa libéralité en nous offrant de les garder en dépôt, et de nous en payer un intérêt de cinq pour cent. Si, en réponse aux demandes que nous leur avons adressées, les ministres d’Ottawa nous avaient dit : nous allons vous donner cinq millions en considération des déboursés que vous avez faits pour la construction des chemins de fer, mais nous vous les paierons immédiatement, qu’elle en aurait été la conséquence ? Il nous aurait fallu trouver un placement pour ce capital, en attendant la date de l’échéance de nos obligations pour un égal montant. N’est-il pas certain que nous n’aurions pas pu placer cette somme avec les deux grands avantages de la sécurité et d’un intérêt de cinq pour cent que nous avons obtenus à Ottawa ?

“ La politique du gouvernement fédéral de garder le capital de ces subventions en dépôt à cinq pour cent est donc tout à fait en faveur des provinces. Il est évident qu'il eut été plutôt de l'intérêt du trésor fédéral de payer ces subventions aux provinces sans délai, parce que le gouvernement du Canada pouvait emprunter à moins de quatre pour cent la somme pour laquelle il s'est généreusement engagé à nous donner cinq pour cent. Il est facile de calculer la somme annuelle qu'il aurait gagnée par cette opération. Le capital des subventions accordées aux diverses provinces par le chap. 4, 45 Vict., que j'ai cité, est de..... \$7,172,397 92

Subvention spéciale à la province de Québec pour le
chemin de fer du nord, chap. 8, 47 Vict..... 2,394,000 00

Montant..... \$9,566,397.92

“ En empruntant à quatre pour cent cette somme pour laquelle il paie cinq aux provinces, le gouvernement fédéral aurait gagné annuellement \$95,663.97. Ce sont les provinces qui profitent de ces quatre-vingt-quinze mille piastres, et notre part est de \$49,430. Dans vingt ans le gouvernement fédéral paiera donc à la province de Québec près d'un million d'intérêt de plus qu'elle aurait pu obtenir de tout autre placement, pour un aussi long terme, qu'elle aurait dû faire s'il l'eût obligée d'accepter tout de suite le paiement du capital de cinq millions qu'il lui donnait. C'était à tous les points de vue le meilleur arrangement possible. Je félicite l'honorable trésorier et le gouvernement de l'avoir proposé et demandé, et le ministère d'Ottawa d'y avoir généreusement consenti pour rendre service aux provinces.”

Je n'ai pas changé d'opinion depuis le jour où je prononçais les paroles qui précèdent, loin de là, et je maintiens que les \$2,549,213.61, accordées à la province par le chapitre 4 des statuts du Canada de 1884, sont incontestablement un actif. Je suis heureux de constater que l'honorable trésorier a considérablement modifié les vues qu'il entretenait, l'année dernière, sur ce sujet. Il a bien dit de nouveau qu'il ne croyait pas pouvoir compter cette somme dans l'actif de la province, mais il a ajouté :

“ Je reconnais franchement que je puis me tromper au sujet de l'application des \$2,549,213.61 dont je viens de parler, et l'on dit qu'il devrait être placé parmi nos recettes, en réduction de notre dette, parce que quand nos emprunts écherront, le Dominion paiera plutôt le principal que l'intérêt à 5 par cent sur le montant, pouvant emprunter de l'argent à 4 pour cent ou moins.

“ En outre, si nous ne recevions pas la somme principale et si elle était retenue par le Dominion, nous pourrions faire un emprunt et sauver au moins un pour cent d'intérêt par année, en empruntant à 4 pour cent et en recevant du Dominion 5 pour cent par année.

“ Si l'opinion exprimée quant à l'application du montant est correcte et si j'ai tort—ce qui est très possible—notre passif se réduirait à \$6,266,217.00 au lieu de \$8,815,430.61, ce qui serait grandement à désirer. Dans tous les cas je considère l'état très satisfaisant.”

Le doute est donc entré dans l'esprit de l'honorable trésorier qui se demande si, après tout, il n'aurait pas raison de compter ces \$2,549,213.61 dans l'actif. Je sais que son hésitation d'abord et sa décision ensuite sont venues de son désir de ne rien exagérer dans l'exposition favorable qu'il a pu faire de la situation de nos affaires. Je lui tiens compte de ses bonnes intentions. Qu'il me permette cependant de lui redire que les \$2,549,213.61 doivent figurer dans l'état de l'actif de la province. La loi est formelle, et elle décrète que c'est un capital dû à la province. C'est l'intérêt de ce capital qui nous est payé comme partie de notre subvention annuelle. Le capital lui-même est un placement de première classe à Ottawa, et un placement est un actif, c'est évident et incontestable. J'ai à l'appui de mon opinion une autorité qui, je le sais, s'impose à l'honorable député de Québec-Est et à ses amis ; c'est celle de l'honorable M. Ross, le trésorier du gouvernement libéral de l'hon. M. Mowat. J'ai l'état officiel de l'actif de la province d'Ontario, j'y vois que les \$2,848,289.52 accordées à cette province par le chapitre 4 des statuts du Canada de 1884, y sont bien et dûment comptées.

Je prie l'honorable trésorier de reconsidérer cette question, et j'espère qu'il en viendra à la conclusion d'inscrire cette somme dans l'état de l'actif provincial.

Je suis aussi heureux de voir que l'honorable trésorier prévoit, comme moi, qu'à l'échéance de nos obligations à 5 pour cent, il sera facile de les convertir en des obligations à 4 pour cent. En appliquant la diminution de un pour cent dans le service de l'intérêt à l'amortissement de ces nouvelles obligations, nous les rachèterions en moins de trente sept ans. Ce serait une opération financière bien avantageuse, puisque l'économie annuelle qu'elle nous ferait réaliser rachèterait notre dette. Nous resterions avec notre actif à Ottawa et le revenu que nous en retirons.

Je prendrai l'état que l'honorable trésorier nous a donné du passif et de l'actif, et j'ajouterai à ce dernier les \$2,549,213.61 dont j'ai parlé. J'obtiens le résultat suivant, qui est l'exposé exact de la situation au sujet de la dette provinciale :

PASSIF.

| | |
|--|------------------------|
| Dette fondée non rachetée..... | \$18,233,853 34 |
| Emprunts et dépôts temporaires..... | 637,739 45 |
| Subsides de chemins de fer autorisés, mais non gagnés..... | 1,255,013 65 |
| Balance du coût estimé des bâties du parlement..... | 135,000 00 |
| Balance du coût estimé du palais de justice de Québec..... | 154,700 00 |
| Balance due sur terrains et autres dettes du chemin de fer du nord..... | 86,697 49 |
| Fonds de pension des instituteurs..... | 87,071 79 |
| Montant..... | <u>\$20,590,075 72</u> |

ACTIF.

| | |
|--|------------------------|
| Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental payée et placée..... | \$ 600,000 00 |
| Balance non payée..... | 7,000,000 00 |
| Subsides de chemin de fer capitalisés d'après l'acte du Dominion 47 Victoria, chapitre 8..... | 2,394,000 00 |
| Ancienne dette du Canada, chapitre 4, 47 Victoria... | 2,549,213 61 |
| Dépôts spéciaux..... | 1,000,000 00 |
| Argent en banques..... | 265,481 56 |
| Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être rem- boursé par la vente de propriété à Montréal..... | 138,348 02 |
| Débitures du palais de justice de Québec à émettre.. | 50,000 00 |
| Prêts et montants dûs par la province d'Ontario..... | 147,970 00 |
| Ville de Montréal, scuscription au pont Hull..... | 50,000 00 |
| Ville de Montréal, différence entre \$132,000 et le coût des terres expropriées entre le carré Dalhousie et Hochelaga..... | 75,226 96 |
| Puissance du Canada, intérêt sur subsides de chemin de fer capitalisés depuis le 19 avril 1884 au 1er oc- tobre 1884..... | 53,618 67 |
| Montant..... | <u>\$14,323,858 82</u> |
| Dette nette le 30 juin 1885..... | \$ 6,266,216 90 |

Contre un passif de \$20,590,075.72, nous avons le 30 juin 1885, un actif de \$14,323,858.82. La dette nette à cette date n'était que de \$6,266,216.90. Pour se convaincre que cette dette n'est pas un fardeau pour la province, il suffit de mettre en regard la dépense annuelle occasionnée par les obligations que nous avons contractées, et la recette de l'actif créé par la même politique de progrès.

| | |
|---|---------------|
| PASSIF—Intérêt de la dette en 1884 85.. | \$ 923,042 98 |
| ACTIF—Recette de l'intérêt en 1884-85 : | |
| Du gouvernement du Canada, intérêt, | |
| dépôt permanent..... | \$ 187,310 68 |
| Intérêt de divers dépôts et placements.. | 80,078 60 |
| Intérêt—Prix de vente du chemin de fer | |
| du nord..... | 374,532 82 |
| Recette totale de l'actif en 1884 85..... | \$ 641,922 10 |
| Balance..... | \$ 281,120 88 |

Ainsi la somme peu considérable de \$281,120.88, prise sur les revenus courants de la province, a suffi, avec la recette de notre actif, à payer l'intérêt entier de notre passif. Bien difficiles, ou bien aveugles, ou bien de mauvaise foi, sont ceux qui ne sont pas satisfaits d'un résultat aussi favorable après les grands travaux que nous avons conduits à bonne fin. Pour cette dette nette de guère plus de six millions de piastres, nous avons sillonné la province de chemins de fer, ouvert des millions d'acres de terre à la colonisation, construit ces splendides édifices publics qui sont le légitime orgueil de toute notre population. Bien loin d'entretenir de vaines alarmes pour l'avenir, nous devons trouver dans l'œuvre patriotique du passé un encouragement à marcher courageusement dans la voie du travail et du progrès.

L'honorable député de Québec-Est en calculant, avec son étrange manière, la dette de la province, a commis une erreur si incroyable qu'elle aurait dû lui sauter aux yeux. Il a déduit de la balance en caisse le 30 juin 1885, les emprunts temporaires et certains dépôts au montant de \$637,739.45. Comment peut-il se faire qu'il n'ait pas remarqué que cette somme est comptée dans le passif? En la déduisant de l'actif, il lui fait faire double emploi, et il représente la dette nette comme étant de \$637,739.45 plus élevée qu'elle ne l'est en réalité. L'honorable député de Québec-Est fera bien de mieux calculer une

autre fois, afin de ne pas tomber dans des erreurs aussi impardonnables.

Je n'ai pas été peu surpris d'entendre l'honorable député de Québec-Est exprimer des doutes au sujet de la valeur de l'actif de la province. A-t-il sérieusement réfléchi à ce qu'il disait ? J'hésite beaucoup à le supposer. Ses remarques sont doublement répréhensibles. Premièrement, elles n'ont aucun fondement ; en second lieu, elles sont de nature à nuire bien injustement à notre crédit public. Je suis bien surpris qu'un homme de sa position dans le monde commercial se soit permis de semblables observations.

Nous avons près de cinq millions en dépôt à Ottawa. Le Canada entier est responsable envers la province de cette somme et de son intérêt annuel, tout comme il l'est de la dette du gouvernement fédéral. Il n'y a donc pas l'ombre d'une crainte raisonnable sur la sûreté de ce placement de première classe.

La balance en caisse le 30 juin 1885, au montant de \$1,265,481.56, et la somme de \$147,970 qui nous est due par la province d'Ontario, sont évidemment un actif tout à fait sûr.

La compagnie du chemin de fer du Pacifique est maintenant redevable à la province de la balance entière des sept millions du prix de vente du chemin de fer du nord. Qui contestera raisonnablement que ces sept millions de piastres ne sont pas placées avec la plus grande sécurité ? Encore une fois, je ne puis supposer que l'honorable député de Québec-Est fût sérieux lorsqu'il a exprimé ses craintes au sujet de la perception de notre actif. Ignore-t-il la situation florissante des affaires de la compagnie du chemin de fer du Pacifique ? Mes honorables collègues me permettront sans doute d'en faire l'exposition en quelques mots.

La compagnie du Pacifique a terminé les travaux gigantesques qu'elle avait entrepris, cinq ans avant la date mentionnée au contrat fait avec le gouvernement fédéral. Le chemin sera livré à l'exploitation sur tout son parcours dans peu de jours. Plusieurs centaines de milles de lignes d'embranchement ont été construits et raccordés à la voie principale. Le réseau complet possédé et contrôlé par la compagnie est actuellement de plus de quatre mille trois cents milles de chemin de fer. Le trafic, l'année dernière, a été de plus de huit millions de piastres. Il dépassera dix millions cette année. Dans cinq ans, le réseau sera au moins de 5000 milles et le trafic de plus de \$15,000,000. Il est certain que d'aujourd'hui à l'échéance de la balance due pour le chemin

de fer du nord, conformément au contrat, les affaires de la compagnie du Pacifique prendront de très grands développements. Les actions de la compagnie, originairement vendues à moins de 50 pour cent, s'achètent maintenant jusqu'à 66 pour cent sur le marché de Londres. Les obligations à 5 pour cent du chemin du Pacifique étaient cotées jusqu'à 106 à Londres le 29 avril dernier.

Nous avons eu tout récemment une preuve éclatante de l'état si favorable des affaires du chemin de fer du Pacifique, et de la confiance du monde commercial et des capitalistes dans l'avenir de cette colossale entreprise, dont le succès fait tant d'honneur au Canada. Ces jours derniers, la compagnie a négocié vingt millions de piastres de ses obligations à 104, une prime de 4 pour cent. Suivant l'avis publié, les soumissions devaient être reçues pendant trois jours à Londres et à Amsterdam. Dans l'après-midi de la deuxième journée, la somme offerte s'élevait déjà à trente millions de piastres. C'est une des plus heureuses opérations financières qui se soient faites sur le marché monétaire. La compagnie a prélevé ces \$20,000,000 pour rembourser au gouvernement fédéral le prêt qu'il lui a fait en 1884, la balance étant acquittée par la remise d'une quantité suffisante de terres évaluées à \$1.50 l'acre. La somme de \$10,000,000 a été payée au gouvernement le premier jour de mai ; le second versement de \$10,000,000 le sera le premier de juillet prochain. Les libéraux ont prédit que cet argent prêté à la compagnie du Pacifique, en 1884, ne serait jamais remboursé, que c'était un don déguisé sous le nom d'un prêt. On voit aujourd'hui jusqu'à quel point ils ont été faux prophètes, et combien rigoureuse et habile était la politique de mettre la compagnie en position de vaincre tous les obstacles que ses rivales américaines lui suscitaient, et de terminer son chemin cinq ans avant qu'elle n'était tenue de le faire.

Je le demande, connaissant la situation si florissante des affaires du chemin du Pacifique, est-il raisonnable d'exprimer un doute sur la sûreté des \$7,000,000 que cette compagnie doit encore à la province pour le chemin du nord ? Nous avons la première hypothèque pour cette somme sur le chemin de Québec à Ottawa. La valeur de cette propriété s'est accrue, depuis la vente, de celle des travaux considérables qui y ont été faits. D'ici à plusieurs années de nouveaux travaux seront, tous les ans, aussi exécutés sur cette partie de la ligne du Pacifique, ajoutant encore à sa valeur qui, de plus, s'accroîtra beaucoup par l'immense développement du trafic de la compagnie. De

mois en mois, la garantie du paiement de notre créance de \$7,000,000 devient de plus en plus grande. Il est donc puérile d'entretenir la moindre inquiétude sous ce rapport.

Le doute exprimé par l'honorable député de Québec-Est est bien injuste envers la compagnie du Pacifique, dont le crédit pourrait être affecté par de semblables opinions, si les vrais amis de la province ne se faisaient un devoir d'en démontrer toute la futilité.

Le gouvernement de la province a reçu \$600,000 acompte du prix de vente du chemin de fer du nord. En vertu des contrats, il avait le droit de demander à la compagnie du chemin de la rive nord un second versement de \$500,000. La compagnie du Pacifique avait aussi à payer un demi-million en paiements annuels de \$100,000. Le gouvernement pouvait ainsi retirer encore \$1,000,000 acompte de la somme qui lui est due pour le chemin du nord. Il ne l'a pas fait pour la meilleure des raisons tout à fait dans l'intérêt de la province. La compagnie du Pacifique nous paie 5 pour cent d'intérêt sur les \$7,000,000 qu'elle nous doit. Qu'est-ce que le gouvernement eut fait du million qu'il aurait retiré acompte de ces sept millions ? Il ne pouvait pas racheter ses obligations sur le marché, parce qu'il ne les aurait obtenues qu'à une prime très élevée, ce qui aurait fait subir au trésor public une perte considérable. Me dites vous qu'il n'avait qu'à trouver un placement pour ce million en attendant l'échéance, en 1904, des obligations de notre premier emprunt ? Mais il n'aurait pas pu obtenir plus de 4 pour cent d'un placement pour une aussi longue période. La perte de 1 pour cent d'intérêt, c'était \$10,000 par année sur le million, et \$200,000 pendant vingt ans, sans tenir compte de l'intérêt composé. Incapable de racheter ses obligations sans une perte considérable, le gouvernement a très sagement cru qu'en attendant leur échéance, il ne pouvait mieux faire que de laisser le million entre les mains de la compagnie du Pacifique, ce qui assurait le double avantage de la sûreté du placement et d'un intérêt de 5 pour cent. Loin de blâmer le gouvernement de la décision qu'il a prise, la Chambre doit au contraire l'en féliciter.

L'honorable député de Québec-Est a trouvé une solution à cette question, et il a dit que le gouvernement aurait pu placer ce million en bons du Canada. Voilà une proposition qui ne saurait être entretenue un seul instant. En entendant l'honorable député de Québec-Est l'émettre avec l'assurance d'un homme qui défie la contradiction, je me suis demandé s'il s'était jamais donné la peine d'examiner les comptes public du Canada. Qu'il les ouvre une minute, et dans le bilan de

l'année terminée le 30 juin 1885, page 27, chiffres romains, il verra que la Puissance a émis des bons à 5, à 4 et à 3½ pour cent. Calculons les résultats de sa proposition.

Si le gouvernement avait acheté des obligations du Canada à 5 pour cent avec le million qu'il pouvait retirer a compte du prix de vente du chemin de fer du nord, il aurait payé au moins 15 pour cent de prime. Donc, perte pour la province de \$150,000 de capital. Nous aurions de plus perdu l'intérêt de ces \$150,000, c'est-à-dire \$7,500 par année, et pendant les vingt ans de 1884 à 1904, encore \$150,000 : perte totale \$300,000.

Si le gouvernement avait acheté des bons du Canada à 4 pour cent, il aurait payé 6 pour cent de prime. Donc, perte pour la province de \$60,000 de capital. Le million nous donne aujourd'hui, à 5 pour cent, un intérêt annuel de \$50,000, tandis que \$940,000 d'obligations du Canada à 4 pour cent, ne nous auraient rapporté que \$37,600 ; perte annuelle d'intérêt \$12,400, et pendant 20 ans, \$248,000. Perte totale en capital et intérêt : \$308,000. Je prie la Chambre de remarquer que ni dans l'un ni dans l'autre cas, je ne tiens compte des intérêts composés, qui auraient été considérables pendant une aussi longue période.

Si l'honorable député de Québec-Est et ses amis doivent signaler leur passage au pouvoir par de semblables opérations financières, le plus longtemps ils resteront dans l'opposition, le mieux ce sera pour la province.

Si je n'ai pas encore réussi à convaincre les honorables membres de l'opposition que notre situation financière est en réalité bien favorable, j'emprunterai une autorité, et je ferai une comparaison qui devront les persuader. Tous les adversaires que j'ai rencontrés devant les assemblées publiques, ont toujours, comme s'ils avaient obéi à un mot d'ordre, fait un contraste entre les affaires de notre province et celles d'Ontario. Ils concluaient invariablement que nous avions une dette très lourde, et que la province voisine avait un surplus de près de sept millions de piastres. De là, force louanges à l'adresse du gouvernement libéral de l'honorable M. Mowat, et critique sévère à l'égard de toutes les administrations conservatrices qui se sont succédées au pouvoir à Québec depuis la confédération.

Je puis démontrer à l'évidence que notre province n'a rien à envier à Ontario sous le rapport des avantages de son état financier. Je prouverai aussi que les prétentions de nos adversaires ne sont point fondées, et qu'ils ont le tort bien grave de dénigrer systématiquement notre gou-

vernement provincial. On dit souvent que la logique des chiffres est brutale. Je pense que les honorables membres de l'opposition vont être obligés de l'admettre. Ils sont admirateurs des résultats de l'administration financière du ministère libéral de l'honorable M. Mowat. Ils n'auront donc absolument rien à redire si j'applique à nos affaires le système de comptabilité suivi par ce gouvernement.

Je me suis procuré les comptes publics, des documents sessionels et un état de l'actif et du passif de la province d'Ontario. Mes honorables collègues me sauront bien gré de leur faire part de l'étude que j'ai faite de ces documents, si intéressants à plus d'un titre.

Les dépenses d'Ontario, pendant l'année terminée le 31 décembre 1885, tel qu'il appert à la page 14 des comptes publics de cette province, ont été de..... \$3,040,139

Il faut retrancher pour dépenses extraordinaires :

| | | | |
|-------------------------------------|-------|------------|------------|
| Subventions aux chemins de fer..... | | \$162,044. | |
| Pour travaux de drainage..... | | 28,923 | \$ 190,967 |

| | | |
|------------------------------|-------------|-------------|
| Dépenses de 1885..... | | \$2,849,172 |
| Les recettes ont été de..... | \$3,005,920 | |

Moins recettes extraordinaires :

| | | |
|---------------------------------|---------|-----------|
| Produit d'annuités vendues..... | 271,399 | |
| Débitures pour drainage..... | 34,211 | \$305,611 |

| | | |
|-----------------------|--|-------------|
| Recettes de 1885..... | | \$2,700,310 |
|-----------------------|--|-------------|

| | | |
|--------------|--|------------|
| Déficit..... | | \$ 148,862 |
|--------------|--|------------|

Les opérations du dernier exercice à Ontario se sont soldées par un déficit de près de cent cinquante mille piastres. Nous, dans la province de Québec, nous avons eu un surplus de vingt-cinq mille piastres en chiffres ronds. L'avantage est donc de notre côté.

Nos adversaires nous parlent de l'augmentation des dépenses. Voyons un peu ce qui se fait à Ontario sous ce rapport.

En 1885, les dépenses purement administratives, sous le gouvernement libéral de l'honorable M. Mowat, ont été de. \$2,501,725

En 1871, dernière année du gouvernement conservateur de l'honorable John Sanfield Macdonald, elles n'étaient que de..... 1,220,351

| | |
|------------------------------------|-------------|
| Augmentation par les libéraux..... | \$1,281,374 |
|------------------------------------|-------------|

Un accroissement de \$1,281,374 de dépenses en quatorze ans, c'est une moyenne annuelle de \$91,526. Que pensent les honorables membres de l'opposition de cette progression continuelle et rapide des frais du gouvernement de la province voisine ?

Poussons nos recherches plus loin. Les libéraux, en prenant le pouvoir à Ontario, à la fin de 1871, ont reçu du gouvernement de John Sanfield MacDonald un surplus accumulé de près de quatre millions de piastres. De ce montant, il ne restait, au 31 décembre dernier, que \$571,579, dont \$500,000 en bons de la Puissance à 6 pour cent. La province d'Ontario n'a pas de surplus de plus de six millions comme nos adversaires le prétendent. Leur erreur vient de ce qu'ils considèrent l'actif comme un excédent. Ce n'est pas du tout la même chose. Un pays peut avoir un actif se chiffrant par millions, et cependant avoir des déficits annuels dans ses opérations financières par une insuffisance de recettes ordinaires comparées aux dépenses courantes. C'est précisément ce qui est arrivé à Ottawa, pendant le règne du gouvernement de l'honorable M. Mackenzie. C'est aussi ce qui a eu lieu sous le gouvernement de l'honorable M. Mowat, à Toronto.

J'ai ici l'état officiel de l'actif et du passif de la province d'Ontario, au 31 décembre 1885. Je vais en faire un emploi bien utile, et qui va causer, je n'en doute pas, une agréable surprise aux honorables membres de la gauche. Il appert par ce document que le 31 décembre dernier, la province d'Ontario avait un actif de..... \$7,135,000 31
A la même date, le passif était de..... 368,910 02

Excédent de l'actif sur le passif..... \$6,766,090 29

Voilà le montant que l'on considère erronément comme le surplus de la province voisine. Examinons un peu les détails de cet actif de \$7,135,000. Qu'y voyons-nous ? J'y trouve que l'honorable trésorier compte comme un actif la plus-value, d'après la valeur du marché, des \$500,000 des bons de la Puissance en portefeuille, soit \$50,000. Je constate que les montants suivants sont inscrits au tableau de l'actif :

Capital et montants dus par la Puissance à Ontario, et portant intérêt :

| | |
|--|---------------|
| Fonds de l'école de grammaire—Haut-Canada..... | \$ 312,769 07 |
| Fonds d'édifices—Haut Canada..... | 1,472,391 41 |
| Fonds pour l'amélioration des terres..... | 124,685 18 |

| | |
|---|--------------|
| Fonds des écoles communes..... | 891,201 74 |
| Capital déclaré dû à Ontario par le chap. 7, 47 Vict... | 2,848,289 52 |
| Part d'Ontario dans la bibliothèque—Canada-Uni.... | 105,541 00 |
| Aussi—Fonds d'emprunt municipal..... | 49,891 32 |

| | |
|--------------|-----------------------|
| Montant..... | <u>\$5,804,769 21</u> |
|--------------|-----------------------|

Plus des quatre-cinquièmes de l'actif d'Ontario se composent des fonds en dépôt à Ottawa, dont l'intérêt constitue une des principales sources de revenu de la province. Ces fonds ne proviennent nullement de l'accumulation des surplus de recettes annuelles sur les dépenses.

D'après ce document officiel, le passif d'Ontario, le 31 décembre 1885, n'était que de \$368,910.02. En l'examinant, je vois que l'honorable trésorier de la province n'y a pas inscrit le capital des \$522,043 d'annuités qu'il a vendues en 1884 et 1885, rachetables en 40 ans. Il n'a tenu aucun compte des \$2,377,835.79 de subventions encore à payer aux chemins de fer. De sorte que le passif, au lieu d'être de \$368,910, est en réalité de \$3,268,788.81. L'excédent de l'actif sur le passif n'est que de \$3,866,211.50 au lieu des \$6,766,090.29 mentionnées dans l'état officiel.

Comme nos adversaires sont grands admirateurs du système financier de leurs amis d'Ontario, ils m'approuveront sans doute de l'appliquer aux affaires de notre province. Calculons notre passif et notre actif d'après la méthode de l'honorable trésorier du gouvernement de l'honorable M. Mowat.

| | |
|---------------------------------------|-----------------|
| Passif de la province de Québec le 30 | |
| juin 1885..... | \$20,590,075 72 |

Moins comme à Ontario :

| | |
|---|---------------------|
| Subventions non encore dues aux che- | |
| mins de fer..... | \$1,255,013 65 |
| Moins balance, coût estimé, mais non | |
| payé, du palais législatif et du palais | |
| de justice de Québec..... | 289,700 00 |
| | <u>1,544,713 65</u> |

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| Passif le 30 juin 1885..... | \$19,045,362 05 |
|-----------------------------|-----------------|

Maintenant, quant à l'actif. Si les fonds en dépôt à Ottawa sont un actif pour Ontario, ceux que nous y avons le sont également pour nous. Il en est de même du fonds d'emprunt municipal.

En calculant notre actif comme celui d'Ontario, voici le résultat que nous obtenons :

| | |
|--|------------------------|
| Prix de vente du chemin de fer du nord..... | \$7,600,000 00 |
| Partie dette capitalisée..... | 2,549,213 61 |
| Subvention fédérale pour chemin de fer du nord..... | 2,394,000 00 |
| Fonds des écoles communes (Ottawa)..... | 1,058,871 90 |
| Prêt à la commission des chemins à barrières..... | 15,000 00 |
| Prêt aux propriétaires de l'asile de Beauport..... | 11,000 00 |
| Prêt—asile St-Jean de Dieu..... | 38,250 00 |
| Dépôts dans les banques..... | 1,265,481 56 |
| Fonds d'emprunt municipal, au moins..... | 1,500,000 00 |
| Sommes dues par Ontario..... | 147,970 00 |
| De la cité de Montréal, pont de Hull et prolongement aux casernes..... | 125,226 96 |
| Prêt aux révérends pères Trappistes..... | 10,000 00 |
| Prêt aux municipalités de Chicoutimi et de Charlevoix; pour grains de semence—balance..... | 18,720 00 |
| Arrérages—gouvernement fédéral..... | 53,618 67 |
| Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être rem- boursé par la vente de propriété à Montréal..... | 138,348 02 |
| Actif total..... | <u>\$16,925,700 72</u> |

Nous avons alors le magnifique résultat qui suit :

| | |
|--|----------------------|
| Passif de la province de Québec le 30 juin 1885..... | \$19,045,362 05 |
| Actif le 30 juin 1885..... | <u>16,925,700 72</u> |

Dette nette le 30 juin 1885.....\$ 2,119,661 33

La dette nette de la province serait ainsi réduite à guère plus de deux millions, dont près des deux tiers seraient représentés par les édifices publics et le palais de justice à Québec. Les honorables membres de l'opposition doivent maintenant être convaincus de la situation favorable des affaires financières de notre province, puisque je la leur ai démontrée à l'aide des principes et du système d'un trésorier qu'ils reconnaissent comme une autorité, et dont ils vantent beaucoup l'habileté et la science.

Dans toute comparaison de nos affaires avec celles d'Ontario, il ne faut pas oublier que nous avons doté notre province de splendides édifices publics, tandis que ceux de la province voisine ne sont encore qu'à l'état de projet. Là, comme ici, ils coûteront plus d'un million de

piastres. Le gouvernement d'Ontario sera obligé d'emprunter cette somme, puisqu'il n'a aucuns fonds disponibles pour payer le coût de ces travaux. Son passif s'accroitra ainsi de plus d'un million.

Ce n'est pas tout. Dans son discours sur le budget, fait le 18 février dernier, à l'assemblée législative de Toronto, l'honorable trésorier d'Ontario admet qu'il aura un déficit très considérable pour l'année courante. Il a exprimé l'opinion suivante, que je recommande à la considération de l'honorable chef de l'opposition et de ses amis : " Dans une occasion antérieure, j'ai fait remarquer à la Chambre qu'il est impossible pour le gouvernement de rencontrer les besoins croissants de la province avec un revenu stationnaire." Au nombre des moyens de mettre fin aux déficits, il signale la contribution des municipalités pour l'entretien des aliénés.

La vérité sur la situation financière de la province d'Ontario, est que les opérations annuelles se soldent par un déficit considérable. Ces découverts absorbent rapidement la petite balance du surplus accumulé par le gouvernement conservateur de l'honorable John Sanfield Macdonald. Nos voisins en sont rendus à étudier le meilleur moyen à prendre pour se créer un nouveau revenu, nécessaire pour rencontrer les dépenses toujours croissantes. Ils ont plus d'un million à payer pour la construction des édifices publics à Toronto. Je constate, en référant au No. 86, partie VIII des documents sessionels de 1884, qu'il leur faudra émettre des annuités, rachetables en quarante ans, au montant total de \$6,195,967.60—capital et intérêt compris—pour payer la balance de leurs subventions aux chemins de fer. Le rachat annuel de ces annuités, lorsqu'elles auront toutes été vendues, imposera à Ontario une dépense additionnelle de \$154,899.

Tout considéré, je n'hésite pas à dire que notre situation financière est plus favorable que celle de la province d'Ontario. J'ai fait cette étude pour prouver combien nos adversaires sont injustes envers notre province et ses gouvernants, dans leurs appréciations de ses affaires comparées à celles de la province voisine. Ils devraient avoir assez de patriotisme pour cesser cette œuvre de dénigrement.

Après avoir, l'année dernière, discuté la question des finances en réponse à l'honorable chef de l'opposition, je concluais en prenant nos créanciers pour juges entre lui et moi.

Je disais :

" Je crois avoir abondamment démontré que la situation est en réalité bien satisfaisante, et qu'il suffit de continuer à gouverner avec

prudence et sagesse pour nous assurer un avenir prospère. Je ne me flatte pas d'avoir réussi à convaincre l'honorable chef de l'opposition et ses amis. Nous différons complètement d'opinion dans nos appréciations des résultats de la politique suivie depuis la confédération dans cette province. Je trancherai la question en débat, en prenant pour juges ceux qui occupent à notre égard une position telle que leur manière de voir, à cause de leur compétence, doit s'imposer à notre approbation. Ces juges, ce sont nos créanciers. Ce sont tous ceux qui étant informés que la province, voulant développer ses immenses ressources, avait décidé d'emprunter plusieurs millions de piastres pour contribuer libéralement aux frais de construction de tout un réseau de chemins de fer, se sont empressés de lui offrir leurs épargnes, leurs capitaux, à des conditions, pour le temps, assurément très avantageuses. Ces juges, ce sont tous ceux qui paient aujourd'hui jusqu'à 107 pour nos obligations sur le marché. On ne me fera jamais croire que le papier d'un pays menacé d'une banqueroute prochaine se vendrait à une prime de 7 pour cent.

" Lorsque nos créanciers et le public en Angleterre ont assez confiance dans la stabilité de notre situation financière et dans notre avenir, pour nous donner un aussi solide crédit sur ce grand marché monétaire, où tous les pays du monde vont chercher de l'argent pour leurs besoins publics, nous, nous manquerions de courage, nous douterions de nous-mêmes et de notre province ! Je ne crains pas d'affirmer que ce serait manquer à notre devoir d'hommes publics et de citoyens. Pour un, quelque faible et peu autorisée que soit ma voix, je continuerai à mettre tout ce que j'ai d'énergie pour dire à notre peuple, toujours si intelligent, si fort, si patriotique, qu'il ne doit pas regretter d'avoir voulu le progrès sous toutes ses formes légitimes et vraies, qu'il en recueille les fruits abondants, et que, par ses travaux persévérants, il a assuré de grands avantages aux générations qui suivront "

Je puis répéter les mêmes paroles, et en appeler aux mêmes juges avec encore plus de raison aujourd'hui. Nous avons, l'honorable chef de l'opposition et moi, continué à différer diamétralement d'opinion sur la véritable situation financière de notre province. Il a persisté à dire au peuple qu'il allait à la ruine ; moi, j'ai travaillé, avec plus de courage que jamais, à rassurer notre population contre ces vaines alarmes et à lui inspirer une légitime confiance dans l'avenir. Pendant que dans maintes assemblées publiques nous luttons ainsi, je surveillais avec soin le mouvement du crédit public de la province. J'apprenais, de

semaine en semaine, qu'il était toujours à la hausse. Nos obligations, cotées à 106, en avril dernier, montaient à 109½ en juin dernier. Elles s'élevaient graduellement à 110¾ en février et à 112¾ en mars 1886. Le *Times*, de Londres, que voici et que j'ai reçu ce matin, m'informe que jeudi, le 29 avril dernier, les bons 5 pour cent de la province de Québec se sont vendus à 113½. C'est une hausse de 6½ depuis l'année dernière. En dépit des efforts de l'opposition pour dénigrer l'administration de nos affaires, notre crédit s'est affermi davantage. La confiance que nous inspirons à nos créanciers est de jour en jour de plus en plus grande. Je les prends encore pour juges entre l'honorable député de Québec-Est et moi, et je constate avec infiniment de plaisir qu'ils me donnent entièrement raison.

L'hon. député de Québec-Est a résumé son discours dans l'amendement qu'il a proposé en terminant ses remarques. Tous les allégués de cette longue proposition sont essentiellement contraire aux faits. La Chambre doit donc la repousser.

La première partie de l'amendement se lit comme suit :

“ Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants : “ Cette chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-85, quand, de fait, non seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continue avec une permanence inquiétante.”

Enregistrer le protêt que l'hon. député de Québec-Est nous propose dans cette partie de son amendement, serait faire deux affirmations absolument fausses. L'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses, et l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-85, sont strictement vraies. Ce qui est erroné, c'est la prétention de l'hon. député de Québec-Est que l'équilibre n'est pas rétabli, et que le règne des déficits continue.

On nous propose, en second lieu, de protester :

“ Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun

moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au paiement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province."

Ce second protêt n'aurait pas plus sa raison d'être que le premier. Le gouvernement a mis fin au régime des déficits, puisqu'il a eu un surplus l'année dernière, et qu'il en aura un autre cette année, et un troisième pendant l'exercice prochain. Il y a mis fin par une stricte économie, et en augmentant le revenu de près de \$250,000. Il a pourvu au paiement de près des trois quarts de la dette consolidée par le prix de vente du chemin de fer du nord et les cinq millions qu'il a obtenus du gouvernement fédéral. L'autre quart sera payé par le rachat annuel de nos obligations amortissables. La censure que l'honorable député de Québec-Est nous demande de prononcer contre le ministère est donc tout à fait injustifiable.

Cet amendement contient cinq protêts différents. Le troisième est formulé dans les termes suivants :

"Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable, de faire dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province."

Le système de comptabilité, contre lequel l'honorable député de Québec-Est veut que la Chambre proteste, a été suivi depuis la confédération. Le ministère libéral, qui a gouverné la province de mars 1878 à octobre 1879, a trouvé ce système de comptabilité la perfection même, parce qu'il n'y a apporté aucune modification. Les détournements en question auraient pu être faits de la même manière sous ce ministère. De semblables défalcatiions arrivent malheureusement trop souvent dans les institutions financières les mieux conduites. On n'a pas encore entendu dire que celles qui ont été victimes de la malhonnêteté de quelques-uns de leurs employés, avaient pour cela bouleversé tout leur système de comptabilité après en avoir reconnu l'entière inefficacité.

Le reproche adressé, dans le même paragraphe, aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation de la province, est tout simplement faux et injurieux. Le gouvernement n'a rien caché

Tous les renseignements nécessaires et utiles pour connaître l'état de nos affaires, ont été communiqués à la Chambre et au public. Si l'honorable député de Québec-Est et ses amis ne savent pas mieux le juger, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, et à l'esprit de parti qui leur fait voir comme impénétrable ce qui est pourtant bien clair et bien évident.

Voici le quatrième protêt :

“ Contre les dangers du système inauguré par le trésorier qui admet avoir employé, à même les argents affectés au paiement de la dette consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant le coût des travaux du palais de justice de Québec.”

Je ne puis pas voir ce qu'il y a de dangereux et de si répréhensible dans le fait que le trésorier a placé \$150,000 de l'acompte reçu sur le prix de vente du chemin du nord dans les travaux du palais de justice de Québec, en leur substituant pour un égal montant des débentures autorisées pour les frais de cet édifice. Ce n'est certainement pas une opération qui puisse compromettre l'avenir de la province. Je suis bien certain que la grande majorité de la Chambre sera de mon opinion.

Nous sommes arrivés au dernier paragraphe de l'amendement. Le cinquième protêt—the last but not the least—est rédigé comme suit :

“ Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastres, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233,853.44, de dette consolidée.”

Ces lignes contiennent autant d'erreurs que de mots.

Le préambule du statut de 1882 autorisant l'emprunt de \$3,000,000, montant accru de \$500,000 en 1883, se lit comme suit :

“ Attendu qu'il est nécessaire et à propos de pourvoir au paiement de la dette flottante de la province, de certaines réclamations résultant de la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et des subventions auxquelles certains chemins de fer pourront avoir droit, et aussi pour l'achèvement des édifices des ministères et des chambres ; en conséquence Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit.”

Les trois millions et demi ont été empruntés et ils ont été employés comme suit :

| | |
|---|----------------|
| Obligations émises en vertu du chap. 18, 45 Vict., et | |
| chap. 11, 46 Vict..... | \$3,499,833 33 |
| Moins la commission payée..... | 20,300 00 |

Montant produit par cet emprunt..... \$3,479,533 33

Les sommes suivantes ont été payées, à compte de la dette flottante le 30 juin 1882, suivant le chap. 18, 45 Vict. :

En 1882-83—Remis sur dépôt
du chemin de fer Québec-
Central.....\$112,429 57

En 1883-84—Remis sur dépôt
du chemin de fer Québec-
Central..... 118,121 31

En 1884-85—Remis sur dépôt
du chemin de fer Québec-
Central..... 124,101 21

\$354,652 09

En 1883-84—Remboursements
d'emprunts temporaires échus
le 30 juin 1882, suivant le
chap. 18, 45 Vict..... \$600,000 00

Sommes payées pour le chemin
de fer du nord, suivant le
chap. 18, 45 Victoria :

En 1882-83—Pour travaux de
construction et réclamations
pour terrains..... \$526,753 96

En 1883-84—Pour travaux de
construction et réclamations
pour terrains..... 202,390 25

En 1884-85—Pour travaux de
construction et réclamations
pour terrains..... 175,642 12

Total payé pour chemin de fer
du nord..... \$904,786 33

Subventions payées aux chemins de fer, suivant le ch. 18, 45 Vict. :

| | |
|-----------------|--------------|
| En 1882-83..... | \$ 99,057 90 |
| En 1883-84..... | 137,465 80 |
| En 1884-85..... | 273,182 10 |

| | |
|--|--------------|
| Montant des subventions payées aux chemins de fer..... | \$509,705 80 |
|--|--------------|

Sommes payées pour les édifices des ministères et des chambres, suivant le chap. 18, 45 Vict. :

| | |
|-----------------|-------------|
| En 1882-83..... | \$ 9,328 28 |
| En 1883-84..... | 83,835 95 |
| En 1884-85..... | 140,000 00 |

| | |
|--|--------------|
| Mont. payé pour les édifices des ministères des chambres.... | \$233,164 23 |
|--|--------------|

| | |
|---|----------------|
| Montant total payé pour les fins précédentes..... | \$2,602,308 45 |
|---|----------------|

| | |
|---|---------------|
| Balance de l'emprunt de 1882 et 1883..... | \$ 877,224 88 |
|---|---------------|

Cette balance de \$877,224.88 est en dépôt à 5 pour cent dans les banques, en attendant qu'elle soit employée conformément à la loi autorisant l'emprunt.

Il est donc prouvé que le produit de l'emprunt a été employé d'une manière parfaitement légale, et appliqué strictement aux fins mentionnées au préambule de la loi de 1882. Il est faux que, comme l'amendement le prétend, ces emprunts aient été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires.

L'honorable député de Québec-Est dit, dans ce paragraphe de sa proposition, que la dette flottante est encore de près de deux millions. Je ne puis comprendre comme il arrive à calculer un pareil montant. Mais je sais bien que le 30 juin 1885, la dette flottante ne se composait que des emprunts temporaires et des dépôts entre les mains du gouvernement, au montant de \$637,737.45, et de la balance due pour le chemin du nord, \$86,697.49 : total de la dette flottante \$724,436.94. Les subventions encore à payer aux chemins de fer, ainsi que la somme

nécessaire pour terminer le palais législatif, ne forment point partie de la dette flottante. Il est bon de connaître un peu la propriété des termes en matière de finances. Pour rencontrer ces obligations, au fur et à mesure qu'elles deviendront dues suivant la loi, nous avons encore en dépôt, le 30 juin dernier, \$1,265,481.56, somme presque suffisante pour y faire face.

Le cinquième protêt serait conséquemment aussi injustifiable que les quatre précédents. Aussi le devoir de la Chambre est de repousser l'amendement de l'honorable député de Québec-Est.

Je réitère, avec la conviction la plus énergique, l'affirmation que l'état des affaires financières de la province est très satisfaisant, et de nature à nous inspirer la plus grande confiance dans l'avenir. Les critiques des adversaires du gouvernement ne sont pas même sérieuses, et leurs accusations sont sans le moindre fondement. Je ne saurais trop protester contre l'inqualifiable système des honorables membres de l'opposition de faire le tableau le plus sombre de la situation financière. Il m'est impossible de leur attribuer un autre but que celui d'atteindre le pouvoir en alarmant sans raison le corps électoral. Je désapprouve cette ligne de conduite avec toute l'énergie dont je suis capable ; je déplore sincèrement les torts qu'elle cause à notre pays. La grande majorité de mes collègues s'est fermement opposée aux efforts persistants des libéraux, dans leur œuvre de dénigrement de la politique nationale de progrès dont les gouvernements conservateurs ont favorisé la province depuis 1867. Je les implore de persévérer avec courage dans cette patriotique résistance. Loin de nous évertuer à faire naître, dans l'esprit des électeurs, des inquiétudes que rien ne justifie, notre devoir est d'encourager notre intelligente population, par nos paroles et par nos actes, à travailler avec courage à développer les ressources de la province. Pour avoir rempli cette obligation de députés et de citoyens, nous avons été attaqués d'une manière injuste et trop souvent malicieuse. Ces attaques déloyales ne nous ont pas fait dévier du droit chemin de l'honneur, du dévouement et du patriotisme. Nos adversaires se préparent à les renouveler avec un surcroît de violence dans la prochaine campagne électorale. Rencontrons-les avec toute la vigueur que donne la conviction profonde d'avoir rendu des services importants et incensurables au pays. Après avoir repoussé leurs assauts réitérés dans cette enceinte, allons courageusement les combattre sur ce grand théâtre où le peuple jugera nos accusateurs et ses gouvernants. A l'exploitation des plus regrettables préjugés, sur laquelle l'opposition compte surtout

pour le succès qu'elle n'obtiendra pas, opposons, comme par le passé, une politique de travail, d'avancement, de chemins de fer, de colonisation, de progrès sous toutes les formes désirables. Le peuple, qui est intelligent, généreux et reconnaissant, saura bien reconnaître encore ses vrais amis. Dans sa liberté et son indépendance, il leur donnera un nouveau et solennel témoignage de la confiance qu'il leur a constamment accordée depuis bientôt vingt longues années. Cette récompense s'ajoutera à la satisfaction profonde d'avoir patriotiquement fait notre devoir.

La suite de la discussion est renvoyée à une autre séance.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 12 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Interpellations et réponses.—Discussion incidente sur la question de licences pour vente en gros : MM. Gagnon, Flynn et Faucher de Saint-Maurice.—Proposition de M. Stephens, concernant l'achat de livres fait par M. C. A. Dansereau : MM. Stephens, Taillon, Mercier, Gagnon, Beaubien et Marchand.—Proposition de M. Stephens, concernant les honoraires des registrateurs : MM. Stephens, Marchand et Mercier.—Questions de privilèges.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre et adoptés en 1^{re} délibération :

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer à voyageurs de la cité de Montréal et pour changer le nom en celui de " La compagnie du chemin de fer urbain de Montréal."

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de l'Achigan.

Le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du Parc de l'Île de Montréal, est déposé sur le bureau de la Chambre, adopté en 1^{re} et 2^e délibérations et renvoyé au comité des chemins de fer.

M. **McConville**—*député de Joliette*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier l'article 1242 du code de procédure civile du Bas Canada.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—1. Y a-t-il eu des travaux de reconstruction et de réparations aux palais de justice et prison de Sherbrooke, depuis 1867 ?

2. Quand ces travaux ont-ils été faits et quel en a été le coût total ?

3. A même quels fonds cette somme a-t-elle été ou sera-t-elle payée ?

4. Quel montant le district de St-François avait alors et a encore aujourd'hui à son crédit dans le fonds de jury et de bâtisses ?

L'honorable M. *Tailleur*.—*député de Montréal-est, procureur général.*
— 1. Oui. Il a été fait des travaux de construction et de réparations au palais de justice et à la prison de Sherbrooke, depuis 1867.

2. En 1867-68.—Commencement de construction d'un mur de clôture, de remises à bois—à la prison.

En 1868-69.—Continuation de ces travaux à la prison.

En 1869-70.—Parachèvement de ces travaux.

En 1870-71.—Construction de l'aile droite de la prison—Appareil de chauffage au palais de justice.

En 1871-72.—Parachèvement de l'aile droite de la prison.

En 1872-73.—Construction d'une aile pour bibliothèque au palais de justice, menues réparations à la prison.

En 1873-74.—Construction d'une aile pour voûte au palais de justice, menues réparations à la prison—Réparations en enduits, peintures et maçonnerie au palais de justice.

En 1874-75.—Construction de remise à bois, palissades, réparations en menuiserie au palais de justice.

En 1875-76.—Réparations aux calorifères et aux ouvrages de maçonnerie au palais de justice.

En 1881-82.—Réparations des calorifères au palais de justice.

En 1882-83.—Rejointement des murs de clôture, etc., à la prison—Menues réparations au palais de justice.

En 1884-85.—Menues réparations au palais de justice.

Le coût total de ces travaux a été de \$31,069.71.

3. Cette somme a été payée à même le fonds des bâtisses et des juries.

4. Rien.

M. *Gagnon*.—*député de Kamouraska.* — Le gouvernement a-t-il poursuivi quelques municipalités pour leur part d'entretien des aliénés aux asiles ; si oui, quelles sont ces municipalités ?

L'honorable M. *Blanchet*.—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—Deux municipalités, savoir : celle de la Ville de Chicoutimi, et

celle de Saint-Cyprien, (Témiscouata,) ont été poursuivies et condamnées à payer ; mais le gouvernement n'a pas fait exécuter les jugements.

M. Gagnon.—Quand le gouvernement se propose-t-il d'exiger impérativement des municipalités arriérées ou récalcitrantes, leur part d'entretien des aliénés aux asiles ?

L'honorable M. Blanchet.—La loi qui oblige les municipalités à contribuer à l'entretien des aliénés est comparativement nouvelle, et, pour cette considération, le gouvernement, tout en insistant pour obtenir des corporations endettées le montant de leurs contributions, n'a pas cru devoir sévir jusqu'à présent. Le gouvernement constate que la loi est de mieux en mieux comprise et appréciée, et il espère que les corporations s'y soumettront sans attendre les poursuites judiciaires.

M. Gagnon.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la cour de circuit, dans le comté de Kamouraska ?

L'honorable M. Tailon.—Pas encore.

M. Cameron—député de Huntingdon. — Quel est le montant total payé à la manufacture de sucre de betterave de Farnham jusqu'à cette date, à compte de son subside de \$70,000, sous l'autorité de la 38^{ème} Victoria, chapitre 4, ou 39^{ème} Victoria, chapitre 5 ?

Combien la compagnie a-t-elle manufacturé de sucre de betterave ? Combien la compagnie a-t-elle dépensé en bonus pour les cultivateurs, dans le but d'encourager la culture de la betterave, notamment durant l'année 1882 ?

Combien de tonneaux de betteraves furent produits par les cultivateurs ? Quelle garantie le gouvernement a-t-il pour le remboursement de son subside sous l'autorité de la section 3 de la 45^{ème} Victoria. Chap. 24.

L'honorable M. Tailon.—Comme une réponse satisfaisante à ces trois questions entraînerait des détails assez longs, j'engage l'honorable député à demander la production d'un état pouvant contenir les informations qu'il désire se procurer.

M. Gagnon.—La mesure annoncée dans le discours du trône pour aider certains chemins de fer est-elle prête ? Quand sera-t-elle présentée ?

L'honorable M. Flynn—député de Gaspé, commissaire des chemins

de fer, solliciteur général.—Cette mesure sera prête et soumise dans quelques jours.

L'honorable M. Mercier.—Est-ce l'intention du gouvernement de retenir, sur le subside en argent de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, la somme de \$12,840.95 payée à même les derniers de la province pour l'exploration de la ligne de ce chemin de fer ?

L'honorable M. Ryan.—Cette somme a été payée en les années 1874-75 et 1876 en vertu de la section 6 du Chap. 2, 28 Vict. (1874) pour frais de localisation, à une compagnie dite compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, constituée en vertu de l'acte 36 Vict. Chap. 43 (1872). Subséquemment, cette compagnie est devenue éteinte et le subside qui lui était destiné, a été transféré à d'autres compagnies, et cela en vertu de la section 4 de l'acte 40 Vict. Chap. 3 (1876). Depuis cette date, une nouvelle compagnie a été formée par l'acte 45 Vict. Chap. 53 (1882) et la même année, un subside en terres a été autorisé (45 Vict. Chap. 23) en faveur de cette entreprise. La loi n'autorise aucune rétention ou déduction sur ce subside en terres.

M. Girouard — *député de Drummond et Arthabaska.*—Le gouvernement sait-il que le Dr P. A. Bédard, de Drummondville, un des juges de paix pour le district d'Arthabaska, a émis l'opinion, la semaine dernière, qu'il était permis de tuer des merles et d'autres oiseaux percheurs, en tout temps, en contravention à la section 7, de la 47 Victoria, statuts de cette province ; et ceci, à l'occasion de la comparution d'une personne assignée à comparaître devant lui, par Robert Brack, garde-chasse *ex-officio*, pour infraction au dit acte ?

Et s'il en est ainsi, quelle ligne de conduite le gouvernement entend-il tenir envers ce juge de paix ? Le gouvernement désapprouve-t-il la conduite de cet officier public ?

L'honorable M. Lynch—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne.*—Le gouvernement n'a reçu aucune information à ce sujet.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse.*—Le gouvernement se propose-t-il d'acheter un certain nombre d'exemplaires de la dernière édition de l'*Histoire du Canada* de Garneau, pour être donnés en prix dans nos écoles, être distribués aux cercles agricoles et servir d'échanges avec les bibliothèques étrangères ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Cet ouvrage est donné en prix dans les écoles Normales et les Académies seulement, vu son prix élevé. Il en reste pour les prix qui devront être donnés pendant l'année courante.

M. **Gagnon**.—A qui ont été distribuées les 500 copies de la brochure intitulée. " Les Pêcheries du Canada, " entrées à la page 88 des comptes publics pour 1884-1885, comme achetées de L. Z. Joncas ?

L'honorable M. **Lynch**.—Ces brochures ont été achetées pour être distribuées aux personnes désireuses d'obtenir des informations relativement à nos pêcheries.

Il en reste environ 300 au département des terres de la couronne.

M. **Gagnon**.—A qui ont été distribués les 100 exemplaires du Code Municipal entrés à la page 88 des comptes publics pour 1884-1885, comme achetés de E. Sénécal & fils ?

L'honorable M. **Blanchet**.—L'ouvrage en question a été distribué en grande partie aux conseils municipaux.

M. **Faucher de Saint-Maurice**.— Le gouvernement, en donnant cours à sa politique de chemins de fer, telle qu'énoncée dans le discours du Trône, a-t-il l'intention d'ouvrir à la colonisation et au commerce, en aidant à la construction d'une voie ferrée passant à travers les terres magnifiques qui s'étendent sur les confins des comtés de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet et de permettre ainsi aux colons de fonder nombre de paroisses nouvelles, au lieu d'aller chercher à l'étranger le pain quotidien toujours chèrement gagné, et le plus souvent ne rencontrer dans l'expatriation que les misères et l'abandon ?

Et objection étant faite par l'honorable M. Mercier, que cette question n'est pas dans l'ordre ; M. le président décide comme suit ;

M. le **Président**.—En faisant une interpellation, on ne doit citer que les faits, qui sont nécessaires pour la rendre intelligible, Et Cushing, No. 1573, dit, " qu'en faisant une interpellation un député doit se contenter de l'exposer comme une question pure et simple avec un exposé succinct des faits et des circonstances nécessaires pour la rendre intelligible à la Chambre. Il ne doit affirmer aucune opinion. (Bourk's Precedents, page 313).

Je suis d'opinion que l'interpellation telle qu'elle est rédigée dépasse ces bornes et qu'elle est en conséquence irrégulière ; et je décide qu'elle est contraire à l'ordre et qu'elle ne peut pas être faite.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Les percepteurs du revenu ont-ils reçu instruction du gouvernement de ne pas émaner de " licences de magasin en gros " dans les municipalités où les règlements prohibant la vente des liqueurs enivrantes sont en vigueur ?

L'honorable M. Robertson—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—Oui.

M. Gagnon.—*député de Kamouraska.*—M. le président, bien que ce ne soit pas régulier, avec la permission de la Chambre, je profiterai de l'occasion que m'offre l'interpellation à laquelle le gouvernement vient de répondre, pour faire quelques remarques et attirer l'attention du gouvernement sur un état de choses qui pourra devenir très grave. En premier lieu.

M. le président, je voudrais savoir si le gouvernement pense qu'il a le pouvoir de prohiber la vente en gros des liqueurs enivrantes. Dans tous les cas, la décision de cette question pourra entraîner des frais considérables pour la province.

Pour moi je crois que nous avons le droit d'imposer l'obligation de prendre des licences pour régler la police de ce commerce, voilà tout. Déjà un *mandamus* a été pris contre un conseil municipal parce que ce conseil avait empêché la vente en gros. Je vous prie de remarquer, M. le président, que je ne me prononce pas sur la question relative à la vente en gros ou en détail des boissons enivrantes. Seulement j'exprime l'impression que j'ai que nous ne pouvons pas absolument empêcher la vente, mais qu'il nous est loisible d'imposer un droit de licence.

Mon but en ce moment est d'avoir des renseignements sur ce sujet.

M. Desjardins—*député de Montmorency.*—Je constate que l'honorable député de Kamouraska donne raison à la prétention de Sir John A. Macdonald sur cette question.

M. Gagnon.—Je dis que le gouvernement ici n'a pas le droit de dire que tel ou tel commerce se fera ou ne se fera pas dans telle municipalité. Or la loi fédérale à laquelle l'honorable député fait allusion imposait un droit de \$10.00 et ensuite, on disait qu'il n'y aurait pas un nombre de licences plus grand que telle proportion des électeurs. C'est ce qui attire surtout l'attention.

Revenant à mon sujet, je me demande de quel droit un conseil municipal peut empêcher absolument la vente d'un article de commerce car les liqueurs enivrantes constituent un article de commerce comme un autre.

Je comprends que nous avons le droit de retirer un revenu en rapport avec ce trafic, mais non pas d'empêcher la vente elle-même.

Suivant moi, j'oserai dire que la question des licences est parfaitement définie. Nous avons le droit de taxer tous ceux qui font ce commerce ; c'est la signification donnée par tous les dictionnaires au mot licence, et votre loi, M. le président, concernant les corporations commerciales a été basée sur ce principe.

Qu'on me comprenne bien : Je ne dis pas que nous ne devrions pas avoir le droit d'empêcher la vente en gros ; je ne parle pas de cette question.

Je suis prêt à donner ou à reconnaître à la province tous les droits possibles, mais je ne voudrais pas qu'on irait trop loin. Dans ce cas-ci, je ne crois pas qu'on puisse aller aussi loin que cela. De plus, nous ne pouvons déléguer des pouvoirs que nous n'avons pas, or comment pourrions-nous donner ce pouvoir de prohiber la vente en gros aux conseils municipaux ? Je suppose qu'on passe une loi pour empêcher la vente de la melasse ; nous réglerions par là même le commerce. Or la constitution ne fait pas de distinction entre les boissons enivrantes et les autres articles de commerce. Nous pouvons faire des règlements pour ce commerce pour des raisons de police, mais nous ne pouvons empêcher absolument que des gens se livrent à ce trafic.

J'ai dit tantôt que nous avions le pouvoir de prélever un revenu, cela ne veut pas dire que je demande qu'on taxe les gens qui font ce commerce. Non, j'exprime simplement mon opinion sur l'interprétation que l'on doit donner à la constitution.

A la prochaine session, le personnel de la députation sera peut-être profondément changé. Beaucoup de nouveaux députés seront ici, tandis que beaucoup d'entre nous n'y seront plus. Pour cette raison, entre autres, ne serait-il pas dans l'intérêt du pays de faire décider ce point douteux, en s'entendant au préalable avec le gouvernement fédéral ?

Je ne veux pas d'arbitraire, tout en étant en faveur des droits des deux gouvernements. Mais je dis aussi : ne nous exposons pas à payer inutilement des frais considérables, frais que nous encourrons si nous allons devant les tribunaux. Quand nous avons une source de revenu certaine, pourquoi ne nous en emparerions-nous pas.

A la prochaine session, on verra mieux les conséquences de la mesure qui a été prise.

Bien loin de vouloir restreindre notre juridiction, je serais en faveur d'une demande au gouvernement impérial pour avoir le droit de réglementer le commerce des boissons, non-seulement au point de vue du revenu, mais aussi pour en empêcher complètement la vente soit en gros soit en détail.

Mais, en attendant ne faisons pas encourir à la province des frais judiciaires considérables et inutiles.

Déjà, comme je l'ai dit, un mandamus a été pris et peut-être avant quinze jours, il pourra y en avoir vingt autres. Tous ces cas se réuniront pour faire un "test case" et la province devra subir une lutte judiciaire qui pourra lui coûter très cher.

Pour ma part, je ne crois pas que le gouvernement de Québec puisse empêcher absolument la vente en gros, et j'avoue que la prétention contraire me paraît ridicule.

Avec cette question des licences, on nous fait bien des misères à nous députés provinciaux. Ce n'est pas aux députés fédéraux auxquels on s'adresse, oh ! non. C'est à nous à qui on a recours.

Nous pouvons, je le répète, taxer en imposant un droit de licence à ceux qui font ce commerce, mais nous ne pouvons pas prohiber la vente en gros des liqueurs enivrantes.

Je me rappelle, M. le président, que, pendant que nous discussions la question des licences, vous avez fait passer une loi imposant des droits de licences. C'était la véritable position constitutionnelle à prendre. Cela n'a jamais été mis à effet parce que le conseil privé n'a jamais décidé les droits d'un chacun sur ce sujet.

Si, dans mon comté, je suis consulté comme homme de loi, je dirai que cette loi ne vaut pas quatre sous, car le gouvernement local ne peut prohiber l'importation du charbon ou de toute autre article de commerce.

Souvent on se plaint que la province n'a pas assez de revenu. Je dirai aux ministres : Regardez donc là, vous avez le droit d'imposer des honoraires pour ces licences, profitez-en donc, pour accroître vos ressources, si elles sont insuffisantes. Toujours je parle de la question de droit d'une manière abstraite. Je ne dis pas qu'il serait opportun de le faire, mais je tiens à la question de droit. Naturellement je conseillerai aux gens de se soumettre, mais légalement je crois qu'ils ont le pouvoir de vendre en gros malgré la défense des autorités locales. Ces instruc-

tions du gouvernement vont empiéter sur une juridiction qui n'est pas celle de la province.

L'honorable M. Flynn.—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général.*—M. le président, ce débat ne se fait pas dans des conditions justes pour ceux qui voudraient aborder cette question. On sait que nous ne pouvons faire de débat sur une interpellation. Si je le pouvais à raison du règlement, je serais prêt à donner des raisons qui pourraient être satisfaisantes. Si l'honorable député de Kamouraska veut faire une proposition je serai prêt à la discuter. Ce que l'honorable député a dit peut être vrai à certains égards, mais au point de vue où le gouvernement s'est placé, cela n'affecte pas la position que nous avons prise.

M. Faucher de Saint-Maurice.—*député de Bellechasse.*—J'ai usé de mon droit à la demande de certains de mes commettants, qui m'ont prié de poser la question que j'ai faite. J'ai agi de bonne foi et je ne crois pas que la Chambre devrait m'en vouloir pour cela.

M. Gagnon.—Ecoutez, écoutez..... et vous aviez raison.

L'ACHAT DE LIVRES PAR M. DANSEREAU.

M. Stephens.—*député de Montréal-centre.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, une liste complète des livres achetés par C. A. Dansereau ; indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume.

M. le président, je veux avoir la liste de ces fameux livres.

L'autre jour j'ai été surpris de voir sur les rayons de la bibliothèque une foule de rapports publics et de livres bleus, sur des questions qui ne nous intéressent pas du tout ou très peu. Ce que je sais, c'est qu'avec \$15,000, on pouvait remplir ces rayons avec de bons livres.

Jé ne vois pas pourquoi le gouvernement protège cet homme mais je voudrais savoir pourquoi on ne lui ferait pas rendre gorge.

L'honorable M. Tasson.—*député de Montréal-est, procureur général.*—M. le président, il est bon de savoir que les livres en question ont été examinés par deux hommes très compétents, Messieurs Dawson et Valois. Il conviendrait que les rapports de ces messieurs fussent mis également devant la Chambre.

Je proposerai donc d'ajouter les mots suivants : tous les rapports faits par M. Dawson et Valois concernant les dits livres, et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*.— Il faudrait aussi copie des envoies. Ces livres ont été expédiés en deux lots et il y a deux envoies et si je suis bien renseigné, les deux réunis ne se montent pas à \$4,000.

Dans l'arrêté du conseil qui autorisait M. Dansereau à acheter ces livres, il est dit qu'il allait en Europe à ses propres frais. Il ne doit donc rien nous charger pour ses dépenses de voyage.

Les rapports dont parle l'honorable procureur général, constatent qu'il n'y a que pour \$14,000 de livres, et néanmoins on n'a pas pris de mesure pour lui faire rembourser les autres \$1,000 qui manquent. Et encore dans ces livres qu'on évalue à \$14,000, il y a des blagues qui ne nous intéressent pas du tout, tandis que nous n'avons pas les *Hansard* anglais et canadien, qui nous seraient si utiles. Il n'y a pas même de livres de loi. En revanche, on a des rapports de la Chambre des communes impériales, or ça, on en a tant qu'on veut pour rien.

Si l'honorable procureur général veut seulement s'en donner la peine, il trouvera qu'il y a conspiration pour charger beaucoup plus que les prix payés en réalité.

C'est une véritable infamie de retrancher vingt par cent des octrois destinés aux institutions de charité, pendant que dans le même temps, on donne des quinze mille piastres à M. Dansereau pour le faire promener aux dépens du trésor public. C'est une perte sèche pour la province d'au moins treize ou quatorze mille piastres, car il n'y a pas pour \$2,000 de volumes qui valent quelque chose.

L'honorable M. Taillon.—L'honorable chef de l'opposition a fait allusion à certains faits que je ne connais pas. Je sais bien par exemple que l'année dernière, il a parlé d'une façon mystérieuse de certaines informations qu'il aurait reçues de ses confidents. Si ceux-là avaient été inspirés par l'amour des intérêts publics, ils en auraient parlé en premier lieu au gouvernement.

L'honorable M. Mercier.—Il n'y a rien de mystérieux ; ces renseignements je les ai eus à Montréal, et ce n'est pas d'un employé du gouvernement et appartenant au service civil. Quant aux envoies, je les ai eus à la douane, c'est bien simple. Je ne sais pas si ce ne serait

pas de votre devoir, M. le président, de demander ces renseignements là, car vous êtes président du comité de la bibliothèque.

M. Gagnon.—*député de Kamouraska.*—Ce qu'il y a de bien regrettable, c'est que le choix des livres ait été laissé aussi entièrement à la discrétion de l'acheteur. Aussi on a des rapports sur des sujets qui ne nous intéressent pas du tout. Il faut avant tout nous donner ce dont nous avons besoin.

Je crois que vous devriez voir, M. le président, à ce que notre bibliothèque soit en bon ordre sous tous les rapports. A l'heure qu'il est, on n'a pas de *Hansard* anglais du tout, et pourtant cette publication nous est d'une utilité quotidienne.

Je demande que le montant de l'assurance soit pris pour nous refaire une bibliothèque que soit digne de la province.

Dès maintenant, nous devrions avoir une bibliothèque en fait d'ouvrage d'art et de droit parlementaire. Et par art, j'entends aussi des traités sur l'agriculture.

L'honorable M. Beaubien—*député d'Hochelaga.*—M. le président, je suis encore à me demander pourquoi on a nommé une commission pour faire cette évaluation. Quand bien même cette commission nous dirait que les livres valent vingt ou vingt-huit mille piastres, cela ne ferait rien. Il faut avant tout qu'on nous prouve que M. Dansereau a acheté des livres pour les \$15,000 que nous lui avons remises. Pour le moment, tout ce dont nous avons besoin pour faire cette preuve, sont les factures de ces achats.

L'honorable M. Marchand—*député de Saint-Jean.*—L'honorable chef de l'opposition nous a dit que même d'après le rapport des commissaires du gouvernement, les livres ne valent que \$14,000. La balance a-t-elle été payée au trésor ?

L'honorable M. Talignon.—Il y a une balance qui n'a pas été payée. Le gouvernement y verra.

L'honorable M. Mercier.—Je suppose que le gouvernement a fait voir les factures aux experts qu'il a nommés. C'était de première nécessité. Si le gouvernement ne les trouve pas, je crois que je pourrai les retrouver parmi mes papiers.

Je propose que les mots suivants soient ajoutés à la proposition :

“ Copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances

échangées, qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre, au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre :

M. Stephens.—Je me lève pour dire que je n'ai pas d'objection aux deux modifications qui sont proposées et pour faire la remarque suivante : Si le choix des livres qui sont dans notre bibliothèque doit servir à faire juger des goûts littéraires de notre peuple, assurément un étranger qui visitera notre bibliothèque aura une pauvre idée de notre intelligence. Car ce qu'il y a sur nos rayons, n'est guère de nature à nous faire bien juger.

La proposition de M. Stephens telle que modifiée est adoptée.

LES HONORAIRES DES REGISTRATEURS.

M. Stephens.—*député de Montréal-centre.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des montants d'honoraires reçus par chaque registrateur dans chaque division d'enregistrement dans la province de Québec, pendant les années 1883, 1884, 1885.

M. le président, mon but est de démontrer que dans beaucoup de bureau d'enregistrement, il vaudrait mieux changer le mode de payer le registrateur et cela au point de vue du revenu du gouvernement. À cet égard, je crois qu'il serait plus avantageux de nommer les gens à tant par année au lieu de leur laisser les honoraires. Dans les grands centres je crois que le système d'honoraires ne devrait pas être suivi.

De plus je sais que les frais d'enregistrement sont trop élevés. Et j'espère que le gouvernement va prendre ce sujet en considération.

Quant à la proposition elle-même, je sais que ces renseignements se trouvent à ma disposition sous une autre forme que celle que je demande, aussi mon but était-il de faire faire ce travail de compilation par l'un des employés dans les départements, au lieu de le faire moi-même. Mais comme je comprends qu'il a objection, je demande la permission de retirer ma proposition.

L'honorable M. Marchand.—*député de St-Jean.*—Il serait bon aussi de voir à ce que les revenus soient divisés plus également, Ainsi il y a disproportion absolue entre certains bureaux. Ce côté de la question ne devrait pas être négligé dans une étude de ce sujet.

L'honorable M. *Mercier—député de St-Hyacinthe.*—Je profiterai de cette occasion pour attirer l'attention du gouvernement sur un fait bien grave en rapport avec cette branche du service public, c'est qu'à Québec, au bureau d'enregistrement, il n'y a pas de personne de responsable du fonctionnement de ce bureau. Il faudrait que le gouvernement y verrait au plutôt, pour faire cesser un état de choses aussi déplorable.

La proposition est retirée.

M. *Stephens—député de Montréal-centre.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile des aliénés de la province, au sujet de la mise en force des dispositions de l'acte 48 Victoria, chapitre 73, jusqu'à ce jour ;

Et copie du rapport du Dr Howard, pour 1885 concernant l'asile de la Longue Pointe.

Un message du Conseil législatif informe l'Assemblée que le Conseil permet à l'honorable P. Boucher de LaBruère président et membre du Conseil législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page 60 des comptes publics de 1882, comme payées à L. A. Laforce, s'il le juge convenable.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour modifier la loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Pour mieux définir les limites de la paroisse des Saints-Anges de Lachine.

Pour modifier la charte de Trois-Rivières.

Pour autoriser la corporation de Québec à émettre des débentures.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

L'honorable M. Garneau dépose le rapport suivant du comité des comptes publics :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a procédé à la nomination des sténographes pour prendre les témoignages dans l'affaire dite “ Gale ” renvoyée à ce comité par Votre honorable Chambre.

M. Desjardins a proposé, appuyé par M. Owens.

Que MM. Owens et Dumontier soient nommés sténographes au service de ce comité.

L'honorable M. Mercier a proposé en amendement, secondé par M. Boyer :

Que MM. Lynch et Dumontier soit nommés sténographes au service du dit comité.

La question en amendement étant mise aux voix elle fut rejetée sur la division suivante :

POUR :—MM. Boyer, Mercier, Shehyn, Stephens et Whyte.

CONTRE :—MM. Carbray Charlebois, Desjardins, Duckett, Flynn, LeBlanc, Marcotte, Owens, Picard, Pourpore et Robertson.

La proposition principale fut mise aux voix et adoptée sur la même division renversée.

L'honorable M. Mercier déposa entre les mains du président la déclaration suivante : qui fut lue comme suit :

“ Vu la persistance du comité à nommer M. Owens comme sténographe, malgré les objections graves faites contre sa nomination, je déclare refuser de siéger dans le sous-comité, n'ayant aucune confiance en ce jeune homme pour prendre les notes du témoignage.”

HONORÉ MERCIER.

Québec, 12 mai 1886.

M. Poupore dépose entre les mains du président la lettre suivante qui fut lue comme suit :

Québec, 12 mai 1886.

“ L'honorable M. GARNEAU,

“ Président du comité des comptes publics.

“ Mon cher monsieur,

“ Pour empêcher que ma nomination comme sténographe n'obstrue

les affaires du comité, je suis prêt à offrir ma démission. Je suis convaincu que ma position a été justifiée.”

Votre tout dévoué,

THOMAS P. OWENS,

Sténographe officiel de la cour supérieure, Montréal.

M. Desjardins propose, appuyé par M. Owens, que la proposition renvoyant à un sous-comité, l'enquête touchant l'affaire dite “ Gale, ” soit révoquée et que cette enquête ait lieu devant ce comité.

L'honorable M. Mercier soulève la question d'ordre suivante :

Le comité des comptes publics a renvoyé cette question à un sous-comité et en a fait rapport à la Chambre qui a accepté ce renvoi. Le comité ne peut maintenant reprendre ses pouvoirs qu'il a délégués à un sous-comité avec l'approbation de la Chambre sans l'assentiment de celle-ci.

Rapport doit donc être fait à la Chambre de ce qui vient de se passer.

Le président maintient l'objection, M. Desjardins en appelle de cette décision.

Et le comité s'ajourne.

L'honorable M. Garneau demande à M. le président de donner sa décision sur la question d'ordre qui a été soulevée dans ce comité, afin que cette question soit décidée par la Chambre.

Des débats s'élevant.

L'honorable M. Mercier député de Saint-Hyacinthe, se lève de son siège et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par le député de Laval soient inscrites dans les journaux de cette Chambre.

Et les dites paroles sont inscrites comme suit : “ L'honorable député de Saint-Hyacinthe est descendu si bas sur cette question là, ce sont là des enfantillages.” Les paroles ci-dessus ayant été lues, le député de Laval se lève et déclare que les paroles qu'il a prononcées sont comme suit : Il est regrettable que l'honorable député de Saint-Hyacinthe soit descendu si bas sur cette question là, ce sont des enfantillages.”

M. LeBlanc s'est alors retiré.

Plainte étant faite à la Chambre que M. Gagnon, député de Kamouraska, a violé les règles du décorum parlementaire, en interrompant les procédures par une conduite désordonnée M. Gagnon ayant été appelé

à l'ordre et persistant dans cette conduite, M. le président l'a interpellé par son nom.

M. Gagnon s'est alors retiré.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, la prise en considération des mots pris en écrit a été différée jusqu'à demain et ordre a été donné au député de Laval d'être à son siège demain, à trois heures de l'après-midi.

M. Nantel a proposé, vu que durant les procédures de cette Chambre le député de Kamouraska a troublé l'ordre et le décorum qui doivent être observés dans nos procédures en usant d'un langage grossier et inconvenant envers l'un de ses collègues, qu'il a été rappelé à l'ordre et interpellé nommément par le président de cette Chambre, le dit député de Kamouraska a encouru le déplaisir et la censure de cette Chambre et qu'il soit pour cela censuré.

L'honorable M. Mercier ayant soulevé l'objection que cette proposition n'était pas dans l'ordre.

M. le président décide comme suit :

Le député de Kamouraska a été rappelé à l'ordre et j'ai été forcé à mon grand regret, de l'interpeller par son nom, pour avoir causé du désordre et avoir par là, interrompu les procédures de la Chambre. La proposition dépasse les faits enregistrés par le greffier au bureau de la Chambre en déclarant qu'il a ainsi troublé les procédures en usant un langage grossier et inconvenant envers l'un de ses collègues. La proposition devrait concorder avec les faits tels que consignés. En conséquence, elle est irrégulière et je la déclare contraire à l'ordre.

L'honorable M. Mercier propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et cette proposition est rejetée sur division.

M. Deschênes a fait proposition que durant les procédures de cette Chambre le député de Kamouraska a troublé l'ordre et le décorum qui doivent présider à ses délibérations; qu'il a été rappelé à l'ordre et interpellé nommément par le président de cette Chambre; que le dit député de Kamouraska a encouru le déplaisir et la censure de cette Chambre et qu'il soit pour cela censuré.

Et un débat s'élevant.

Et objection étant faite par l'honorable M. Mercier, que la proposition n'était pas dans l'ordre :

1. A raison des procédures intermédiaires ;

2. Parce que les procédures n'avaient pas été prises immédiatement, suivant la loi, et en tant que la conduite du député n'avait pas été soumise à la Chambre ;

3. Parce que le député n'avait aucune connaissance de l'accusation formulée contre lui.

M. le **Président**.—Lorsque le député de Kamouraska s'est retiré, le député de Terrebonne s'est levé de son siège pour prendre action au sujet de cette affaire et j'ai décidé que l'affaire devait être amenée immédiatement après la prise en considération des mots employés par le député de Laval, qui avaient été pris en écrit, et la Chambre a acquiescé à cette ligne de conduite. La seule procédure qui est intervenue depuis que l'on a disposé, pour cette séance de l'affaire concernant les mots employés par le député de Laval, est une proposition d'ajournement, qui a été écartée.

Si cette proposition, qui est toujours dans l'ordre, devait être considérée, dans les cas comme celui dont il s'agit présentement, comme une procédure intermédiaire susceptible d'écarter une question, un député pourrait toujours empêcher de passer une proposition comme celle dont la Chambre est actuellement saisie.

On allègue que la conduite de l'honorable député n'a pas été soumise à la Chambre ; mais on doit se rappeler, que le fait d'interpeller un député par son nom attire l'attention sur sa conduite et la soumet à la considération de la Chambre. Nous lisons dans Cushing (numéro 373) que "si on ne peut pas autrement obtenir le rétablissement de l'ordre, l'officier qui préside a l'autorité d'interpeller les députés nommément, ce qui équivaut à une plainte contre eux."

Dans mon opinion, les deux premières raisons mentionnées dans l'objection soulevée sont en conséquence mal fondées.

La troisième raison alléguée, c'est que le député de Kamouraska, n'a eu aucune connaissance de l'accusation formulée contre lui.

Quand, malheureusement, un député se rend coupable d'un acte de désordre, il est exposé à encourir le déplaisir et la censure de la Chambre et la Chambre peut agir dans l'affaire soit de suite, soit aussitôt que cela

peut être praticable. (Bourinot, page 376). En pareil cas, il n'est pas nécessaire de donner avis au député dont la conduite est mise en question. Cependant il a toujours la faculté, par l'intermédiaire d'un autre député, de s'expliquer, et, si c'est nécessaire, de faire excuse à la Chambre ; et l'on me permettra de dire, qu'en pareil cas, on doit accorder toute l'indulgence possible.

Je suis d'opinion que la dernière raison n'est pas, non plus, bien fondée.

En conséquence, j'écarte l'objection.

Dans le but de donner toute opportunité de fournir des explications qui pourraient être satisfaisantes pour la Chambre, je conseillerais l'ajournement du débat.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, le débat est ajourné.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 13 mai 1886.

SOMMAIRE :—Délibération sur divers projets de loi.—Incidents et propositions.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Le projet de loi pour modifier la charte de la ville de Saint-Henri est renvoyé au comité d'intérêt local avec instruction de reconsidérer sa décision et d'examiner de nouveau le préambule.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Pour constituer l'association des entrepreneurs de Montréal.

Pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal, de conférer des degrés en théologie et pour modifier le statut 42-43 Vict chapitre 72.

Pour définir les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe et pour d'autres fins.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Philippe Demers, au nombre de ses membres.

Pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal.

Pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet, par la paroisse de St-Jean Baptiste de Nicolet.

Pour modifier le statut 22 Victoria chapitre 68, concernant le personnel de la corporation du séminaire de Nicolet.

Les deux projets suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité des chemins de fer :

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer à voyageurs de la cité de Montréal et pour changer son nom en celui de "La compagnie du chemin de fer urbain de Montréal."

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de l'Achigan.

M. Gagnon se lève de son siège et déclare qu'il retire les paroles dont il s'est servi à la séance d'hier soir et qu'il regrette l'incident pour lequel M. le président l'a rappelé à l'ordre.

L'honorable M. *Marchand—député de Saint-Jean.*—J'ai l'honneur de proposer que les explications données par M. Gagnon soient acceptées comme suffisantes et que l'article de l'ordre du jour pour la reprise des débats sur la proposition de censure de M. Deschênes, contre M. Gagnon soit rayé.

Cette proposition est adoptée.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, les noms de MM. Bernard et Nantel, sont ajoutés au comité d'intérêt local ; ceux de MM. Bernard et Asselin, au comité des comptes publics, ceux de MM. Bernard et Martel au comité d'agriculture, immigration et colonisation.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Pour constituer " The Women Christian Temperance Union " de Montréal.

Pour modifier le chapitre 103, 45 Victoria.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du Québec central.

Ce dernier projet est adopté en 1^{re} et 2^e délibérations et renvoyés au comité des chemins de fer.

Les autres sont adoptés en 1^{re} délibération.

L'ordre du jour appelle la prise en considération des paroles prononcées par M. LeBlanc, et inscrites au procès-verbal de cette Chambre.

L'honorable M. *Marchand—député de St-Jean.*—J'ai l'honneur de proposer que, attendu que l'honorable député de Laval s'est servi, hier soir, des paroles suivantes : " Il est regrettable que l'honorable député de St-Hyacinthe soit descendu si bas sur cette question là, ce sont des enfantillages.

Attendu que ce monsieur n'a pas voulu retirer ses paroles, il soit

résolu que le dit député de Laval a encourru le déplaisir et la censure de cette Chambre, et qu'il soit en conséquence censuré.

M. Lemieux—député de Lévis.—J'ai l'honneur de proposer en amendement que tous les mots de la dite proposition après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Le député de Laval soit requis par M. le président de retirer les paroles mentionnées."

M. Faucher de Saint-Maurice—député de Bellechasse.—J'ai l'honneur de proposer que, attendu qu'en diverses reprises M. LeBlanc, député de Laval, a déclaré qu'en prononçant les paroles incriminées, il n'a pas insulté ni voulu blesser l'honorable député de St-Hyacinthe ;

Attendu qu'après les remarques qui avaient précédé ces paroles, elles ne devaient pas être considérées comme offensantes, la Chambre ne croit pas à propos de s'occuper davantage de cet incident et passe à l'ordre du jour.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Martel, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, St. Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel ;
—33.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Lemieux, Marchand, McShane, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Whyte.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

La proposition de M. Lemieux telle que modifiée est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Leduc, Lynch, McConville, Marion, Martel, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, St. Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.
—33.

Ont voté contre : — MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers,

Gagnon, Girouard, Laliberté, Lemieux, Marchand, McShane, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Whyte.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

La proposition de l'honorable M. Marchand telle que modifiée est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—33.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Lemieux, Marchand, McShane, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Whyte.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Séance du vendredi, le 14 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt du deuxième rapport du comité de la bibliothèque.—Décision de M. le président sur les travaux du comité des comptes publics en rapport avec l'enquête sur la défalcation Gale.—Suite de la discussion de la proposition de M. Shehyn sur les finances : MM. Stephens, Carbray, Robertson, Cameron, Mercier, Taillon et Poupore.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président dépose sur le bureau de l'Assemblée, le deuxième rapport du comité de la bibliothèque.

Voici le texte de ce rapport :

A l'honorable Assemblée législative.

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant, qui est son deuxième rapport :

Le bibliothécaire a communiqué au comité une longue liste des ouvrages qu'il serait nécessaire d'acheter pour votre bibliothèque, avec le coût probable de ces ouvrages. Il a aussi présenté une liste des livres qu'il faudrait faire relier sans retard.

Votre comité a commencé l'étude de ces listes, mais il a cru devoir la suspendre pour le moment.

L'honorable M. Mercier demanda alors au bibliothécaire s'il n'avait pas entre les mains quelques factures ou lettres, concernant l'achat de livres fait par M. Dansereau, pour votre bibliothèque, à lui adressées par certaine personne de Londres.

Votre bibliothécaire a déclaré qu'il avait en effet certains documents relatifs à cet achat, et, sur demande du comité, il les a mis sur la table.

Le comité en a pris connaissance.

Alors, l'honorable M. Mercier a proposé et il a été résolu, sur division.

Attendu que, sur l'ordre du comité, M. Lemay vient de communiquer certains documents relatifs à l'achat de livres faits par M. Dansereau.

Attendu que parmi ces documents se trouvent la lettre et le memorandum suivants :

AGENCE DES BIBLIOTHÈQUES AMÉRICAINES

(CI-DEVANT RICH & FILS)

28, rue Henriette, Covent Garden

Londres, 25 février 1885.

PAMPHILE LEMAY, Ecr, Québec.

Mon cher Monsieur,—En recevant votre lettre, il y a environ un mois, au sujet des agissements d'une certaine personne, je lui ai écrit, lui disant que ma facture (£94-3 6) n'étant pas encore payée, j'allais vous écrire pour vous exposer ses transactions avec moi, particulièrement à l'égard des doubles factures, qui sont données dans le mémoire ci-joint et qui ne sont pas encore acquittées et je serai heureux d'avoir votre avis sur la ligne de conduite que je dois suivre. Je puis vous envoyer des copies détaillées des factures, si vous les désirez, je veux dire vraie facture des livres et la facture nominale et la grosse facture, mon compte de reliure, etc.

Je suis, mon cher monsieur,

votre obéissant serviteur,

(signé) E. F. ALLEN.

Mémoire,

EDW. F. ALLEN,

Agence Américaine, 28, rue Henriette,

Londres, 25 février, 1885.

A. P. LEMAY, ECR.,

Cher monsieur.—Ma facture des livres, pour la bibliothèque du parlement de Québec, achetés par M. Dansereau, payés par lui, était de £490-11-4, en date du 8 janvier 1884 et a été payée le 17 juin. La facture qu'il a exigé que je fisse pour lui, au delà de celle qui était destinée à être présentée au gouvernement, était de £603-11-7 ou un excès de £113-0-3 sur ce que j'avais chargé. Il me reste encore dû £94-3-6 pour reliure. Voir le compte ci-joint."

Attendu que les deux factures en question, viennent de nous être communiquées et qu'elles établissent les dires de M. Allen ;

Qu'il soit résolu, que le bibliothécaire fasse rapport immédiatement de ces documents à la Chambre pour son information.

Il fut proposé par M. Nantel, que la proposition de l'honorable M. Mercier, demandant la production immédiate devant la Chambre de certains documents fût reconsidérée.

Le vote ayant été pris, fut comme suit :

Ont voté contre :—Les honorables MM, Mercier, LaRue et Marchand et MM. Asselin et Désaulniers.

Ont voté pour :—L'honorable M. Gérin et M. Nantel.

Alors M. Nantel proposa et il fut résolu que “ Attendu que les documents mentionnés dans la proposition principale, étaient entre les mains du bibliothécaire de cette Législature, depuis le mois de février 1885 ; qu'il n'a été donné communication du memorandum et des factures aux présidents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative que le 14 mai courant, vu qu'il les considérait comme étant d'une nature privée ; qu'ils sont, de fait d'une nature privée ; que M. Dansereau n'a pas eu l'occasion d'être entendu devant le comité collectif de la bibliothèque, ce comité recommande à la Chambre de donner l'opportunité à M. Dansereau d'être entendu devant lui, ce comité, afin qu'il puisse, ce monsieur, donner toutes les explications qu'il jugera convenable de donner sur la matière.

M. Asselin ayant proposé, que les déclarations de MM. les présidents de l'Assemblée législative et de l'honorable Conseil législatif sur les documents produits, soient reçues ainsi que les explications de M. Lemay, bibliothécaire, et de M. Dansereau, parties intéressées, et que le rapport de ce comité n'ait lieu que lorsque ce comité se sera procuré les dites déclarations et explications.

La proposition fut déclarée hors d'ordre, étant pour une partie, en contradiction avec une proposition adoptée.

Les honorables présidents et le bibliothécaire de la Législature eurent ensuite devoir faire les déclarations suivantes :

L'honorable M. Würtele déclare (et sa déclaration est entrée à la demande du comité) qu'il n'a entendu parler du fait qu'il y avait double facture, que le 26 mars 1885, après la réception et l'envoi à Québec des livres par les experts MM. Dawson et Valois ; qu'il n'a eu communication de la lettre du 25 février 1885, de M. Edw. G. Allen à M.

Lemay, qu'après le 26 mars de 1885, et qu'il a vu aujourd'hui pour la première fois le memorandum de M. Allen et les doubles factures.

L'honorable M. de la Bruère déclare (et sa déclaration est entrée à la demande du comité) que c'est l'honorable M. Würtele qui lui a fait connaître dans le cours de la session de 1885 qu'il y avait une lettre écrite par M. Edw. G. Allen à M. Lemay (celle du 25 février de 1885, et qu'il a vu aujourd'hui pour la première fois le memorandum de M. Allen et les doubles factures.

Le bibliothécaire de la Législature déclare qu'il ne s'est pas cru obligé de communiquer officiellement les documents dont il s'agit, parce que l'achat des livres fait par M. Dansereau, lui avait été caché. Il avait été ignoré comme bibliothécaire en cette circonstance.

Ces documents lui ont été adressés, alors que M. Allen était mécontent de la manière d'agir de l'acheteur à son égard.

Cependant le bibliothécaire ne s'est pas cru lié, non plus, par un secret de bureau, vu qu'un hasard seul le mettait au courant de la transaction, et vu surtout la manière dont la transaction était accomplie.

Il ne s'est pas fait un scrupule, en conséquence de révéler à plusieurs personnes ce qu'il connaissait, et s'il n'a pas produit plus tôt les documents qu'il avait en sa possession, c'est qu'il n'a pas eu occasion de le faire. Il le fait aujourd'hui sur l'ordre du comité.

En réponse à l'honorable M. Mercier, le bibliothécaire avoue qu'il a révélé ce fait à l'honorable M. Flynn en mars dernier.

Et le comité s'est ajourné."

L'honorable M. Marchand propose que le rapport du comité collectif de la bibliothèque, présenté ce jour, soit adopté.

L'honorable M. Taillon s'étant levé pour soulever une question d'ordre.

L'honorable M. Mercier maintient qu'il a la parole et que cette objection est prématurée.

M. le Président.—La règle 123 du code de procédure parlementaire dit que "les débats au sujet d'une question peuvent être interrompus par une question d'ordre." Cushing, (au numéro 1,218,) dit que "lorsqu'un député a régulièrement la parole, on ne peut pas la lui enlever sans son consentement, à moins qu'il ne s'élève une question d'ordre, une question de privilège ou une question incidente aux

procédures, cas auquel le droit de ce député de continuer son discours peut être interrompu et suspendu jusqu'à ce que l'on ait disposé de cette question.

On vient de dire, cependant, que celui qui appuie une proposition a le droit de parler sur cette proposition avant qu'on puisse soulever la question de savoir si cette proposition est ou non dans l'ordre. Si la proposition en est une qui ne peut pas être proposée, c'est certainement une proposition au sujet de laquelle il doit être irrégulier de prendre la parole. Cushing, au numéro 1,231, dit : " Lorsqu'une proposition est régulièrement proposée et appuyée, il est du devoir du président de la proposer comme question, à moins que la proposition ne soit irrégulière, soit au point de vue de la substance ou de la forme, soit au point de vue du temps où elle a été faite."

Quant à cette question préliminaire de la régularité, le président, ou tout autre député, a le droit de soulever la question.

Je décide donc que l'honorable M. Taillon, a présentement le droit de soulever la question d'ordre.

Objection est alors faite par l'honorable M. Taillon, " qu'aucun avis n'ayant été donné de cette proposition elle ne peut être faite."

M. le président décide comme suit :

La règle générale quant aux avis de proposition se trouvent dans la règle 31 des ordres permanents, qui exige qu'on donne deux jours d'avis d'une proposition sur laquelle la Chambre peut adopter une résolution.

Bourinot dit à la page 472 : " Beaucoup de propositions demandant le concours aux rapports des comités spéciaux sont proposées sans avis et on n'en permet l'adoption à l'unanimité. Mais dans tous ces cas, on peut objecter ; et la manière de faire régulière c'est de donner avis."

En 1880, M. le président Blanchet a décidé qu'il faut donner deux jours d'avis d'une proposition demandant de concourir dans le rapport d'un comité (Journal, communes du Canada, p. 364).

Je décide en conséquence que la proposition n'est pas dans l'ordre.

L'honorable M. Blanchet.—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre : réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1885, demandant un état de toutes les sommes payées à L. N. Nordin, comme surinten-

dant général des travaux de colonisation, depuis sa nomination ; distinguant ce qui lui a été payé pour salaire de ce qui lui a été payé pour dépenses de voyage ; copie de tous les rapports du dit L. N. Fortin en sa capacité de surintendant général des travaux de colonisation.

Réponse à une adresse de la Chambre, en date du 6 mai 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires et rapports, entre le gouvernement ou aucun de ses officiers ou agents, et M. Charles Picaud et certains colons, au sujet du lot No 17, du 1er rang du canton d'Irlande.

L'honorable M. Robertson.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre : réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1886, demandant une liste de toutes les sommes reçues des municipalités (depuis la date de la promulgation de la loi) pour l'entretien des aliénés jusqu'à ce jour ; spécifiant chaque municipalité et le montant payé par chacune d'elles, aussi tout arriéré dû en vertu de la loi, spécifiant chaque municipalité.

SUITE DE LA DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE M. SHEHYN
SUR LES FINANCES

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de M. Shehyn, sur les finances,

M. Stephens.—*député de Montréal-centre.*—M. le président, le 4 avril 1882, le trésorier de l'époque M. Würtele, mit devant la Chambre un état, montrant que les déficits annuels pour les cinq dernières années, avaient été de \$648,558.58.

L'honorable député de Sherbrooke en 1883, lorsqu'il était dans les froides régions de la gauche, en critiquant l'exposé budgétaire de M. Würtele, prouva clairement que le découvert de cette année-là s'élevait à \$596,184.10. Aujourd'hui on prétend que ce découvert énorme a disparu en deux années, et que cela est la conséquence de la bonne administration du député de Sherbrooke.

Qu'on nous permette de comparer les recettes et les dépenses, pour voir où, dans quelle branche du service public, on a pratiqué l'économie. En voici le tableau pour les cinq dernières années, couvrant la période financière dont je viens de parler.

| | <i>Recettes.</i> | <i>Dépenses.</i> |
|-----------|------------------|------------------|
| 1882..... | \$2,810,690 | \$2,919,653 |
| 1883..... | 3,260,643 | 2,951,127 |
| 1884..... | 2,817,841 | 3,120,562 |
| 1885..... | 2,885,061 | 3,125,126 |
| 1886..... | 3,093,622 | 3,300,980 |

On observera sans doute, que pour l'année 1883, pour laquelle l'honorable député de Sherbrooke disait que le déficit serait de \$596,000 (M. Würtele étant alors le trésorier) les recettes furent de \$167,000 plus considérables cette année-là que la prévision des recettes pour 1886. Les dépenses de 1886 sont moindres de \$89,000 que la moyenne des années précédentes. Mais ceci n'est basé que sur des prévisions, et l'an dernier les prévisions pour cet exercice ont été excédées de \$82,000. Ces chiffres ne nous expliquent pas comment le trésorier à combler le déficit de \$596,184. Les tableaux financiers officiels ne nous donnent pas non plus la clef du mystère.

M. le président, l'une des preuves de la prospérité d'un pays se déduit de la diminution de la dette. Ici notre trésorier se réjouit de son actif. Mais en attendant l'intérêt sur notre dette publique augmente sans cesse.

L'intérêt sur la dette publique, y compris le rachat des bons et des frais d'administration donnent les montants suivants :

| | |
|-----------|---------------|
| 1882..... | \$ 828,426 00 |
| 1883..... | 889,794 00 |
| 1884..... | 964,192 56 |
| 1885..... | 980,110 29 |
| 1886..... | 1,005,820 31 |

Pour 1886, je prends les prévisions du trésorier.

Il est clair que ce qui a été fait pour combler le déficit annuel de M. Würtele de \$648,000 et, suivant le trésorier actuel, de \$596,000, ne l'a pas été dans le sens de la diminution des dépenses.

Depuis que vous avez abandonné la direction du trésor, la province a eu une augmentation de revenu de \$246,000 environ, sous forme d'un subside annuel, de la part du gouvernement d'Ottawa. Le découvert annuel devrait être diminué à \$400,000 environ. Je vais maintenant démontrer, au moyen d'une méthode qui m'a été enseignée par l'hono-

nable trésorier, quand il n'était pas ministre, quel est le déficit réel pour l'année 1885, suivant, je le répète, son mode de calculer.

A la page 729 des *Débats* de 1883, le député de Sherbrooke nous donne la manière de vérifier la situation financière. On se rappelle qu'en 1883, il prouva que nous avions un découvert de \$596,184 au lieu d'un surplus de \$240,000 comme le prétendait M. Würtele, alors trésorier provincial.

J'applique ce mode aux opérations financières de 1885 et voici à quel résultat j'arrive :

| | | |
|--|-------------|----|
| A la page 10, des comptes publics. on voit que les recettes provenant de toutes sources, au 30 juin 1885, y compris l'encaisse était de..... | \$5,931,824 | 79 |
| A déduire, les recettes du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | \$ 12,006 | 23 |
| Fonds consolidé des chemins de fer..... | 7,135 | 89 |
| | <hr/> | |
| | \$ 19,142 | 12 |
| Laissant une balance de..... | \$5,912,182 | 17 |
| Dépenses totales pour 1885, voir les comptes publics, page 13..... | \$4,666,743 | 23 |
| A déduire : dépenses pour le chemin de fer, Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | \$ 20,549 | 95 |
| Dépôt du Québec central..... | 124,701 | 21 |
| Subventions..... | 455,960 | 11 |
| | <hr/> | |
| | 600,611 | 27 |
| Laissant une balance de..... | \$4,065,732 | 56 |

Je ne compte pas les déboursés faits pour les voies ferrées.

Maintenant, soustrayez cette somme du total des recettes et la balance sera..... \$1,846,949 71

A présent, déduisez le montant de l'encaisse au commencement de l'année 1885, soit..... 1,265,481 56

Il reste une balance de..... 581,568 15

Ce qui représente le déficit réel pour l'exercice clos le 30 juin 1885.

Suivant la seconde méthode du député de Sherbrooke appliquée à l'administration financière de M. Würtele (voir les *Débats* de 1883, page 729) on obtient le résultat suivant :

| | |
|--|----------------|
| Montant des recettes, comptes publics, page 10..... | \$3,603,111 01 |
| A déduire, recettes provenant des voies ferrées..... | 19,142 12 |
| | <hr/> |
| Laissant une balance de..... | \$3,583,968 89 |
| Ajoutez à cela l'argent en caisse au 30 juin 1884..... | 2,328,713 78 |
| | <hr/> |
| | \$5,912,682 67 |

Voyons maintenant les dépenses :

| | |
|--|----------------|
| Dépenses totales pour 1885, voir comptes publics, page 13..... | \$4,666,343 23 |
| A déduire les paiements faits pour les chemins de fer : | |
| Québec, Montréal, Ottawa et Occidental..... | \$20,549 45 |
| Québec central..... | 124,101 21 |
| Fonds consolidé des chemins de fer.... | 455,960 11 |
| | <hr/> |
| | \$ 600,611 27 |
| | <hr/> |
| Laissant une balance de.. | \$4,065,731 96 |
| Ajoutez à cela, l'argent en mains au 30 juin 1885..... | 1,265,481 56 |
| Cela fait un total de..... | \$5,331,213 52 |
| Déduez cette somme de..... | 5,912,682 67 |
| Vous aurez encore un déficit de..... | 581,469 35 |

Ceci montre que ce montant devrait être dans le trésor, et cependant vous le chercheriez en vain.

Pour ne pas être accusé de tromper la Chambre, je dirai qu'il y a une petite différence, provenant d'une erreur de calcul sans doute, entre le déficit que je viens de donner et celui que j'ai prouvé exister en premier lieu. L'erreur n'est que de \$98.85 et comme c'est une somme insignifiante par rapport au montant en jeu, je n'ai pas cru devoir recommencer tous ces calculs pour si peu.

Au reste je n'ai découvert cette différence que peu de temps avant la séance et elle ne peut affecter en rien mon argumentation, ni l'ensemble du résultat que je m'efforce de mettre devant la Chambre.

Celui qui serait disposé à être sceptique au sujet des déficits, verra,

en consultant l'exposé budgétaire de M. Würtele de 1882, page 6, qu'il admet l'existence d'un déficit de \$665,105 96 dans les opérations du fonds consolidé et un autre déficit de \$682,652.88 dans le fonds consolidé des chemins de fer, faisant à la clôture de l'exercice, une dette flottante de \$1,347,758.00. Après cela, on voudrait nous faire croire qu'en trois années, avec une augmentation insignifiante dans le revenu, et sans une diminution moyenne dans les dépenses, on a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province.

M. le président, la balance de l'argent en mains, au 30 juin 1884, était de \$2,328.713. Sur ce montant, il faut déduire l'encaisse au 30 juin 1885, soit, \$1,265,481, laissant une balance de \$1,063,232.

Cette balance a été dépensée pendant l'année, à même l'emprunt fait pour payer les subventions aux voies ferrées et pour solder la dette flottante.

| | |
|---|---------------|
| Payé aux chemins de fer..... | \$ 457,368 00 |
| Edifices parlementaires et palais de justice à Québec.. | 229,777 00 |

| | |
|------------|------------|
| Total..... | 677,145 00 |
|------------|------------|

| | |
|------------------------------|---------------|
| Laissant une balance de..... | \$ 386,087 00 |
|------------------------------|---------------|

qui, apparemment, a été absorbée par les dépenses courantes.

| | |
|---|-----------------|
| Au 30 juin 1885, notre dette totale était de..... | \$20,590,075 00 |
| Moins, dette flottante. | 18,233,853 00 |

| | |
|-------------------------------|-----------------|
| Balance..... | \$ 2,356,222 00 |
| Moins, l'argent en mains..... | 1,265,481 00 |

| | |
|--------------|-----------------|
| Balance..... | \$ 1,090,741 00 |
|--------------|-----------------|

Cette balance représente la dette flottante que le trésorier actuel a créée de puis qu'il a pris la direction de nos finances, dette qu'il faudra payer quelques-uns de ces jours au moyen d'un nouvel emprunt,

L'augmentation des dépenses pour l'année 1886-87, à raison de l'intérêt sur la dette publique est de \$25,700.

Ceci démontre que notre dette s'est accrue de plus de \$500,000 l'année dernière, en mettant pour le capital cinq par cent d'intérêt.

Une comparaison de l'actif et du passif pour 1885-86, établit que notre actif a diminué dans le cours d'une année, comme suit :

| | |
|----------------------------------|---------------|
| Dépôt spéciaux..... | \$ 600,000 00 |
| Argent en banque..... | 136,768 00 |
| Palais de justice de Québec..... | 100,000 00 |
| | <hr/> |
| | \$ 836,768 |

Tandis que notre passif n'a diminué seulement que de \$405,075, soit un appauvrissement pour 1886 de \$481,693 comparativement à 1885.

Autant qu'il m'a été possible de voir, le découvert pour l'exercice en cours se décompose comme suit :

| | |
|---|---------------|
| Emprunt non remboursé..... | \$ 150,000 00 |
| Service de l'amortissement omis..... | 30,854 09 |
| Fonds de pension, différence..... | 12,671 00 |
| Fonds d'emprunt municipal..... | 42,671 |
| Les débetures du palais de justice de Québec, négociées à même notre propre fonds d'amortissement de \$600,000..... | 150,000 |
| Différence telle qu'elle apparait par les comptes publics. | 21,683 |
| Le fonds de pension des instituteurs..... | 5,095 |
| Remboursement..... | 4,500 |
| Réclamations dues pour le chemin de fer non-payées.. | 66,147 |
| Mandats spéciaux..... | 61,989 |
| | <hr/> |

545,590

| | |
|---|--------|
| A déduire : ce qui a été payé à compte pour le palais de justice..... | 89,777 |
| | <hr/> |

455,813

| | |
|---|--------|
| Moins : sur le dépôt à la banque d'Echange..... | 37,000 |
| | <hr/> |

492,813

De plus la différence dans le montant pour intérêt en 1884 et 1885 \$25,710 ce qui prouve à raison de cinq par cent, que la dette publique a été augmentée de \$500,000.

En autant que je puis le constater, le déficit de cette année est \$545,590. Soit \$36,000 de moins que suivant la méthode du député de Sherbrooke que j'ai appliquée aux opérations financières que j'ai examinées.

L'exactitude de cette évaluation est prouvée par le montant de l'augmentation de la dette publique, comme l'établit le tableau suivant :

| | |
|---|------------|
| Intérêt sur la dette publique en 1884..... | \$ 980,110 |
| Prévision pour le même service, pour 1885-86... | 1,005,820 |
| Différence..... | \$ 25,710 |

Ce qui, à 5 pour cent représente une augmentation de la dette de \$500,000 pour les opérations de l'année.

L'honorable trésorier est à résoudre le problème comment s'enrichir en se plongeant davantage dans les dettes. Et il appelle cela équilibre du budget !. . C'est une vieille ruse de finance. Jusqu'à présent, néanmoins le résultat final a invariablement été désastreux. Un vieux remède pour ce genre d'équilibre financier, est l'économie, mais ce remède est impossible surtout à une époque aussi rapprochée des élections générales.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'association de l'arsenal des carabiniers royaux.

Pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour constituer " The Women's Christian Temperance Union " de Montréal.

Pour modifier le chapitre 103, 45 Victoria.

LE COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Voici la décision rendue par M. le président sur la demande qui lui a été faite par l'honorable M. Garneau, président du comité des comptes publics, de donner son jugement sur la question d'ordre qui a été soulevée dans ce comité, afin que cette question soit décidée par la Chambre.

M. le Président.—La Chambre a renvoyé l'examen de toutes les circonstances se rattachant à la défalcation Gale au comité permanent des comptes publics, pour que ce comité fasse enquête et rapport ; et ce comité permanent a nommé un sous-comité pour prendre les témoignages par écrit.

Mercredi dernier, il a été proposé dans le comité permanent " que la proposition renvoyant à un sous-comité l'enquête touchant l'affaire dite " Gale " soit révoquée et que cette enquête ait lieu devant ce comité."

Sur cette proposition, on a soulevé la question d'ordre suivante : " Le comité des comptes publics a renvoyé cette question à un sous-comité " et en a fait rapport à la Chambre qui a accepté ce renvoi. Le comité ne peut maintenant reprendre ses pouvoirs qu'il a délégués à " un sous comité avec l'approbation de la Chambre sans l'assentiment " de celle-ci,"

Le président du comité permanent a maintenu cette objection et l'on a appelé de sa décision.

Il s'élève maintenant deux questions que je dois décider : la première, savoir si le comité permanent était dans l'ordre en renvoyant à la Chambre la décision sur l'appel, et la deuxième, savoir si la décision du président est conforme à la règle parlementaire.

La première question est importante, en tant que " le président ne doit décider une affaire d'ordre que lorsque la question est présentée de la manière voulue." (Waples'Handbook, numéro 95).

La règle 76 des ordres permanents prescrit que " les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la Chambre."

May dit à la page 461, " que toute question est décidée dans un comité spécial de la même manière que dans la Chambre dont relève ce comité. Bourinot, (à la page 438) dit la même chose. Et Cushing écrit (au numéro 1,913) " que les règles qui régissent les comités spéciaux dans toutes leurs procédures sont les mêmes que celles qui régissent la Chambre dans les procédures analogues."

Ainsi dans les comités spéciaux, comme dans les comités généraux, les députés peuvent rester couverts quand ils sont assis, mais doivent se découvrir pour parler et ils peuvent parler plus d'une fois sur une question. Les propositions n'ont pas besoin d'être appuyées pour être faites.

Dans mon opinion, par analogie, le président décide les questions d'ordres dans un comité spécial, mais sauf, comme en comité général appel à la Chambre même ; et Cushing dit au numéro 1,208, que " c'est sur ce principe que la pratique suivie par les comités spéciaux paraît être fondée, de consulter le président au sujet des questions d'ordre et des formes de procédures.

Je décide, en conséquence, qu'on a eu raison d'en appeler à la Chambre.

Je passe maintenant au mérite de la question d'ordre soulevée dans le comité des comptes publics.

Il est dit dans l'objection que sur un rapport fait à la Chambre, le renvoi de l'affaire en question au sous-comité a été accepté. En consultant les procès-verbaux, on voit que ce rapport, n'a fait que mettre à la connaissance de la Chambre le fait qu'il avait été nommé un sous-comité, pour prendre les témoignages par écrit, mais que ce rapport ne soumettait aucune proposition à la considération et à l'action de la Chambre. Il n'y avait donc rien à accepter par la Chambre, et le rapport est resté en la possession de la Chambre comme base pour telle procédure ultérieure qui pourrait devenir nécessaire (Bourinot, page 432.—

Comme question de fait, le sous-comité n'est pas venu sous le contrôle direct de la Chambre, mais est resté soumis au contrôle du comité permanent et cela est conforme au principe que j'ai mentionné dans ma décision du 30 avril dernier, que "en déléguant des devoirs et des pouvoirs d'un caractère ministériel et d'administration à un sous-comité, un comité conserve toujours le droit d'exercer le contrôle sur ce sous-comité."

C'est une règle parlementaire que "les comités peuvent, en tout temps, après leur institution pour l'étude d'une affaire en particulier et avant qu'ils aient fait rapport sur cette affaire, être déchargés par l'Assemblée de la prise en considération de cette même affaire." (Cushing, numéro 1928). Ainsi en vertu du principe que j'ai mentionné il y a quelques instants, cette règle s'applique au contrôle d'un comité permanent sur un sous-comité par lui nommé.

Je suis d'opinion qu'il n'est pas nécessaire, en premier lieu, de reconsidérer ou de rescinder la résolution instituant le sous-comité dans ce cas, mais que le comité permanent a le droit de décharger le sous comité en aucun temps qu'il jugerait à propos de le faire et de prendre les témoignages lui-même.

La phraséologie de la proposition n'est peut-être pas technique, mais en fait, elle est suffisante pour décharger le sous-comité.

Sur l'appel porté du comité permanent, je renverse en conséquence la décision du président et je décide que la question d'ordre n'était pas bien fondée.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LE BUDGET.

M. Carbray—*député de Québec-ouest*.—M. le président, je désire faire quelques remarques d'une manière générale, sur notre position financière, et aussi relever certaines assertions et certains calculs, dans les discours des honorables députés de Montréal-centre et de Québec-est. D'abord j'ai à reprocher à ce dernier, de s'être servi vis-à-vis de l'honorable trésorier d'un langage bien peu courtois, même déplacé, en affirmant que ce dernier avait présenté des états de compte, dans les documents officiels, fallacieux, faux, qu'il voulait se moquer de la Chambre et du pays. Si ces assertions étaient vraies c'était de son devoir de procéder contre lui légalement (to have him impeached) pour une conduite si monstrueuse, si criminelle, et moi-même je serais prêt à l'appuyer dans une telle démarche. Mais ces assertions sont fausses, et méritent d'être sévèrement condamnées. Ce sont les membres de l'opposition qui viennent devant nous avec des états fallacieux, des calculs fantastiques, chimériques pour essayer de tromper cette Chambre et le pays, mais ils ne réussiront pas dans leur coupable et déloyale conduite. Si nous voulons critiquer les comptes publics, ce sont ces comptes qu'il faut prendre en mains, les repasser article par article, faire distinction entre les affaires courantes de la province et des recettes et dépenses extraordinaires, tel que subsides aux chemins de fer, bâties publiques, etc., etc., pour lesquels le gouvernement est autorisé à faire des emprunts.

Afin de se rendre compte exactement de notre position au 30 juin 1885, j'ai fait l'état suivant tiré des comptes publics pour les quatre années précédentes, pour démontrer les recettes et les dépenses ordinaires et les recettes et les dépenses extraordinaires séparément. Voici cet état :

| | Recettes ex- traordinaires. | Dépenses ex- traordinaires. | Recettes ordi- naires, | Dépenses or- dinaires. |
|--|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Pour l'année ter- minant le 30 juin 1882.... | \$1,287,338 20 | \$1,839,887 43 | \$ 3,975,935 64 | \$ 3,580,691 34 |
| Pour l'année ter- minant le 30 juin 1883.... | 1,337,913 23 | 841,453 09 | 2,817,841 73 | 2,068,144 41 |
| Pour l'année ter- minant le 30 juin 1884.... | 3,008,511 49 | 1,565,088 26 | 2,885,081 59 | 3,125,126 35 |
| Pour l'année ter- minant le 30 juin 1885.... | 640,304 02 | { 610,079 17 1,118,407 11 } | 2,962,806 90 | 2,937,856 95 |
| Total pour les quatre années. | \$6,674,071 94 | \$5,974,915 06 | \$12,642,665 85 | \$12,711,918 98 |

L'exactitude de ces chiffres ne peut pas être contestée. Ils sont copiés textuellement des comptes publics et je défie n'importe qui de me trouver en erreur. Or, d'après ce tableau nous voyons que les recettes ordinaires pour l'année terminée le 30 juin 1885, étaient de \$2,962,805.99 ; dépenses ordinaires pour la même année \$2,938,856.95 : laissant un surplus de \$24,950.04 tel que réclamé par l'honorable trésorier et de plus on découvre que tous ces énormes déficits annuels n'existaient que dans l'imagination de ceux qui voulaient absolument trouver des déficits quand même.

Nous trouvons en prenant les recettes provenant de ressources ordinaires pour les quatre années, qu'elles se montaient à \$12,642,365.95. Dépenses ordinaires pour la même période, \$12,711,818.98, formant un excédant de \$69,453.03 des dépenses pour les quatre années, au lieu de ces énormes déficits annuels ou prétendus—de centaines de mille piastres.

Maintenant en examinant les recettes extraordinaires pendant ces quatre années, nous trouvons un total de \$6,774,071.94 ; dépenses extraordinaires pendant la même période, \$5,974,915.06 ; laissant une balance de \$799,156.88 en caisse. Cette balance forme partie de la balance totale de \$1,265,481.56, en mains au 30 juin 1885 tel que constaté par les comptes publics de cette année.

Le déficit que les messieurs du côté de l'opposition ont cru trouver sur l'exercice de 1885 n'est autre chose que la somme de \$478,103, l'excédant des dépenses extraordinaires sur les recettes extraordinaires de cette année, mais ces messieurs n'ont pas remarqué qu'au 30 juin 1884, il y avait une balance en caisse de \$2,328,713 et que ces \$478,103 ont bel et bien été payées à même cette balance, en caisse au commencement de cette année et qu'après avoir payé ce montant il reste encore en caisse au 30 juin 1885 la somme de \$1,265,481 pour faire face aux futures dépenses extraordinaires, à cette dette flottante pour laquelle ces messieurs disent fallacieusement qu'il n'y a pas un sou en mains ! Voilà le raisonnement, la comptabilité de ces messieurs.

Je manquerais à mon devoir envers mes commettants et envers la province, si je ne dénonçais le manque de bonne foi de ces messieurs qui essayent de faire croire au peuple que la dette de la province est d'au-delà de 20 millions de dollars, sans prendre en considération l'actif de la province, qui est applicable à rencontrer pour autant de la dette. Il n'y a qu'à ouvrir les documents publics pour constater qu'en déduisant l'actif du passif la dette nette est d'environ six millions de dollars seulement.

De plus je constate que contre l'intérêt sur notre dette totale, que nous avons payé en 1885, savoir la somme de \$923,042, il y a la somme de \$697,886 que nous avons reçue d'intérêt sur notre actif, ce qui ne laisse pour balance que nous avons réellement payée que \$225,656.

Avec ces chiffres indiscutables et je mets toute l'opposition au défi de m'en prouver la fausseté, je me crois justifiable de dire qu'au lieu d'être dans un état désespéré, nos finances sont au contraire dans un état excessivement satisfaisant. Je ne puis que louer la politique patriotique, sage et entreprenante du parti conservateur, et il m'est facile de prédire que quand les membres de ce parti se présenteront devant le pays aux élections prochaines, les électeurs de la province apprécieront leur conduite, en les renvoyant en Chambre avec une majorité encore plus considérable que celle d'aujourd'hui.

M. Whyte—député de Migantic.—M. le président, je me lève pour parler en faveur de l'amendement proposé par mon honorable ami le député de Québec-est.

Cet amendement dit : cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-1885, quand de fait, non-seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continu avec une permanence inquiétante.

2. Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au paiement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province.

3. Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable, de faire dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province ;

4. Contre les dangers du système inauguré par le trésorier qui admet avoir employé, à même les argents affectés au paiement de la dette

consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant, le coût des travaux du palais de justice de Québec ;

5. Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastres, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233.853.44, de dette consolidée."

M. le président, avant d'entrer dans les nombreux détails de la question financière, j'aimerais à faire quelques remarques en réponse à quelques-unes des observations présentées par l'honorable député qui vient de parler.

L'honorable député a jugé à propos de donner quelques explications au sujet des rumeurs auxquelles on a fait allusion au cours de ce débat. Je crois qu'il a réussi à se dégager personnellement, mais quant à ce qui concerne l'enfant, ce n'est pas la même chose. Je suis porté à croire que c'est un de ces cas où un gouvernement est justifiable de dire : " Sauvez-moi de mes amis."

Je crois, M. le président, que la question financière en est une qui peut être traitée à différents points de vue. En conséquence si nous arrivons à des conclusions tout-à-fait opposées à celles données par le gouvernement nous ne devons pas, pour cela, être accusés de mauvaise foi, dans notre manière de discuter ce sujet.

Je n'ai pas l'intention de parler longuement sur cette question parce que je pourrais difficilement ajouter quelque chose de nouveau après les discours si complets prononcés par mes honorables amis les députés de Québec-est et de Montréal-centre, mais comme le député de Québec-ouest a défié l'opposition de prouver l'inexactitude de son exposé financier je prendrai la liberté de répondre à ce défi.

En parcourant les comptes publics pour le dernier exercice je trouve qu'au lieu d'un surplus nous avons eu un déficit à la clôture des comptes de cette année-là !

Que l'on prenne, par exemple la dette publique et l'actif, qu'est-ce que l'on trouve ? En 1883-84, la dette publique s'élevait, suivant la déclaration de l'honorable trésorier lui-même, à la somme de \$20,995,348.89 et que l'actif était de \$12,290,580.51.

A la page 14 du discours sur le budget je trouve un état du même genre pour le dernier exercice, et qui se lit comme suit :

Pour l'année 1884-85, la dette publique était de \$20,590,075.72, et l'actif était de \$11,774,645.21, laissant une dette nette de \$8,815,430.51. Ceci démontre, M. le président, que notre actif a diminué pendant l'année 1884-85, de \$110,662.20. Je traite cette partie de la question d'une manière juste et en homme d'affaires, tout comme le ferait un marchand contrôlant ses opérations avec soin. Supposez un marchand qui entre dans les affaires avec une dette de douze millions et qu'une année après il s'aperçoit que son actif a diminué de \$110,000, croyez vous qu'il pensera avoir fait un commerce profitable. Je crois que nous sommes dans la même position, et bien loin n'avoir un surplus, nous avons à déplorer la perte de \$110,662, qui peuvent être considérée comme partie du déficit qui existe.

D'un autre côté, l'honorable député pour Québec-ouest n'a pas expliqué le fait que l'intérêt sur la dette publique a augmenté de \$25,000. Cette augmentation paraît passablement mystérieuse en face du surplus que le gouvernement et ses amis prétendent exister.

M. le président, nous sommes arrivés à la dernière session de cette Législature. Eu égard à ce fait, je crois qu'il ne sera pas déplacé de passer rapidement en revue quelques-uns des actes qui ont marqué la carrière de ce parlement, depuis les dernières élections générales.

Trois cabinets ont administré les affaires de la province : les cabinets Chapleau, Mousseau et Ross.

Regardant le personnel de ces cabinets, je trouve qu'il est à peu près le même. Cinq des membres du gouvernement actuel étaient dans les cabinets Chapleau et Mousseau : Messieurs Ross, Robertson, Flynn, Lynch et Blanchet. Dans ces circonstances ils ne peuvent, en justice, échapper à la responsabilité des actes de ces gouvernements et de plus, il est inutile, en face de ce fait, de prétendre que ces cabinets ne sont pas les mêmes au fonds.

J'ai entendu, un jour l'honorable M. Langelier faire une comparaison qui peint bien la situation des honorables députés de la droite. La voici : John Smith commence à faire des affaires mais quelque temps après, il est en difficultés et finalement il succombe. Mais immédiatement après il recommence ses opérations commerciales sous le nom de Madame John Smith. Le nom de la raison sociale seul est changé, car vous voyez

derrière le comptoir la même personne faisant les mêmes travaux du magasin.

Mais de nouvelles difficultés surgissent et Madame John Smith, l'épouse du premier, est forcé d'abandonner les affaires et son fils lui succède, M. Alexander Smith. Mais ici encore vous trouvez les mêmes personnes qu'il y avait auparavant, M. John Smith et Madame John Smith sont toujours derrière le comptoir faisant les transactions, tout comme si rien n'avait eu lieu pour modifier leur position vis-à-vis le magasin qu'ils continuent à diriger comme auparavant. Voilà l'histoire des gouvernements qui se sont succédés dans notre province depuis 1881.

M. le président, je comprends très bien que les honorables ministres ne se sentent pas disposés à défendre tous les actes des gouvernements précédents. Il y a plusieurs affaires dont le gouvernement actuel serait heureux de repousser la responsabilité, si cela était possible. Ainsi quand nous censurons les actes des cabinets Chapleau et Mousseau, les ministres prétendent qu'ils ne sont pas responsables, bien qu'ils siègent à côté des ministres mêmes qui sont les auteurs de ces actes.

En certains quartiers on dit que l'honorable chef de l'opposition veut arriver au pouvoir grâce à une question qui ne devrait pas être discutée ici. Comment, je le demande, a été renversé le gouvernement de l'honorable M. Joly ? La chute de ce cabi et n'a-t-elle pas été l'œuvre de cinq déserteurs : L'honorable solliciteur général qui a sa récompense. M. Racicot, commissaire du fonds d'emprunt municipal. M. Fortin, inspecteur des chemins de colonisation. M. Chauveau, magistrat de police à Québec et M. Pâquet, shérif-conjoint.

M. le président, aux élections générales de 1881, l'honorable M. Chapleau disait, comme un général fameux, qu'il allait faire une litière des drapeaux de l'ennemi. Mais en étudiant avec soin les renseignements que nous avons obtenus depuis, nous voyons que le brave chef du parti conservateur n'a pas capturé ces drapeaux, mais qu'il les a achetés.

Pour prouver cette assertion, la Chambre me permettra de citer les journaux officiels de cette Assemblée pour l'année 1884. A la page 244, je trouve la déclaration suivante de l'honorable M. Joly :

“ L'honorable M. Joly, député pour le district électoral de Lotbinière se lève de sa place et fait la déclaration suivante :

“ Qu'il appert par le témoignage donné sous serment par Louis

Adélard Sénécal le 6 mars 1884, dans une cause devant la cour supérieure, district de Montréal, sous le No. 293, entre François Côté, demandeur et le dit L. A. Sénécal, défendeur, que le dit défendeur, Louis Adélard Sénécal a souscrit une somme d'environ cinq à six cents piastres pour favoriser l'élection du candidat ministériel, M. Brillon, dans le comté de Verchères, aux élections générales qui ont eu lieu, le deux décembre 1881, pour l'Assemblée législative de cette province.

" Qu'il a admis, dans le même témoignage, que c'était à peu près la souscription faite par lui pour différents comtés, à l'occasion des dites élections.

" Qu'à l'époque des dites élections, le dit L. A. Sénécal était surintendant du chemin de fer connu sous le nom de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et qu'à la session de cette Législature suivant immédiatement les dites élections, une loi fut passée à l'effet de sanctionner la vente faite le 4 mars 1882 de la partie est du dit chemin de fer à un syndicat dont le dit L. A. Sénécal faisait partie.

" Qu'en sa qualité de surintendant du dit chemin de fer, le dit L. A. Sénécal a reçu et dépensé des sommes considérables appartenant à cette province, et que le règlement final des comptes de son administration n'a pas encore été fait ;

" Que le dit Henri Gustave Joly croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, qu'en prévision de la législation de 1882, à l'effet de sanctionner la vente du dit chemin de fer, le dit L. A. Sénécal a avancé des sommes d'argent considérables pour aider à l'élection des ministres et de leurs partisans, à l'élection générale de décembre 1881."

Nous avons maintenant de fortes raisons de soupçonner pourquoi cet argent a été fourni. A cette époque, il y avait une voie ferrée en vente, qui avait coûté à la province de 13 à 14 millions de piastres.

La ratification de la vente de la partie ouest par cette Chambre, eut lieu le 14 avril 1882, et celle de la partie est, le 5 mai de la même année.

Le prix net de la partie ouest était de \$3,600,000 et \$4,000,000 pour la partie est. Depuis la vente, un million et demi de piastres a été dépensé sur une voie ferrée qui n'appartenait plus à la province. Depuis la vente faite à M. Sénécal, ce monsieur d'accord avec ses associés, a vendu le chemin de fer acheté du gouvernement et ils ont réalisé un profit de un million et demi de piastres. Par là, M. Sénécal a réussi à faire une bonne opération aux dépens du trésor public.

Nous arrivons à la transaction de Forget & Cie. A la page 212 des journaux de cette Chambre pour 1884 nous trouvons toute l'histoire de cette transaction.

Messieurs Forget & Cie soumissionnèrent pour l'achat des bons de la province pour un montant d'un million et demi. Leur soumission fut acceptée le 13 octobre 1882 et ces messieurs déposèrent entre les mains du gouvernement la somme de \$30,000 comme garantie de l'accomplissement fidèle de leur contrat.

Mais un peu plus tard, M. G. A. Drummond, soumissionna à son tour pour le même emprunt et son offre fut acceptée par le gouvernement.

Par la différence entre cette dernière soumission et la première, la province a perdu la somme de \$59,000, outre les \$30,000 qui ont été remises à MM. Forget & Cie, bien qu'ils n'eurent aucun droit à cet argent, ayant, comme la chose a été prouvée à mon avis, manqué à leur engagement.

M. le président, nous avons aussi l'affaire Dansereau, qui est revenu cet après-midi sur le tapis, par un rapport du comité collectif de la bibliothèque; et qui apparaît sous un plus mauvais jour que l'on n'en s'y attendait.

Pendant que M. Mousseau était au pouvoir, M. Dansereau reçut une lettre de crédit représentant la somme de \$14,471.50, pour acheter des livres. Le gouvernement donna cette lettre de crédit sans avoir l'autorisation.

La lettre en question fut donnée le 28 septembre 1883, et l'arrêté du conseil qui aurait dû la précéder et qui autorisait le paiement de la somme de \$14,471.50 n'a été pris que le 10 janvier 1884 seulement. Nous trouvons tous les faits de cette transaction exposés au long à la page 229 des journaux de cette Chambre pour l'année 1884.

Les livres achetés par M. Dansereau, ne nous sont parvenus que l'année dernière. Parmi eux, il y a de bons livres, mais aussi, il y a bien une tonne ou une tonne et demie de papier de rebut. On me dit qu'ils y a entre trois ou quatre mille piastres de bons livres. Il est clair que la province a perdu au moins \$10,000 par cette transaction.

On assure maintenant que de faux envois ont été faits dans le but de tromper le gouvernement.

J'espère que si cela est vrai, les ministres vont prendre promptement des mesures pour se faire remettre leur argent.

J'en suis arrivé au contrat Charlebois. A propos de cette affaire nous avons entendu bien du bruit. On nous a dit que M. Charlebois, afin d'obtenir le contrat du palais législatif a donné à des politiciens haut placés, trois billets se montant en tout à \$10,000. La preuve qui a été faite établit suivant moi la vérité de l'accusation formulée par l'honorable chef de l'opposition.

La Chambre se rappelle sans doute que plusieurs soumissions ont été faites pour la construction de l'édifice où nous sommes.

La différence entre la plus basse soumission et celle de M. Charlebois s'élevait à au moins quarante-deux mille piastres. Or je n'hésite pas à dire que par cette transaction la province a perdu la somme considérable de quarante-deux mille piastres.

Depuis que cette session est commencée, on nous a informé qu'une défalcation de \$51,000 avait été commise pendant la dernière année financière.

La Chambre n'a pas encore vu le fond de cette affaire. L'honorable commissaire des terres de la couronne nous dit à présent que la perte pour la province pourra être réduite à quarante mille piastres, grâce à la conduite du gouvernement. Suivant cette déclaration, c'est tout ce que nous devons attendre. En présence d'un tel fait, ne sommes-nous pas exposés à voir la ruine de notre province comme conséquence de la conduite et de la négligence coupables du parti au pouvoir.

Ce n'est pas seulement dans la province de Québec où nous voyons un tel spectacle. Dans le gouvernement du Canada la corruption est suprême. La seule et unique différence entre les deux est la suivante :

Le cabinet fédéral fait de la corruption en gros, tandis que les ministres provinciaux la font en détail. Et il ne faut pas aller en chercher la raison bien loin. Les ressources à la disposition du pouvoir central sont beaucoup plus considérables que celles dont dispose les autorités locales.

Voyez, M. le président, les révélations provoquées par l'opposition dans la Chambre des communes du Canada !... Nous voyons que des milles carrés de territoire fédéral, des terrains houilliers et des chartres de voies ferrés sont donnés aux favoris du gouvernement comme

récompensés pour ce qu'on appelle leurs services politiques. Les députés abusent de leurs privilèges et les ministres, au lieu de réprimer ces actes, les encouragent, parce qu'ils ont l'appui de ces députés.

J'ai eu, dans une récente lutte électorale, l'occasion de connaître d'une manière générale, la vérité sur tous ces actes de corruption. J'ai pris part à l'élection de mon honorable ami le député du comté de Lotbinière. Je sais par expérience personnelle ce qui s'est fait du côté de nos adversaires. Ils ont eu de l'argent et des secours d'Ottawa, et ils n'ont pas craint d'employer ces moyens de la manière la plus honteuse. La corruption sans scrupule était à l'ordre du jour. Je puis mentionner plusieurs cas de corruption et je puis donner les noms de ceux qui furent induits à voter pour le candidat conservateur pour des considérations d'argent. Hooly, Lavoie et Athcraft ont reçu de l'argent pour voter pour le candidat conservateur, mais pressés par les remords de leur conscience ils renvoyèrent l'argent et votèrent pour le candidat libéral. Ce sont des faits dont je puis garantir l'authenticité et qu'on ne saurait nier. Ils démontrent aussi que le pays est entre les mains d'hommes n'apportant aucun soin à préserver leur honneur et celui du pays, d'hommes qui feraient n'importe quoi pour se maintenir au pouvoir.

Pour influencer le vote du peuple à Lotbinière, on promettait à droite et à gauche qu'un chemin de fer serait construit, non pas parce qu'une telle entreprise développerait le pays et rendrait justice à cette partie de la province, mais à condition que le candidat du gouvernement serait élu.

Mais au milieu de tout cet amas de corruption et d'achat des consciences en gros, nous avons la consolation de nous reposer la vue sur un gouvernement innocent de ces péchés d'ordre public.

On ne peut reprocher aucun scandale au gouvernement de l'honorable M. Mowat. Malheureusement nous ne pouvons en dire autant de l'opposition dans la Législature de Toronto.

Nous connaissons tous les tentatives scandaleuses qui ont été faites pour acheter des députés de cette Législature afin de renverser l'honorable gouvernement de M. Mowat. Si les coupables n'ont pas été punis comme ils le méritaient, c'est parce que les lois ne comportaient pas de punition pour un crime aussi extraordinaire que celui perpétré par ces politiciens corrompus pour le bénéfice du parti conservateur dans la province d'Ontario.

M. le président, j'aborde maintenant la question des finances de la province.

Le cabinet Ross est arrivé au pouvoir dans le mois de janvier 1884.

Afin d'avoir une idée exacte de l'administration financière de ce cabinet, j'ai pris la peine de comparer les montants dépensés dans chacune des années financières contrôlées par l'honorable trésorier du jour et les montants dépensés en 1878-79. Avec la bienveillante permission de la Chambre, je vais donner les résultats de mes calculs.

La dépense totale pour l'exercice 1883-84, suivant le discours sur le budget, a été de \$3,125,126.29. Les dépenses non contrôlables ont été comme suit :

Intérêt sur la dette publique, \$964,192.56. Travaux et édifices publics, à même le revenu, \$116,220.80. Pour trafic sur le chemin de fer Q. M. O. et O., \$6,700.00. Donnant un total de dépenses non contrôlables de \$1,087,113.36, laissant une balance de \$2,038,126.92 de dépenses ordinaires contrôlables.

Maintenant, M. le président, prenons l'exercice pour lequel le gouvernement Joly est responsable. En 1878-79 la dépense totale a été de \$2,817,821.50.

Les dépenses non contrôlables ont été comme suit :

Pour trafic sur le chemin de fer Q. M. & O., \$101,841. Intérêt sur la dette publique \$727,197. Travaux et édifices publics, à même le revenu, \$114,000, donnant un total de \$942,938.00, laissant un total de dépenses contrôlables de \$1,874,883.00

Comparons maintenant ces deux montants. En 1883-84, pour lequel ce gouvernement est responsable les dépenses contrôlables sont élevées à \$2,038,129.92, tandis qu'en 1878-79, sous l'honnête gouvernement de cet honnête homme, M. Joly, le montant des dépenses contrôlables n'a été seulement que de \$1,874,883.00, faisant une différence en faveur du cabinet libéral, de plus de \$163,129.92.

En réponse, les honorables députés de la droite diront sans doute que la population augmente d'année en année, que conséquemment les dépenses doivent s'accroître. A ceci je réponds qu'il n'est pas vrai que la population va en augmentant, et je suis prêt à donner une preuve indéniable et des plus certaines à l'appui de mon assertion. Prenons les statistiques municipales préparées avec soin par un officier du gouvernement et qu'y voyons-nous ?

Cet employé payé par le gouvernement, dit dans son rapport pour la même année :

“ J’ai déjà attiré votre attention sur les grandes différences qui existent, quant à ce qui regarde la population, entre les chiffres contenus dans les rapports municipaux et ceux du recensement fait par le gouvernement fédéral en 1881.

“ Depuis cette année, j’ai consacré une attention toute spéciale à la recherche des causes de ces différences, et la correspondance que j’ai eue avec les secrétaires trésoriers sur ce sujet, démontre clairement que leurs chiffres donnant le nombre de la population sont exacts. La différence entre ces chiffres et ceux du recensement provient de la différence du système suivi en faisant le dénombrement. Le recensement donne la population *de jure*, celle qui est considérée avoir son domicile dans la province, tandis que les rapports municipaux donnent la population *de facto* c’est-à-dire le nombre de personnes *demeurant* actuellement dans le pays.

“ Ainsi, dans le cas d’une famille, dont trois ou quatre membres sont aux Etats-Unis, le recensement fait par le gouvernement fédéral donne le nombre complet de la famille, tandis que le recensement municipal donne seulement celui des membres de la famille qui demeurent actuellement dans le pays.

“ Il est facile de comprendre que dans des localités d’où il y a une émigration considérable et malheureusement il n’y en a que trop, de celles-là, des différences comme celles que j’ai signalées doivent être grandes.

“ De plus l’explication que j’en ai donnée est corroborée par plusieurs secrétaires-trésoriers qui ont agi comme énumérateurs pour le gouvernement fédéral quand le recensement de 1881 a été fait.

“ Dans l’ensemble ces statistiques sont aussi exactes que des statistiques officielles peuvent être et on peut se fier aux renseignements qu’elles contiennent.

“ D’après les rapports qui ont été envoyés, il paraît que la valeur des propriétés immobilières taxables a diminué de \$2,203,412 ou 1,13 par cent, c’est-à-dire qu’elle a diminué de \$197,230,170 en 1882, à \$195,026,758 en 1883. Cette diminution peut probablement être attribuée à l’émigration. La valeur des immeubles, comme les autres choses, est réglée par la loi de l’offre et de la demande, de manière que dès qu’un

certain nombre de propriétaires abandonnent leur terre et laissent le pays, il est évident que, l'offre étant plus forte que la demande, la valeur de la propriété doit diminuer.

" Le nombre d'acres de terres arables a aussi diminué de 34,468 acres ou 0,22 par cent, comparé à 1882. Cette diminution est apparemment due à l'abandon des terres de la couronne occupées par des colons. Dès qu'un colon s'établit sur un lot du gouvernement, ce lot peut être taxé et est généralement entré sur le rôle d'évaluation, mais quand il est abandonné par le colon, il revient ordinairement au gouvernement et, comme les terres de la couronne ne peuvent être taxées, il est biffé du rôle d'évaluation. La correspondance que j'ai eue avec les secrétaires-trésoriers montre que, dans certaines localités au moins, les obstacles dans la voie de l'occupation des terres du gouvernement et conséquemment de la concentration de la population dans les nouveaux établissements, a eu pour résultat de chasser les colons et de leur faire abandonner leurs terres. Ce résultat peut être aussi expliqué par les cancellations opérées par le département des terres de la couronne pour non-accomplissement des conditions imposées aux colons qui prennent des terres de la couronne."

M. le président, continuons la comparaison et voyons quels sont, en termes exacts les résultats financiers de l'exercice 1884-85, soit la dernière année pour laquelle les comptes sont clos et sont déposés devant la Chambre.

Suivant l'exposé budgétaire, pages 7 et 8, la dépense totale ordinaire, telle que donnée par l'honorable trésorier lui-même, a été pour l'exercice 1884-85, \$2,961,706.

Les dépenses non-contrôlables sont comme suit : Pour intérêt sur la dette publique, \$980,110.00 ; édifices publics, à même le revenu \$68,928.00 ; chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, \$20,549.00, faisant en tout, \$1,069,587.00 de dépenses non-contrôlables. Comme je l'ai démontré tout à l'heure, les mêmes dépenses sous l'administration du gouvernement Joly ne s'élevèrent seulement qu'à \$1,874,883.00, faisant une différence de \$18,336.00, en faveur des libéraux.

Mais nous devons aller plus loin, si nous volons avoir une idée exacte de cette comparaison. Par exemple, nous devons ajouter à cette somme de \$18,336 les \$42,971 provenant du fonds d'emprunt municipal, rien n'ayant été reçu de cette source pendant l'exercice 1878-79. Il y a aussi une somme de \$30,000 pour l'amortissement qui n'a pas été payée pendant 1884-85, faisant \$72,671.00

Maintenant, en étudiant le mouvement de la dette publique nous voyons que pendant l'année la somme de \$110,662.20 y a été ajoutée, pour laquelle somme il n'y a pas un montant correspondant d'actif.

Si la Chambre est assez bonne pour écouter encore quelques minutes mes remarques je vais donner la preuve de l'exactitude de mon assertion.

Dans l'exposé budgétaire page 12, nous trouvons que la dette publique était, en 1883-84, de \$20,995,349.89 et le total de l'actif était de \$12,290,580.51, de sorte que la dette nette due par la province, en 1883-84, était de \$8,704,768 31.

Dans l'exposé budgétaire qui nous a été fait il y a quelques jours par l'honorable trésorier, à la page 14, il nous donne, comme étant la dette publique pour l'exercice 1884-85, la somme de \$20,590,075.72, mais l'actif était de \$11,774,635.21, laissant une dette pour laquelle il n'y a pas d'actif, de \$8,815,430.51.

En 1883-84 le montant de la dette pour laquelle il n'y avait pas d'actif, était de \$8,704,768.31 et en 1884-85, il était de \$8,815,420.51, soit une différence de \$110,662.20, en faveur de l'exercice précédent.

Je crois, M. le président, que je traite cette question d'une manière impartiale et comme le ferait un marchand en préparant l'état annuel de ses opérations. De plus, je crois que j'ai droit de prétendre que cette somme de \$110,662.20 doit être considérée comme faisant partie du déficit.

Maintenant je vais faire un autre calcul qui va donner à la Chambre une idée exacte de l'état de nos finances.

Le montant déclaré être en banque le 30 juin dernier, était de \$265,481.56. Mais pour connaître la valeur réelle de ces dépôts, nous devons nous enquérir de quelques-unes des circonstances qui s'y rapportent. Par exemple, nous avons à déduire du montant déclaré être à la banque Jaques-Cartier, les \$100,000 payées à l'honorable M. Thomas McGreevy, sur l'autorité d'une lettre signée par le premier ministre M. Chapleau. L'enquête tenue, l'an dernier, devant le comité des comptes publics a démontré que jusqu'à présent la banque a de bonnes raisons de prétendre que le gouvernement lui doit cette somme. De plus, nous avons les \$60,000 prises dans la faillite de la banque d'Echange.

Je crois agir avec impartialité en disant que cette créance vaut \$30,000. Ces montants additionnés donnent \$130,000, ne laissant en

banque que la somme de \$135,481.56. Ces \$130,000 de perte réelle pour la province, ajoutées aux montants que j'ai mentionnés précédemment, donnent un total de \$331,669.20. Cela fait partie du déficit, mais ce n'est pas tout.

Le gouvernement a vendu \$150,000 de débetures pour le palais de justice de Québec, mais le montant payé à même cette vente n'a été que de \$89,777.15 : différence, \$60,222.95, qui doivent être ajoutées au déficit.

Nous avons aussi à ajouter le montant emprunté et non-remboursé, \$150,000.

Pour rendre la chose plus claire, je vais la produire sous la forme suivante :

Je prétends que le découvert de \$1884.85 se compose des montants suivants :

| | |
|--|--------------|
| Fonds d'emprunt municipal..... | \$ 42,671 00 |
| Amortissement non versé..... | 30,000 00 |
| Ajouté à la dette, sans un actif correspondant..... | 110,662 20 |
| Débetures du palais de justice de Québec, payé en moins que le montant reçu..... | 60,222 95 |
| Dépôt de la banque Jacques-Cartier, moins que le compte l'état officiel..... | 100,000 00 |
| Banque d'Echange..... | 30,000 00 |
| Montant emprunté et non remboursé..... | 150,000 00 |

Déficit total..... \$523,556.15

M. le président, depuis les élections générales, nous n'avons cessé d'accumuler déficits sur déficits et comme conséquence inévitable, nous avons augmenté notre dette d'une manière très alarmante.

Mais il serait intéressant pour la population de savoir où ont été quelques unes de ces sommes. Spencer Wood, entre autres, a absorbé un assez fort montant.

Pendant les cinq années du règne de l'honorable M. Robitaille, la province a payé \$66,631, ou une moyenne de \$13,726 par année, tandis que pour les trois années de l'honorable M. Letellier de St. Juste, la moyenne annuelle a été un peu moins de \$8,500.00, ou près de la moitié de la dépense faite sous son successeur conservateur.

Voilà l'une des manières au moyen desquelles les honorables députés

de la droite ont réussi à amasser des millions de déficits et à augmenter d'autant la dette de la province.

Dans son exposé budgétaire, l'honorable trésorier a dit qu'il savait bien que quelques uns ne seraient pas satisfaits de ce qu'il avait dit. Je crois que je puis assurer à l'honorable ministre que si nous différons d'opinion avec lui, ce n'est pas parce que nous sommes animés de l'esprit de partisanerie et que nous sommes décidés à le trouver quand même en faute, non si nous ne nous accordons pas avec lui, c'est simplement parce que nous sommes obligés de dire la vérité telle qu'elle nous apparaît. Nous serions très heureux de voir ses prédictions se réaliser, mais avant de rechercher la satisfaction que nous éprouverions de lui faire plaisir, nous avons un devoir à remplir quelque désagréable qu'il puisse être pour lui et pour nous.

M. le président, d'après la revue sommaire que j'ai faite des actes de la Législature qui touche à sa fin, dans le cours de laquelle trois gouvernements conservateurs ont eu la responsabilité d'administrer les affaires de la province, je crois être justifiable de dire que le cabinet Ross n'est ni plus mauvais ni meilleur que ceux qui l'ont précédé. La malheureuse affaire Gale montre que nous ne sommes pas tout-à-fait sortis de l'ère des scandales. De même aussi que le découvert dans les comptes du dernier exercice prouve que nous n'en avons pas fini avec les déficits.

L'honorable trésorier dit dans son exposé budgétaire, que la dépression commerciale nous a touchés légèrement. Comment M. le président, je puis assurer à l'honorable ministre que la dépression est aussi mauvaise aujourd'hui qu'elle l'était en 1878-79.

Demandez-en des nouvelles aux cultivateurs et vous verrez qu'ils souffrent très cruellement de la dépression dont on parle comme une simple bagatelle. Peut-être que la population de nos villes ne la ressent pas aussi profondément que celles des districts ruraux, mais je sais comme un fait certain que le commerce et que toutes les diverses classes du peuple de nos campagnes ont ressenti très vivement les temps durs que nous traversons et que tous en souffrent encore à l'heure qu'il est.

L'honorable trésorier a fait allusion aux prochaines élections générales. Malgré la meilleure volonté du monde, je n'ai pas encore pu comprendre l'à-propos ou la convenance de cette allusion. A-t-il eu le désir de faire comprendre à ses partisans qu'ils devaient se préparer à recourir aux voies et moyens d'antan pour remporter les élections ? Il va de soi que je ne puis le dire, mais par le témoignage donné par M. Sénécal dans la

cause de Verchères, nous voyons ce qui a été fait pour triompher aux dernières élections. Par une connaissance personnel je connais ce que nous avons eu à combattre dans Lotbinière. Si nous n'avons pas de telles influences à combattre dans la prochaine campagne électorale, moi, pour un, n'ai pas le moindre doute sur le résultat.

M. le président, je ne veux pas retenir la Chambre plus longtemps, mais permettez-moi de résumer mes remarques comme suit :

Je demanderai au spectateur impartial, quel est le résultat des sept dernières années d'administration par le grand parti conservateur dans la province de Québec et dans tout le Canada ?

Ne sommes-nous pas justifiables de dire, M. le président, que les électeurs ont été trompés par de fausses promesses ? Suivant la parole des chefs de ce parti, nous étions pour avoir des années d'abondance et il va de soi, nous n'avions nullement à craindre la dépression.

L'émigration du Canada devait être arrêtée. Pour ce qui concerne les finances, les retranchements et l'économie devaient être à l'ordre du jour.

Telles étaient, M. le président, les promesses faites par le parti conservateur.

Maintenant, que l'on considère ce qui est arrivé dans le cours de leur administration. Qu'avons-nous à l'heure qu'il est ? des temps durs et de dépression au lieu de l'abondante prospérité promise. L'immigration, bien loin d'être arrêtée, est plus considérable que jamais dans cette province. Au lieu des retranchements dans les finances, nous avons des gaspillages et des extravagances dans toutes les branches du service public. Au lieu d'un peuple prospère et heureux, nous avons eu une rébellion dans le Nord-Ouest, où beaucoup de sang et d'argent ont été perdus. Nos volontaires ont bravement fait face à la mort par amour pour leur pays et heureusement, la paix a pu être rétablie. Mais est-ce qu'on peut nier que la rébellion ait été causée par l'incapacité et les fautes nombreuses du gouvernement fédéral, jointes à la rapacité notoire de ses partisans.

Maintenant nous avons la Nouvelle-Ecosse qui est mécontente, et nous voyons que le 5 de mai courant, des résolutions ont été proposées en vue de demander la séparation de cette province de la confédération.

Et quand, M. le président, nous mentionnons ces choses, les hono-

rables députés de la droite nous répondent que nous discréditons le pays. Non, monsieur, ce n'est pas ce que nous faisons. Le pays est bon, mais nous prétendons que le gouvernement est mauvais. Ce que nous désirons avoir comme réponse, ce sont des preuves que nos accusations ne sont pas fondées.

N'est-il pas vrai, M. le président que les spéculations que j'ai mentionnées ont eu lieu ? N'est-il pas vrai que l'affaire Gale a fait éprouver une perte à la province d'au moins \$40,000 ? N'est-il pas vrai qu'il y a un déficit et un déficit considérable ? N'est-il pas vrai qu'une somme aussi forte que celle mentionnée ne se trouve plus dans notre actif ? Je prétends que tous ces faits sont indéniables. Avec un tel bilan, je ne vois pas pourquoi le gouvernement échapperait au châtement que la province doit lui infliger.

Pour ma part présumant que je me fais l'écho des sentiments populaires, je donnerai mon vote en faveur de l'amendement de l'honorable député de Québec-est.

L'honorable M. Robertson—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—M. le président, en très peu de mots, je désire répondre aux critiques qui ont été faites sur l'exposé financier que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre.

En premier lieu l'honorable député de Québec-est a mis ses vues sous forme d'un amendement. Il prétend que nous n'avons pas rétabli l'équilibre et qu'au contraire il y a un déficit. Mon discours et les chiffres sont devant la députation et chacun peut juger par lui-même. Malgré l'assertion contraire, je maintiens que nos opérations financières pour 1884-85 se sont soldées par un surplus. Ceci est incontestable. Pour arriver à un semblant de preuve du contraire, on a mêlé systématiquement les dépenses ordinaires avec les déboursés extraordinaires. Avec ce système on peut fabriquer des déficits tant que l'on veut, mais ce n'est pas la vérité sur la situation.

Dans son amendement, l'honorable député de Québec-est parle aussi de la malheureuse affaire Gale. Il me semble que la courtoisie la plus élémentaire aurait dû l'engager à ne pas parler de cette question, tant que l'enquête qui se poursuit n'aurait pas été terminée. Si l'honorable commissaire des terres est coupable, qu'on le blâme, ou si non, qu'on se taise.

On dit aussi que l'emprunt de 1882 et 1883 a été employé pour des fins autres que celles pour lesquelles il a été fait. J'ai ici un état des

sommes qui ont été payées à mêmes les ressources de cet emprunt et je suis prêt à le mettre devant la Chambre quand on le voudra. Je puis dire qu'il n'y a pas un sou qui a été détourné comme on l'affirme sans aucune preuve, et que la balance non payée est en banque au crédit de la province.

J'ai aussi fait préparé un état de l'emploi de chaque emprunt temporaire. Si on veut bien se renseigner avant de formuler des accusations, j'ai toutes les pièces en mains pour éclairer parfaitement la position financière de la province.

On critique aussi l'opération que nous avons faite au sujet des débentures pour le palais de justice de Québec. Voici ce qui en est. Le gouvernement avait à placer la partie payée du prix de vente de la voie ferrée. Comme nous ne pouvions pas trouver des placements à plus de trois et demie ou quatre par cent d'intérêt nous avons cru dans l'avantage de la province devoir prendre pour \$150,000 de ces débentures qui portent 5 par cent d'intérêt. Voilà pourquoi le gouvernement a agi comme il l'a fait. Je voudrais pouvoir parler plus longtemps, mais on comprend que, dans l'état de santé où je me trouve, la fatigue m'en empêche. Toutefois, si je le puis, je reviendrai plus tard sur ce sujet.

M. Cameron.—*député de Huntingdon.*—M. le président, j'ai remarqué avec plaisir qu'une bonne partie de ce débat a été faite en anglais et pour cela, on doit en remercier les députés français, car par là, ils ont montré beaucoup de courtoisie envers leurs collègues de la minorité anglaise.

J'ai été surpris de voir que l'honorable député de Montréal-centre a parlé du jeune Carbray qui, paraît-il, sollicite une situation du gouvernement d'Ottawa ; je ne vois pas l'à propos de traiter cette affaire dans un débat sur le budget provincial. Je ne crois pas que ce soit une disgrâce pour un jeune homme de chercher à s'établir, car tous les enfants n'ont pas des pères millionnaires.

M. le président, j'ai écouté avec attention les remarques de l'honorable député de Mégantic. Beaucoup de ces remarques ne s'appliquent pas à la question financière. J'ai lu avec soin l'exposé de l'honorable trésorier et j'avoue que l'impression générale qui m'en est restée, c'est que c'étaient les paroles d'un homme qui voulait dire la vérité. Une conviction encore hésitante il est vrai, a commencé à germer dans mon esprit. Mais quand j'ai vu d'autres hommes aussi honnêtes que l'honorable trésorier, dire qu'il y avait un découvert considérable, j'ai eu des

hésitations encore plus fortes de croire aux paroles du trésorier. Je crois que l'honorable député de Montréal-centre a dit que le déficit était de \$581,000.

L'honorable député de Québec-est, de \$732,000 et l'honorable député de Mégantic, a pris un moyen terme et il a dit \$630,000 ou \$400,000 ; il y en a pour tous les goûts. D'un autre côté, ceux qui ont défendu le gouvernement ont tous donné le même montant comme étant le surplus des opérations financières pour le dernier exercice, tandis que l'opposition a différé sur le montant du déficit. Dans ce chaos d'affirmations contradictoires, qui dit vrai ou qui dit faux ? De tous les discours oppositionnistes que nous avons entendus il se dégage un fait je crois, c'est que, tout en ne voulant pas défendre les autres cabinets, on a admis que le gouvernement actuel a fait des économies notables, qu'il a fait de son mieux pour diminuer la dépense au strict nécessaire. Maintenant jusqu'à quel point le gouvernement a-t-il réussi, je ne puis le dire pour le moment. Peut-être n'a-t-il pas réussi autant qu'il le prétendu. Dans tous les cas, je ne crois pas devoir m'arrêter davantage sur ce point tant controversé, je le laisse donc aux experts en finance et j'aborde un autre sujet.

Dans l'amendement qui est devant nous, on demande à la Chambre de censurer le gouvernement pour la défalcation qui s'est produite dans le département des terres de la couronne.

M. le président, il peut se faire que je me trompe, mais jusqu'ici il m'a toujours semblé qu'un homme ne peut être condamné sans être entendu. De même aussi j'ai toujours cru de simple justice que quand un homme avait son procès devant une cour inférieure, le tribunal supérieur ne doit pas se prononcer avant que le tribunal qui instruisait l'affaire eut rendu son jugement. Dans ce cas-ci, la Chambre a renvoyé la question à un comité, avec instruction de s'enquérir de toutes les circonstances de cette malheureuse affaire. Et voici que, avant qu'un seul témoin ait été entendu, avant qu'aucun rapport ne nous ait été fait, on nous demande de condamner celui que l'on désigne comme l'accusé. Je déclare que je ne puis voter une telle proposition. Et quand bien même je n'aurais que cette raison je ne pourrais me rallier à l'amendement de l'honorable député de Québec-est.

L'honorable M. Mercier.—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, j'étais à Montréal quand l'honorable député de Huntingdon a prononcé son discours sur les propositions concernant l'exécution de

Louis Riel. Le lendemain j'ai lu avec étonnement le discours de l'honorable député publié dans la *Gazette* de Montréal, précédé de l'entête suivant : "*A liberal converted, Dr. Cameron, M. P. P. tells the truth about Mr. Mercier. He opposes the Riel motion, and declines to act the mouton for Mr. Mercier. Plain talk to the opposition leader.*"

Quand j'ai vu cela je ne savais ce que cela pouvait dire. En effet, cet honorable député avait toujours agi loyalement envers moi. J'ai cru que c'était la difficulté Owens, sténographe, qui avait pu inspirer cet entête ronflant mais non-véridique. J'ai toujours cru que l'honorable député pouvait différer avec moi sur la question Riel, mais qu'il serait avec ses amis politiques comme par le passé. Mais d'après ce qui vient de se passer, il n'y a pas de doute que le député de Huntingdon a décidé d'aller dans l'autre camp. Pourquoi ! il ne nous l'a pas dit. Serait-ce pour l'affaire Riel ? Je ne puis le croire. Avant de rien décider relativement à l'attitude que l'opposition devait prendre sur cette question, j'ai demandé à mes amis de venir assister à un *caucus* qui a été régulièrement convoqué. J'ai donné les explications que je croyais devoir donner dans les circonstances, et je n'ai pas dissimulé à mes amis quelle serait ma position.

J'ai dit aussi à mes amis les Anglais qu'ils étaient libres de faire ce qu'ils voudraient ; que si une proposition blâmant l'exécution de Louis Riel n'était pas faite par un conservateur, elle serait faite par un député libéral. La position fut donc clairement définie.

Après cela, l'honorable député de Huntingdon ne jugea pas à propos de se séparer de nous.

M. Cameron,—*député de Huntingdon*.—Jamais je n'ai donné mon opinion.

L'honorable **M. Mercer**.—Je dis, M. le président, que j'ai donné des explications complètes et qu'alors les députés anglais me dirent que j'étais justifiable de prendre cette attitude et pas un mot de blâme n'a été prononcé par l'honorable député de Huntingdon.

A cette époque il était parfaitement connu que j'avais fait des discours en diverses circonstances blâmant l'exécution de Louis Riel. Il était connu que j'amènerais l'affaire devant cette Chambre. Le député de Huntingdon ne m'a pas dit en aucune circonstance qu'il changerait de parti pour cela. Maintenant, dans la *Gazette* on dit qu'il va voter contre moi parce que j'ai voulu faire un programme politique avec l'exé-

cution de Riel. Je donne ces explications afin que l'on sache quelle est notre position.

M. le président, nous ne discutons pas en ce moment la question Riel. Nous sommes appelés à nous prononcer sur l'administration des finances de la province. L'honorable député nous a dit que ce gouvernement n'est pas aussi mauvais qu'il était l'année dernière. Pourtant rien n'est changé.

A la dernière session le député de Huntingdon a condamné comme nous et avec nous la politique néfaste de ce gouvernement. Alors ce gouvernement était mauvais. Il a voté avec nous sur chaque proposition de censure et il a même parlé contre le cabinet.

Maintenant, il approuve ce même gouvernement et cette même politique. Et cela, je suppose, parce que Riel est mort. Le député de Huntingdon est libre et il peut donner son opinion comme il l'entend. Mais la conclusion à laquelle on est forcé d'arriver, c'est que si Riel n'était pas mort, il serait encore avec nous, et qu'à ses yeux ce gouvernement serait aussi mauvais que l'année dernière. Que l'on dise ce que l'on voudra, j'appelle cela agir par préjugé. Je ne puis donner un autre nom à ce motif.

Mais il y a une autre raison : Le journal *The Gleaner*, publié dans la division électorale de l'honorable député, a dit depuis cinq ou six mois que la population anglaise dans notre province était maltraitée. Que chaque fois que les Français pouvaient écraser les Anglais, on ne manquait pas de le faire. On a même dit dans certains quartiers, que nous voulions chasser les Anglais, que nous étions sous le contrôle absolu du clergé et que nous ne pouvions gouverner un peuple civilisé. Il peut se faire que des Anglais aient cette opinion de nous autres, Canadiens-français. Mais avant d'aller plus loin, je demanderai aux Anglais quel est le pays où la minorité est mieux traitée qu'elle ne l'est dans la province de Québec. Cette Chambre est composée de soixante-cinq députés et sur ce nombre, nous sommes cinquante-deux députés canadiens-français. Cependant nous parlons leur langue. Nous sommes toujours loyaux envers eux. Est-ce que nous avons jamais essayé d'attenter aux droits légitimes des Anglais ? Non. S'il y a un parti qui, plus que l'autre, a bien traité les Anglais, c'est bien le parti libéral. Pourquoi donc sommes-nous accusés d'étroitesse de vues ?

Voyez les Anglais, quelque peu nombreux qu'ils soient, au milieu des groupes français ; ne sont-ils pas respectés ? A Saint-Hyacinthe, il n'y

a pas vingt-cinq familles anglaises et dans le conseil municipal il y a deux conseillers anglais. Et ici ne voyons-nous pas des députés anglais qui représentent des comtés français. Après cela, je dis que c'est une honte de dire que les Anglais sont maltraités dans notre province.

Prenez la province d'Ontario où il y a environ le même nombre de Canadiens-français qu'il y a d'Anglais ici, nos compatriotes de là-bas ont-ils autant de députés que les Anglais en ont ici ?

Est-ce que dans la Législature d'Ontario on a l'usage des deux langues comme ici ? Nos compatriotes sont-ils traités là comme nous traitons ici les Anglais ?

Dans nos départements, on voit un grand nombre d'employés anglais. Est-ce que nous nous plaignons de cela ? Non, M. le président.

Est-ce que nous nous plaignons que ces employés anglais ont des salaires plus élevés que les employés français ? Non. Les meilleures situations sont aux Anglais. Nous plaignons-nous ? Non, encore une fois.

Dans cette Chambre, est-ce que nous demandons qu'on traduise en français les questions quand on nous les pose en Anglais. Non, car nous comprenons qu'il faut s'entendre, et que pour cela, nous devons chacun y mettre du sien.

Pourquoi alors nous condamner à raison de l'attitude que nous avons cru devoir prendre sur la question Riel ? Nous avons le droit de nous plaindre comme la province d'Ontario s'est plainte de ce que le gouvernement fédéral de l'époque, n'a pas puni les meurtriers de Thomas Scott ? Pourquoi nous blâmer tant, nous, quand on n'a pas parlé de l'honorable M. Blake lorsqu'il a demandé dans la Législature de la province d'Ontario que les meurtriers de son compatriote Scott fussent traduits devant les tribunaux et punis suivant la rigueur des lois ? Pourquoi me condamner à cause de ma conduite sur cette question Riel, quand cette conduite est la même que celle adoptée par l'honorable M. Blake, le chef du parti libéral dans le Canada. Lui n'a pas agi par préjugé. Et comment dans ces circonstances le député de Huntingdon peut-il dire que je ne veux pas rendre justice égale à toutes les races ? Comment peut-il dire que mon programme à l'avenir sera : " Quebec for Frenchmen is to be the watchword from this time forward," et que " Englishmen are no longer to be considered an integral part of this province."

M. le président, c'est mon devoir de dire que rien dans ma conduite n'a pu justifier ces paroles. J'occupe la même position que l'honorable M. Blake, et il n'est pas juste de dire que nous maltraitons les Anglais.

C'est la gloire des libéraux de ne pas avoir de préjugé. Nous n'avons jamais refusé justice égal à n'importe quel homme quelque soit sa nationalité ou ses croyances religieuses. Quand il y aura une nationalité maltraitée, on peut être certain qu'elle sera défendue par les libéraux.

M. le président, je suis fier d'être Canadien-français, mais pour cela, je n'en ai pas moins des égards pour les autres races qui habitent ce pays. Je veux les traiter comme je veux qu'elles me traite.

Je ne suis pas le maître des sympathies des honorables membres de l'opposition ni ici ni en dehors de cette enceinte. Mes amis peuvent me laisser ou rester avec moi, ils sont parfaitement libres. Mes amis sont les maîtres ; je suis leur serviteur. Mais en devenant chef de mon parti, je n'ai pas abdiqué mes opinions ni mes convictions. J'irai dans la vie privée plutôt que d'abandonner les opinions honnêtes qui animent ma conduite politique.

Mais dans le cas de l'honorable député de Huntingdon, qu'on n'aille pas accepter au pied de la lettre la raison donnée. Ce n'est pas la raison vraie. Il y en a d'autres et elles ne peuvent pas être bonnes.

J'espère que ces explications seront considérées comme satisfaisantes par les gens bien pensants et qu'elles seront acceptées comme une réponse aux remarques rapportées comme ayant été faites par l'honorable député de Huntingdon.

A la dernière session, il nous a demandé justice à propos d'un projet de loi d'intérêt local au sujet duquel il était maltraité par la majorité. Dans cette occasion je croyais qu'il était maltraité par l'autre côté de la Chambre. Quelques uns de mes amis ont déjà souffert de l'attitude que je les ai engagés de prendre dans cette circonstance.

Quoiqu'il en soit nous avons fait notre devoir et nous le ferons encore si l'occasion se présente.

Cette séparation m'est pénible comme elle l'est pour nos amis, car tous nous le considérons comme un homme loyal à ses amis et à son parti. Sans doute qu'il nous a abandonnés, et ce n'est pas le premier qui ait laissé nos rangs. Je vois l'honorable solliciteur général sourire. Je comprends le plaisir qu'éprouve ce ministre de voir la conduite du député de Huntingdon, car cette conduite est tenue par un honnête

homme. Mais beaucoup de ceux qui sourient à nos défections, resteront dans l'ombre aux prochaines élections.

Le député de Huntingdon qui nous a abandonnés—car il nous a bel et bien abandonnés—ne trouvera pas de l'autre côté de la Chambre la même courtoisie que nous lui avons toujours manifestée.

M. le président, c'est tout ce que j'ai à dire pour le moment. L'honorable député de Huntingdon est satisfait de la politique du gouvernement : il croit que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Malgré cela, il doit savoir que la position n'a pas changé depuis l'année dernière. Il y a encore des déficits comme par le passé. La dette publique est encore la même, et elle va en augmentant d'année en année. Le gaspillage des deniers publics n'est pas arrêté. Au contraire, nous avons tous les jours de nouvelles preuves que le gouvernement, sous ce rapport, est aussi coupable que ceux qui l'ont précédé et que ce député nous a aidé à renverser. Je ne sais si l'exposé fait par l'un de nos employés cette après-midi et qui a été mis devant la Chambre, est de nature à rassurer le député de Huntingdon et à lui faire croire que les affaires de la province sont honnêtement administrées. Je suppose que le député de Huntingdon approuve le vol des \$15,000 par M. Dansereau, car comment qualifier autrement cette transaction scandaleuse. Et quand on voit le procureur général ne pas faire arrêter ce criminel, on peut par là juger du caractère de ce gouvernement auquel le représentant de Huntingdon donne maintenant son appui. Est-ce avec cela que l'on peut dire que la position est changée. Pour ma part je ne vois pas pourquoi l'honorable député serait justifiable d'abandonner son parti.

M. le président, bien que je regrette la sortie de nos rangs d'un député qui était mon ami, je suis néanmoins certain de n'avoir rien fait pour justifier sa conduite envers moi. Avant d'agir comme il l'a fait, il n'a pas jugé à propos de me donner des explications. Il a parlé ici sans un mot d'explications sur sa nouvelle attitude vis-à-vis de son parti. Je puis lui assurer que ce n'est pas la manière qu'un chef canadien-français traite ses amis.

Je demande pardon à la Chambre d'avoir parlé si longtemps, et j'espère qu'on comprendra la nécessité où j'étais de prendre la parole afin de définir la position que nous occupons.

M. Cameron,—*député de Huntingdon*.—M. le président, je sollicite votre permission et celle de la Chambre, pour donner un mot de réponse au discours de l'honorable chef de l'opposition.

Une partie de ses remarques s'adresse au rédacteur du *Gleaner* de Huntingdon. Je n'ai aucune raison de douter que ce journaliste puisse se défendre lui-même contre ces attaques. Je me contenterai donc de dire que le passé du rédacteur du *Gleaner* est meilleur que celui du chef de l'opposition.

Il s'est plaint de ce que je l'ai abandonné. Est-ce que je n'avais pas le droit de faire ce que je crois être le désir de mes commettants. Eux seuls jugeront ma conduite. Je nie au chef de l'opposition le droit de me juger ou de me critiquer.

Il a dit que ce gouvernement est le même que celui que j'ai combattu depuis le commencement de ce parlement, sous divers noms. Il a demandé comment je puis donner mon appui à des hommes que j'ai condamnés pour certains actes administratifs reprouvés. Ma réponse ne sera pas longue et je dirai à l'honorable chef de l'opposition que j'approuverai n'importe quelle irrégularité administrative plutôt que de suivre un homme qui veut bâtir un programme politique sur l'échafaud de Régina. On m'a reproché de ne pas avoir combattu la politique nouvelle de l'opposition quand elle a été soumise à un caucus des membres de ce parti. J'en appelle ici à l'honorable député de Montréal-centre à qui j'en ai parlé dans le temps. J'ai été au caucus, mais je défie qu'il prouve que ce soit de lui que j'ai dit un mot tendant à approuver la position que l'on se proposait de prendre.

Et c'est en face d'une conduite aussi honorable que le chef de l'opposition m'accuse de trahison ! Il me menace de me faire reléguer dans la vie privée. Je me rie de ses menaces, j'en appellerai à mes électeurs et on verra quel jugement ils rendront sur mon compte, et si je ne serai pas réélu.

Je ne veux pas m'étendre plus longuement sur une question que le chef de l'opposition n'avait pas d'affaire à amener maintenant devant cette Chambre. Quand le temps sera venu j'en appellerai à mes juges naturels, au comté de Huntingdon, et je défie le chef de l'opposition ou n'importe lequel de ses amis de m'y rencontrer et surtout d'y faire triompher leur cause contre moi.

M. Stephens — *député de Montréal-centre.* — M. le président, comme j'ai été interpellé par l'honorable député de Huntingdon, je demande la permission de donner des explications personnelles.

Je dirai avec la franchise qui caractérise tout ce que je dis, qu'il est vrai que l'honorable député m'a écrit qu'il était mécontent de la ligne

de conduite que semblait vouloir prendre dans le temps, l'opposition, et qui plus tard est devenu un fait accompli. Mais l'honorable député, en se séparant de nous à raison de l'affaire Riel, ne doit pas oublier que de l'autre côté de la Chambre, où il veut aller, il y a beaucoup de gens qui cherchent à radouber leur popularité avariée au moyen des planches de l'échafaud de Régina.

Quant à ce qui concerne les rapports entre les différents groupes nationaux qui composent la population de la province, je dois dire que je n'ai jamais rencontré des hommes qui ont montré autant de courtoisie pour la minorité que mes collègues canadiens-français.

L'honorable député de Huntingdon a paru vouloir donner à entendre que s'il avait assisté au caucus de l'opposition, ça été un peu contre son gré. Je dois faire ici une rectification. L'honorable député n'a pas été invité plus vivement que les autres . . .

M. Cameron—député de Huntingdon.—Pardon, j'y ai été entraîné presque malgré moi. C'est vous-même qui m'avez pris par le bras en m'engageant fortement à y assister, lorsque je vous disais que je ne voulais pas prendre part à cette réunion.

M. Stephens—député de Montréal-centre.—Alors, c'est bien la première fois que l'honorable député a fait le contraire de sa volonté. Je puis, même d'après ses propres paroles, réitérer mon assertion et maintenir qu'il n'y a pas été contre sa volonté. Je n'ai pas employé la moindre pression ni morale ni physique sur mon honorable ami pour l'amener à cette réunion. Il y est resté tout le temps et il a entendu comme nous tous l'exposé de la politique que l'opposition allait suivre. Il est parti volontairement quand il a jugé à propos de s'éloigner.

Je puis ajouter, sans vouloir le blesser en quoi que ce soit, qu'il a manqué de courtoisie, dans cette circonstance, en ne disant pas à cette réunion de ceux qu'il avait jusque là considérés comme ses amis politiques, qu'il allait abandonner son chef pour se rallier à ceux qu'il combattait. Pour moi, si je différais avec mon chef je me ferais un devoir de le lui dire. Aussi je crois qu'il aurait dû communiquer ses vues à celui en qui il avait eu confiance.

Quant à moi, M. le président, j'ai fait comme je l'entendais et je n'ai pas peur de prendre la responsabilité de ma conduite, quoiqu'il arrive.

L'honorable M. Tullon—député de Montréal-est, procureur général.
—M. le président, il va de soi que, quant à ce qui s'est passé entre

l'honorable député de Huntingdon et le chef de l'opposition, nous n'en savons rien autrement que par leurs dires. Et dans ce cas, on n'exigera pas que nous croyions plus à la véracité de l'un ou de l'autre.

Mais ce qui s'est passé en Chambre nous pouvons tous l'apprécier. Je dis que l'honorable député de Huntingdon a pris ici une position tout à fait raisonnable et constitutionnelle. Il a pris l'amendement qui formule la pensée de l'opposition sur la politique administrative et financière du cabinet, et sans se prononcer sur les autres sujets énumérés dans cet amendement, il a parlé du malheureux incident Gale. Il a dit qu'au moment où l'affaire était à l'étude devant le comité des comptes publics, au moment où celui des ministres qui était le plus directement mis en cause n'avait pas encore eu l'avantage de se faire entendre sous serment il n'était pas juste de procéder d'une manière si peu équitable envers les accusés. Il a dit ce qui est vrai, que mon honorable collègue le commissaire des terres de la couronne n'avait jamais fui l'enquête ordonnée unanimement, et que suivant lui, dans ces circonstances, il ne fallait pas mettre un tel empressement à exprimer une opinion sur un fait soumis à l'étude d'un comité. Je crois que ce sont là des raisons très valables.

De plus on connaît les exigences particulières de la procédure qui est devant la Chambre. Ainsi si l'honorable député avait pu soumettre un deuxième amendement, il aurait pu dans ce cas formuler ses vues dans une proposition distincte. Mais on sait qu'il ne le peut pas, par conséquent s'il y a, quand ce ne serait qu'une seule ligne qu'il ne peut accepter dans l'amendement du député de Québec-est, il doit voter contre le tout sans pouvoir par une contre-proposition, mettre ses vues devant la Chambre. Certes on ne peut refuser de croire à la sincérité et à l'honorabilité de ses motifs dans les circonstances. Au moins, il me semble qu'on aurait dû avoir le souvenir qu'il a été leur ami fidèle et l'un de leurs plus importants partisans...

M. Gagnon.—*député de Kamouraska*.—Fidèle !... on pourrait en dire quelque chose....

L'honorable M. Tassier.—Comment ! va-t-on oublier déjà ses états de services....

M. le président, ce n'est pas aux libéraux à faire entendre ces récriminations à l'occasion d'un acte d'indépendance de l'un de leurs amis, eux qui nous reprochent sans cesse notre esprit de parti, qui nous accusent à tout instant, de servilité. Je commence à comprendre le motif

de l'apparente unanimité qui règne parmi les libéraux. S'il y a si peu de députés de la gauche qui abandonnent de ci de là leurs rangs, comme cela arrive chez nous, c'est parcequ'on tyrannise chez eux les partisans, c'est parce qu'on exerce une discipline de fer. Crois ou meurs. Suit nous, si non nous te couvrirons d'injures. Voilà la règle tyrannique que l'on applique avec une grande sévérité.

J'ai entendu l'honorable chef de l'opposition tirer ses comptes avec les Anglais. Il a dit que le traitement qu'ils ont reçu de la part de la majorité canadienne-française était loin de justifier la moindre plainte de leur part. En regard de cette déclaration, qu'on me permette de rappeler le discours que le chef de l'opposition a fait à Toronto. Dans cette occasion, n'a-t-il pas laissé entendre que les protestants devaient marcher avec les libéraux parce qu'ils n'étaient pas bien traités avec les conservateurs ? Cependant, le chef de l'opposition ne vient-il pas de dire que les Anglais ont plus que leur part de patronage dans cette province. Pour dire cela a-t-il donc oublié que c'est le parti conservateur qui a été au pouvoir presque sans interruption depuis 1867. Alors pourquoi allait-il dire, il y a quelques mois, dans la province d'Ontario, que les protestants étaient maltraités par les conservateurs ?

A Montréal, le même chef de l'opposition n'a-t-il pas dit que les libéraux devaient être les alliés naturels des Anglais . . .

Que signifie donc ce langage contradictoire si non que l'on cherche par ces fausses accusations contre le parti conservateur, à couvrir le fait que l'on n'a pas de programme arrêté, si ce n'est celui de faire appel aux préjugés de races et de nationalités. Ce n'est pas la première fois. Il y a longtemps que l'on fait ce jeu-là.

M. le président, il est de mon devoir de protester énergiquement contre une assertion qui a été faite tout à l'heure. L'honorable chef de l'opposition a dit à l'honorable député de Huntingdon qu'il ne trouverait pas ici, à droite, la même courtoisie que du côté de la gauche. C'est de la forfanterie pure et simple, et ce qui vient de se passer en est la preuve. Sous ce rapport, Dieu merci, nous n'avons pas d'exemples à suivre. Nos amis n'ont jamais eu à subir des avalanches d'injures quand ils ont jugé à propos de différer d'opinion avec nous.

Le chef de l'opposition a parlé de ceux qui ont changé de parti. Est-ce qu'il se prétend le seul compétent en fait de changements de parti. Qu'on n'oublie donc pas les faits.

Nous avons eu des détails assez intéressants sur ce qui s'est passé au caucus de l'opposition au sujet de l'affaire Riel. Dans ce conciliabule de la quintessence des patriotes il fut entendu que ceux qui voteraient contre Riel ne seraient pas considérés comme des *pendards*, selon la courtoise expression de nos adversaires, et que ceux qui ne voteraient pas du tout—il fallait prévoir ce cas-là—seraient toujours admis au cénacle comme des purs.

Le parti libéral a encore l'audace de parler de trahison dans cette enceinte, lui qui n'est arrivé au pouvoir et ne s'y est maintenu que grâce à la trahison de deux députés élus grâce à l'appui des conservateurs. On n'a pas oublié le triste et honteux spectacle que vous nous avez donné alors. (Bruit du côté de l'opposition.)

Est-ce qu'on prétendra maintenant que je n'ai pas le droit de répondre aux allusions qu'on a faites à mon collègue le solliciteur général.

M. le président, l'opposition a une singulière manière de traiter ceux qui ne veulent pas la suivre quand même. Si ceux qui sont contre l'exécution de Riel pouvaient se joindre aux libéraux pour entraîner cette Chambre dans une voie étrangère à sa juridiction, ne pense-t-on pas que ceux parmi les libéraux qui approuvaient cette exécution ou qui désapprouvaient la procédure faite devant un tribunal incompétent, pouvaient eux laisser les libéraux pour dire leur opinion, comme des conservateurs l'ont fait, sans être injuriés par nous.

Je n'en dirai pas davantage car je crois que la Chambre est suffisamment édifiée sur cet incident.

M. Poupore—Député de Pontiac.—M. le président, je ne puis m'empêcher de dire un mot sur ce qui vient de se passer dans cette enceinte.

Suivant un profond penseur, un honnête homme est l'œuvre la plus noble de Dieu. Aussi nous devons toujours traiter un honnête homme avec le plus profond respect. Par là, jugez, M. le président, l'intensité du regret que j'ai éprouvé de la manière avec laquelle l'honorable chef de l'opposition a traité son ancien ami, le député de Huntingdon.

Personne n'a pu s'empêcher d'admirer le langage indépendant, ferme et honnête que l'honorable député de Huntingdon a tenu ce soir. Il trouve que, dans l'ensemble les affaires de la province ont été bien administrées par le gouvernement pendant le dernier exercice. De plus, il voit que dans l'amendement du député de Québec-est on veut censurer un ministre avant de lui avoir donné la chance d'être entendu et

cet acte de révoltante injustice lui répugne tellement qu'il ne peut consentir à s'en rendre coupable. Une conduite comme celle là m'inspire de la confiance dans l'honorable député de Huntingdon.

Le comité des comptes publics a été chargé de faire une enquête sur l'affaire de la malheureuse défalcation Gale. Est-ce accorder à l'accusé le *fair-play* anglais que de le censurer avant que cette enquête ait été faite ? Je ne puis le croire, de même que je ne m'explique pas comment on ait oublié les règles des convenances à ce point de condamner un ministre avant de l'entendre. Ceci ne se fait pas pour le plus grand criminel.

On a parlé du traitement accordé à la minorité anglaise dans cette province. Je ne veux pas m'étendre longuement sur ce sujet qui comporte néanmoins de nombreux développements. Je me contenterai de dire que si les Anglais et les protestants généralement ont été bien traités, nous le devons aux conservateurs. Si, comme l'honorable chef de l'opposition l'a dit, il y a beaucoup d'employés dans le service public, n'est-ce pas que c'est dû au parti conservateur, puisque c'est ce parti qui ayant presque continuellement été au pouvoir depuis 1867, a nommé ces employés aux postes qu'ils occupent dans le service civil.

La proposition de M. Shehyn est mise aux voix :

Ont voté pour : —MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laliberté, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Whyte.—13.

Ont voté contre : —MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Cameron, Carbray, Caron, Casavant, Deschênes, Desjardins, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—38.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Les crédits suivants sont votés :

Article 8.—Greffier en loi : Traitement de ce bureau, \$3,100.00

Article 9.—Dépenses contingentes, y compris un commis pour la session \$550.00.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du lundi, le 17 mai 1886.

SOMMAIRE :—Délibérations sur des projets de loi.—Interpellations et réponses.
—Propositions de l'honorable M. Mercier, concernant l'organisation d'une compagnie pour l'exploitation des pêcheries de la côte nord : MM. Mercier et Lynch.—Proposition de l'honorable M. Mercier, concernant les montants payés depuis le 30 juin 1885 pour réclamations appartenant à l'exercice terminé ce jour-là : MM. Mercier et Taillon.—Proposition de M. Desjardins demandant un état comparatif des recettes et dépenses depuis 1878-79 jusqu'à 1884-85, inclusivement, et de l'actif et du passif pour la même période.—Amendement de l'honorable M. Mercier pour substituer les mots " depuis la confédération " au lieu de 1878-79. Amendement rejeté.—Amendement de l'honorable M. Marchand pour substituer 1877-78 à 1878-79 : MM. Desjardins, Marchand, Mercier, Gagnon et Taillon.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, demandant que le travail de M. Louis Giard, sur les érections civiles des municipalités scolaires, soit déposé sur le bureau de la Chambre : MM. Faucher de Saint-Maurice. Proposition retirée.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice sur les manuscrits originaux déposés à la société historique de Québec, par feu M. George Faribault : MM. Faucher de Saint-Maurice, Blanchet et Marchand.—Proposition de M. Bernatchez, concernant le dossier de la plainte de Godefroy Talbot contre le registraire de Montmagny, M. Lavergne : MM. Bernatchez, Marcotte, Taillon et Gagnon.—Proposition de M. Bernatchez concernant le *nolle prosequi* produit en 1882, à Montmagny, dans la cause de La Reine contre Lépine, pour vol de bulletins à l'élection de 1881 : MM. Bernatchez, Picard, Boyer, Taillon, Gagnon, Mercier, Marcotte, Flynn et Blanchet.—Proposition de M. Shehyn, concernant le paiement de la balance due par la compagnie du chemin de fer du Nord et des versements dus par le Pacifique : M. Shehyn.—Proposition de M. Martin, concernant l'établissement d'une manufacture d'empois dans le comté de Bonaventure : MM. Martin, Boyer et Flynn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Le trésorier dépose sur le bureau de la Chambre un état concernant le fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada.

Le projet de loi pour constituer l'association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la cité de Québec, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Giguard.—*député de Drummond et Arthabaska*.—Le shérif du district d'Arthabaska, M. Quesnel, (ou le gouvernement), a-t-il payé

les réclamations de A. Robida, boulanger, Pierre Lasanté et autres, contre le gouvernement, pour pains, provisions, etc. ; lesquelles réclamations datent depuis 1882 ?

L'honorable M. **Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général.*—Certaines réclamations sont restées en souffrance, ce qui paraît être dû à des difficultés entre le shérif et son député. Des poursuites judiciaires ayant été prises en recouvrement de ces réclamations, le gouvernement n'a pas cru devoir intervenir, tant qu'un jugement final ne serait pas rendu dans la cause de Béland (basée sur une de ces réclamations) qui a été portée en cour de révision et en cour d'appel. Le jugement de la cour d'appel a été prononcé le 5 février 1886. Depuis le gouvernement s'est mis en communication avec M. Quesnel et a maintenant la promesse que les sommes dues seront payées bientôt.

M. **Chouard**.—Le gouvernement a-t-il reçu une pétition de Horace Gagnon et autres habitants de Kingsey, demandant un octroi pour terminer ou réparer un chemin dans leur municipalité ? Si oui, se propose-t-il d'accorder l'octroi demandé ?

L'honorable M. **Taillon**.—Oui, le gouvernement a reçu cette pétition et elle est sous considération.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de St-Hyacinthe.*—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans les subsides, une somme d'argent pour aider à l'établissement d'une féculerie dans le comté de Bonaventure ? Si oui, quelle somme se propose-t-il d'affecter à cet objet ; si, non, pourquoi ne le fait-il pas ?

L'honorable M. **Taillon**.—La question est sous considération.

M. **Girouard**.—Le gouvernement a-t-il loué, à partir de St. Raymond, jusqu'à la rivière McQuick, sur le parcours de la ligne du chemin de fer du Lac St. Jean, certains terrains, lacs et rivières ; Si oui, quelle quantité ou étendue, à qui et à quelles conditions, et pour quel terme ?

L'honorable M. **Lynch**.—Les lacs et rivières actuellement sous bail, depuis St. Raymond jusqu'à la rivière McQuick et au-delà, le long de la ligne du chemin de fer de Québec au Lac St. Jean, sont les suivants :

1. Lac Bellevue sur la ligne de division des cantons Bois Lasalle,

comté de Portneuf, sous bail en faveur de M. Thos. Beckett, marchand de Québec.

Date du bail..... 8 février 1886.

Date de l'expiration du bail..... 31 décembre 1889.

Conditions..... Rente annuelle de \$30.00.

2. Les lacs tributaires de la Rivière aux-Rognons, (c'est-à-dire Lac-aux-Rognons, Lac Long, Lac du Centre, Lac Caribou et quelques autres de peu d'importance), la rivière comprise, dans l'Ile du Lac Edouard, comté Champlain et Québec, sous bail en faveur du Stadacona Fish and Game Club, " de Québec.

Date du bail..... 29 avril 1886.

Date de l'expiration du bail..... 31 décembre 1889.

Conditions..... Rente annuelle de \$100.

3. Les lacs Long, des Iles et Vert, et quelques autres de moindre importance (sans nom), dans le comté de Champlain, sous bail en faveur du club de pêche et chasse " Les Laurentides, " de Québec.

Date du bail.... : 28 avril 1886.

Date de l'expiration du bail..... 31 décembre 1889.

Conditions..... Rente annuelle, \$100.00.

Le bail comprend aussi une profondeur de trois chaînes de toutes les terres non-concédées de la couronne bordant les dits lacs et rivières.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la cour de circuit, dans le comté de Kamouraska ?

L'honorable M. TAILLON.—Pas encore.

LE TRAVAIL DE LOUIS GIARD SUR LES MUNICIPALITÉS SCOLAIRES.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie du travail fait par M. Louis Giard, ancien secrétaire de l'instruction publique, officier de l'instruction publique en France, sur les érections civiles des municipalités scolaires et offert par lui, à titre gracieux, au département de l'instruction publique.

Il est rare, M. le président, qu'un officier du service civil fasse ainsi cadeau au gouvernement d'un travail qui lui a coûté trois ans de veilles et de recherches. Dans ce tableau, il a donné la date des incorpora-

tions des municipalités scolaires et la date des érections des municipalités. Ce travail a d'autant plus de mérite qu'il a été fait par un homme expérimenté. Depuis 34 ans, M. Louis Giard a fait les fonctions de secrétaire de l'instruction publique. Cet officier supérieur a toujours été un honneur pour le service civil et je suis heureux de faire l'éloge de ce gentilhomme devant l'Assemblée législative. Quant au travail mentionné dans ma proposition, il renseignera plus d'un député. Le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour le faire publier.

Sur l'avis de M. le président, cette proposition est retirée.

LES RÉCLAMATIONS DUES AU 30 JUIN 1885.

L'honorable M. *Mercier* — *député de St. Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin 1885, sur les réclamations existant à cette date, appartenant réellement à l'année financière terminée ce jour-là.

M. le président, je présume qu'il n'y a pas d'objection à l'adoption de cette proposition, afin qu'on sache quelle était la position financière au 30 juin dernier.

Je crois qu'un très mauvais système prévaut depuis quelques années, c'est celui de remettre à l'année suivante le paiement de certaines dépenses qui auraient dû être soldées dans l'exercice précédent. Ainsi, si j'en crois les courtiers à Québec, il y aurait des employés qui ont escompté des bons en subissant une perte de huit ou dix piastres. Cela se serait fait pour des montants considérables, lesquels auraient dû être payés dans le cours de l'année 1885. On voit que de cette manière, il n'est pas difficile de se fabriquer un surplus dans le but de jeter de la poudre aux yeux des électeurs.

Nous sommes rendus à la fin de l'exercice en cours et les comptes de l'année précédente doivent être tous clos définitivement. On pourra donc facilement me donner l'état que je demande.

L'honorable M. *Tailleur*.—*député de Montréal-est, procureur général*.—Je pousserai un peu plus loin la curiosité. L'honorable chef de l'opposition, soupçonneux comme toujours, désire savoir où on en était au 30 juin 1885. Nous allons avoir davantage ce qui ne pourra manquer de lui faire plaisir, et je vais proposer en amendement, que les mots suivants soient ajoutés à sa proposition : aussi un état détaillé de tous

les montants payés depuis le 30 juin 1884 au 30 juin 1885, sur réclamations antérieures à cette date et appartenant à l'année fiscale précédente.

L'honorable M. Mercier.—On ne peut, de notre côté, avoir aucune objection à cet amendement. Mais il faudra faire attention qu'il n'y ait pas de confusion quant aux années.

Les deux propositions sont adoptées.

M. Sheehy—*député de Quthbert*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Nord, au sujet de toutes négociations engagées par le gouvernement se rapportant au paiement de la balance due par cette compagnie et à tout contrat passé ou à proposer, changeant ou devant changer les termes de paiement de la balance due par la dite compagnie, et aussi tout contrat ou arrangement fait avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique au sujet des versements dus par cette compagnie.

M. le président, j'ai déjà eu occasion de faire des remarques de nature à faire comprendre pourquoi je fais cette proposition. Je crois qu'il est à propos que la Chambre sache à quoi s'en tenir sur la situation du gouvernement et de ceux qui ont acheté notre voie ferrée ; c'est pourquoi je demande ces renseignements.

Cette proposition est adoptée.

L'EXPLOITATION DES PÊCHERIES DE LA CÔTE NORD.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances avec E. P. Bender, écuyer, de Montmagny, se rattachant à l'organisation d'une compagnie pour l'exploitation des pêcheries de la côte nord.

M. le président, ce sont des documents que je considère comme très importants. On sait que les Américains, en gens pratiques, ont toujours attaché une grande importance à nos pêcheries sur la côte nord. Il paraît que des capitalistes de New-York auraient été prêts, à certaines conditions à être accordées par la province, à mettre une somme considérable dans l'exploitation de ces pêcheries. Il paraît qu'il était

facile de trouver des capitaux et la province aurait retiré des bénéfices considérable de cette entreprise.

De plus, sans me prononcer sur le mérite des propositions qui ont pu être faites, je crois que si on en fut venu à une entente, nous aurions eu le résultat suivant : ces braves gens de la côte nord auraient cessé de nous demander des secours, du moins aussi fréquemment. Cette compagnie aurait donné de l'ouvrage à ces gens qui y auraient trouvé leur compte et nous aussi.

Dans le dossier que je demande, il y a des documents très importants et j'espère, qu'on voudra bien nous les communiquer.

L'honorable M. Lynch—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, le gouvernement n'a pas d'objection à laisser adopter cette proposition.

En réponse aux observations qui viennent d'être faites, je dois dire que la proposition dans la forme qu'elle nous a été présentée, ne pouvait être acceptée. M. Bender a reconnu les obstacles qu'offrait la position dans laquelle se trouvait le gouvernement et depuis, il a fait une autre demande sous une autre forme.

Pour arriver à la solution d'une telle question, je crois que le gouvernement doit avoir l'appui des deux côtés de la Chambre.

Aussi j'espère qu'après l'étude nécessaire de cette question, si nous en arrivons à la décision de demander de nouveaux pouvoirs à la Chambre, elle ne nous les refusera pas.

La proposition est adoptée.

LES RECETTES ET LES DÉPENSES.

M. Desjardins.—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état comparatif des recettes et des dépenses de la province, pendant chaque exercice, depuis 1878-79 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement ; avec les détails des sommes reçues des diverses sources de revenu, et des dépenses encourues pour les différentes branches du service public ; les frais du service ordinaire et les dépenses imputables au capital devant être donnés séparément.

Aussi, un état comparatif, pour chaque exercice, depuis 1878-79 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement, du passif et de l'actif de

la province, de la dette nette de la province, de l'intérêt annuel de la dette nette de la province.

M. le président, j'ai souvent remarqué que dans les comptes publics du Canada il y a un tableau qui nous donne les dépenses de toutes les années depuis 1867. Ce tableau est d'une grande utilité comme moyen de renseignement sur la marche des finances publiques et pour les fins de la discussion. Aussi j'espère que l'honorable trésorier à l'avenir verra à faire préparer un tableau semblable pour ce qui concerne la province.

J'ai limité ma demande à la période qui s'étend de 1878 à 1885 afin de ne pas augmenter l'ouvrage outre mesure.

Un tel tableau rendra de grands services à un autre point de vue. Il nous fera voir le développement des sources du revenu public, et par là même, nous permettra d'apprécier mieux l'avenir.

L'honorable M. *Marchand*—*député de St-Jean*.— Je crois que nous avons déjà eu un tel tableau.

M. *Gagnon*—*député de Kamouraska*.—Non, ce qui est demandé est différent du tableau en question. C'est préférable et cela devra être mis dans les comptes publics chaque année. J'espère qu'on n'aura pas d'objection à remonter jusqu'à l'année 1867.

L'honorable M. *Mercier*—*député de St-Hyacinthe*.—Cet état devrait aussi indiquer quels sont les excédents et les déficits de chaque exercice. L'auditeur doit nous faire ce travail. Je ne vois pas pourquoi nous nous donnerions tant de peine pour faire nous même un tel travail quand nous avons des officiers payés pour cela. Si cet état est préparé pour toute la période depuis la confédération, il ne faudra pas avoir seize ou dix-sept volumes. Il faut que ce soit fait sous une forme facile à consulter. Imitons Ottawa sous ce rapport.

Pour rendre la demande plus complète, je propose en amendement que les mots : " depuis la confédération " remplacent les chiffres " 1878-79 " partout où ils se trouvent dans la proposition principale, et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition principale : " avec un état indiquant le surplus et le déficit de chaque année. "

L'honorable M. *Tailon* — *député de Montréal-est, procureur-général*.—Donner le déficit et le surplus de chaque année, exigerait le travail d'un spécialiste et encore comment pourrait-il y arriver quand nous passons des semaines à nous chicaner ici pour savoir s'il y en a un.

Si l'honorable chef de l'opposition veut me trouver le comptable modèle qui fera ce travail, je voterai pour sa demande.

L'amendement est mis aux voix.

Ont voté pour :—MM. Beaubien, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Laliberté, Marchand, Mercier, Shehyn, Turcotte et Whyte.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brouseau, Cameron, Carbray, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lapointe, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Owens, Picard, Poulin, Richard, Robertson, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton, et Trudel.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—J'ai l'honneur de proposer en amendement que les chiffres 1877-78 soient mis à la place de 1878-79, partout où ces derniers chiffres se trouvent dans la proposition principale.

L'honorable M. **Mercier**.—Par cet amendement, on demande les mêmes renseignements pour une année de plus. Ce qu'on nous a refusé tantôt était un état depuis 1867 et outre les renseignements mentionnés, un état des surplus et des déficits.

La majorité n'a pas voulu je ne sais pourquoi. Dans tous les cas, j'espère qu'on ne nous refusera pas cette demande.

L'honorable procureur général nous a dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas un employé qui pouvait nous donner le montant du déficit et du surplus chaque année. C'est une injure gratuite à faire à l'intelligence de ces employés.

L'honorable M. **Taillon**.—Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que puisque vous ne vous attendiez pas vous-même sur la question du chiffre du déficit, il serait beaucoup plus difficile pour un seul homme de fixer ce chiffre avec autorité. Il y a sans doute des employés très intelligents en état de nous préparer à notre satisfaction un tel tableau, mais satisferait-il l'opposition ?

L'honorable M. **Mercier**.—Alors, pourquoi ne pas nous donner ce

qu'on demande, si on a des hommes intelligents pour faire ce travail. Il n'y a pas une maison commerciale qui refuserait une telle demande.

L'amendement et la proposition principale sont adoptés.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'AFFAIRE DANSEREAU.

L'honorable M. Flynn — *député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général*.—L'autre jour il a été déposé sur le bureau de cette Chambre, un rapport du comité de la bibliothèque, dans lequel il y a une affirmation contraire à la vérité. C'est pourquoi j'ai l'honneur de donner communication à la Chambre de la déclaration suivante :

Je, E. J. Flynn, député pour le district électoral de Gaspé, et solliciteur général, déclare ce qui suit :

Que la partie du rapport du comité de la bibliothèque, que l'on trouve à la page 224, des votes et délibérations du 14 du courant, en ce qui me concerne personnellement, est inexacte, et, pour cette raison, de nature à créer une fausse impression ou un malentendu :

Qu'aujourd'hui même j'ai reçu du bibliothécaire de la Législature de Québec, sur ce sujet, une lettre conçue dans les termes suivants :—

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE

Québec, 17 mai 1886.

L'HONORABLE M. FLYNN,

Solliciteur général, Québec.

MONSIEUR,

" A la dernière séance du comité de la bibliothèque, l'honorable M. Mercier m'ayant demandé si j'avais jamais parlé à quelque ministre de cette affaire, (les transactions de M. Dansereau au sujet des livres) j'ai répondu que je vous en avais parlé en mars de l'an dernier.

" Comme l'on donne à ma déclaration une portée que je n'ai pas eu l'intention de lui donner moi-même, je me fais un devoir de m'expliquer plus nettement, et de préciser davantage. Vous pouvez vous servir de cette lettre comme il vous plaira.

" D'abord je me hâte de déclarer que je ne vous ai jamais communiqué aucun document quelconque,

" Dans une conversation intime je me suis plaint de la manière dont

j'avais été traité en rapport avec cet achat de livres fait par M. Dansereau, et je vous ai dit, je le crois, mais je ne me rappelle pas absolument en quels termes, que j'avais la preuve de la malhonnêteté de ce monsieur.

“ Je ne sais si vous avez bien saisi mes paroles, mais vous n'avez point paru les remarquer et vous ne m'avez demandé aucune explication.

“ Comme je ne voulais point paraître me venger de M. Dansereau, je ne vous ai point dit non plus en quoi consistait cette preuve, et si je l'ai dit à un autre membre de la Chambre, c'est parce qu'il m'assurait connaître déjà l'affaire.

“ Voilà, honorable monsieur, ce qu'en justice, je me crois tenu de vous écrire.

Je demeure,

Votre dévoué,

(Signé)

PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

J'ajouterai que bien que je ne puisse indiquer avec précision ni la date, ni les termes de la conversation à laquelle M. Lemay fait allusion, je suis positif à dire qu'elle n'avait certainement pas le sens ou la portée que l'entrée dans le rapport du comité lui donne.

E. J. FLYNN.

Québec, 17 mai 1886.

LES MANUSCRITS DE M. GEORGES FARIBAUT

M. Fraucher de Saint-Maurice—député de Bellechasse.—
J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre le secrétaire provincial et la société littéraire et historique de Québec, au sujet des manuscrits originaux suivants, déposés par feu M. Georges Faribault, dans la bibliothèque de la société et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire :

1. Matières criminelles, premier volume 1682-1730, deuxième volume 1738 à 1746.
2. Matières de police et voeries 1683-1756.
3. Police (1695-1755).

4. Matières civiles, premier volume, 1665 à 1696 ; deuxième volume, 1701 à 1705 ; troisième volume, 1706 à 1730 ; quatrième volume, 1730 à 1751 ; cinquième volume, 1752 à 1753 ; sixième volume, 1753 à 1759.

5. Régistres des édits arrêts et déclarations (Québec) ; premier volume, de 1663 à 1700, avec les index ; deuxième volume, de 1704 à 1736.

M. le président, l'an dernier j'ai soulevé la question de la propriété de ces manuscrits qui sont importants. Appartiennent-ils à la société littéraire et historique de Québec, ou bien sont-ils au gouvernement ?

Il y a déjà nombre d'années, un bibliophile et un lettré, émule de Garneau, de Sir Louis Lafontaine, de M. Berthelot d'Artigny, de l'abbé Louis Gauthier, ancien curé de St-Lazare de Bellechasse, des abbés Bois, Plante, Laverdière et de tant d'autres, s'occupait beaucoup des documents de notre histoire.

Le nom de cet homme était feu M. Georges Faribault et ce nom-là lorsque je l'ai prononcé en Chambre l'an dernier à propos de cette même question, a soulevé les applaudissements de cette Assemblée.

Que disais-je alors ?

Ce fut M. Faribault qui fut chargé de mettre en ordre les manuscrits mentionnés dans l'ordre que je demande à la Chambre. Ce fut lui qui les déposa dans la bibliothèque de la société littéraire et historique de Québec, comme étant un endroit sûr et convenable.

La question que je posais alors—et c'est la même que je referai aujourd'hui—est de savoir si des manuscrits *originaux* aussi précieux comme le sont ent'autres les Régistres des Édits, Arrêts et Déclarations de Québec, de 1663 à 1736," c'est-à-dire le texte même de nos vieilles lois françaises, ne seraient pas mieux entre les mains de l'autorité, qu'entre les mains d'une société.

Où sont les titres de la société littéraire à la propriété de ces manuscrits ? Voilà toute la question. Je ne veux pas autre chose, qu'on le sache.

J'honore la société littéraire et historique de Québec qui est un des premiers corps savants du pays. Je suis heureux de dire que cette association est un honneur pour le Canada, et dans le pays et à l'étranger.

L'honorable M. Blouin—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—M. le président, j'ai déjà exprimé mon opinion sur ce sujet.

Je crois que ces manuscrits sont à nous, ou au moins que pour les garder, la société devrait prouver qu'elle a la propriété de ces papiers.

La société a déclaré qu'elle était propriétaire de ces documents. La-dessus j'ai demandé à Ottawa si elle avait des titres, et l'on m'a dit qu'il n'y en avait aucun titre.

J'espère qu'on ne nous forcera pas de prendre des procédures judiciaires pour nous faire mettre en possession de ces volumes.

M. le président, on m'a fait une offre. L'on m'a dit que si on voulait les publier, on me rendrait ces papiers. Je n'ai pas voulu consentir car cela aurait été en quelque sorte faire une admission des prétentions de la société. J'ai dit que j'aimerais mieux prendre d'autres moyens.

L'acte constitutionnel de 1867, à propos des archives, dit à la section 143 : " Le gouverneur général en conseil pourra de temps à autre ordonner que les archives, livres, et documents de la province du Canada qu'il jugera à propos de désigner, soient remis et transférés à Ontario et Québec, et ils deviendront dès lors la propriété de cette province ; toute copie ou extrait de ces documents, dûment certifiés par l'officier ayant la garde des originaux sera reçue comme preuve. "

J'ai l'intention de me faire donner l'arrêté du conseil dont il est question ici. Je crois de plus qu'il y a à Ottawa, un certain nombre de documents qui nous appartiennent. Il nous les faudra pour compléter les manuscrits qu'on a publiés jusqu'ici.

M. Faucher de Saint-Maurice. — M. Faribault m'a dit lui-même qu'il les avait déposés là uniquement parce que c'était un endroit sûr, à l'abri de la destruction.

L'honorable M. Marchand—député de St-Jean. — Ce sont des originaux et par conséquent ce sont des documents très importants. Ces documents sont indispensables dans bien des cas. Je crois qu'on pourrait éviter de recourir à des moyens de rigueur. Il ne faut pas se dissimuler que si ces papiers précieux sont là c'est parce qu'on les y a déposés pour les mettre à l'abri de la destruction qui les aurait menacés ailleurs et que, s'ils y sont restés, c'est parce qu'on ne les a pas réclamés. Or pour les garder, il faudrait que la société prouve sa propriété. C'est la première mesure à prendre.

On a parlé de la collection des manuscrits relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France. J'espère que l'honorable secrétaire de la province va

pouvoir terminer ce travail. Je comprends la difficulté que le gouvernement éprouve d'avoir tous les manuscrits qui concernent notre histoire. Ce que nous discutons le prouve. L'offre dont nous a parlé l'honorable secrétaire de la province pourrait peut-être suppléer à l'absence complète de tous manuscrits, mais cela ne pourrait être accepté tout d'abord. Lorsqu'on aura constaté que la société n'a aucun titre à la propriété de ces manuscrits, si elle persiste dans son refus, il faudra bien alors recourir aux moyens de rigueur.

L'honorable M. **Blaichet**.—On trouve qu'une loi a été faite dès après la session du pays, pourvoyant à la collection et à la conservation des manuscrits d'un intérêt historique.

La proposition est adoptée.

LA PLAINTÉ DE GODFROI TALBOT CONTRE LE REGISTRATEUR DE
MONTMAGNY.

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport préliminaire contenant l'appréciation des faits constatés ou admis dernièrement à Montmagny, par J. A. Defoy, au sujet de la plainte de M. Godfroi Talbot, contre le registrateur de Montmagny, ainsi que copie de la plainte portée par M. Talbot, de la réponse de M. Lavergne et de tous les papiers et documents se rapportant à cette affaire.

M. le président, mon seul but en soulevant cette question est de faire rendre justice à un certain nombre de personnes qui se plaignent de la manière dont on les a traitées, et au registrateur lui-même. Je veux, si ces plaintes ne sont pas fondées qu'il soit justifié publiquement, comme les accusations sont publiques à l'heure qu'il est.

M. le président, depuis quinze mois des plaintes ont été portées contre ce fonctionnaire public, et je dois dire ici que c'est un homme très distingué et très respectable. Dernièrement, le gouvernement a envoyé M. Defoy pour faire une enquête, et transmettre ensuite une appréciation des faits venus à sa connaissance. En ma qualité de député de cette division, j'ai cru devoir demander que ces documents fussent mis devant la Chambre.

M. Talbot se plaint qu'on lui aurait fait payer de trop cinquante centimes pour un certificat sur une déclaration de testament. Il a aussi

payé quatre-vingt-dix centins pour la rédaction de cette déclaration. J'ai toujours compris que le régistrateur ne pouvait pratiquer comme notaire et que, s'il le faisait, il ne pouvait se faire payer ses services professionnels.

M. Désiré Proulx avait besoin d'un certificat au sujet d'une hypothèque qui affectait sa propriété composée de trois lots sur le cadastre. Ce M. Proulx a payé \$8.90 pour trois certificats. Pourquoi trois certificats ? M. Lavergne soutient qu'en vertu de l'article 2177 du code de procédure civile, il avait droit de faire ces trois certificats. Mais plus tard, il dut revenir sur ses pas et il a déclaré à M. Defoy, qu'ayant consulté les régistrateurs, ils lui avaient dit qu'il ne pouvait prendre trois réquisitions que dans le cas de vente par le shérif. Or il n'y avait pas eu de vente par le shérif dans le cas en question.

Si mes informations sont exactes, il paraîtrait qu'il aurait remis le montant perçu en plus sur des menaces de dénonciation.

Il aurait aussi remis de l'argent à des citoyens de Saint-François. M. Choquette se serait fait rembourser 50 centins payés en trop pour des recherches, sur menaces de poursuites. M. Lavergne aurait aussi remis \$2.00 sur \$5.10 qu'il aurait fait payer à M. Hyppolite Morin. Il aurait aussi remboursé \$2.00 sur \$4.00 qu'il aurait fait payer à M. Ludger Laliberté. Je mentionnerai encore un cas avant de laisser ce sujet. Dans la cause Fiset contre Talbot, M. Lavergne prit des affidavits pour trouver les noms des enfants, cependant ces noms étaient dans le *fieri facias*. Pour sa défense, M. Lavergne dit qu'il ne connaissait pas les faits officiellement. Il appert que nonobstant l'enregistrement d'une obligation, M. Lavergne prit des affidavits pour établir que Talbot était propriétaire de l'immeuble.

M. Lavergne est aussi accusé de fermer son bureau aux heures où il devrait être ouvert au public. Ainsi il s'absente pour aller dîner et ne laisse personne de responsable pour le remplacer pendant ces absences.

En face de ce réquisitoire, je crois que le gouvernement devrait accorder l'enquête qui lui a été demandée, car il est de son devoir de protéger les citoyens contre les injustices d'un officier public.

On donne pour prétexte d'un refus que si on ouvre la porte à ces sortes de demandes dans de telles circonstances, cela dégènera en abus ; que les plaignants pourront s'en prévaloir pour avoir gratuitement une décision extra judiciaire et qu'en conséquence, les bureaux d'enregistrement seront un champ ouvert à toutes les batailles ; à toutes les

convoitises et à toutes les inquisitions. En réponse je dirai que, pour ce qui concerne le recours devant les tribunaux, il n'est pas juste d'exiger qu'un homme qui a déjà trop payé aille devant les cours, subisse des pertes de temps et d'argent pour obtenir justice d'un employé payé par le public. Il ne faut pas oublier que les gens vont de bonne foi et que comptant là-dessus et sur l'impunité, l'officier continuera de les exploiter. Et quand ces gens s'apercevront qu'ils ont été volés, disons de cinquante centins, il n'est pas juste de croire qu'ils prendront chaque fois une action pour obtenir le remboursement d'une telle somme. Au contraire, avec une enquête, tout le monde aura satisfaction. Il me semble que les régistateurs ont déjà un tarif assez élevé sans qu'ils aillent plus loin que ce tarif leur permet d'aller et empiètent par là même sur les droits des citoyens.

Mais on ne se contente pas de cela. On surcharge les citoyens, à preuve c'est qu'on a remis l'argent dans les trois occasions que j'ai mentionnées à la Chambre. Et je crois que cela est arrivé dans un certain nombre d'autres cas.

M. le président, je crois rendre justice à mon comté en demandant le dépôt du rapport préliminaire qui a été fait dans cette cause par le délégué du gouvernement, M. Defoy.

Je n'insisterai pas davantage, car cette affaire est très bien connue de la part du gouvernement, et du plaignant. Il y a d'autres faits que je ne crois pas devoir faire connaître ici avant qu'on ait une enquête. J'espère qu'elle nous sera accordée, car le plaignant a offert de payer tous les frais de l'enquête si la plainte n'était pas soutenue par la preuve. J'ajouterai qu'il n'y a pas dans cette affaire de vengeance personnelle. L'intérêt public seul est en jeu.

M. Marcotte.—*député de l'Islet*.—Je suis heureux, M. le président, de voir que le député de Montmagny a déclaré que ce n'était pas par vengeance personnelle qu'il soulevait cette question. Un vieux proverbe dit qui s'excuse s'accuse. Ce n'est pas toujours vrai sans doute, mais des gens pourront penser à ce proverbe.

J'ai toujours remarqué qu'à Montmagny les charges de l'enregistrement étaient moindres qu'ailleurs. Cela démontre que le tarif n'est pas ce qu'il devrait être.

La première plainte, c'est que M. Lavergne aurait fait une déclaration lui-même. Ceci se pratique partout. Je sais que cela se fait à l'Islet.

On lui reproche aussi d'avoir fait trois certificats pour la même propriété, comprenant trois lots. Le tarif le déclare et s'il y a faute, c'est celle du tarif. Ceux qui ont fait le cadastre avaient intérêt à diviser les propriétés en autant de lots que possible. J'en connais qui ont divisé une propriété en dix lots. Or ce propriétaire là devrait payer dix fois autant qu'un autre dont la propriété n'aurait pas été ainsi divisée.

On a parlé de remise d'argent, mais on n'a pas dit que dans le moment la commission siégeait. On lui a soumis le cas et on lui a dit qu'il avait tort. Là dessus le régistrateur a remis l'argent.

Les difficultés qui surgissent prouvent combien il est difficile d'interpréter le tarif de l'enregistrement. Je dis cela seulement que pour prouver que quelquefois les régistrateurs ont pu faire des surcharges de bonne foi.

L'honorable M. TAILLON — *député de Montréal-est, procureur-général.* — Le dossier demandé est bien volumineux et je ne puis, faute de temps, m'en occuper pendant la session. M. Defoy a beaucoup de travail pendant que j'assiste aux séances.

Je ne suis pas prêt à me prononcer sur cette question, cependant je n'ai pas d'objection à dire que j'admets que si on voit un régistrateur exploiter systématiquement le public, il ne devrait pas être maintenu en charge. Quant au cas de Montmagny, s'il y a lieu de faire une enquête, elle sera faite avec soin et de manière à rendre justice à tout le monde. Afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je déclare que ce n'est pas mon intention de refuser cette enquête, et que ni M. Talbot, ni le gouvernement n'aura à en payer les frais. S'il faut une enquête, elle aura lieu. Mais pas pendant la session.

Déjà une procédure passablement longue a eu lieu depuis que les plaintes ont été formulées.

Dans mon opinion, il n'est pas à propos que le rapport qui m'a été transmis, soit produit devant la Chambre. Si l'honorable député de Montmagny en veut une copie, je suis prêt à lui en faire faire une. C'est tout ce que je puis permettre pour le moment.

M. BERNATCHEZ. — Je n'ai pas voulu demander tous les documents, mais seulement l'appréciation des faits transmis par M. Defoy. L'honorable procureur général me donne une meilleure raison que le député de l'Islet, qui m'a accusé d'agir en partisan, tandis que c'est lui qui agit de cette manière. Je sais que mes démarches ne peuvent être

agréables au registrateur, mais il ne faut pas oublier qu'il faut être juste pour les gens qui se plaignent.

Je crois que le procureur général a une bonne connaissance des faits et qu'il devrait être en position de donner une opinion. J'ai peur que l'on agisse de manière à faire retarder la chose. En plaidant cette cause ce n'est pas la cause de mes amis, car ce sont en grande partie des conservateurs qui se plaignent et de plus, je sais que si le registrateur est destitué, ce ne sera pas un de mes amis politiques qui lui succèdera.

Je puis assurer à la Chambre que ce n'est pas agréable pour moi de faire une telle proposition. C'est tout simplement un devoir que je remplis. Aussi je ne remercie pas le député de l'Islet d'avoir dit qui s'excuse s'accuse. Je suis sincère dans mes démarches, comme je le suis dans mes paroles.

Si on n'a pas raison de charger tel prix à l'Islet et que ce soit plus qu'à Montmagny, ce n'est pas une raison pour que nous continuions à souffrir sans nous plaindre.

Quant à l'affaire de la déclaration, M. Talbot dit qu'on ne l'a pas prévenu qu'il allait payer pour cette pièce. Et quant à ce qui concerne les trois certificats, la convention des registrateurs a décidé qu'on n'avait pas besoin de tous ces certificats dans le cas que je mentionne, et de faire payer 50 centins sur chaque certificat. Cette convention a déclaré que cela n'était pas raisonnable.

On ne peut non plus nier qu'on a remis de l'argent qu'on avait chargé de trop. Aussi m'appuyant sur ces faits, je demande qu'on rende justice à ces gens-là, et je crois que le gouvernement ne devrait pas laisser exister aussi longtemps un tel état de choses.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, ces plaintes existent depuis longtemps, et le gouvernement n'a pas fait d'enquête. Si les faits allégués ne sont pas suffisants pour faire une enquête, le registrateur ne doit pas être tracassé davantage. Qu'on le laisse tranquille. Si, au contraire, on institue une enquête et si les faits ne sont pas prouvés, alors il faudra mettre tout cela de côté. Mais il faut en finir avec ces accusations contre un fonctionnaire public.

Le gouvernement a déclaré que le registrateur ne serait pas destitué pendant la session, et que rien ne serait fait. Voilà donc un employé qui est accusé publiquement. Le gouvernement le laisse paisiblement dans son bureau, et pendant ce temps les élections auront lieu et ce

sera ce registrateur qui est sous le coup de graves accusations, qui recevra le bref pour l'élection à Montmagny. Il pourra y avoir des difficultés étranges, c'est déjà arrivé dans ce comté. Je dis que dans ce cas la position devrait être changée. Le gouverneur donne protection non-seulement à ses employés mais aussi au public. Et je crois que dans des cas semblables, il est bon que le gouvernement procède immédiatement.

Ce n'est pas une question de parti puisque la plainte a été portée par un conservateur. M. Lavergne a été libéral, mais il est devenu conservateur depuis qu'il est registrateur. Dans tous les cas, je dis : s'il est coupable qu'il soit puni et s'il ne l'est pas qu'il ait justice. Il ne faut pas non plus que de telles accusations restent indéfiniment suspendues sur sa tête.

Cette proposition est adoptée.

LA CAUSE DE LA REINE VS LÉPINE

M. Bernatchez—député de Montmagny.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie du *nolle prosequi*, prôduit à Montmagny en 1881, *in re*, La Reine vs Lépine, ce dernier subissant alors son procès au sujet du vol de bulletins qui avaient servi dans la dernière élection pour le district électoral de Montmagny ; avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet, et spécialement celle échangée entre le procureur général et son substitut.

M. le président, on se rappelle ce qui s'est passé à Montmagny en 1881. Candidat à l'élection qui eut lieu cette année-là, j'allais chercher le certificat de l'élection, lorsque je rencontrai M. Landry, dans le bureau de l'officier rapporteur. M. Landry me dit qu'on allait demander le décompte. Comme je savais que je n'avais pas à craindre ce décompte des bulletins, je n'y vis aucune objection. On sait ce qui eut lieu. Le juge lui-même ne put s'empêcher de dire qu'il ne voyait pas pourquoi on exigeait ce décompte. Mais on ignorait alors qu'il y eut des choses qui pouvaient modifier profondément le résultat connu. Le décompte a été fait et l'on ne tarda pas à découvrir la fraude.

Au bureau de votation numéro un de la paroisse de Saint-François, j'avais une majorité de vingt et une voix, d'après les relevés. A la grande surprise du juge et des avocats, mais pas de tout le monde, car

mon adversaire se mit à rire et ce fut un rire fatal pour lui, qui laissait voir plus que tout le reste l'odieux de sa conduite, à la grande surprise du juge et des avocats on trouva que des mains criminelles avaient touché aux bulletins marqués pour moi. Vingt et un de mes bulletins étaient annulés par le criminel en question. Le juge était tellement indigné qu'il a suspendu les précédés pendant dix grosses minutes. De plus on avait falsifié six bulletins en raturant les croix de manière à me faire perdre mon élection. Cela a dû être fait après la clôture de la votation, autrement cela n'aurait pu se produire pendant la votation, car les représentants des candidats n'auraient pu les admettre au premier décompte. Cela fit grand bruit dans le temps. Aussi on ne pouvait en rester là. Bien que je ne fus pas riche, il me fallut entreprendre une contestation, contre ces vils ouvriers de la fraude et de la corruption. Ici je ne parle pas de tout le parti conservateur dans le comté de Montmagny. Non, je ne m'adresse qu'à un certain nombre d'hommes qui se prétendent les chefs de ce parti. Pour moi, il s'agissait de revendiquer les droits du comté odieusement méconnus.

J'ai demandé, comme mon devoir l'exigeait, que l'on fit une enquête sur la conduite du shérif, non pas que je crus qu'il fut personnellement coupable, mais parce que la chose devait s'être passée chez lui.

Pendant cette enquête, on a eu tous les déboires possibles. Quand on sait que le greffier en loi s'obstina à ne pas donner les bulletins jusqu'au point qu'il fallut l'emprisonner, on se fait par là une idée des misères que nous avons dû subir. On émit un bref pour faire sortir M. Huot et le juge qui devait être présent n'y était pas. Le lendemain il arriva et je lui ai entendu dire que c'était le gouvernement qui l'avait empêché de venir. Le juge maintint le jugement du juge de paix et sur un nouveau refus de M. Huot, ce monsieur fut renvoyé en prison. Quand il eut vu que cela pouvait se renouveler tous les huit jours, il est monté à Québec et a produit les bulletins. Le juge de paix a ordonné que le procès eut lieu devant la cour criminelle. Mais rendu là le gouvernement a arrêté les procédures et aux instances qui lui furent adressées, il répondit que si on voulait un procès, qu'on le fit à nos dépens.

Déjà cette enquête nous avait coûté des centaines de piastres, nous ne pouvions guère y mettre plus d'argent. Dernièrement je voyais que le gouvernement a fait faire des poursuites coûteuses contre un individu accusé d'avoir volé un mouton. Mais quand il s'agit de venger les droits du peuple, on ne trouve pas que cela vaille la peine, au moins pas autant que le vol d'un mouton.

Je demande ces documents afin que le public sache l'odieux crime dont se sont rendu coupables les hommes qui étaient au pouvoir dans ce temps-là, en protégeant ceux qui avaient voulu attenter aux droits populaires.

Le véritable député de Montmagny n'a pas siégé pendant toute une session parce qu'on avait escamoté l'élection. Dans le gouvernement actuel, il y a encore des ministres de ce temps-là. Eux peuvent nous dire quelles bonnes raisons ils ont eues d'agir comme ils l'ont fait.

J'espère qu'on n'aura pas d'objection à nous donner ce que je demande.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.— L'honorable député aurait pu en même temps nous entretenir des fraudes commises par les libéraux pour frustrer le peuple dans l'exercice de l'un de ses droits les plus sacrés. Il aurait pu nous parler de la trappe de Sainte-Anne, dans comté de Jacques-Cartier, l'inoubliable oubli du fameux Bosquet dans l'élection de Verchères en 1881. Voilà deux faits qui devraient empêcher les libéraux de ne jamais parler des conservateurs en rapport avec des fraudes électorales. Oh ! on vous connaît. Si on condamne les uns, on doit également condamner les autres. La même mesure pour tout le monde !

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.— Toutes ces choses sont très déplorables. Je n'aime pas plus la fraude Laval que celle de Ste-Anne et de Montmagny. Mais dans l'affaire de Montmagny le gouvernement n'a pas voulu se charger des frais, tandis qu'il a fait le contraire pour la fraude de Ste. Anne.

L'honorable **M. Taillon**.— Ces documents ont déjà été produits en 1882.

Je puis dire que M. Huot n'a pas agi sous l'inspiration du gouvernement mais sous sa propre initiative.

Quant à la fraude de Laval, ceux qui l'avaient commise n'ont jamais travaillé pour M. Loranger. Je n'aurais pas relevé cette remarque s'il ne s'agissait pas d'un juge.

M. Boyer.— M. Loranger l'ignorait comme M. Laflamme ne savait pas ce qui allait se passer à Ste. Anne. Moi même j'ai pris part à cette élection, et si je l'avais su j'aurais travaillé à l'empêcher.

M. Gagnon—député de Kamouraska.—M. Laflamme a obtenu \$10,000 de dommage contre le journal qui l'avait accusé d'avoir participé à la fraude de Ste Anne tandis que dans l'affaire de Montmagny, M. Fortin a perdu son siège qui a été donné à son adversaire. De plus le gouvernement a protégé le ou les coupables, et un procureur général n'a pas craint de se salir en empêchant ces criminels d'être punis.

L'honorable M. Mercier—député de St-Hyacinthe.—Le député de Richmond et Wolfe a dit des paroles regrettables et j'espère qu'il n'a pas exprimé la pensée du cabinet.

L'affaire de Ste-Anne a eu lieu en 1878 et le gouvernement Joly n'a pas protégé les coupables. Il n'y a pas eu de *nolle prosequi*, comme pour le cas de Montmagny. M. Laflamme n'a pas voulu prendre son siège et M. Girouard a siégé dès la première session.

M. Laflamme comme ministre de la justice, en se retirant avait droit à la vacance de juge qu'il y avait alors. M. McKenzie n'a pas voulu qu'il usât de ce droit et M. Laflamme n'est pas monté sur le banc. Il a été victime d'un soupçon. Au contraire, M. Fortin a été nommé à une place par le gouvernement.

Jamais M. Fortin n'a poursuivi les journaux libéraux qui l'ont accusé d'avoir participé à cette fraude; tandis que M. Laflamme a obtenu un verdict en sa faveur contre le *Mail* pour une telle accusation en rapport avec l'affaire de Ste-Anne.

J'avoue que j'aurais eu beaucoup de difficultés d'aviser M. Huot, bien que M. Anger ait confirmé la décision du juge de paix. Mais je ne suis pas disposé à le blâmer. Ces choses ne devraient jamais être défendues, quelque soit le parti au pouvoir. Le procureur général est un honnête homme; s'il est convaincu qu'il y a eu fraude, qu'il fasse punir les coupables, afin de faire un exemple.

M. Marcotte—député de l'Islet.—M. Fortin n'a pas trempé dans cette affaire, et je sais qu'il ne voulait pas siéger. S'il l'a fait, ce n'a été qu'à la demande de ses amis. L'opposition n'a-t-elle pas eu parmi ses membres un député qui a siégé pendant quatre ans sans un mandat? Pourquoi serait-elle si scrupuleuse pour un conservateur?

M. Bornateler.—J'ai dit que cette fraude avait été commise par un petit groupe de citoyens à Montmagny, mais je n'ai pas accusé mon adversaire d'y avoir trempé. J'ai dit seulement qu'il en avait ri. Il aurait dû faire comme M. Laflamme, et ne pas défendre son siège.

On m'a bien dit, il est vrai, que M. Fortin avait déclaré dans sa famille qu'il ne prendrait pas son siège, mais du moment qu'un ministre s'est porté garant des frais de la contestation, il a changé d'avis, bien qu'il eut reconnu avoir été battu.

L'honorable M. FLYNN—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur-général.*—Cette question a été discutée en 1882 et en 1883, et M. Loranger, alors procureur général, a défendu victorieusement sa conduite.

On a accusé le gouvernement et M. Fortin de connaître les auteurs de cette fraude. Le démenti vient d'être donné à cet avancé par l'adversaire de M. Fortin et quand au gouvernement, l'accusation n'est pas sérieuse.

On dit que M. Fortin n'aurait pas dû siéger. Il y a une différence entre l'intérêt privé et l'intérêt public. Le député représente un comté et les cours prétendent qu'il faut une preuve de corruption avant que le député puisse abandonner son siège, car le mandat ne lui appartient pas, mais il appartient au comté qui le donne à qui il veut. M. Fortin étant régulièrement déclaré élu, pouvait-il se démettre? Je dis qu'il y a là une question d'ordre public.

Dans l'enquête préliminaire la preuve ne se fait pas comme dans une cause ordinaire. De plus on n'a pas établi que le shérif était coupable; il n'y avait que des présomptions. Le député de Montmagny a avoué qu'il ne croyait pas le shérif coupable et on me dit que M. Irvine, avocat dans cette cause, aurait déclaré qu'on n'aurait pas pu trouver un verdict de coupable contre cet officier. Et qu'on n'oublie pas qu'on aurait dû s'en tenir à l'accusation mise devant la cour. Les temps sont passés, grâce à Dieu, où on faisait un procès à un homme sans une accusation précise. Il y avait un vice dans la preuve de l'enquête préliminaire et on n'avait pas d'autre chose que des soupçons. Le procureur général a dû se demander s'il y avait là une cause suffisante et il a dû décider que tel n'était pas le cas.

Je ne me rappelle pas qu'il y eut un indictement contre d'autres personnes. Je suis heureux de voir que le chef de l'opposition a rendu justice à M. Huot. Jamais le gouvernement ne l'a influencé en quoi que ce soit.

On s'est demandé pourquoi le gouvernement n'agirait-il pas contre les coupables. D'abord il faut savoir quels sont ces coupables. Jusqu'ici on n'a laissé planer que des soupçons sur un certain officier public. Si

on a des doutes sérieux, qu'on agisse, mais si on n'en a pas, on commet une grave injustice en continuant cette agitation. Que l'on porte une accusation régulière et le gouvernement n'aura pas peur de faire son devoir, mais il ne peut faire arrêter une personne pour un simple soupçon. On a fait appel au gouvernement pour venger la morale publique. Qu'on nous donne l'occasion de le faire et nous n'hésiterons pas.

M. Bernatchez.—Le solliciteur général dit qu'il n'y a pas une preuve suffisante, mais le jugement qui a été rendu, l'a été sur la preuve faite. Il a été prouvé que l'officier rapporteur n'avait pas mis les boîtes de scrutin en sûreté comme il était obligé de le faire, et d'avoir laissé les clefs dans un endroit disponible aux habitués du bureau. Tout cela constitue un enchaînement accusateur d'une très grande force.

Quant à la corruption pratiquée contre moi, il a été prouvé qu'on avait dépensé \$1700. Cela suffit pour faire voir comment on entendait enlever le comté de Montmagny.

La proposition est adoptée.

M. Gagnon—député de Kamouraska.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état détaillé des sommes réclamées par A. Charlebois, contracteur du palais législatif, pour ouvrages extras ; la description de ces ouvrages et des sommes qui lui ont été payées sur chacune des sommes réclamées.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des recettes et dépenses de la province, depuis le dernier état à venir au premier de mai courant.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un rapport supplémentaire du greffier de la couronne en chancellerie, sur les élections partielles qui ont eu lieu, depuis les élections générales de décembre, 1881.

M. Martin—député de Bonaventure.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau, copie de toutes correspondances, papiers, etc., concernant la demande d'une aide pour l'établissement d'une manufacture d'empois dans le comté de Bonaventure.

M. Casavant—député de Bagot.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un rapport indiquant les noms des employés surnuméraires nommés dans chaque département,

depuis le 30 juin 1883 ; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés.

M. Gagnon.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état de toutes les sommes payées à L. N. Fortin, surintendant général des travaux de colonisation, depuis le dernier rapport ; distinguant ce qui lui a été payé, chaque année, pour salaire et dépenses de voyage ; avec copie de tous les rapports du dit L. N. Fortin, en cette qualité.

Ces diverses propositions sont adoptées.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du mardi, le 18 mai 1886.

SOMMAIRE :—Décision de M. le président.—Délibération en comité du budget.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Marchand propose l'adoption du rapport du comité de la bibliothèque, déposé le 14 courant.

Sur objection, M. le président rend la décision suivante.

M. le Président.—Vendredi dernier, il fut présenté un rapport du comité collectif de la bibliothèque et il fut donné avis d'une proposition demandant l'adoption de ce rapport.

Cette proposition est inscrite au feuillet des avis pour ce jour.

Nous sommes maintenant arrivés à la phase des procédures du jour où les propositions sont appelées, et la proposition demandant l'adoption du rapport en question a été proposée ; mais on a soulevé la question d'ordre qu'actuellement la proposition est hors d'ordre.

Je n'ai rien à faire avec le mérite du rapport ; je n'ai à m'occuper que de la question de procédure.

Les propositions qui peuvent être faites à la présente phase des affaires du jour sont celles qui n'exigent pas d'avis préalable, ou les propositions de forme concernant les affaires de la Chambre, qui sont proposées de l'assentiment général de la Chambre (Bourinot, page 314).

La règle 24 des ordres permanents prescrits que " tous les articles inscrits au feuillet des affaires du jour sont appelés dans l'ordre qu'ils y occupent " et l'article 112 du code de procédure parlementaire porte que " les propositions ont chaque jour priorité selon l'ordre dans lequel les avis de ces propositions ont été donnés " ;

Toutes les propositions, inscrites au feuillet des avis, excepté celles qui ne rencontrent pas d'opposition, doivent être prises en considération dans l'ordre fixé, et en 1879, M. le président Blanchet a décidé, qu'une proposition exigeant un avis ne peut être faite qu'à son tour régulier. (Bourinot, page 315). Cushing dit au numéro (1202) que, " quand

arrive le temps voulu pour procéder aux avis de propositions, le président invite les députés qui ont donné des avis de propositions pour ce jour-là dans l'ordre qu'ils occupent au feuilleton et sur cette invitation les députés procèdent avec leurs différentes propositions, tant qu'on n'a pas disposé de toutes."

En réponse à un honorable député, M. le président Brand a répondu: "qu'il serait tout à fait irrégulier d'amener une proposition hors de son tour, excepté avec l'assentiment général de la Chambre; et que s'il y eût eu une seule voix négative à sa question, quant au plaisir de la Chambre, il aurait été de son devoir de décliner de poser la question." (Brand's decisions, page 139).

Je décide donc; qu'il n'est pas dans l'ordre de poser maintenant la question et que l'honorable député de Saint-Jean devra soumettre sa proposition quand il sera appelé à le faire, en temps voulu.

L'honorable M. Blanchet—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 mai 1886 demandant: Un état détaillé, par comtés, de l'emploi des \$143,000, dépensées depuis le 1er juillet dernier, pour chemins de colonisation, le dit état indiquant ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général pour salaire, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyage.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date, du 20 avril 1886, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant copie de l'arrêté du conseil et tous documents et correspondances s'y rapportant, relatif à l'emploi de D. Girouard, écr., avocat, comme conseil devant le conseil privé, dans l'affaire "The Colonial Building and Investment Association," avec copie du mémoire de frais pour la somme de \$2000, à lui payées sur ce compte, tel qu'il appert dans les comptes publics de 1884.

La Chambre siège en comité du budget.

Article 24. Instituteurs en retraite. \$8,000.

L'honorable M. Mercier.—Le gouvernement devrait nous donner sa politique sur la question du fonds de pension des instituteurs, avant que nous votions cette somme. Le délai expire le 1er juillet prochain et déjà les instituteurs ont fourni au-delà de \$80,000 à ce fonds. La

bonne foi publique est engagée et une déclaration du gouvernement ferait cesser beaucoup d'anxiété.

L'honorable M. Blanchet.—Le gouvernement fera connaître sa politique dans le cours de cette semaine. On n'ignore pas que c'est une question très difficile à régler. La loi de 1880 va beaucoup plus loin qu'on ne le croyait alors. Ce fonds de retraite pour lequel on demande ce crédit existe depuis un grand nombre d'années. Ceux qui reçoivent une pension ont une somme très modique. Mais la loi de 1880 dit que tous ceux qui avaient pris part à la première loi de pension peuvent devenir pensionnaires en vertu de la dernière législation en versant le montant désigné. Une autre clause déclare qu'un instituteur peut réclamer sa retraite après dix ans d'enseignement. Par là on voit quel nombre de pensionnaires on va avoir, car il y a à peu près 4,500 instituteurs et institutrices. Les 325 professeurs qui reçoivent un salaire en moyenne de \$300 par année compliquent encore la solution de cette question.

La question est discutée depuis plusieurs semaines et j'espère qu'on va réussir à s'entendre sur une base équitable pour tous les intérêts en jeu.

L'honorable M. Mercier.—Cette question intéresse une classe importante de la société, puisqu'il y a 4,500 instituteurs dans la province, intéressés à connaître la politique du gouvernement sur un sujet qui leur cause de légitimes inquiétudes.

Je comprends aussi l'embarras du gouvernement. Le fonds est insuffisant, cela ne me surprend pas, car je l'ai toujours cru. Cependant la bonne foi publique a été engagée, car la loi de 1880 a été un contrat fait entre la province et les instituteurs. Si ceux qui représentaient la province se sont trompés, il n'est pas juste que les instituteurs souffrent pour cela. Ces personnes remplissent un rôle bien noble et bien élevé, mais aussi bien ingrat et bien difficile. On les loge dans la maison la plus pauvre et la plus laide de la localité, et ceci est le cas dans la grande majorité de nos paroisses. Aussi les enfants ne peuvent s'empêcher de trouver que la maison d'école à l'air d'une prison. De plus, les instituteurs ou les institutrices doivent vivre dans la généralité des cas avec la misérable somme de \$150 par année. Plus leur position est pénible, plus nous devons tenir à l'engagement que nous avons pris. La faute a été commise et nous en sommes tous responsables, mais nous ne devons pas faire souffrir les instituteurs pour cela.

M. le président, je ne voudrais pas commettre d'hérésie, mais je crois

que nous avons là une bonne occasion d'encourager l'élément laïc qui se dévoue à l'instruction publique. Si nous maintenons des écoles normales, il faut donner aux jeunes gens qui les fréquentent une carrière dans l'enseignement. Si la province veut faire des dépenses considérables pour former des instituteurs, il faut qu'elle leur donne les moyens de gagner leur vie.

En fait d'instruction publique je ne mesquine pas, mais je dis au gouvernement : vous devez trouver les moyens d'encourager les instituteurs, autrement ce serait un leurre et une grande faute politique que de les engager à entrer dans la carrière de l'enseignement, et ensuite de leur en fermer pratiquement la porte.

Je ne discute pas l'administration de nos écoles normales, mais je dis qu'on n'a pas le droit d'appeler les jeunes gens à les fréquenter dans le but de devenir instituteurs, si on n'a pas de travail à leur donner.

Autant je considère que le clergé a joué un grand rôle dans ce pays en répandant les saines lumières de l'enseignement supérieur, autant je considère comme nécessaire que ce soit l'élément laïc qui soit à la tête des écoles élémentaires. Non pas que je veuille abandonner toute la direction aux laïcs. Nous avons le conseil de l'instruction publique qui est le gardien des principes. Gardons-le, mais en même temps encourageons les jeunes gens à se dévouer à la carrière de l'enseignement. Or la pension est un bon moyen de les encourager. Je crois que la pensée qui a servi de base à cette loi de 1880 est une belle pensée et que nous devons la conserver ; quant aux détails, les ministres sont en état d'y voir mieux que nous. On pourrait peut-être se servir de la loi de 1876 ; elle est fort sage.

On fait bien des sacrifices pour des voies ferrées, des chemins de colonisation et pour l'établissement de fromageries et de beurreries, tout cela c'est important, mais ce qu'il l'est davantage, c'est l'instruction des masses. Vous ne fondez pas une grande nation si vous ne voyez pas à l'instruction élémentaire.

Nos collèges classiques ont rendu de grands services et sans eux, notre nationalité ne se serait pas conservée. Mais l'état a fort peu contribué à cet enseignement, c'est le dévouement des prêtres qui ont mis leurs économies dans l'œuvre de la fondation de ces maisons d'éducation qui font l'orgueil de notre province. Ces institutions font l'honneur de notre nation. Mais je dis que les riches trouveront toujours les moyens d'envoyer leurs enfants au collège. Ceux qu'il faut protéger, sont

les enfants des pauvres. Ce qu'il faut c'est de répandre à profusion l'instruction élémentaire. Le jour où nous aurons fait ce que nous devons faire sous ce rapport, la province prendra la position quelle a droit d'occuper. Il n'y a pas d'instruction sans instituteurs et pas d'instituteurs sans pension pour les vieux jours.

Chaque année j'insiste sur cette question, parce que je crois par là même remplir un devoir. C'est Emile de Girardin qui a dit : " que le jour où un peuple est instruit, il ne peut être esclave." Encourageons donc l'enseignement populaire. Que le gouvernement ne craigne pas. Ce ne sera pas de ce côté-ci de la Chambre qu'il rencontrera des objections. Nous saurons choisir d'autres sujets pour le combattre. Il trouvera chez nous le même patriotisme que nous pensons voir chez lui lorsqu'il s'agit d'un tel sujet.

L'article 24 est adopté, ainsi que les crédits suivants :

Conseil législatif.—Traitements et dépenses contingentes, y compris impression, reliure, etc., \$15,965.

Assemblée législative.—Traitements et dépenses contingentes, y compris impression, reliure et \$12,000 pour la codification, \$77,630.

Bibliothèque de la Législature.—Pour achat de livres, \$3,000 ; pour traitements et dépenses contingentes, \$3,600 ; impression, reliure et distribution des statuts, \$5,500 ; *Débats de la Législature*, \$4,000.

Gouvernement civil.—Traitements, 39 Victoria, chapitre 15, 40 Victoria, chapitre 9, 45 Victoria, chapitre 2, 46 Victoria, chapitre 4, et 48 Victoria, chapitre 6, \$2,850 ; dépenses contingentes, \$41,570.

Institution de bienfaisance.—Corporation de l'Hôpital-Général, de Montréal, \$2,800 ; malades indigents, Montréal, \$2,240 ; Hôpital St. Patrice, Montréal, \$1,120 ; Sœurs de la Providence, Montréal, \$784 ; Asile St. Vincent de Paul, Montréal, \$420 ; Asile protestant d'industrie et de refuge, Montréal, \$560 ; Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, \$140 ; Orphelinat St. Patrice, Montréal, \$448 ; Hôpital de la maternité de l'Université, Montréal, \$336 ; Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur, Montréal, \$504 ; Asile des orphelins catholiques, Montréal, \$224 ; Sœurs de la Charité, Montréal, \$560 ; Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, Montréal, \$140 ; Asile des orphelins protestants, Montréal, \$448 ; Hôpital de la maternité sous les soins des sœurs de la miséricorde, Montréal, \$511 ; Asile de la rue Bonaventure, Montréal, \$301 ; Asile Nazareth pour les enfants aban-

donnés, Montréal, \$280 ; école pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$1,390 ; Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$300 ; Dispensaire de Montréal, Montréal, \$160 ; Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins, y compris la ci-devant maison de refuge, Montréal, \$595 ; asile et école d'industrie (Institut Hervey), Montréal, \$224 ; asile Ste-Brigitte, Montréal, \$560 ; Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, Montréal, \$350 ; Hospice de Bethléem, Montréal, \$350 ; Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, \$140 ; Petites Soeurs des Pauvres, Montréal, \$70 ; Refuge des enfants protestants, Montréal, \$280 ; Hôpital des femmes, Montréal, \$350 ; Church Home, Montréal, \$140 ; Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, \$250 ; Hôpital Notre-Dame, en rapport avec l'Université-Laval, Montréal, \$1,400 ; Hôpital St-Charles, Montréal, \$350 ; Hôpital Pembroke, Montréal, \$90 ; Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, \$798 ; Malades indigents, Québec, \$2,240 ; Asile du Bon Pasteur, Québec, \$560 ; Ladies Protestant Home, Québec, 525 ; Asile pour les orphelins, Québec, \$294 ; Asile Finlay, Québec, \$294 ; Asile protestant pour les orphelins, Québec, \$294 ; Asile Ste-Brigitte, Québec, \$700 ; Dispensaire, Québec, \$140 ; Soeurs de la Charité et Hôpital du Sacré-Cœur, Québec, \$180 ; Soeurs de la Charité pour les veuves et les infirmes, Québec, \$280 ; Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, \$700 ; Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, \$140 ; Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Maternité, Québec, \$140 ; Association chrétienne des dames, Québec, \$140 ; maison de santé de Belmont, Québec, \$490 ; hôpital de la marine et des émigrants, Québec, \$1,866.67 ; Maternité, aux soins des dames du Bon Pasteur, Québec, \$1,409.33 ; malades indigents, Trois-Rivières \$1,750 ; soeurs de la charité, pour leur hospice de la maternité, Trois-Rivières, \$280 ; hôpital général, Sorel, \$490 ; hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, \$350 ; asile des orphelins, Saint-Hyacinthe, \$140 ; ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, \$140 ; distributing home, pour les orphelins, Knowlton, \$140 ; hospice Youville, Saint-Benoît, \$140 ; asile de la Providence, Côteau du lac, \$210 ; hospice Saint-Joseph, Beauharnois, \$140 ; hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir, \$140 ; asile de la Providence, Mascouche, \$140 ; hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, \$140 ; soeurs de la charité, Saint-Jean, \$140 ; hospice La Jemmerais, Varennes \$140 ; hospice des soeurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul, \$140 ; hôpital de la Providence, Joliette, \$140 ; hospice de Laprairie, Laprairie, \$140 ; hôpital Saint-

Joséph, Chambly, \$140 ; asile Nazareth (salle d'asile des petits enfants), Chambly, \$70 ; asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, \$140 ; sœurs de la Providence Notre-Dame de l'Assomption, \$140 ; asile de la Providence, Sainte-Ursule, \$140 ; hôpital de Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne, \$140 ; sœurs de la charité, Rimouski, \$350 ; hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax, Saint-Ferdinand, \$140 ; hospice de Yamachiche, Yamachiche, \$140 ; Sherbrooke Hospital and Orphan Asylum, Sherbrooke, \$350 ; sœurs de la charité, Lanoraie, \$140 ; hôpital Saint-Paulin, Saint-Paulin, \$140 ; hôpital de Longueuil, Longueuil, \$140 ; Nazareth Asylum (salle d'asile des petits enfants), Longueuil, \$70 ; hôpital Saint-François du Lac, Saint-François, \$140 ; hôpital Saint-Louis, Saint-Denis, \$140 ; sœurs grises de Farnham, \$140 ; hôpital Saint-Joseph de la délivrance, Lévis, \$210.

Instruction publique, etc.—Éducation supérieure proprement dite, la somme de cinq par cent de la part allouée aux catholiques, sera retenue annuellement, pour être distribuée, en telle proportion que le lieutenant gouverneur en conseil déterminera parmi les institutions de sourds-muets et aveugles dans les institutions catholiques de la province ; et la somme de cinq par cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pour être employé par le conseil de l'Instruction publique à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent ; et \$6,000 seront payées sur cette part du dit fonds à l'école polytechnique moins cinq pour cent.

De la part accordée pour l'éducation protestante supérieure, \$200 seront appliquées pour venir en aide à l'association des instituteurs de la province, et \$500 pour le salaire d'un inspecteur des écoles supérieures, des académies, etc., \$71,000 ; High Schools, Québec et Montréal \$2,470 ; Compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux High Schools \$4,940 ; Ecoles communes :—Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera retenu annuellement pour être distribué, en telle portion qu'il plaira au lieutenant gouverneur en conseil de fixer aux institutions pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province \$160,000 ; écoles dans les municipalités pauvres \$6,000 ; Instituteurs en retraite \$8,000 ; écoles pour les sourds muets, \$200 pour Sainte-Marie, Beauce \$12,200 ; écoles pour les sourds-muets Mile End, Montréal \$1,000 ; conseil de l'instruction publique \$2,000 ; Journal de l'instruction publique, français (Enseigne-

ment primaire) \$450 ; Journal de l'instruction publique, anglais \$450 ; Collège Sainte-Thérèse, pour sa reconstruction, dernier paiement, une année n'ayant pas été payée \$2,000 ; Couvent à Saint-Roch de l'Achigan ; quatrième et dernier paiement \$150.

Le projet de loi pour autoriser Dame Jane Cox, épouse de John Nelson Hickey et Dame Barbara Cox, épouse d'Alexandre Linton Lockerby à vendre la partie sud-ouest du No. 123 du cadastre hypothécaire du quartier St. Louis, cité de Montréal, à Jean-Baptiste St. Louis et à Dame Emma E. Lamontagne, épouse d'Emmanuel St. Louis, à certaines conditions, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 19 mai 1886.

SOMMAIRE .—Interpellations et réponses.—Proposition pour secours à Hull.— Proposition relative au chemin de fer de la frontière des comtés du sud : MM. Faucher de Saint-Maurice, Marcotte, Bernatchez, Flynn, Mercier, Deschênes, Gagnon, Desjardins, Stephens, Beaubien, Garneau, Taillon.—Proposition concernant l'impression des discours de M. Desjardins : MM. Mercier, Flynn et Desjardins.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi constituant la Cour Supérieure de cette province, de manière à donner au district de Terrebonne, un juge y résidant.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal - est, procureur général*.—Le gouvernement avisera aux meilleurs moyens de donner satisfaction aux justiciables du district de Terrebonne.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la cour de circuit, dans le comté de Kamouraska.

L'honorable **M. Taillon**.—Le gouvernement n'a pas l'intention de décider l'affaire cette année.

L'honorable **M. Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Je propose qu'en vue du récent incendie dans la cité de Hull, qui a dépouillé un grand nombre de familles de leurs demeures et détruit beaucoup de propriétés, il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur d'émettre son mandat en faveur de l'honorable trésorier de la province pour la somme de mille piastres, pour aider à soulager la détresse des victimes de cet incendie ; cette somme devant être mise à la disposition du comté nommé pour distribuer les secours donnés et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le lieute-

nant gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Mercier—*député de Saint Hyacinthe*—l'appuie cette proposition avec plaisir. Il s'agit d'un malheur, il n'y a pas de parti dans ces occasions-là.

M. Duhamet—*député d'Ottawa*.—Je remercie les deux côté de la Chambre pour cet acte de générosité. En 1880, un malheur semblable a frappé Hull et le gouvernement s'est montré très libéral. Je suis heureux de dire que cette ville a décidé de prévenir ces désastres à l'avenir en décrétant la construction d'un aqueduc.

M. Faucher de St. Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre le Révérend M. Boulet, curé de St. Magloire, M. Faucher de Maurice, M. P. P., et plusieurs autres personnes et le gouvernement de Québec, au sujet d'une voie ferrée qui passerait à travers les terres qui s'étendent sur les confins de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, etc.

Cette proposition est adoptée.

LE PROJET DE CHEMIN DE FER DE LA FRONTIÈRE DU SUD

M. Faucher de St. Maurice.—Je propose que : le 2 juin 1884, la résolution suivante a été acceptée unanimement par l'Assemblée législative :

" Résolu que la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska, se prête à la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à Edmunston au chemin de fer du Nouveau-Brunswick.

" Que, d'après les renseignements donnés officiellement, il est impossible de trouver ailleurs de meilleures terres pour la culture.

" Qu'il faudrait peu d'efforts pour diriger la colonisation vers cette région fertile et l'ouvrir à l'industrie et à l'agriculture.

" Que des paroisses pourraient s'ouvrir sur la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska, où des milliers de nos compatriotes trouveraient, sinon l'abondance, au moins l'existence saine, honnête et indépendante.

" Que la province de Québec faciliterait ainsi le repatriement de nos compatriotes actuellement aux États-Unis et empêcherait une émigration qui est une cause d'affaiblissement.

“ Qu'il est de l'intérêt de la province de Québec d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à Edmunston, au chemin de fer du Nouveau-Brunswick.

“ Que l'Assemblée législative présente une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'assurant que cette construction est d'une importance vitale pour le développement commercial et agricole de la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska.

Que le discours du trône renferme le paragraphe suivant :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Que l'Assemblée législative de la province de Québec a admis unanimement le 2 juin 1884, qu'il était de l'intérêt de la province de Québec d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée.

Qu'un ordre de la Chambre a été voté unanimement le 12 avril dernier demandant, —“ copie de la correspondance échangée entre M. Henry O'Sullivan, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de Québec, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique canadien, à Québec.”

Qu'il soit résolu :—Qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir de tous les faits se rapportant au projet d'une ligne courte passant par un ou par les comtés mentionnés dans la résolution votée unanimement le 2 juin 1884, par l'Assemblée législative de la province de Québec avec mandat et pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et tous documents ou rapports se rapportant aux études faites par divers

arpenteurs et spécialistes sur une ligne courte passant à travers le ou les comtés mentionnés dans les résolutions acceptées unanimement par l'Assemblée Législative le 2 juin 1884 ; que le comité fasse un rapport complet des témoignages entendus et de la procédure sur le référé et que MM. Audet, Bernatchez, Marcotte, Gagnon, Deschênes, Asselin et M. Faucher de Saint-Maurice composent ce comité.

En faisant ces deux propositions je n'ai pas la prétention de découvrir à l'Assemblée législative un pays nouveau. Non : la zone fertile qui s'étend en arrière de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska est connue maintenant du public, grâce aux rapports des spécialistes et des arpenteurs.

L'un d'eux disait :

" Au sud du fleuve Saint-Laurent, en avant de Québec, depuis la rivière du Sud jusqu'à la Rivière du Loup, le long du chemin de fer Intercolonial, l'étendue des terrains cultivables est très limitée.

" On peut dire que sur tout ce parcours, il y a des rangées de montagnes de 1500 à 1000 pieds de hauteur qui courent parallèlement au fleuve Saint-Laurent et n'en sont éloignées que de deux à six milles.

" On trouve ici et là des rochers escarpés, séparés par des vallées unies, mais, en général, les rangées de montagnes ne sont interrompues que par les lits profonds des cours d'eau qui coulent pour la plus grande partie au nord et au sud et n'offrent aucun accès facile à la région de l'intérieur.

" Ces rangées de collines et de montagnes sont pour la plupart rocheuses, incultivables, et on les garde comme terres à bois pour les habitants des vieux établissements qui bordent le fleuve St-Laurent.

" En arrière et au sud de ces montagnes, il y a une région fertile qui s'étend vers la frontière des États-Unis et que traverse le chemin Taché à une distance de 20 à 25 milles du St-Laurent.

" On a ouvert en partie cinq ou six routes qui font communiquer ce chemin avec le Saint-Laurent ; mais, en dépit des sommes considérables dépensées par le gouvernement sur ces chemins, la grande difficulté de les entretenir en bon état de réparation, ou même passables, à travers les rangées de montagnes plus hautes décrites, a toujours été et sera toujours un obstacle sérieux à la colonisation des terres fertiles de cette région, à moins qu'on ne leur donne des facilités de communication au

moyen d'un chemin de fer pas-ant dans la vallée de la rivière du Sud et de la rivière Noire, plus hautes décrites.

“ Des colons se sont rendus dans cette région à maintes et maintes reprises depuis une vingtaine d'années, mais à raison des difficultés d'accès exposées plus haut, il n'y a été établi que quatre paroisses : Armagh, Saint-Magloire, Saint-Paul et Saint-Pamphile.

“ Je suis informé de bonnes sources qu'au bout du chemin de l'Islet, il y a quarante six érablières d'établies. Le long du chemin Taché, à portée de cet endroit et allant vers l'ouest jusqu'à Saint-Paul, il y a un bon nombre de colons qui parlent dans les termes les plus encourageants du sol et du climat de cette région. Quelques-uns des colons les plus anciens et les plus dignes de foi, m'ont assuré qu'ils ont fait successivement sans fumure, jusqu'à quinze, seize et dix-sept récoltes payantes dans le même terrain.

“ Le terrain est indubitablement rocheux en beaucoup d'endroits ; mais il n'y a que très peu de gros cailloux et d'effleurements de roc solide : les hautes futaies d'épinettes blanches, de merisiers, d'érables, etc., indiquent un sol sèche. Il y a du cèdre en abondance dans les terrains bas, ainsi que du frêne et de l'orme le long des cours d'eau. Le plus beau bois de pin a été enlevé, mais il y a en abondance de l'épinette propre à faire des billots de sciage et du bois de construction. Le bois nécessaire à la construction d'un chemin de fer se trouve en quantité le long de la ligne.

“ Sur le lot numéro 6 du canton de Patton, à une distance d'un mille et demi,—et à une élévation d'environ 300 pieds au-dessus des terrains environnants—du plus haut sommet de la ligne de partage des eaux coulant vers le Saint-Laurant et la baie de Fundy, un nommé Michel Bernier m'affirme qu'il a récolté 76 minots d'orge de la semence de $4\frac{1}{2}$ minots et que sur le même lot il a fait d'excellentes récoltes d'avoine, de blé, de foin, de pommes de terres, etc.

“ Le 24 février, j'ai mesuré l'épaisseur de la neige et j'ai trouvé 18 pouces dans les forêts de bois mou, et 2 pieds dans les forêts de bois dur. ”

Voilà ce que disent les rapports d'arpenteurs.

Est-ce qu'à son tour, l'an dernier, le curé Boulet—et cet apôtre, est pour la colonisation du sud de Bellechasse, ce que le curé Labelle de Saint-Jérôme est pour le nord—est-ce que le curé Boulet ne m'écrivait

pas la lettre suivante que j'ai eu, dans le temps, l'honneur de communiquer à la Chambre ?

En la lisant je la faisais précéder des remarques suivantes :

Un pays riche, connu que des missionnaires, des trappeurs et des bucherons, s'étend en arrière des comtés de Beauce, de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Rimouski. Tous les rapports officiels que nous possédons s'accordent sur la fertilité du sol, sur la richesse des essences forestières. On y a trouvé des gisements minéraux de la plus grande richesse, entr'autres des indices de cinabre.

Puis je lisais aux applaudissements de la Chambre cette lettre du curé Boulet. Elle disait :

Saint-Magloire, 10 mars 1884.

MONSIEUR,

Je vois par les journaux que vous travaillez, vous et vos amis, à la future construction d'un chemin de fer qui devrait passer sur la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska. C'est une belle œuvre patriotique, une heureuse idée qui aurait dû trouver sa réalisation depuis des années. Et voici pourquoi : en arrière des comtés nommés plus haut, il y a une vallée magnifique qui se prête admirablement à la construction d'une voie ferrée ; il n'y a ni côtes, ni rochers. Partant de Metgermette en descendant vers Edmundston, on trouve toujours la plaine unie et fertile. La compagnie qui voudrait y construire un chemin de fer trouverait tous les matériaux sur les lieux. Partout, il y a des beaux cèdres, de l'épinette rouge.

Il est impossible de trouver ailleurs de plus belles terres ; je suis certain d'après ce que j'ai vu moi-même et ce que j'ai pu visiter avec l'intention d'y diriger la colonisation, qu'il n'y a pas de différence entre cette belle vallée de Daaquam et celle de la Beauce. Partout on trouve des rivières et des lacs, partout on rencontre de beaux pouvoirs d'eau pour manufactures et moulins. Il faudrait bien peu d'efforts, il me semble, pour diriger la colonisation vers cette zone fertile.

Partout sur les bords des rivières et dans la plaine j'ai vu de magnifiques terres. On peut en juger par les essences fruitières qui y croissent en abondance. Partout on cueille la gadelle sauvage ; la groseille, la cerise, les rosiers et la vigne sauvage réussissent en abondance. On dirait d'un jardin. Le foin bleu y abonde, et quelques colons vont le couper et l'enlever pour leur utilité.

Si on laisse le bord des rivières pour s'enfoncer de un ou deux milles dans la forêt, on y rencontre les plus beaux bois. L'érable, le merisier, le frêne, l'orme, le bouleau, l'épinette rouge et blanche, un peu de pins, beaucoup de beaux cèdres, tout cela est en abondance. On ne rencontre pas de montagnes, seulement au milieu de la vallée il y a une légère élévation de terrain.

Pourquoi nos gouvernants ne dirigeraient-ils pas la colonisation de ce côté-là ? Nous pouvons y établir de magnifiques paroisses, ou des milliers de Canadiens-français trouveraient sinon l'abondance, du moins l'existence aisée et confortable.

Le sol se prête très bien à toute espèce de culture. Tous les grains y viendraient à merveille, et le foin s'y récolterait en abondance. Le climat est plus doux que celui du Nord et du Saguenay. Nous n'aurions pas à redouter les vents froids qui désolent ces régions. De partout surgissent des points de vue admirables ; la chasse et la pêche y sont inépuisables.

Le gouvernement devrait, avant tout, encourager la compagnie de chemin de fer qui voudrait passer par ce pays, qui est une des plus belles parties, sinon la plus belle et la plus fertile de la province de Québec.

Pourquoi, par exemple, ne pas faire relever les lignes des cantons de ces régions, surtout celui de Daquiam, et cela au printemps ? Pourquoi ne pas mettre quelques milliers de piastres, cet été, à la construction d'une route qui traverserait le centre de ce canton et permettrait aux colons de s'y établir de suite ? Que le gouvernement se rende à ce désir : tous les curés voisins ont promis d'envoyer des colons dans ce merveilleux pays.

Dans quelques années d'ici, on verrait de ce côté, de belles et riches paroisses canadiennes-françaises. Il ne reste plus qu'une voie de salut pour le Canada français, s'il tient à conserver sa religion, sa langue et sa nationalité ; c'est la colonisation. Qu'on s'engage hardiment dans cette voie, et vous verrez bientôt notre chère patrie prendre du prestige et garder sa force.

Partout ailleurs, on voit des étrangers s'emparer de notre pays, et nous, les enfants du sol, nous resterions inactifs ? Non. Aidons aux nôtres dans leurs travaux : ouvrons leur des chemins, et vous verrez bientôt des milliers de bras travailler pour l'agrandissement de la patrie et veiller à sa défense et à son honneur

Mon cher monsieur, voici à peu près tous les renseignements que je puis vous donner sur cette partie du pays que vous représentez. Travaillez fortement en notre faveur, et Dieu fera le reste.

Servez vous de ces notes si elles peuvent vous aider en quelque chose, et excusez ce qu'elles peuvent avoir de défectueux ; je suis loin d'être un écrivain.

Les plus sincères amitiés de votre dévoué,

J. B. G. BOULET, Ptre.

Après la lecture de cette lettre si belle, si patriotique, si touchante, les commentaires sont superflus. Elle résume en peu de mots toutes les ressources agricoles, minérales et forestières que Québec pourrait retirer de ce pays laissé à lui-même, de cette *terra incognita*.

Emparons-nous du sol ! Telle était la devise de nos pères ; telle doit être la nôtre.—Un homme distingué avec qui je causais dernièrement de la colonisation canadienne, M. Achintre, du *Monde*, faisait à ce propos des remarques fort logiques. Entr'autres choses, il disait en parlant de nos pères et des temps reculés de la colonie : " Pour qui connaît aujourd'hui la topographie des lieux, la nature du pays, les dangers à prévenir, les ennemis à combattre, les établissements à créer, tous les obstacles qu'il fallait vaincre en ce Canada alors inconnu, lequel de ceux-là oserait de mettre en doute les qualités des colons, l'aptitude de la race, l'habileté de l'administration française à cette époque.

" Que l'on jette un coup d'œil sur la carte du Bas-Canada, et que l'on y suive, depuis l'origine jusqu'à nos jours, le développement de l'idée qui présida à la création des groupes, au choix des localités, des premiers villages, à cette disposition savante de lignes d'établissements, courant parallèlement au fleuve et gagnant les profondeurs par série de rangs, disposés en échelons, comme les régiments d'un corps d'armée à la veille d'une grande bataille.

" Assurer ses derrières et ses ailes, et prendre le fleuve comme base d'opération ! telle fut l'idée de jadis.—Elle reste encore de nos jours, la meilleure des tactiques, soit au point de vue de la guerre ou à celui de la colonisation.—

Cette tactique, notre devoir est de la continuer en étendant la colonisation des rives du Saint-Laurent à la frontière du Maine.—Représentant du Sud, je fais mon devoir en attirant l'attention du gouvernement sur cette belle partie de la province. Une voie ferrée suffirait pour

donner à l'agriculture, au commerce, à l'industrie une région merveilleuse où le climat est plus doux qu'au Nord et au Saguenay. En préconisant le Sud, je suis loin de vouloir nuire aux efforts faits pour coloniser la Lièvre, la Rouge, la Mattawan, le Nord, le lac Témiscamingue et le lac Saint-Jean. Non, dans notre beau pays, il y a place pour tous.

La province de Québec a une superficie de 120,764,651 acres. Sur ce grand total il y a 12,627,877 acres de terrains occupés ; 6,410,264 acres de terrains améliorés ; 4,144,984 acres de terrains cultivés ; 2,207,422 en paturages et 54,858 en jardins. Reste comme grand total 108,138,774 acres de terres qui sont inexploitées !

En face de ces richesses latentes que nous avons sous la main, il est bien permis de demander avec Doudan :

“ La terre se repose terriblement chez nous. Reste à savoir si quelque moisson gigantesque sortira de ce grand loisir.”

Ces moissons gigantesques, le gouvernement peut les faire germer et il peut les forcer à pousser hors du sol.—Qu'il encourage la construction d'une voie ferrée en arrière des comtés de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska, et Dieu et la race canadienne-française feront le reste.

Le jour où l'Assemblée législative acceptait unanimement ma résolution, je lui donnais aussi communication de cette importante lettre du Dr LeSage, député de Dorchester aux communes du Canada.

“ Vos résolutions de chemins de fer, m'écrivait-il, expriment un désir qu'entretenaient depuis longtemps ceux qui réellement ont à cœur l'avancement de la colonisation de nos belles terres situées dans ces vallées admirables et malheureusement si peu connues.

“ Vous faites bien de les soumettre à l'Assemblée législative, dès cette session. Il y a urgence : il faut attirer l'attention des gouvernements fédéraux et locaux sur la localisation de cette ligne courte par la voie que vous indiquez, via Québec aux province maritimes.

“ Toutes nos ressources financières, notre crédit même sont engagés au parachèvement du Pacifique, à son passage à Québec et à sa construction entière sur le territoire canadien.

“ Voici, d'après moi, le tracé que devrait suivre cette ligne projetée, pour atteindre ces résultats. Vous pouvez d'ailleurs suivre facilement ce tracé sur la carte des chemins de fer et en arriver à mes conclusions.”

" De Lévis vous suivez la rivière Etchemin, puis faisant sud-est, le chemin de fer projeté poursuivrait sa course le long de la rivière-Famine, de là il rejoindrait la rivière Daaquam, atteindrait bientôt la rivière Saint-Jean qu'il suivrait constamment jusqu'à Saint-Jean du Nouveau-Brunswick, traversant ainsi dans sa course les comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, où il se souderait au chemin d'Edmunston à Saint-Jean.

" La distance calculée est d'environ 340 milles en tout. Sur ce, il y aurait à déduire les chemins déjà construits, tant ici que dans le Nouveau-Brunswick.

" En acceptant ce projet, nous aurions le Pacifique entièrement sur le sol canadien. Il passerait à travers de superbes terres qu'il ouvrirait à la colonisation : il nous donnerait ainsi la ligne la plus courte pour gagner l'Atlantique, et il assurerait en tout temps le commerce de cette immense voie ferrée à Québec.

" La ligne que nous indiquons tous deux est la première qui ait été explorée il y a cinquante ans, et c'était réellement la direction que l'Intercolonial aurait dû suivre. Elle est la plus avantageuse. On voit encore les vestiges des explorations faites par les ingénieurs royaux à cette époque.

" Vos résolutions comportent un but patriotique. Mon cher Faucher de Saint Maurice, vous ne serez pas isolé dans ce mouvement généreux et bien pensé. Le mouvement que vous provoquez a une actualité plus qu'ordinaire. Vous devez l'agiter non comme question locale, mais bien comme question d'intérêt général. Il faudrait des explorations. Comptez sur mon concours.

" Votre ami dévoué,

" DR, C. LE SAGE, M. P."

Avec cette lettre je donnais communication à l'Assemblée législative de la dépêche suivante :

DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Bureau des ingénieurs, Québec, 7 juin 1884.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE,

M. P. P., Québec,

Cher Monsieur,

" J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos résolutions concernant votre " chemin de fer de colonisation, et je les approuve sous tous les rap- " ports."

“ On peut construire une ligne excellente sur le parcours général que vous indiquez, à partir de la station de la jonction de la Chaudière, sur la voie du chemin de fer du Grand-Tronc, via la rivière et le lac Etchemin jusqu'à la frontière, ce qui fera en tout une distance d'à peu près cent milles.

“ Malheureusement, à cet endroit, la ligne atteindrait le territoire américain et se prolongerait au nord de la rivière Saint-Jean, sur un parcours d'à peu près vingt milles, et la longerait sur une distance de 70 milles, comme vous le constatez en consultant la carte.

“ Il est possible de construire une ligne dans les limites du territoire canadien, mais comme les cours d'eaux semblent tous prendre naissance dans cette direction, je crois que le pays est montagneux. On ne pourra, du reste, s'assurer de ce fait qu'en faisant un examen du terrain.

“ Je suis tout à fait de votre avis, quand vous dites qu'on peut construire un chemin de fer praticable en passant sur le territoire canadien, ce qui serait d'un grand avantage pour les comtés dont vous parlez dans votre lettre.

J'ai l'honneur d'être etc.

A. L. LIGHT.

Ingénieur, membre de la Société Royale des ingénieurs de Londres.

Après la lecture de ces documents, j'ajoutais :

L'avenir de la province de Québec est intéressé dans les résolutions de chemins de fer que je sou mets en ce moment au pays. De sa réussite dépend le sort de grand nombre de paroisses nouvelles et l'exploitation de la contrée la plus riche et la plus ignorée de notre pays.

Voilà ce que je disais l'an dernier, et depuis je n'ai pas changé d'opinion.

Cette année, un autre apôtre de la colonisation, le curé du Cap Saint-Ignace vient de m'écrire ce qui suit :

MONSIEUR,

Permettez-moi de vous féliciter de l'initiative que vous avez prise pour la construction d'une voie ferrée au sud des comtés de Bellechasse, Montmagny, etc., etc.

Cette construction est le seul moyen efficace pour coloniser les cantons

avoisinant le chemin Taché. Bien des efforts ont déjà été faits pour diriger le trop plein de nos vieilles paroisses vers ces cantons, et jusqu'ici le succès n'est pas très florissant. On trouve les communications trop difficiles ; et le goût trop prononcé que nos jeunes gens ont déjà pour la république voisine, augmente encore la lenteur dans l'exécution de nos plans de colonisation.

Pourtant, monsieur le député, il y a dans ces cantons place pour plusieurs paroisses et les terres sont excellentes. Pour ne parler que de ce que je connais, je puis dire que la mission de Sainte-Apolline, dans Patton, promet de devenir une florissante paroisse et que le canton Talon qui avoisine les lignes offre encore un établissement plus avantageux. Mais... il faut s'y rendre ; il faut en sortir de temps en temps, il faut voir devant soi un débouché pour les produits, il faut donner aux colons les moyens de profiter des bois de toute espèce qu'ils ont sur leurs lots, et n'avoir sous les yeux qu'une mauvaise route de 7 et 10 lieues : c'est une perspective peu encourageante ! De tous côtés, on entend dire :— " Si le chemin de fer passait par là, la colonisation marcherait rapidement."

Oui, M. le député, le chemin de fer, voilà le grand engin colonisateur. Que seraient encore les Cantons de l'Est sans le Grand-Tronc ? Pourquoi tous ces réseaux de chemins de fer qu'on entreprend dans le Nord ? Dans le but de coloniser et d'enraciner sur notre sol les enfants du pays qui nous quittent pour l'étranger, Il faut aussi aux beaux comtés de la rive sud un grand chemin de colonisation. Le gouvernement est trop éclairé pour ne pas comprendre et favoriser cette entreprise patriotique. La zone d'habitations est trop retrécie sur cette rive du Sud ; il faut qu'elle s'étende jusqu'à la frontière des États-Unis. Il y a place pour des milliers d'enfants du sol, qui un jour formeront sa force et sa richesse. Mais pour atteindre plus vite ce but désiré : Allons y en chemin de fer !

Bien à vous,

N. JOS. SIROIS, Ptre.

A peu près vers le même temps un de nos arpenteurs les plus distingués, M. O'Sullivan, me transmettait de précieux documents à propos de la ligne de chemin de fer que tous les députés de la rive sud voudraient voir construire.

" J'ai l'honneur de vous informer, disait-il, qu'en inspectant certains arpentages dans le district de Montmagny, conformément aux instructions de l'honorable commissaire des terres, j'ai découvert une route

qui, j'en ai la confiance, devra avoir pour résultat d'assurer une immense amélioration sur toute autre ligne explorée jusqu'à ce jour pour raccorder le réseau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick à l'Intercolonial, au Grand-Tronc et au chemin de fer du Pacifique canadien, à Québec,

" La course de cette route suit à peu près la ligne droite entre Québec et Edmunston et traverse la ligne de partage des eaux entre le Saint-Laurent et la rivière Saint-Jean, dans une cédrière unie, à la tête de la rivière Noire.

" Muni de deux baromètres anéroïdes rectifiés et très justes, j'ai fait un examen minutieux de cette ligne depuis Québec jusqu'à un endroit sur la rivière Noire situé à environ deux milles au-delà de la ligne de partage des eaux plus haut mentionnée, et je puis dire en toute sûreté que sur ce parcours on peut localiser un bon tracé, avec des rampes n'excédant pas 30 à 40 pieds au mille et de légers travaux de terrassement. Je crois qu'une exploration soignée aurait pour résultat de démontrer un maximum de rampes de 30 pieds au mille.

" A partir de l'endroit où j'ai fini mon exploration il ne peut pas y avoir d'obstruction, car l'eau coule avec un courant uniforme dans la rivière Noire et la rivière Saint-Jean jusqu'à Edmunston, et généralement en ligne droite sur une distance d'environ quatre vingt-dix milles. Il n'y a qu'une chute d'à peu près quinze pieds dans la rivière Noire et il n'y en a pas du tout dans la rivière Saint-Jean. Une paire de chevaux peut remorquer un bac chargé de cent barils de farine à partir d'Edmunston et en remontant la rivière Saint-Jean, jusqu'au confluent de la rivière Daaquam, distance de plus de cent milles.

" La nature du pays est favorable à la construction de chemin de fer, les pentes sont généralement douces, le versant des collines uniforme et il y a peu, s'il y en a, d'affleurements de roc solide : par conséquent, on peut trouver sur ce parcours des rampes faciles, n'exigeant que de légers travaux de terrassement.

" D'Edmunston à St-Jean, comme la ligne suit la rivière sur un parcours de 233 milles qui ne présente qu'environ 500 pieds de pente, on pourrait améliorer à volonté les rampes trop raides qui peuvent se rencontrer sur le chemin de fer actuellement en exploitation, de sorte qu'on pourrait établir un chemin de fer de première classe pour le transport du fret sur toute la distance comprise entre Québec et St-Jean.

" Par cette ligne, la distance de Québec à Edmunston n'excéderait pas 155 milles, ou de 40 à 50 milles de moins que par la voie de

l'Intercolonial et de l'embranchement de la Rivière du Loup à Edmunston, et les rampes peuvent être réduites à moins de la moitié de ce qu'elles seront sur cet embranchement.

“ Cette ligne rendrait accessible et ouvrirait une vaste étendue de terrains cultivables et bien boisés qui se trouvent dans les comtés de Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska, et en touchant à la rivière St-Jean à son confluent avec la rivière St-François, amènerait aux marchés canadiens et au port de Québec les riches produits forestiers d'environ trois milles carrés du territoire des Etats-Unis, égouté par la rivière St-Jean et son tributaire la rivière Allaguash.

“ En construisant la ligne de raccordement de Ste-Thérèse, la distance d'Ottawa à St-Jean, par le chemin de fer du Pacifique, par la ligne en question et par les chemins de fer actuels du Nouveau-Brunswick, serait d'environ 642 milles ; ce qui n'excède que d'une quarantaine de milles la longueur des lignes les plus courtes exploitées jusqu'à ce jour, en même temps que la supériorité des rampes et de l'alignement compenserait, et de beaucoup, cette augmentation de distance.

“ Au point de vue du prolongement de la ligne artère du Canada vers l'est jusqu'à Louisbourg, cette ligne avec les 40 milles du chemin de fer du Nouveau-Brunswick, entre Edmunston et le Grand-Saut, et de ce point par une ligne directe jusqu'à Moncton, formerait une distance, d'Ottawa à Moncton et à tous les points de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ile du Prince-Edouard et du Cap Breton, de 50 à 75 milles plus courte que n'importe quelle autre ligne praticable explorée jusqu'à ce jour.

“ Durant la dernière session du parlement fédéral, on a représenté la contrée située entre le Grand-Saut et Moncton, comme impraticable pour la construction d'un chemin de fer. (Voir *Débats*, 10 juillet 1885). Les derniers rapports et les meilleurs que nous ayons sur cette contrée, incorporés dans le rapport de M. Sanford Fleming sur les explorations du tracé de l'Intercolonial, prouvent le contraire. On a constaté que cette contrée est toute praticable, à l'exception de quelques milles aux sources des rivières Miramichi et Tobique, et même là, M. Fleming dit que “ il y a raison d'espérer qu'une exploration soignée aurait pour résultat de démontrer qu'on peut trouver là un tracé praticable aussi bien qu'ailleurs.” (Voir le rapport de M. Fleming, page 30, 32, 58, 62, 63, 64, 69, 70, 75, 76, 142 et 143.)

“ Je crois réellement que cette ligne directe de Québec à Edmunston peut devenir un chaînon important de la ligne artère du Canada. J'ai

étudié la question, j'ai pris quelques notes sur tout ce sujet, j'ai préparé quelques tableaux des distances, etc., que je serai heureux de vous transmettre, si vous le désirez.

“ Cette ligne possède des avantages particuliers qui n'ont besoin que d'être exposés pour assurer sa construction, même comme chemin commercial ou comme chemin de colonisation.

“ Le sol est riche et cultivable le long de toute la ligne. A un mille et demi de ce sommet et à une hauteur de deux ou trois cents pieds au-dessus du sommet de cette ligne, sur la ligne de partage des eaux qui vont au Saint-Laurent et à la baie de Fundy, on a fait l'automne dernier de magnifiques récoltes de blé, d'avoine, d'orge, de pommes de terre, etc. Il est donc inutile de dire que si ce chemin de fer était construit, les terres qui sont maintenant inoccupées et qui se vendent 30 centins l'acre seraient bientôt prises avec plaisir à cinq et même à dix fois ce prix, et qu'une chaîne non-interrompue d'établissements s'étendrait en peu de temps de Québec à Edmunston.

“ Comme de raison, cette ligne traverserait un coin du territoire des Etats-Unis ; mais comme nous avons le précédent du parlement votant des millions de piastres pour construire deux cents milles de chemin de fer à travers les États-Unis, construction qui aura pour résultat inévitable de diriger la masse du trafic canadien, vers les ports américains, il ne peut pas y avoir d'objection à traverser cette pointe de l'Etat du Maine qui se prolonge au delà de la rivière Saint-Jean. Ce ne serait tout simplement que reprendre ce qui nous appartient, car ce territoire nous appartenait autrefois. Il redeviendrait pratiquement notre propriété, car il se peuplerait indubitablement en peu de temps de Canadiens qui n'auraient pour leurs produits d'autre débouché que nos marchés. Si l'on fait passer l'embranchement de la Rivière-du-Loup par la vallée de la rivière Saint-François qui est son tracé naturel, cela donnerait, au besoin, une voie passant sans interruption par le territoire canadien, mais augmenterait la distance de Québec à Edmunston de soixante ou soixante et dix milles, comparativement à la ligne droite.

“ Avec ce chemin de fer passant par la rivière Noire et un pont à Québec, la vallée de la rivière Saint-Jean deviendrait bientôt pour le commerce de Québec un territoire d'alimentation (*back country*) non moins important que celle du lac Saint-Jean, pour laquelle cette ville a fait de si grands sacrifices.

“ Quant au pont sur le Saint-Laurent à Québec, quelques-uns entre-

tiennent la curieuse idée qu'il ne ferait que nuire au commerce de notre port en entraînant tout à Halifax.

" Québec est éloigné d'Halifax d'environ 678 milles par le chemin de fer Intercolonial et d'environ 530 milles par la voie la plus courte possible.

Québec est éloigné de Liverpool de 2,900 milles.

Halifax est éloigné de Liverpool de 2,855 milles,

Différence en faveur d'Halifax seulement 45 milles.

" Mais le trajet soumis est plus court à partir de Québec de sorte qu'on peut dire que Québec et Halifax sont à la même distance de Liverpool.

" Ceci étant le cas, l'idée que Québec peut éprouver du tort de la part d'Halifax ou de tout autre port des provinces maritimes tant que son port est ouvert à la navigation, équivaut à dire que l'on peut transporter pour rien, sur un parcours de cinq ou six cents milles de chemin de fer, les marchandises et les voyageurs.

" J'ai remarqué dans les journaux de Québec quelques écrits avocassant l'établissement d'un service de bateaux passeurs pour les convois de chemins de fer. Je considère l'établissement de ce service comme un gaspillage d'argent et même comme quelque chose de pire ; car si nous perdons notre temps à causer sur cet arrangement insuffisant, le pont de Lachine ouvrira au commerce un chenal si profond le conduisant aux ports des Etats-Unis, qu'il faudra des efforts surhumains pour l'en faire sortir.

" Sans un pont à Québec, le réseau des chemins de fer du Canada est incomplet. Le chemin de fer canadien du Pacifique est forcé de se trouver un terminus d'hiver dans les ports américains, et la distance de Lachine au littoral des Etats-Unis est comparativement si courte, que si le terminus d'hiver est là, le terminus d'été y sera aussi et les ports de l'est du Canada resteront déserts.

" Il y a des millions et des millions d'acres de bonnes terres cultivables, bien boisées et bien égouttées dans la partie orientale de la province de Québec ainsi que dans le Nord et le centre du Nouveau Brunswick qui ne sont pas habitées et n'ont pas de chemin.

" L'étendue de terrains cultivables qui serait traversée par cette ligne entre le Grand Sault et Moncton, terrains qui ne sont pas colonisés à

raison du manque de voies de communication par terre ou par eau, est immense.

“ Cette ligne passerait aussi à 15 ou 20 milles des vastes houillères du Grand Lac, où l'on a déjà localisé un bon tracé de chemin de fer.

“ Le grand avantage de cette ligne, c'est que sur tout son parcours d'Ottawa à St-Jean, il n'y a qu'une seule ligne terminée, au lieu qu'il y en a cinq ou six sur la ligne de Sherbrooke et Mattawanskig.

“ La province de Québec et le Nouveau-Brunswick ont fourni leur bonne part des cent millions et plus dépensés pour explorer, tracer et construire des chemins de fer dans Ontario, Manitoba, Assiniboia, Alberta et la Colombie Anglaise. Pourquoi ces deux provinces ne pourraient-elles pas obtenir le vingtième d'un million pour faire explorer leur propre territoire ? En 1884-85, on a dépensé environ \$57,000 en explorations de la ligne directe, mais cette somme a été presque toute dépensée dans l'Etat du Maine.

“ Le gouvernement fédéral devrait faire explorer cette ligne : il devrait la faire explorer maintenant. L'intérêt que comporte cette ligne, les avantages qui en découleront sont communs à Québec et à toutes les provinces maritimes, et si le gouvernement fédéral ne peut pas faire faire l'exploration de cette ligne maintenant, les gouvernements provinciaux devraient intervenir et faire faire de suite ces explorations à leurs frais. Dans tous les cas, la province de Québec devrait faire explorer la partie comprise entre Québec et Edmunston.

“ Nous avons nominalement le terminus d'été du chemin de fer canadien du Pacifique à Québec ; mais pour l'avoir réellement et pratiquement il nous faut avoir un moyen de communication directe, par chemin de fer, avec la rive sud.

“ La construction de ce chemin de fer de Québec à Edmunston déterminerait la construction du pont, en un mot ferait revivre le commerce et la prospérité de Québec.”

Ainsi s'exprime M. O'Sullivan

Voilà des lettres, des documents précieux, des rapports que je collige depuis des années sur une question vitale pour les comtés du Sud, documents que je voudrais soumettre à une commission nommée par l'Assemblée législative.

Voilà M. le président, les raisons qui me font faire les deux propositions qui sont devant la Chambre. J'espère que l'Assemblée législative va se

rendre aux désirs des comtés de Bellechasse, de Dorchester, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska et qu'elle permettra la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir de la possibilité de la construction d'une voie ferrée qui permettrait aux colons de fonder nombre de paroisses nouvelles, au lieu d'aller chercher à l'étranger le pain quotidien, toujours chèrement gagné, et le plus souvent ne rencontrer dans l'expatriation que la misère et l'abandon.

D'ailleurs le discours du trône ne renferme-t-il pas le paragraphe suivant ?

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.

J'espère que ce projet de loi va s'appliquer à Bellechasse, à Dorchester, à Montmagny, à l'Islet et à Kamouraska.

Il est de la plus haute importance pour Québec, Lévis et les comtés du sud du Saint-Laurent que les belles terres qui s'étendent en arrière de Bellechasse, Dorchester, Montmagny et l'Islet soient ouvertes à la colonisation. Or, le seul moyen d'y parvenir c'est de construire un chemin de fer.

Le comité aura sans doute à examiner les travaux de MM. Light, O'Sullivan, Casgrain et autres ingénieurs et arpenteurs qui ont étudié les différents tracés des voies ferrées qui pourraient être construites dans les comtés mentionnés dans l'avis de proposition. Il pourrait aussi se mettre en relation avec les vaillants et saints prêtres qui ont exploré ces régions et qui sont prêts à y fonder de nouvelles paroisses. Or, les curés d'Armagh, de Saint-Magloire, de Buckland, de Saint-Lazare, de Saint-Nérée, de Saint-Phlémon, de Saint-Damien, de Saint-Gervais, de Saint-Raphaël, de Bellechasse, ceux des autres comtés corroboreront cet avis devant la délégation de l'Assemblée législative.

Le public suivra avec intérêt les travaux de ce comité spécial, ou celui de toute autre commission que pourra désigner la Chambre avec instruction de mener à bonne fin ces études d'économie politique, pratique, si utiles au développement du beau pays que nous ont légué nos ancêtres.

M. Bernatchez—député de Montmagny.—M. le président, cette question s'impose. Il est vrai que certaines parties de ce pays sont rocailleuses mais il y existe nombre de vallées fertiles. Je pourrais citer entre autres endroits le canton d'Ashburton. Il y a dans la région où l'on demande la construction d'un chemin de fer, place pour de nombreuses paroisses. De plus on y trouve une quantité énorme de bois de commerce.

M. Marcotte—député de l'Islet.—Je suis heureux de secondar les efforts du député de Bellechasse dans cette circonstance, car tout ce qui est dans l'intérêt des comtés sud en bas de Québec, m'intéresse comme représentant le comté de l'Islet. Il y a deux ou trois ans, M. le président, lorsque je pris la parole pour faire connaître à cette Chambre les avantages de la colonisation du sud, j'attirai l'attention des hommes d'affaires sur la possibilité d'un chemin de fer dans cette partie du pays : je soumis à cette Chambre des renseignements fournis par le Révd. M. Pelletier, curé de Ste-Germaine et aussi un tracé incomplet, si vous le voulez, mais fort intéressant, d'un M. Hunter, chasseur du canton Arago.

Aujourd'hui je suis heureux de constater que cette idée prend de la consistance et que cette Chambre est prête à favoriser un projet de chemin de fer à travers ces régions négligées jusqu'à présent.

Dans les remarques que je fis alors je conseillais à la ligne du chemin de Fraserville de vouloir bien diriger ses efforts vers le but analysé dans cette adresse.

Il me semble, M. le président, que si cette compagnie comprenait nos véritables intérêts, il serait plus naturel, plus avantageux pour elle d'ouvrir des relations, de se créer un commerce qui ne sera pas disputé par d'autres compagnies. Si la compagnie persiste à se rendre à Fraserville, qu'arrivera-t-il ?

Fraserville n'est pas un port de mer. Le trafic n'est pas assez considérable pour alimenter ce chemin de fer ; alors, il faudra nécessairement avoir recours à l'Intercolonial pour diriger ce commerce vers un port de mer quelconque. Mais si la compagnie traverse d'Edmunston à travers la fertile région du chemin Taché et vient rejoindre le Québec Central à St-François de la Beauce ou à un autre point quelconque de ce chemin de fer, alors elle n'aura pas à craindre la concurrence, et elle ouvrira une vaste région où l'on verra surgir de nombreuses paroisses comme celles créées dans les bois francs par le passage du Grand-Tronc. Ensuite,

M. le président, cet embranchement de chemin de fer est un anneau indispensable à ce vaste réseau de ces chemins de fer que prévoyaient d'avance les créateurs du Pacifique.

Je parlais il y a un instant de la fertilité du sol de la région du chemin Taché. Pour vous en donner une idée je vous dirai que moi-même, sur une terre que j'y possède, à une première semence j'ai récolté trente-trois minots de seigle de la semence d'un peu plus d'un minot, et de la semence d'environ quatre minots de blé j'en ai récolté cinquante-six. Vous voyez par là que ces terres ne cèdent en rien aux terres de n'importe quelle autre partie du pays. J'aime à faire remarquer à cette Chambre que le rapport cité par l'honorable député de Bellechasse renferme quelques erreurs à propos des paroisses s'élevant dans les environs du chemin Taché.

D'abord il ne mentionne pas la paroisse de Ste-Perpétue qui est assez ancienne et les paroisses de St-Marcel et de Ste-Appoline. Ces deux dernières ne sont qu'à leur début mais je suis certain que ces paroisses avec de l'encouragement pour les communications seront bientôt au niveau des autres paroisses échelonnées le long du chemin Taché.

J'espère, M. le président, que le gouvernement ne se contentera pas de bonnes paroles en faveur de cette entreprise, mais qu'il prendra l'initiative pour mener ce projet à bonne fin.

L'honorable M. Flynn.—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer et solliciteur général.*—L'honorable député de Bellechasse a déjà donné nombre de renseignements précieux à la Chambre touchant les comtés du sud, comtés qui vu leur richesse, méritent certainement l'attention du pays.

Il y a aussi un rapport très complet préparé par M. l'arpenteur O'Sullivan.

Je regrette que la question se présente dans des circonstances telles que le gouvernement ne peut les résoudre d'une manière définitive. Le fait est qu'il croit la chose un peu prématurée. Du reste il faudra, avant que le gouvernement puisse accorder des subsides en terres ou autrement, qu'une compagnie soit constituée, compagnie qui devra donner au gouvernement tous les renseignements désirables. Dans tous les cas, la Chambre doit être reconnaissante au député de Bellechasse d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur cette importante question.

J'espère que le député de Bellechasse n'insistera pas sur l'adoption de

sa demande, touchant la nomination d'un comité spécial. Vu que la session est très avancée et vu le grand nombre des comités, les députés ne peuvent assister aux séances de plusieurs de ces comités.

La construction de cette ligne n'est pas absolument du ressort de la législature, vu que ce chemin ne sera pas construit en entier dans la province. Cette question est du ressort du parlement du Canada et je ne crois pas que la Chambre serait justifiable d'intervenir. La question a été débattue au parlement fédéral et tous les renseignements possibles ont pu être obtenus.

Le gouvernement prend le plus grand intérêt à la constructions des chemins de fer et la question posée par M. le député de Bellechasse s'impose. Tôt ou tard la chose devra être réglée dans le sens de l'honorable député.

Je félicite ensuite le député de Bellechasse de l'esprit patriotique qui l'anime et dont il a souvent fait preuve. Je termine en l'invitant de nouveau à ne pas insister.

L'honorable M. ~~Bellechasse~~—*député de St-Hyacinthe*.—C'est une question très importante, et pour arriver à une heureuse solution elle exigerait un accord parfait et énergique. D'après le solliciteur général nous n'avons pas le temps de nous occuper de cette question. C'est un projet important, je ne vois pas pourquoi nous ne prendrions pas le temps de l'étudier.

La vraie raison pour laquelle le gouvernement ne veut pas intervenir on la trouve dans les journaux de cette Chambre du 2 juin 1884. A cette date nous avons adopté des résolutions touchant le projet de la ligne courte, et personne n'a soulevé l'objection que nous intervenions dans les affaires fédérales. Pourtant c'était bien une entreprise fédérale. Nous n'avons jamais reçu de réponse à cette adresse. Si on l'a laissé adopter, c'est qu'on ne voulait pas mécontenter le député de Québec, quitte à laisser mourir l'affaire ensuite. La réponse aurait dû être mise devant la Chambre.

L'objection soulevée par le Solliciteur-général est habile mais elle n'est pas fondée.

Si le député de Bellechasse est sincère, il doit insister pour avoir le comité qu'il demande et quant à moi je voterai pour cette demande, comme j'espère que mes amis en feront autant. Si le député de Bellechasse n'insiste pas on pourra croire qu'il n'a fait qu'un mouvement d'élection.

M. Faucher de Saint-Maurice.—C'est un mouvement de patriotisme.

L'honorable **M. Mercier.**—Très bien, alors, allons jusqu'au bout.

M. Deschênes—député de Témiscouata.—C'est une question qui intéresse plusieurs comtés. Je voudrais bien aider le député de Bellechasse, mais il y a un obstacle dans ma voie. En 1883 nous avons organisé une compagnie qui depuis a reçu une subvention de \$2,500 par mille du gouvernement fédéral. La première objection qu'on nous a faite, c'est que nous n'avions qu'une charte locale. Il nous a fallu avoir une charte fédérale pour pouvoir sortir des limites de la province. L'entreprise dont il est ici question est non-seulement interprovinciale mais même internationale, car on traverserait le territoire des Etats-Unis. Je crois donc que nous n'avons rien à faire ici.

M. Giguon.—Il ne s'agit que de nommer un comité pour étudier le meilleur tracé, et de faire rapport à la Chambre. Rien dans la constitution nous le défend. On a bien voté en 1884 des résolutions relatives à la ligne courte, pourquoi n'a-t-on pas soulevé cette objection alors. Je comprends que le comité réunira tous les documents et nous les transmettra avec ses observations.

Pourquoi donc nous refuser la permission de faire ce travail qui aidera l'entreprise en question. Cela ne coûtera pas un sou à la province. Ce serait différent s'il y avait des dépenses à faire.

De plus si on me demandait de voter la construction de ce chemin de fer, je ne serais pas prêt à le faire dans le moment. Ou si on nous demandait de voter une subvention, j'y regarderais à deux fois. Mais pourquoi, encore un fois, nous empêcher de faire des études.

M. Desjardins—député de Montmorency.—En premier lieu, ce comité ne serait d'aucune utilité vu que les documents et renseignements possibles sont déjà connus et sont entre les mains du gouvernement. La Chambre n'a qu'à les demander pour se les procurer. Du reste, aucune compagnie n'est autorisée à construire ce chemin. S'il s'agit d'une ligne dont le point de raccordement sera à Edmunston cela deviendrait un chemin interprovincial et international, vu qu'une partie de la ligne passera sur une partie du territoire du Maine. Cela seul fait de cette affaire une entreprise qui est du ressort du gouvernement fédéral. J'espère que tôt ou tard cette voie sera construite, mais elle ne le sera qu'à la condition qu'elle soit largement subventionnée par le

gouvernement du Canada. En attendant la réalisation de ce projet, important sans doute, que nous voulons tous voir réalisé dans l'intérêt de la colonisation, il ne faut pas prendre d'initiative de nature à nuire à la construction du chemin de Fraserville à Edmunston. Les travaux sur ce chemin seront bientôt commencés et rapidement parachevés.

Je crois qu'à l'avenir la politique la plus favorable à adopter au sujet de la construction des chemins de fer, à l'exception de cas particuliers qui se recommanderaient tout spécialement, serait qu'ils fussent subventionnés par le gouvernement fédéral qui a si heureusement assuré la construction du Pacifique. Il va sans dire qu'il faut avant tout terminer le grand réseau de chemins de fer provinciaux subventionnés par la province depuis plusieurs années. Il reste encore à terminer le chemin du lac Saint-Jean, celui des cantons au nord de Montréal, celui de la Gatineau, l'extension du Québec central jusqu'à la frontière, et quelques autres.

Vu qu'aucun résultat pratique ne peut découler de la formation de ce comité, je propose l'amendement suivant :

Que tous les mots après " Que " dans la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants : Que cette Chambre ayant par devers elle des rapports et documents qui donnent les renseignements désirables, ne croit pas qu'il y ait aucun avantage ou utilité appréciable à autoriser la formation d'un comité spécial pour tenir une enquête maintenant touchant le tracé d'une voie ferrée pour laquelle il n'y a, du reste, aucune compagnie constituée par cette Législature.

M. Faucher de Saint-Maurice.—*député de Bellechasse.*
—Je ne vois pas comment on peut dire qu'adopter ma proposition serait empiéter sur le domaine du parlement fédéral. Comment peut-on dire que le fait que six ou sept députés s'occupent de leurs comtés dans un comité spécial, constitue une immixtion dans les affaires fédérales. Je veux donner à mes collègues l'occasion de se renseigner sur cette partie du pays. Je veux aussi aller devant mes électeurs muni de documents nécessaires pour faire une campagne en faveur de la colonisation et aussi pouvoir, aidé de mes collègues, essayer d'enrayer le courant d'émigration aux Etats-Unis. Je ne veux pas toucher aux privilèges du gouvernement fédéral. Ce que je veux est qu'on me permette, ainsi qu'à mes collègues qui représentent les comtés intéressés, de recueillir les documents importants qui sont de nature à faire connaître les sour-

ces de richesses qui existent dans la région située au sud des comtés de Bellechasse, Dorchester, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, etc. J'espère que la Chambre m'aidera dans cette mesure patriotique.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. Benoit.—*député d'Hochelaga*.—J'ai déjà eu occasion de donner mes vues sur la question de la ligne courte. Je n'y reviendrai pas maintenant. Je dirai seulement que si le député de Bellechasse avait voulu rendre service à son comté, il aurait dû se contenter de demander une voie ferrée locale, car la question de la ligne courte est définitivement réglée.

M. Faucher de St-Maurice.—Il est de simple logique de s'enquérir si l'affaire doit être bonne avant de venir demander à l'Assemblée législative de passer une loi constituant une compagnie de chemin de fer. Or pour être bien renseigné sur les ressources que peuvent offrir les comtés de Bellechasse, de Dorchester, de Montmagny, de l'Islet et de Kamouraska, au commerce et à l'industrie, il faut passer par la voie d'un comité chargé d'étudier et de s'enquérir des faits.

On vient parler d'immixtion dans les affaires du gouvernement fédéral, mais y avait-il immixtion de la part de l'Assemblée législative lorsque le 2 juin 1884, elle admettait unanimement qu'il était de l'intérêt de la province de Québec d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée ?

Alors il y aurait eu immixtion dans les affaires fédérales lorsque Son Honneur est venu nous dire dans le discours du trône :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Non, soyons logiques. Ce que je demande à la Chambre c'est de réunir en faisceau tous les renseignements éparpillés dans les différents départements, renseignements qui peuvent être si utiles au développement du pays.

Tous, s'ils ne s'entendent pas sur le tracé à suivre, tous concluent à la nécessité de la construction d'un chemin de fer passant par les comtés mentionnés plus haut.

L'Assemblée législative sait-elle que dans les comtés mentionnés dans mes propositions il y a de cinquante à soixante paroisses à créer ? Allons-nous laisser dormir toute cette force latente ? Notre race a besoin d'expansion. Elle est forte, elle est exhubérante. L'avenir est à elle, mais notre devoir de législateur est de la pousser, de la grandir, d'assurer son avenir. Le trafic, a dit le député de Montmorency, prend les routes qui lui convient. Alors que va-t-il faire de la colonisation qui, elle à son tour, crée le trafic ? Il nous a dit : " Commencez par le commencement."

Bien, très bien ! pour moi le commencement de la voie ferrée de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska, ce sera la formation d'un comité de la Chambre chargé d'étudier cet important projet.

Ce que je veux c'est étendre la paroisse, la paroisse qui a toujours été le cœur de la Nouvelle-France. Faisons pour les solitudes qui courent en arrière de Bellechasse, de Dorchester, de Montmagny, de l'Islet et de Kamouraska, ce que jadis, Beaumont, Saint-Michel, Saint-Valier, Saint-Charles, Saint-Raphaël ont accompli, ce que le révérend M. Gingras, curé de Saint-Gervais, fait encore de nos jours, ce que les curés et les habitants de tant d'autres paroisses ont fait pour la colonisation. Entendons-nous. Donnons les terres aux nôtres. Plantons des croix. Erigeons des clochers. Québec et Lévis ont besoin d'un *back country*, d'un pays d'alimentation. Vous l'avez sous la main en formant un comité chargé de s'enquérir de tout ce qui peut aider à faire passer une voie ferrée en arrière des comtés mentionnés plus haut. Notre devoir est-il de laisser à la stérilité les belles terres qui s'étendent entre ces comtés et la frontière du Maine ? Non : les hommes passent et les idées restent. Plus tard quand nous irons dormir à côté des ancêtres qui ont illustré notre pays, je veux que l'on puisse dire de nous :

—Ils ont travaillé comme les anciens, comme les ouvriers de la première heure, comme les vrais habitants, comme les descendants des propriétaires sans peur et sans reproches du sol de la Nouvelle-France. Ceux-là étaient dignes d'avoir de pareils aïeux.

L'honorable M. Garneau—*député de Québec*.—Je me suis déjà exprimé moi aussi sur la question de la ligne courte. C'est moi qui ai proposé les résolutions de 1884 qui ont été votées unanimement, Je dirai en passant que le gouvernement fédéral nous a traités avec injustice sur cette question. Il aurait dû faire faire des explorations.

Quant à la demande du député de Bellechasse, je ne suis pas en position de dire quel bien il pourra en résulter. On dit qu'il y a là beaucoup de terres propres à la colonisation. Alors il faudrait une exploration.

Je comprends que si nous nous engageons dans cette voie par la nomination d'un comité, il faudra tôt ou tard que la province vote des subsides.

Je serais plutôt en faveur de faire faire des explorations.

L'honorable M. Taillon, —*député de Montréal-Est et procureur général*.—Il existe un comité, celui de l'agriculture et de la colonisation, qui est tout disposé à s'occuper de la chose. Qu'on lui renvoie la question.

M. Faucher de Saint-Maurice, —Eh bien, s'il le faut nous irons au comité d'agriculture, mais il y a déjà là bien de la besogne. Dans tous les cas que ce soit dans ce comité là, en Chambre ou ailleurs, je mettrai toute mon énergie à faire valoir les privilèges des colons Canadiens-français, surtout de ceux de Bellechasse. Ils ont droit à ouvrir de nouvelles terres. Tant que je serai en Chambre, je serai l'ardent avocat d'une voie ferrée, traversant l'arrière des comtés de Bellechasse, Dorchester, Montmagny, l'Islet, Kamouraska. Lévis et Québec y trouveront leurs pays d'alimentation et mes collègues et moi nous aurons la satisfaction du devoir accompli vis-à-vis de notre pays et vis-à-vis de ceux qui nous envoient en parlement.

La proposition de M. Desjardins est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Cameron, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Duhamel, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Leduc, Lynch, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Robertson, Robillard, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—34.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, Marçotte, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin et Shehyn.—16.

L'Assemblée législative a adopté.

M. Gagnon propose en amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la proposition principale telle qu'amendée : " Mais cette

Chambre espère que le gouvernement fera explorer l'important territoire en question pour mettre la Législature en état d'adopter toute mesure propre à développer les ressources considérables de cette région."

L'amendement étant mis aux voix, il est adopté.

M. Picard propose en amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la proposition principale telle qu'amendée : " y compris les comtés de Mégantic, Wolfe et Richmond."

Objection est faite par M. Gagnon que cette proposition n'est pas dans l'ordre ; 1. parce que l'amendement n'est pas dans les termes voulus ; 2. parce qu'il ne relève pas de la proposition.

M. le **Président**.—Les termes dans lesquels la proposition est touchée sont : " Que les mots suivants soient ajoutés en sous-amendement à l'amendement." Dans le cas où la forme d'une proposition est irrégulière, il est permis au président de l'énoncer dans une forme appropriée ; mais toutes les propositions substantielles doivent être proposées en employant exactement les termes employés par l'auteur de la proposition. (Usages de l'Assemblée législative, numéro 8). Dans le présent cas, pour proposer la proposition dans une forme appropriée, j'ai énoncé comme étant la question : " Que les mots suivants soient ajoutés à la proposition principale telle qu'amendée." Ceci, comme de raison, dispose du premier point de l'objection.

L'affaire amenée devant la Chambre par la proposition proposée par le député de Bellechasse se rapporte à certains comtés nommés dans la proposition. L'amendement proposé par le député de Kamouraska et adopté par la Chambre ne se rapporte qu'au territoire formé par ces comtés. L'amendement proposé par le député de Richmond et Wolfe se rapporte à d'autres comtés ; et pour cette raison je suis d'opinion qu'il ne relève pas de la proposition principale. Je décide donc que l'amendement en question est contraire à l'ordre.

Objection est faite par M. Deschênes que l'amendement n'est pas dans l'ordre.

M. le **Président**.—La question d'ordre soulevée par le député de Témiscouata, c'est que l'amendement proposé par le député de Kamouraska ne relève pas de la proposition principale telle que remplacée par l'amendement proposé par le député de Montmorency.

L'amendement en question a été accepté par la Chambre, et il est maintenant trop tard pour soulever la question de pertinence.

Je décide donc que la question d'ordre n'est pas bien fondée, mais que n'importe quel député peut néanmoins soulever une question d'ordre à l'égard de la proposition principale telle qu'amendée et telle qu'elle est maintenant devant la Chambre.

Objection est faite par M. Duhamel que cette proposition entraînant des dépenses par le gouvernement, il faudrait un message du lieutenant gouverneur.

M. le **Président**.—Le parlement ne peut voter des argents, pour n'importe quelle fin, que sur la recommandation de la couronne et sur la responsabilité des ministres. La Chambre vote les subsides et elle est responsable de ce vote ; mais il est du devoir de l'exécutif de faire connaître ce qu'il faut. Cependant la Chambre a le droit, par une résolution exprimant une opinion abstraite, d'attirer l'attention du gouvernement sur l'à-propos de toute dépense et de tout octroi qu'elle peut juger être dans l'intérêt du public.

Cette procédure a simplement pour but de signaler au gouvernement l'importance ou la nécessité d'une dépense ou d'un crédit, mais laisse la couronne libre d'accepter ou de rejeter la suggestion. (Bourinot, p. 468 ; Todd, pages 428 et 435.)

La proposition, telle qu'amendée, ne fait qu'exprimer l'espoir que le gouvernement fera faire des explorations dans l'intérêt d'une partie importante de la province et elle ne contient simplement qu'une opinion abstraite quant à l'à-propos de la chose, ce qui laisse la couronne libre d'agir selon qu'elle jugera à propos. Si la proposition est acceptée, la couronne devra demander le crédit nécessaire.

La proposition est en conséquence dans l'ordre et j'écarte l'objection.

M. Picard s'étant levé pour faire une proposition, objection est faite par M. Gagnon, que M. Picard n'est pas dans l'ordre.

M. le **Président**.—Le député de Richmond et Wolfe ayant déjà parlé sur la proposition principale telle qu'amendée et telle qu'elle est maintenant devant la Chambre et y ayant même proposé un amendement, il ne peut ni parler encore, ni proposer un autre amendement. Par conséquent, il n'est pas dans l'ordre.

Même s'il était dans l'ordre, je ne pourrais pas lui permettre de proposer un amendement qu'il vient de lire, pour ajouter à la proposition principale les mots " et qu'il soit aussi fait des explorations dans les

comtés de Mégantic, Richmond et Wolfe," vu que cet amendement ne serait pas " relevant " à la question dont la Chambre est saisie.

La proposition principale telle qu'amendée étant mise aux voix, elle est adoptée.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du compte d'impression des discours de L. G. Desjardins, écuyer, M. P. P., depuis le premier janvier 1882, avec un état de toutes sommes payées en rapport avec ces discours, et copie de toute correspondance ou de tout mémoire à ce sujet.

Je ne désire ajouter qu'un mot. Je considère qu'il est très irrégulier pour le gouvernement de faire imprimer les discours des députés. Je veux savoir jusqu'où on a poussé ce système.

Nous avons déjà découvert qu'un discours de M. Desjardins sur les finances, a été imprimé aux frais de la province. C'est un système injuste pour la province. Lorsque nous faisons quelques discours que nous croyons utile au pays, nous sommes obligés de les faire imprimer à nos frais. Il devrait en être ainsi pour tout le monde.

L'honorable M. Flynn—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur-général*.—Cette question est déjà venue devant le comité des comptes publics où le député de Montmorency a eu l'occasion de s'expliquer. Depuis 1883, il n'y a pas eu d'autres discours. Je crois que les explications qui ont été données sont de nature à satisfaire tout le monde. Quant au principe posé, il est exact mais pour cela on ne peut point incriminer le député de Montmorency.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—Comme je suis un peu personnellement mis en cause, je prie la Chambre d'adopter cette proposition. Quant à mon discours de 1883, j'ai déjà dit devant le comité des comptes publics comment la chose s'était faite, mais je suis prêt à répéter ici mes explications. Vous m'aviez prié vous-même. M. le président, alors que vous étiez trésorier, d'écrire mon discours sur les finances. C'était, me disait-on, en vue de le faire mettre en brochure. Je comprenais que les frais seraient payés au moyen de souscriptions privées.

J'ai donné le manuscrit aux MM. Demers, de l'imprimerie du *Canadien*, qui l'ont imprimé, et ce n'est que l'année suivante que j'ai

su comment les frais avaient été payés. Alors j'ai dit que si j'avais su que cela aurait eu lieu, je n'aurais jamais donné le manuscrit.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. *Mercier*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état de toutes sommes payées à Louis Tellier, écuyer, avocat de St-Hyacinthe, par le gouvernement de cette province, depuis 1875, avec copie de toute correspondance et de tout mémoire au sujet de demandes d'argent faites par le dit Tellier.

M. *Casavant—député de Bagot*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état total des sommes payées par la province, depuis 1867 jusqu'à 1885, pour les fins suivantes :

1. Les écoles de réforme et écoles d'industries.
2. Les asiles d'aliénés.
3. L'instruction publique.
4. L'agriculture et les industries.
5. La colonisation.
6. Les institutions de charité.
7. Les chemins de fer.

M. *Martel—député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de Montréal à Sorel, au sujet d'une demande d'octroi pour ce chemin.

Ces diverses propositions sont adoptées.

L'honorable M. *Marchand—député de St. Jean*.—Je propose que le deuxième rapport du comité de la bibliothèque, soit adopté.

La Chambre devrait adopter ce rapport, car on y veut rendre justice à M. Dansereau, en le faisant comparaitre devant le comité. Cette procédure doit être régulière car elle a reçu l'approbation des deux présidents.

L'honorable M. *Wynne—député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général*.—M. le président, ce rapport ne devrait pas être adopté car il renferme une inexactitude qui constitue une injustice vis-à-vis l'un des ministres. Il y a là une espèce d'enquête sans la moindre garantie pour ceux qui se trouvent impliqués. On pose

quelques questions à M. Lemay et immédiatement on clos l'enquête sans entendre le ministre incriminé. On fait rapport sans recevoir mission de rapporter les faits. Or les paroles de M. Lemay pourraient laisser entendre que j'avais eu connaissance des documents en question. Les journaux l'ont dit, mais maintenant M. Lemay déclare qu'il n'a pas eu l'intention de révéler ces faits.

Lorsque j'ai vu l'entrée en question dans le procès-verbal, j'ai fait demander M. Lemay et en votre présence, M. le président, il a reconnu qu'il ne m'avait pas donné ces renseignements. On voit par là jusqu'à quel point ce système peut nous entraîner.

Un fait certain, c'est que M. Lemay n'a jamais communiqué ces documents aux autorités, avant que le président les lui eut demandés. Si on fait un rapport au sujet de ce qui s'est passé entre moi et M. Lemay, pourquoi n'en ferait-on pas un sur ce qui s'est passé entre M. Lemay, et le chef de l'opposition ? Le comité de la bibliothèque ne peut s'occuper d'une question d'argent, car il est composé en partie de membres du conseil, et cette Chambre n'a pas de contrôle sur les questions de dépenses publiques, quant à ce qui regarde les détails. C'est donc le comité des comptes publics qui est le plus en position de s'enquérir de ces faits.

D'après la procédure faite jusqu'ici, la Chambre se trouverait dans la position de se déjuger si elle adoptait ce rapport. Quant à ce qui concerne M. Dansereau, je ne suis pas son défenseur. Mais voici comment j'envisage la question. Il a droit qu'on le traite avec justice. Or le procédé que l'on offre serait peut-être trop sévère.

Ces faits remontent à 1883. Je n'étais pas dans le gouvernement alors. J'ai pris un certain intérêt dans cette question comme tous mes collègues quand elle est venue devant la Chambre. Je puis dire qu'en tout ceci, le gouvernement n'a jamais voulu protéger M. Dansereau. Dans le dossier de l'affaire, on voit que les deux présidents se sont occupés de l'achat des livres.

Ils ont chargé deux experts, MM. Dawson et Valois d'examiner les livres achetés par M. Dansereau et de faire rapport. Le dernier de ces rapports est du 7 avril dernier. La valeur de ces livres est de \$10,658 et ces messieurs ajoutent que les prix des factures sont raisonnables et qu'en moyenne ces prix sont acceptables. Depuis, les experts ont continué de s'occuper de cette question et on n'a pas de rapport final.

Maintenant cette question a pris un autre aspect, par la lettre de M.

Allen. Il paraîtrait qu'il y a double facture. J'ai senti l'importance de prendre connaissance de cette question et d'agir avec justice mais aussi avec vigueur. J'ai examiné toute l'affaire et je puis dire quelle position le gouvernement entend prendre. Le chef de l'opposition s'est déjà prononcé en termes très durs. Je ne voudrais pas dire qu'il y a un acte criminel, mais M. Dansereau a été l'agent du gouvernement et nous avons décidé de le poursuivre en reddition de comptes.

Les avocats du gouvernement ont dû recevoir hier instruction de prendre des poursuites contre M. Dansereau. L'affaire va aller devant les tribunaux. Nous aurons jugement sous le plus court délai possible. Je dis cela pour prouver que continuer l'enquête ne servirait de rien. Le gouvernement tient à traiter ce monsieur comme toute autre personne. Si le comité continuait son enquête, M. Dansereau aurait par là même deux procès. S'il n'y avait pas eu de poursuites de prises, je dirais : continuer votre enquête.

Et si malgré tout vous croyez qu'il faut une enquête, procédez en la manière voulue.

Je propose en amendement, que tous les mots après " que " dans la proposition principale soient retranchés et remplacés par les suivants : " Le deuxième rapport du comité collectif de la bibliothèque, soit renvoyé à ce comité pour reconsidération."

L'honorable M. Marchand.—Le solliciteur général s'est complètement mépris sur l'action du comité.

Il n'a pas l'intention de faire une enquête.

Le comité a mission de s'enquérir de tout ce qui concerne la bibliothèque. Dans le cours de ses opérations, on arrive à cette affaire Dansereau et l'on croit que l'on doit faire connaître ces faits à la Chambre. Voilà tout ce qui en est. On ne parle pas d'enquête, mais on demande la permission de faire venir M. Dansereau. Qu'on lise ce rapport et on verra que c'est le désir du comité de rendre justice à ce monsieur.

Le comité a cru qu'il serait en quelque sorte complice s'il ne rapportait pas ces faits à la Chambre.

Le solliciteur général prétend qu'il y a erreur dans le rapport. Alors il aurait dû motiver sa proposition car rien n'explique le renvoi.

L'honorable M. Meeker.—Je propose en sous-amendement : que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les

suivants : " Qu'il appert, par le dit rapport, qu'il a été résolu, sur proposition de M. Nantel, député de Terrebonne : " Que M. Dansereau " n'a pas eu l'occasion d'être entendu devant le comité collectif de la " bibliothèque, ce comité recommande à la Chambre de donner l'opportunité à M. Dansereau d'être entendu devant lui, ce comité, afin " qu'il puisse, ce monsieur, donner toutes les explications qu'il jugera " convenable de donner sur la matière."

Que cette Chambre désirant donner suite à cette suggestion du comité et fournir à M. Dansereau l'occasion de se justifier, prie le président d'émaner un ordre, comme président du dit comité, pour que le dit M. Dansereau compareaisse devant le dit comité, le 25 courant, à dix heures de l'avant-midi et y donne telles explications et subisse tel interrogatoire que de droit.

Le sous-amendement est mis aux voix.

Ont voté pour.—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Désaulniers, Gagnon, Girouard, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Whyte.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard et Taillon.—28.

L'Assemblée législative n'a pas adopté :

L'amendement est mis aux voix :

Ont voté pour : — MM. Asselin, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard et Taillon.—28.

Ont voté contre : — MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Désaulniers, Gagnon, Girouard, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Whyte.—13.

L'Assemblée législative a adopté.

La proposition principale telle qu'amendée étant proposée, M. Gagnon propose en amendement, que les mots suivants soient ajoutés

à la proposition principale telle qu'amendée : " avec instruction d'offrir à M. Dansereau l'occasion de se justifier."

L'amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Désaulniers, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Girouard, Lapointe, Marchand, McShane, Mercier, Nantel, Picard, Richard, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Whyte.—19.

Ont voté contre :—MM. Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Flynn, Frégeau, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Poulin, Poupore, Robillard et Taillon.—22.

L'Assemblée législative n'a pas adopté. La proposition principale telle qu'amendée, est alors mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard et Taillon.—28.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Désaulniers, Gagnon, Girouard, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Whyte.—13

L'Assemblée législative a adopté.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier.

Pour changer le nom de la municipalité de St-Benoit.

Pour changer le nom de la société permanente de construction de Sherbrooke, en celui de compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et étendant ses pouvoirs.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 20 mai 1886.

SOMMAIRE :—Délibération sur le projet de loi concernant la santé publique : MM. Taillon, Mercier, Beaubien, Duhamel, Garneau, Rinfret dit Malouin, Deschênes, Martel, Gagnon, Asselin, McShane, Marchand, Blanchet, Cameron.—Délibération sur le projet de loi pour étendre le cens électoral : MM. Mercier, Taillon, Marchand, Boyer, Blanchet, Robidoux, Marcotte, Beaudet, Martel, Trudel, Whyte et McShane.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre : Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 19 avril 1886, demandant copie du rapport d'un voyage fait au Labrador canadien, en vertu d'un arrêté du conseil, par M. Saint-Cyr, ancien député, conservateur du musée de l'instruction publique. Aussi copie de son catalogue des plantes et des oiseaux de la côte du Nord et des îles faisant partie du Labrador canadien, qui sont exposés, plantes et oiseaux, au musée de l'instruction publique.

LA SANTÉ PUBLIQUE.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Je propose l'adoption en deuxième délibération, d'un projet de loi pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

J'espère que ma proposition sera adoptée afin que ce projet de loi soit renvoyé à un comité spécial.

Il s'agit d'établir une commission permanente de santé. C'est du nouveau. Jusqu'ici nous n'avions que le statut refondu du Bas-Canada, qu'on n'a pas cherché à améliorer. Mais cette loi peut être mise en force que par proclamation du lieutenant gouverneur, d'où il suit qu'en temps ordinaire, cette loi est lettre morte. Nous n'entendons pas changer cela. Ce que nous proposons est complètement étranger à cette loi. Nous voulons qu'il y ait un comité en permanence chargé de la protection

de la santé publique. Le fait est que toutes les clauses qu'on y trouve ont le caractère que j'appellerai suggestif, et l'article qui a trait au chapitre 38 des statuts refondus ne fait que décréter que le bureau central constitué en vertu de cette loi sera la commission permanente. De cette manière, nous aurons toujours des hommes qui s'y connaissent en fait d'hygiène publique et des moyens à prendre pour protéger la population en cas d'épidémie.

Ces hommes s'occuperont de tout ce qui concerne la santé publique. Mais pour ce qui regarde le public il n'y a rien de compulsoire.

Le fait est qu'il n'est pas même question de pénalité. On compte sur la bonne volonté du public pour obtenir les bons résultats qu'on attend de cette mesure. Il n'est pas non plus question de vaccination compulsoire.

Il importe de répandre des notions saines sur la santé publique. C'est une lacune qui existe dans notre système. Avant de prendre des mesures de rigueur, il faut commencer par instruire le public sur la nécessité de se protéger sous ce rapport. Dans ce projet, il n'y a rien qui touche à l'arbitraire. Il n'y a à vrai dire que des suggestions. Quand bien même que cette commission ne rendrait pas d'autres services que d'être, à un moment donné, le bureau central de santé formé en vertu du chapitre 38, ce serait déjà un grand et bon résultat, car nous aurons là des hommes ayant beaucoup d'expérience et qui pourraient rendre d'importants services.

Comme un grand nombre de personnes ont manifesté le désir de discuter avec nous cette question, et je crois que c'est à-propos, je demanderai que le projet soit renvoyé à un comité spécial, afin que ces personnes puissent se faire entendre. Ce comité sera composé d'abord des députés qui exercent la médecine et de ceux qui représentent les deux grandes villes de la province. Je ferai avertir les personnes qui s'intéressent à ce projet de loi du jour où elles pourront se présenter devant le comité. J'espère qu'on ne discutera pas ce projet au point de vue des chances électorales. Un homme public doit comprendre autrement son devoir. Peut-être qu'on essaiera de me nuire à cause de cela. Je n'en continuerai pas moins à faire mon devoir. Je compte sur le bon sens à l'encontre des préjugés.

L'honorable M. Mercier—*député de Saint-Hyacinthe*. — M. le président, je suis prêt à discuter ce projet de loi au seul point de vue de l'intérêt général. Je ferai pour celui-là ce que je fais pour les autres.

L'intérêt général exige qu'on éloigne les épidémies, mais il n'y a pas que la santé publique à favoriser, il y a aussi la liberté publique à considérer.

Si je suis d'avis qu'il faut étudier cette loi, je ne veux pas non plus que le gouvernement échappe à la responsabilité qui lui incombe. Le gouvernement ne doit pas renvoyer ce projet à un comité. S'il croit qu'il est bon, il doit le faire adopter, tel qu'il est ; s'il croit qu'il est mauvais, il doit le retirer.

Nous devons donc juger ce point avant tout. Si le principe de ce projet est bon nous devons l'adopter, au contraire s'il est mauvais nous devons le rejeter. Je n'hésite pas à dire qu'il est mauvais. Il est mauvais en principe parce qu'il tend à créer un bureau qui peut, à un moment donné, exercer une véritable tyrannie dans la province.

S'il ne s'agit que de faire des études sur la question de la santé publique, nous n'avons pas besoin de cette loi pour cela. Cette commission centrale pourra abuser de ses pouvoirs, comme cela est arrivé dans certains cas.

On s'est étonné de voir que des gens n'ont pas voulu de ce projet parce qu'il attaquait la liberté individuelle, et ces personnes appartenant aux deux partis politiques. Je ne parle donc pas au nom d'un seul parti mais des deux. Il est important d'avoir l'avis des médecins sur la nature des maladies, mais il ne faut pas établir un système d'inquisition. Le fait est que ce projet a été tenu caché jusqu'au dernier moment. Il a été préparé par des médecins à Montréal. Dans une assemblée, on leur a demandé de montrer cette mesure. Ils y ont consenti, mais quand il s'est agi d'en prendre copie, on l'a retiré... Pourquoi ces mystères. Si cette loi était bonne, pourquoi donc l'aurait-on cachée avec tant de soin.

Après ce temps-ci, nous allons avoir deux lois. Le chapitre 38 qui autorise la création d'un bureau central de santé et des bureaux locaux. Ensuite cette loi qui décrète la nomination d'une commission permanente. La première objection qu'il y a c'est qu'il y aura deux lois sur le même sujet. En effet, pourquoi permettre à l'autorité de nous imposer un conflit inévitable entre ces deux bureaux.

On nous dit que quatre membres de cette commission devront être médecins.

Est-il vrai de dire qu'il n'y a que des suggestions dans ce projet. Je prétends que c'est le contraire. Cette commission aura des pouvoirs

coercitifs. De plus je dis qu'elle aura les pouvoirs les plus étendus, et si on veut se faire une idée de ces pouvoirs, on n'a qu'à étudier les règlements faits à Montréal par le bureau central de santé. La Chambre est-elle prête à donner ces pouvoirs extraordinaires à sept membres d'une commission permanente, qui aura le droit d'aller violer le domicile des citoyens.

Les médecins ne peuvent prétendre aimer mes enfants plus que moi, et je ne vois pas pourquoi ils auraient plus de droit sur eux que moi.

Souvent ces pouvoirs exorbitants, sous prétexte d'intérêt public, sont employés à satisfaire des vengeances. On a bien vu des gens agir de la manière la plus brutale possible. On a vu des officiers de santé vacciner des femmes malgré elles, ou exiger sans la moindre raison qu'elles leur montrassent leurs bras. On a vu des cas où la jalousie de métier jouait le plus grand rôle. Nous ne devons pas encourager cela. Sous ce rapport, le projet pêche comme le chapitre 38, et nous ne devons pas nous exposer à avoir deux classes de tyrans.

Ces commissaires auront le droit d'entrer dans le domicile des citoyens et d'y faire une enquête sur ce qui s'y passe. Chacun de nous est intéressé à la santé publique, mais on n'a pas le droit de faire des enquêtes aussi indiscretes que cela.

De plus, on se sert d'une expression bien vague. "Maladie dangereuse," qu'est-ce que cela signifie. Les médecins eux-mêmes ne s'accordent pas sur le point de savoir si telle maladie est contagieuse oui ou non. Si dans mon opinion ou dans l'opinion de mon médecin, il est décidé que telle maladie dont souffre mon enfant n'est pas dangereuse, je serai passible d'une amende de \$20, si les commissaires décident autrement. Comme cela nous serons à la merci de ces messieurs. Est-ce juste ? Pourtant c'est la conséquence de loi.

On a dit que c'était une copie de la loi d'Ontario. J'avouerai que c'est un peu vrai, mais on y a fait quelques petits changements.

J'en ai dit assez pour faire voir à quoi nous nous exposons avec cette loi que je qualifierai de dangereuse. On donne des pouvoirs trop considérables et je ne suis pas prêt à approuver cela.

Je sais que dans ce pays, du moment qu'on combat une mesure arbitraire, on nous accuse de soulever les préjugés du peuple.

Il y a préjugés et préjugés. Pour ma part je ne suis pas tout à fait un ignorant, et cependant j'ai peur de cette loi.

Je propose le renvoi à six mois.

L'honorable M. Taillon.—Mon appel de traiter cette question à un autre point de vue qu'à celui d'un succès électoral, ne devait pas avoir d'écho auprès de certains hommes. Je le savais bien d'avance, et le discours que nous venons d'entendre le prouve. Je dirai que je me suis chargé de cette loi comme j'aurais pris un projet de loi concernant le barreau. Seulement j'ajouterai : si la loi a du bon, gardons-la et tâchons de la rendre la meilleure possible. Aussi j'espère que le comité en fera une loi avantageuse pour la province.

Nous avons besoin de cette loi pour établir un système régulier d'étude sur la santé publique. Jusqu'ici très peu de chose n'a été fait dans ce sens, parce que l'affaire de tout le monde n'est l'affaire de personne. Le chef de l'opposition trouve que cela ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe.

Il dit que cela attente à la liberté des citoyens. Je voudrais bien savoir où il a pris cela. Bien loin de le tenir caché, ce projet de loi a été discuté même dans des assemblées ouvertes au public à Montréal. Il craint des conflits. Ce n'est pas sérieux. Le chapitre 38 est une loi extraordinaire faite pour des circonstances extraordinaires. Tandis que cette loi sera pour les temps ordinaires. Pour atteindre les fins que l'on a en vue on n'a pas besoin de moyens compulsoires. Quand il n'y aura pas de maladie contagieuse, pourquoi violerait-on le domicile des citoyens. Et quand il y en aura, ce sera le chapitre 38 qui sera mis en force. De cette manière les deux lois ne peuvent venir en conflit. Quand il s'agira du chapitre 38, ce sera le bureau central qui agira. Et alors nous aurons dans la personne des commissaires nommés en vertu de ce projet, des hommes qui auront de l'expérience pour former le bureau central. S'il faut modifier la rédaction de ce projet de loi pour mieux rendre la pensée du gouvernement, nous la changerons. Mais je le répète, il n'y a aucune parenté entre cette loi et le chapitre 38, si ce n'est quant à ce qui regarde le personnel des deux bureaux.

Il y a toute la différence du monde entre les deux lois. Quant à savoir qui du père de la famille ou du médecin, décidera de la nature de la maladie, c'est une question controversée. Je me propose de la soumettre au comité.

Je déclare de nouveau que nous n'avons pas voulu aller aussi loin que le chapitre 38, et si la rédaction actuelle laisse le moindre doute, nous la changerons pour atteindre le but que nous avons en vue. Nous ne voulons pas de malentendu.

La loi ne prescrit aucun moyen coercitif et nous n'en voulons pas : c'est clair.

Il ne faut pas oublier qu'une personne n'a pas le droit de garder chez elle un foyer d'infection dangereux pour la santé publique. Mais même dans ce cas, la commission ne pourra que notifier le conseil municipal. Elle ne pourra rien faire de plus par elle-même.

La province d'Ontario, en vertu d'une loi comme celle-ci, s'est protégée contre la maladie qui a fait des ravages ici l'année dernière. Nous pouvons espérer le même résultat à l'avenir. Nous sommes menacés du choléra. Pourquoi ne pas nous prémunir contre cette invasion ?

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Plus qu'en tout autre chose l'expérience est ici nécessaire. Cette mesure n'est pas populaire, mais ceux qui la feront passer n'en feront que mieux leur devoir. S'il y a de l'opposition ce ne sera pas nouveau. Toutes les mesures de progrès ont dû subir cette épreuve, et souvent plus tard tout le monde était en faveur de ces mêmes mesures.

Si nous devons avoir la visite du choléra, il faudrait être prêt à le combattre. Souvent les médecins n'ont pas toujours la bonne volonté des malades, mais pour cela ils n'en persistent pas moins à les soigner. Nous sommes dans cette position là. J'espère que la Chambre ne reculera pas.

M. **Duhamel**—*député d'Ottawa*.—Chez nous on considère ces lois protectrices comme une garantie contre les ravages des maladies contagieuses, et je suis surpris qu'ici on y fasse objection. Il n'y a rien de plus simple que les dispositions de cette loi. On ne nous propose que de prendre les moyens de fournir au public les renseignements nécessaires à sa protection. La santé publique est la chose à laquelle on fait le moins d'attention dans notre pays. Comme médecin j'en connais quelque chose. La commission qui sera nommée remplira un rôle nécessaire et rendra d'immenses services au public.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—Je crois que, menacés comme nous le sommes, nous ne pouvons pas prendre trop de précautions. Aussi je voterai avec plaisir ce projet de loi. Je ne prétends pas qu'il est parfait, mais le comité pourra le perfectionner.

Je regrette les abus et j'espère que ces sujets de plaintes ne se produiront plus à l'avenir.

M. Esnifret dit Malouin.—*député de Québec-centre.*—Je suis en faveur d'un projet de loi ayant pour but d'établir un bureau d'hygiène qui recherchera les moyens les plus propres à prévenir le développement des maladies épidémiques, surtout de la picotte et du choléra, dans cette province. Je crois qu'avec une loi locale bien faite, on empêcherait les mécontentements qui ont eu lieu à Montréal durant la dernière épidémie de variole. A Québec, le bureau de santé local civique a pu, sans molester personne, empêcher la picotte de sévir dans notre ville et dans son voisinage.

M. Deschênes—*député de Témiscouata.*—C'est une loi très importante puisqu'elle concerne la santé publique.

J'avoue que si je n'avais pas la promesse qu'on va la modifier, je voterais contre. Je crains des abus comme ceux que j'ai vu commettre par des officiers de santé de Montréal envoyés chez nous. Je ne voudrais pas que cette commission eut le droit de se servir des pouvoirs du chapitre 38. Ce point je le combattrai de toutes mes forces. Je veux que le conseil municipal ait le droit de faire ses propres règlements. L'année dernière, on est venu de Montréal chez nous avec des règlements tout faits, et on nous les a imposés en disant qu'on ne pouvait pas y changer un mot. Je ne puis admettre cela.

M. Martel—*député de Chambly.*—C'est justement pour prévenir ces mauvais traitements que l'on veut faire cette loi. Lorsqu'une commission aura éclairé le peuple sur les lois de l'hygiène, nous ne verrons pas de ces mesures vexatoires.

C'est avec plaisir que j'ai écouté les remarques du député de Québec-centre. Il a approuvé l'idée du projet de loi. C'est déjà un bon résultat.

Rien n'est plus précieux que la santé. La richesse et la science ne valent rien, si on n'a pas la santé pour en jouir.

Les mauvais résultats de la vaccination proviennent du mauvais vaccin ; aussi, si le gouvernement veut protéger la province contre la variole, il établira une ferme pour cultiver le vaccin. Aujourd'hui il est constaté que les pointes venant des Etats-Unis sont frelatées. Qu'on donne du bon vaccin et le peuple se fera vacciner sans la moindre répugnance.

M. Gagnon—*député de Kamouraska.*—Après avoir parcouru ce projet de loi j'ai été désappointé. Tout ce qui en résultera, sera une espèce d'école pour permettre à certaines gens d'étudier le problème de

la protection de la santé publique. Cette commission ne vaudra pas quatre sous. On sait comment les maladies contagieuses se propagent. Il n'y a pas besoin de commission pour cela. Et c'est tout ce qu'il y a dans ce projet de loi.

Cette commission sera fixée à Montréal. Or si le choléra fait irruption dans le pays, ce sera par Québec qu'il commencera. Elle devrait donc être ici. Si encore on créait une ferme pour le vaccin, je voterais à deux mains. Mais non, vous allez dépenser quarante ou cinquante mille piastres en pure perte. Si vous voulez protéger la province contre le choléra, c'est à Québec qu'il faut placer le siège des opérations de cette commission.

On ne parle pas du salaire des commissaires. Dans le cas d'épidémie, ils devront être payés et ce sera à raison de \$7.00 par jour. J'ai été employé provisoirement par le gouvernement et c'est le prix que j'ai eu. Mais mettons que ce ne sera que \$5.00. Ils sont sept, cela fera \$35 par jour. Et cette commission va siéger à l'année.

Je voterai avec le gouvernement s'il nous soumet une mesure destinée à protéger la santé publique. Qu'il nous demande l'établissement d'une ferme de vaccin, qu'il demande de rendre plus vigoureuse la quarantaine, j'en serai. Mais cette loi ne vaut rien. C'est une machine à dépenser.

L'honorable M. *Tailleur*.—Elle ne dépensera pas \$5,000 par année.

M. *Gagnon*.—Je ne me laisse pas guider par les préjugés, mais je dis que ce n'est pas en faisant étudier les savants qu'on protégera le public.

M. *Asselin*—*député de Rimouski*.—Je suis en faveur de ce projet parce que je veux protéger la santé publique. Le renvoi au comité que l'on propose est peut-être encore mieux que le projet.

La loi mise en opération l'an dernier me paraît défectueuse sous plusieurs rapports et je voudrais la voir améliorée.

M. *McShane*—*député de Montréal-ouest*.—C'est une question très importante, et j'en parle comme député de Montréal, qui a été si cruellement ravagée par la variole. Pendant que nous souffrions ici de cette épidémie, Ontario n'a presque pas été atteint, parce que là le gouvernement a pris des mesures énergiques pour protéger la population.

Le conseil de ville de Montréal a dépensé une somme très considérable pour arrêter la marche de ce fléau. Cela n'a pas empêché que Montréal ait perdu énormément par cette terrible maladie. J'ai beaucoup déploré la décision du premier ministre quand il a dit que le gouvernement ne nous donnerait plus les bâties de l'exposition pour les variolés. Je ne veux pas le blâmer. Il peut avoir eu raison de prendre cette décision. Nous avons eu de grandes difficultés à vaincre pour faire observer les règlements concernant la santé publique, mais maintenant de meilleurs sentiments prévalent partout.

J'espère que le gouvernement choisira les meilleurs hommes pour faire partie de cette commission. J'espère aussi qu'il ne prendra pas des hommes renommés pour leur trahison politique. Si le gouvernement prend des hommes qui sont dans cette Chambre, parce qu'ils ont trahi leur parti, pour moi, je ne pourrai l'approuver. Je voudrais bien avoir les noms des médecins qui vont être choisis avant de voter ce projet de loi.

On sait comment le cabinet a fait certaines nominations pour remplir des promesses de parti. Ce n'est pas ce que la Chambre veut. Aussi longtemps que l'on suivra ce système, on ne réussira jamais à atteindre le but que l'on a en vue.

Si on se propose de faire de bonnes nominations, le gouvernement ne craindra pas de nous donner les noms de ceux qu'il se propose de choisir.

A Montréal, on a des idées bien arrêtées sur cette question de la santé publique. Pour moi, je crois qu'il vaudrait mieux décréter la vaccination compulsoire. Je sais que cette mesure n'est pas compulsoire, mais c'est, je crois, le meilleur moyen de contrôler les ravages de cette cruelle maladie. La vaccination est un puissant préservatif. Dans le quartier Sainte-Anne il n'y a pas eu dix enfants qui ont souffert de la variole, tandis qu'ailleurs la population a été terriblement ravagée par cette maladie. Pourquoi cette différence? C'est que dans un cas on avait recours à la vaccination tandis qu'on la repoussait dans l'autre. Aux Etats-Unis et en Angleterre tout le monde se fait vacciner.

J'espère qu'ici on comprendra qu'il faut, pour nous protéger, recourir au même moyen. J'espère aussi que le procureur général consultera des hommes compétents avant de nommer ces commissaires.

Je ne fais pas de politique avec cette question qui a une importance qui prime toutes les autres.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. *Marechal*—*député de Saint-Jean*.—Une chose qui m'a frappé c'est que le procureur général a répondu par des invectives aux arguments sérieux qui ont été produits contre son projet de loi. Quand on a de bonnes raisons à faire valoir on n'a pas besoin de se fâcher. Il y a, quoiqu'on en dise, une différence notable entre le texte de la législation d'Ontario et ce projet de loi. C'est précisément dans la différence qui est la mauvaise partie de cette loi. Dans un cas on réglemente l'action du bureau, et dans l'autre on donne le droit de faire des règlements en général. Voilà une différence essentielle.

A prime abord, j'ai cru que ce projet de loi était une mesure complète, mais, à ma grande surprise, j'ai découvert, en l'examinant, que c'était une loi toute théorique. Aussi je crois que le but est manqué. Au lieu de modifier les lois existantes en leur enlevant l'odieux qui les caractérise, on nous propose une loi pour la création d'un bureau d'étude. Ce n'est pas nécessaire, car sous ce rapport la science a déjà fait les progrès qu'il y a moyen de réaliser. Au lieu de créer un mécanisme pour combattre pratiquement le mal, on établit une académie de médecine. Encore s'il n'y avait que cela, on dirait il est vrai que c'est une loi inutile et qui coûtera bien cher, mais ce qu'il y a de dangereux, c'est le vague qu'il y a dans les termes. La rédaction est tellement obscure qu'on peut l'interpréter de différentes manières. Quand on dit que ce projet pêche par le fond et par la forme, on nous répond qu'on va le renvoyer à un comité qui le rédigera à neuf. Dans ce cas le procureur général aurait mieux fait de nommer un comité qui aurait présenté un projet bien digéré. Je n'en dirai pas davantage, car je n'ai tenu qu'à motiver mon vote. Je ne suis pas l'ennemi de ceux qui combattent les maladies contagieuses, au contraire je suis disposé à les aider, mais je ne veux pas en même temps voter une loi qui serait plutôt nuisible qu'utile. A Ontario, on a révoqué le chapitre trente-huit et on a fait une loi pour la province, laquelle loi a donné satisfaction à la population. Il n'y a donc pas de danger qu'il y ait de conflit.

L'honorable M. *Blanchet*—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Je constate avec plaisir qu'il ne peut y avoir divergence d'opinion sur le principe même de ce projet de loi; le reste n'est donc qu'une question de détail et le procureur général a déclaré que le comité serait chargé de modifier la rédaction s'il y a lieu.

Les questions d'hygiène se discutent partout et sont considérées comme ayant une grande importance. Jusqu'ici nous n'avons qu'une loi concernant la santé publique, c'était le chapitre 38 des statuts refondus.

J'ai été heureux d'entendre dire que le bureau central de santé de Montréal a fait des règlements qui pourrait faire honneur à n'importe quel pays.

Je comprends qu'il a pu se produire des résultats fâcheux, mais il en est de même dans l'application de toutes lois. En somme on peut voir que l'administration a été bonne et qu'il n'y a eu que peu d'exceptions où on ait eu raison de se plaindre. Je comprends que dans des circonstances exceptionnelles il faut que les gens y mettent de la bonne volonté ; et il n'y a pas de cas où il faut plus de patriotisme et de calme énergie que dans les occasions de maladies épidémiques. Si la maladie a cessé d'exercer ses ravages à Montréal, nous devons l'attribuer à l'application des règlements sages faits par le bureau central de santé. Le reproche qu'à l'avenir il y aura deux lois sur le même sujet n'est pas fondé. L'une de ces lois n'a pour but que de combattre l'entrée des maladies dans le pays, tandis que l'autre est faite pour les faire disparaître une fois qu'elles y ont pris pied. C'est ce que la province d'Ontario a fait et elle s'en est bien trouvée. Cependant à Ontario les lois sont beaucoup plus sévères qu'ici.

Je sais qu'il y a beaucoup d'inconvénients à l'application de mesures sévères à propos de la vaccination, mais la variole est encore un fléau plus considérable que tous les inconvénients qui peuvent résulter de la vaccination. Il en est de même des lois de quarantaine, c'est bien gêner la liberté du commerce, mais ne faut-il pas mieux cette gêne que de laisser régner les maladies épidémiques dans tout le pays.

Le gouvernement croit que le temps est arrivé d'étudier les questions d'hygiène publique. Il ne faut pas attendre que les maladies règnent parmi nous pour les combattre ou pour les prévenir, et le meilleur moyen de luter contre elles c'est d'en connaître les causes. Cette loi est donc une amélioration importante sur la situation actuelle. Il est du devoir du gouvernement comme de tout bon citoyen de répandre au milieu des populations de saines connaissances sur les lois de l'hygiène.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—Je puis dire que la ville de Montréal voit d'un bon œil cette législation, mais j'aimerais à savoir d'avance les noms de ceux qui devront faire partie de la commission projetée. Si le gouvernement n'a pas encore fait de choix, j'aimerais qu'il consultât les hommes qui sont en état de lui donner de bons avis. Le but de cette loi est de nommer un bureau de santé pour toute la province. Alors j'espère que ces messieurs se contenteront de faire

leur devoir et non pas de se constituer agents électoraux. J'ai déjà dit qu'il y avait quelqu'un parmi nous qui, par la position étrange qu'il a prise, s'était exposé à ne jamais avoir de nouveau le mandat qu'il tient. Il pourrait bien arriver que plus tard il désire trouver là une sinécure pour retraite. Si le gouvernement faisait cela ce serait assez pour déterminer sa chute.

Je comprends que les hommes qui seront choisis devront être de première capacité, par conséquent la politique n'a rien à y voir, et j'espère qu'avec la loi proposée on n'aura plus à souffrir des maladies épidémiques comme cela est arrivé l'été dernier.

M. Cameron.—*Député de Huntingdon.*—Je ne dirai qu'un mot. C'est une bonne loi. Le principe en est admis des deux côtés de la Chambre. J'ai écouté les remarques du député de Montréal-ouest, mais chose singulière je ne saurais dire encore s'il est oui ou non en faveur de cette législation. Cependant il a l'air à s'y objecter un peu plus que cette après-midi. Il veut savoir quels seront ceux qui seront nommés et, en même temps, il menace le gouvernement de voter contre le projet de loi si on ne lui donne pas ces noms. Tout en feignant d'ignorer ces noms il paraît cependant les connaître.

Il a voulu faire allusion à moi dans quelques-unes de ses remarques. Je puis lui dire qu'il est à cent lieues de la vérité. Je suis aussi indépendant du gouvernement que l'est le député de Montréal-ouest. Quand il critique ma conduite j'ai bien le droit de m'en moquer. Si nous devons juger du personnel de la commission qui sera nommée par celui du bureau central qui a été formé l'été dernier, nous pouvons être certains que nous aurons les meilleurs hommes de la province, ou de médecins comme messieurs Hingston, Marsden et Lemieux jouissant à juste titre du plus grand prestige dans la profession. Ce ne sont pas des hommes politiques ; au reste le gouvernement n'a fait guère de politique en nommant dans le bureau central monsieur Beaugrand, un libéral avancé. Il faut toujours que quelqu'un soit autorisé à nommer ces commissaires, car il ne conviendrait pas de mettre leurs noms dans la loi même, puisque tous pourraient mourir dans l'intervalle d'une session à l'autre. Assurément le député de Montréal-ouest ne saurait prétendre vivre éternellement et être par conséquent toujours prêt à remplacer les mourants.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix.

Ont voté pour : — MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers,

Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Robidoux, Shehyn, et Whyte.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Cameron, Caron, Casavant, Charlebois, Désautels, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Leblanc, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, Sawyer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—42.

L'assemblée législative n'a pas adopté :

Le projet est adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Taillon**.—Je propose que le projet de loi pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Blanchet, Beaubien, Lynch, Mercier et Taillon et de MM. Cameron, Carbray, Deschênes, Duhamel, Frégeau, Martel, Martin, Rinfret dit Malouin, Laliberté et Stephens.

L'honorable M. **Mercier**.—Je prie la Chambre d'ôter mon nom, je ne puis siéger dans ce comité, car je ne crois pas que cette loi soit sérieuse. Le gouvernement n'a pas voulu faire une mesure sévère, mais il a donné cette besogne au comité. Je ne puis accepter cette tâche. Lorsqu'il s'est agi de la proposition du député de Bllechasse, le gouvernement s'y est opposé en disant—et c'était le principal argument—que nous ne devons pas nommer de ces comités pour étudier aucune question en général. Aujourd'hui c'est le gouvernement lui-même qui nous propose la chose, et c'est pour étudier un projet de loi qu'il a fait lui-même. Cette mesure nous a été annoncée dans le discours du trône, et maintenant on veut nommer un comité pour faire l'ouvrage du gouvernement. Ce n'est pas la position qu'un gouvernement qui a quarante voix dans cette Chambre devrait prendre. Je ne connais qu'un seul cas comme celui-ci qui s'est produit à Ottawa, et encore a-t-il été sévèrement critiqué.

Bien que j'aie combattu ce projet de loi, si on m'en apporte un qui soit acceptable, je l'appuierai.

L'honorable M. **Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général.*
—Le gouvernement ne veut pas prendre ses adversaires de force. Si le chef de l'opposition veut faire retrancher son nom nous le retranche-

rons. Il ne trouve pas ce projet de loi assez sévère maintenant, et cette après-midi il nous disait que cette loi pourrait faire commettre des actes tyranniques comme ceux commis l'été dernier. C'est une flagrante contradiction ou je ne m'y entends plus du tout.

L'honorable M. *Mercier*—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai dit que ce projet de loi, sous une apparence bénigne contenait des dispositions dangereuses.

L'honorable M. *Tailon*.—Alors plus le chef de l'opposition parle, moins on le comprend. Il a rappelé la proposition du député de Bellechasse. Ce n'est pas la même chose du tout. Alors il n'y avait pas de projet de loi devant la Chambre.

On dit que nous devrions prendre la responsabilité de cette loi. Voici, ce qui en est. Un grand nombre de personnes m'ont parlé de ce sujet et je leur ai dit que la Chambre leur donnerait l'occasion d'être entendues. Comme on ne reviendra pas tous les ans sur ce sujet, j'espère que la Chambre fera une loi aussi complète que possible. Pour cela je ne refuse pas mes services.

M. *Laliberté*—*député de Lotbinière*.—J'approuve la position prise par mon chef et je décline l'honneur de faire partie du comité.

L'honorable M. *Marchand*.—Le gouvernement aurait dû nous présenter un projet complet par lui-même et non pas une mesure informe qu'un comité devra refaire. Voilà l'erreur commise par le gouvernement. Aujourd'hui ses partisans exigent que son projet de loi soit tout changé. Ce n'est pas rendre justice à la Chambre.

Les noms de messieurs Mercier et Laliberté sont retranchés d'une proposition, qui est ensuite adoptée.

LE CENS ÉLECTORAL

L'honorable M. *Mercier*—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer que le projet de loi pour modifier l'acte électoral de Québec, de manière à étendre le cens électoral soit maintenant adopté en 2^e délibération.

Ce projet de loi touche à l'une des questions les plus importantes qui puissent être traitées devant cette Chambre. Tout ce qui se rapporte au cens électoral est très important, car cela touche à la base même de la constitution.

Mon but est d'étendre le cens dans la province, et avant d'expliquer en quelques mots mon projet de loi, je veux faire disparaître les préventions que l'on a soulevées en dehors de cette enceinte.

On a dit que c'était la mesure présentée par Sir John à Ottawa.

Les deux lois sont complètement différentes. La loi fédérale enlève aux conseils municipaux le droit de dresser les listes électorales. Il n'y a rien de cela dans mon projet. Ainsi la base même est différente.

La loi fédérale impose une dépense de près d'un demi million au trésor public pour faire un travail que les conseils municipaux font pour rien. Pour ces raisons, je préfère conserver le principe qui a été pratiqué jusqu'à présent.

Le principe de l'extension n'est pas bien différent de la loi fédérale. J'ai adopté plusieurs des réformes qui ont été faites par Sir John.

J'ai étendu le droit de vote aux classes de personnes qui ne l'avaient pas.

Je donne ce droit à la classe des instituteurs. J'ai déjà dit à plusieurs reprises, dans quelle estime je tenais ces hommes. Je me suis toujours demandé pourquoi celui qui formait les futurs citoyens, n'était pas électeur lui-même. Cet homme a fait un cours d'étude dans nos écoles normales, il est qualifié à bien juger les événements politiques qui intéressent la nation. Et la tendance aujourd'hui est de donner des écoles à ceux qui ont reçu des diplômes. On dépense \$40,000 par année pour les écoles normales et il convient, je crois, de faire des électeurs de ceux qui les ont fréquentées. Mais il ne fallait pas que tous fussent mis sur le même pied, aussi j'ai fait une différence.

J'ai mis aussi les rentiers. Tout le monde connaît cette classe respectable de citoyens. S'il ne sont pas inscrits sur le rôle d'évaluation municipal, ils cessent d'être électeurs et le jour où ils se retirent pour prendre une retraite bien gagnée, ils abandonnent leurs biens à leurs enfants, et comme ils ne sont plus appelés à payer leur quote part des charges municipales, leur nom n'apparaît plus sur le rôle et ils cessent d'être électeurs. Ce sont eux qui ont été les pionniers de la paroisse, les premiers propriétaires du sol. Dans leurs vieux jours, ils vivent entourés du respect de tous leurs concitoyens. Je sais qu'il y a des localités où on les inscrit sur la liste électorale, mais ailleurs j'ai constaté le contraire. Pour qu'il n'y ait pas de doute je règle la question dans l'affirmative.

La troisième extension, je la prends dans la loi fédérale, et se rapporte à ceux qui touchent un certain revenu. Un étudiant en droit, par exemple, qui a un salaire de \$200 aura droit de vote, comme un instituteur, un commis ou toute autre personne qui se trouvera dans le même cas.

Quant à ce qui regarde les fils des cultivateurs demeurant avec leur père, j'ai accepté, non pas la loi fédérale, mais celle d'Ontario.

Je dis : " fils qui travaillent " au lieu qu'à Ottawa, on dit " fils qui demeurent " avec le père. Je ne donne le droit de vote, quand il s'agit de fils de cultivateurs ou d'ouvriers, que quand ces fils travaillent avec leur père. Tandis que c'est bien différent avec le mot résider. Il faut comprendre que la loi fédérale crée une classe nombreuse d'exceptions. Voici un fils qui est marié et qui réside dans une maison voisine. Si vous dites " qui réside, " ce n'est pas la même chose que si vous disiez qui travaille avec son père ; dans le premier cas il ne sera pas électeur, tandis qu'il le sera dans le second. Quant aux fils d'ouvriers, c'est une innovation pour la province de Québec.

Voici les cas que j'ai voulu atteindre. Voici une fabrique où le père, qui est chef d'atelier, enseigne le métier à son fils. Ce fils reste avec son père, je crois que nous devons le mettre sur le même pied que le fils du cultivateur. Voici encore une autre innovation qui, je crois, sera bien vue par le pays. Dans la loi fédérale, pour que le fils du cultivateur soit électeur, il faut que le père soit propriétaire. Mais on a des fermiers qui ont loué la terre pour dix ou 15 ans, et si le revenu est suffisant, je crois qu'il faut qualifier le fils comme dans le cas du fils du cultivateur propriétaire du sol qu'il exploite. Il y a des fermes qui se louent \$3,000 par année, pourquoi ne pas qualifier le fils de ce fermier dans ce cas.

C'est une classe qui ne se trouve ni dans la loi fédérale ni dans celle d'Ontario. La loi d'Ottawa déclare que le fils qui demeure avec son père sera électeur, mais en même temps il fait une exception en faveur de celui qui fait un cours d'études. Si on admet le principe que le fils de famille a le droit de vote dans certaines conditions, il me semble que quand ce fils apprend un métier, il doit jouir des mêmes privilèges, car il est très qualifié à voter. Ces changements en nécessitaient d'autres dans les formules de la liste électorale, c'est pourquoi j'en suggère une autre. Si ce projet est adopté en deuxième délibération, je serai enchanté de recevoir les suggestions que l'on voudra bien me faire,

C'est une question de haute politique et non pas de parti. Quand on demande d'ajouter au corps électoral ceux qui sont peut-être plus en état que d'autres d'exercer ce droit si considérable, il faut bien réfléchir avant de rejeter une telle demande. Si on a étendu le cens électoral pour le Canada, je ne vois pas pourquoi on n'en ferait pas autant pour la province Ontario à cette extension du suffrage et le public ne se plaint pas. Il y a même des provinces où le suffrage universel existe. Je dirai que je ne suis pas favorable à ce suffrage là. Je sais qu'en disant cela, je commets une hérésie libérale. Je sais que les libéraux dans le monde entier sont d'une opinion différente. Ici nous avons des intérêts considérables à protéger, et je ne serais pas disposé à admettre ce suffrage. Ce que j'ai lu sur le sujet ne m'a pas converti à ce suffrage-là. Cependant je crois avoir donné le droit de vote aux classes qui le méritent.

J'espère que la province de Québec ne restera pas en arrière des autres sous ce rapport. Si on a objection à certains détails, on pourra toujours voter le principe du projet de loi, quitte à le modifier ensuite en comité.

L'honorable M. Taillon—*député de Montréal-est, procureur général.*—C'est un projet de loi dont le sort doit être décidé à la seconde délibération. Je ne suis pas contre l'extension du suffrage. C'est la première fois qu'un tel projet est présenté ici. C'est la dernière session de cette Législature, et quand bien même il serait adopté, il ne pourrait pas servir aux prochaines élections. On pourra discuter la chose pendant le prochain parlement. Dans l'intervalle, on pourra voir comment va fonctionner le loi fédérale.

Je ne discute pas le mérite de cette proposition, puisqu'elle ne doit pas être adoptée. Comme cette extension de suffrage ne pourrait prendre effet avant les prochaines élections, je crois que nous n'avons pas raison de nous hâter.

L'honorable M. Marchand—*député de St-Jean.*—Les raisons mêmes données par le procureur-général sont de nature à nous engager à voter ce projet de loi. Il n'est pas contre le principe qui a été admis à Ontario et à Ottawa. Je suis certain que personne ne voudrait repousser la justice du principe qui fait la base de ce projet de loi.

Ici on étend le droit de vote à des personnes qui devraient l'exercer, et il n'y a pas de raison pour le leur refuser. Dans ces circonstances je comprends que le procureur-général n'a pas d'objection à adopter le

principe du projet, mais je ne puis concevoir pourquoi il ne veut pas voter pour. Je comprendrais sa conduite s'il nous disait qu'il ne veut pas aller aussi loin que le projet de loi, cela peut se discuter. J'admets aussi que son adoption n'est pas de première nécessité dans les circonstances vu la date rapprochée des élections. Pour ce motif, je serais presque disposé à conseiller au chef de l'opposition de se contenter d'une expression d'opinion. Mais puisque le principe est admis, je dis alors, votons la seconde lecture, et nous laisserons à la prochaine législature à régler définitivement la question.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—Il est clair maintenant que ce projet de loi n'a qu'un défaut, c'est de venir de ce côté-ci de la Chambre. Nous voyons le même spectacle qui s'est produit sur la question de l'autonomie.

Nous savons bien que cette loi ne pourra servir pour les prochaines élections, mais s'il y a autant d'élections partielles dans le cours de la prochaine législature qu'il y en a eu depuis 1881, et il y a eu 23 élections, cette loi servira alors.

On serait bien embarrassé si on voulait expliquer pourquoi les nouveaux électeurs proposés par ce projet de loi ne devraient pas avoir le droit de vote. Imitons Gladstone, qui n'a pas craint de créer plus d'un million et demi d'électeurs d'un seul coup.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Sous ce rapport les autres provinces sont plus avancées que nous.

L'honorable M. Blanchet,—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Ce projet de loi me paraît copié sur la loi fédérale que les libéraux ont bien combattue et les amis de ces messieurs s'écrient ici : Allons-nous donc rester en arrière des autres.

Le procureur général a déclaré qu'il n'était pas contre le principe de ce projet de loi. Il y a une tendance générale de nos jours à étendre le droit de vote.

Pour ma part, je crois qu'il y aura une réforme à faire sous ce rapport, mais cette tâche appartient à la prochaine législature. Si on adoptait ce projet de loi maintenant, on ne pourrait atteindre un but pratique. Les nouvelles listes électorales ne pourraient pas servir aux prochaines élections.

Il faut faire une étude sérieuse de la question et nous ne pouvons pas

lui donner le temps nécessaire, quand la session est aussi avancée. Il nous reste encore beaucoup d'ouvrage à faire avant de finir. Il y aurait beaucoup à dire contre le système du projet de loi. Par exemple, comment les conseils municipaux s'y prendront-ils pour avoir tous les renseignements nécessaires pour dresser cette liste des électeurs. Dans les endroits où il n'y a que des cultivateurs ce serait facile, mais il n'en serait pas ainsi pour les centres industriels. Cela exigerait un travail très long et très pénible.

Je suis bien pour le principe en jeu, mais il ne faudrait pas en pousser l'application trop loin. Dans ces circonstances le chef de l'opposition ferait mieux de retirer son projet, vu qu'il a obtenu l'objet qu'il avait en vue, c'est-à-dire une expression d'opinion.

M. Boyer. — Le secrétaire provincial paraît attacher une immense importance à la préparation de la liste. Mais les personnes qui font le rôle d'évaluation peuvent faire aussi le travail qu'il faut pour avoir les renseignements. Ce sera de l'ouvrage en plus pour ces personnes et il faudra les payer, mais ce sont les gens qui paieront pour ce travail qui en bénéficieront. Ce sera une légère taxe qu'on leur imposera en retour du droit de voter aux élections. Je ne crois pas que personne s'y objecterait. Les frais généraux seraient très peu de chose et retomberaient sur les municipalités. On ne s'en apercevrait guère dans l'ensemble des dépenses ordinaires.

M. Robitoux. — *député de Chateauguay.* — J'approuve ce projet de loi, et je suis heureux de constater qu'il a l'approbation de toute la Chambre. Tout le monde est d'accord sur le principe en jeu. Nous n'avons pas à considérer une proposition comportant l'établissement dans notre système du suffrage universel. Il est donc admis qu'il convient de donner le droit de vote à certaines personnes qui ne l'ont pas à l'heure qu'il est. Il y a bien certains points de ressemblance avec la loi fédérale, mais là où la différence commence c'est dans le mode de la préparation des listes. Le secrétaire provincial nous a laissé voir qu'il ne désirait pas laisser le soin de dresser la liste électorale aux conseils municipaux. Je comprends que vous ne puissiez vous empêcher de nous accorder la liberté qui découle de ce principe libéral, mais en même temps vous voulez y apporter une restriction toute conservatrice. C'est une restriction conservatrice en ce sens que vous voulez remettre entre les mains du gouvernement le soin de dresser des listes électorales, tandis que nous voulons que la préparation de ces listes reste confiée à la sagesse des conseils municipaux. Dans

ce pays il faut bien admettre le libéralisme, car la forme du gouvernement et l'ensemble de nos institutions reposent sur des principes libéraux. Notre droit civil est tout libéral. Le fait est que partout il n'y a que des tendances libérales. La liberté de tester est une loi libérale faite par des conservateurs comme nous. La tenure seigneuriale a été abolie par les deux partis. Nous différons sur l'interprétation des privilèges accordés aux provinces. Les uns veulent que le gouvernement fédéral soit la source des pouvoirs, tandis que les autres prétendent que ce sont les provinces. De cette divergence d'opinion sort nées les lois sur les licences et le contrôle fédéral des chemins de fer.

Ces deux lois sont basées sur des principes conservateurs. A part cela il n'y a ici que des libéraux, que l'on dise ce que l'on voudra. Le principe préconisé par le secrétaire provincial quant à ce qui touche la préparation des listes électorales, est tellement dangereux qu'il vaudrait mieux abandonner le principe libéral de l'extension du suffrage, plutôt que d'avoir à souffrir cette restriction conservatrice.

On dit que c'est un travail considérable. Mais ce travail sera beaucoup plus grand pour un seul homme qui devra le faire pour tout un comté, que pour les conseils municipaux qui n'auront qu'à s'occuper de la population qu'ils représentent. De plus, ce travail fait par les conseils offrira plus de garanties que celui exécuté par un réviseur.

L'objection que l'on formule quant à la période avancée de la session n'est pas sérieuse. Nous pourrions facilement résoudre cette question sans prolonger nos travaux. Plus on aura de bons électeurs, plus certain on sera d'avoir de bons gouvernements et une bonne Chambre, et pour ma part je ne crois pas qu'il soit trop tard pour opérer cette réforme. Si nous ne revenons pas, du moins nous aurons donné une bonne loi à la province.

M. Marcotte—*député de l'Islet*.—Nous devons féliciter l'honorable chef de l'opposition de se hâter lentement à l'adoption d'un projet de loi qu'il considère comme très important.

D'abord, nous devons féliciter le chef de l'opposition de s'être amélioré. Je me rappelle qu'il y a quelque temps, l'honorable chef de l'opposition et son parti n'ont pas toujours pensé de la sorte. En consultant les organes des libéraux, entre autres l'*Electeur* du 9 et du 26 mai 1886, voici ce que nous trouvons.

" Comment, M. Mercier, disait le *Nord*, veut changer le cens électoral de la province.

Il désire donner le droit de voter aux instituteurs, aux personnes qui ont un revenu ou salaire de \$300 ou plus, aux fils de cultivateurs qui travaillent avec leurs pères sur une ferme qui par sa valeur peut qualifier plus d'un voteur, etc.

C'est-à-dire que le chef de l'opposition demande ni plus ni moins que nous adoptions les principales dispositions de la loi fédérale qui a soulevé tant de récriminations dans la presse libérale. Nous ne trouvons pas à redire parce que M. Mercier désire élargir le droit de suffrage, mais comment ses amis vont-ils accepter cette proposition ?

L'Electeur déclarait il y a six mois que la loi fédérale était monstrueuse et ne contenait rien de bon. Va-t-il désapprouver M. Mercier maintenant ? Nous remettons sous les yeux des lecteurs ce que *L'Electeur* écrivait le 9 mai 1885 :

“ Le projet de loi actuel admet le principe du suffrage universel pour les sauvages, les fils de cultivateurs, etc. Plusieurs députés, qui ne sont pas en faveur du suffrage universel, ne se gênent pas de dire que le suffrage universel pur et simple serait même préférable au projet de loi qui est actuellement devant la Chambre.”

Le 29 avril 1885, le même journal disait :

“ Cette mesure propose l'introduction de nouveaux voteurs, les uns d'après le principe que la propriété doit être représentée, les autres d'après aucun principe quelconque. On donne le droit de vote aux femmes pour que la propriété soit représentée. On donne aussi le droit de vote aux fils de cultivateurs qui ne représentent rien du tout. Le père votera comme propriétaire. Supposons que son fils ou ses fils votent en sens contraire, non seulement son vote qui représente la propriété sera annulé, mais il sera renversé s'il a plusieurs fils.

“ Dans un cas comme celui-ci, “ les fils qui ne votent que d'après le principe du suffrage universel, annuleront le vote du père qui vote comme propriétaire.”

L'Electeur va-t-il rengainer toutes ses condamnations, va-t-il vanter aujourd'hui ce qu'il vantait hier pour la simple raison que M. Mercier s'en porte le champion ?

Comment va-t-il faire pour prouver à ses lecteurs qu'une loi est mauvaise, lorsqu'elle est présentée par Sir John A. MacDonald, et qu'elle est excellente lorsque M. Mercier la prend sous sa haute protection ?

Voilà ce que pensaient alors les libéraux dans toute la province.

L'honorable député de Chateauguay nous a dit que dans cette province il n'y avait que des idées libérales. Seulement les conservateurs ont le talent de s'emparer de ces idées et d'en faire les leurs.

Je demanderai, M. le président, à l'honorable député de Chateauguay où dois-je prendre les idées libérales. Est-ce dans l'*Electeur*, l'organe du parti libéral de Québec, ou dans le projet de loi proposé par l'honorable chef de l'opposition, qui a pour ainsi dire copié le projet de loi présenté à Ottawa par Sir John.

Sans vouloir intervenir dans la politique fédérale, je ferai remarquer aux honorables membres de l'opposition, qu'à mon point de vue, le gouvernement d'Ottawa avait deux raisons pour adopter la loi qui existe maintenant. La première, le gouvernement fédéral n'avait pas juridiction sur les conseils municipaux pour leur faire une loi d'après ses vues ; la deuxième, c'est qu'il était nécessaire au gouvernement fédéral d'avoir une loi uniforme pour toutes les provinces qui composent la Puissance.

Pour le fonctionnement de cette loi il lui faut certainement des officiers chargés de faire exécuter cette loi.

J'ai dit au commencement que l'honorable chef de l'opposition se hâtait lentement. La preuve c'est que cette loi ne nous est soumise qu'à la fin de la dernière session de ce parlement. Elle est inutile pour les élections générales qui sont à la veille d'avoir lieu. Les listes électorales ne peuvent être faites avant le mois de mars prochain. De sorte qu'elles ne serviront pas aux prochaines élections. Ainsi pour moi cette loi me paraît prématurée. Nous allons l'étudier et nous sommes prêts à accepter ce qu'elle peut contenir de bon.

Je propose en amendement, que tous les mots après " que " dans la proposition soient remplacés par les suivants : " vu que la loi soumise à cette Chambre ne pourrait servir aux prochaines élections générales en cette province," et qu'il n'y a guère d'utilité de se hâter de l'adopter pendant la présente session, ce projet de loi ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais qu'il le soit dans six mois, afin de donner le temps à cette Chambre d'étudier le projet de loi qui lui est maintenant soumis."

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—M. le président, quand bien même que cette loi ne servirait pas aux élections prochaines, ce n'est pas une raison pour ne pas l'adopter. Si les listes qui seront faites

d'après cette loi ne servent pas aux élections générales, elles serviraient aux élections partielles.

Je ne crains pas ces nouveaux électeurs, car je sais qu'ils voteront bien. A droite on ne verrait pas tant d'objections si cette loi était proposée par le gouvernement. D'après le secrétaire provincial, il faudrait des réviseurs comme à Ottawa, et le député de l'Islet, lui, a justifié carrément l'action du gouvernement fédéral. Je comprends que c'est un excellent moyen de grossir le nombre des employés publics, mais c'est loin de donner autant de satisfaction que le système des conseils municipaux.

Quand les conseils municipaux feront leur rôle d'évaluation chaque année, les évaluateurs mettront les noms de ceux qui se trouveront avoir droit de vote en vertu de cette loi, il n'y a rien de plus simple.

Pour les villes la même chose se ferait, et je ne vois pas quelle grande difficulté il y aurait à ajouter quelques centaines de noms.

La citation de l'*Electeur* n'est pas un coup mortel pour nous, car ce journal fait comme les feuilles conservatrices, il ne nous consulte pas pour faire sa rédaction. Il est facile de voir qu'il y a parti pris parmi ces messieurs. Mais l'année prochaine, s'ils sont encore au pouvoir, ils feront adopter cette loi qu'ils repoussent aujourd'hui. Mais il y a tout lieu de croire que ce ne sera pas eux qui seront au pouvoir.

M. Martel—*député de Chambly*.—Quoiqu'on en dise ce n'est pas une bagatelle que de dresser une liste électorale. Dans les campagnes le rôle ne se fait que tous les trois ans, de sorte que cette loi ne pourrait avoir d'effet avant deux ans au moins. Quant aux rentier le code municipal règle leur cas, et pour ce qui concerne les fils de cultivateurs, le père n'a qu'à qualifier ses fils pour les faire mettre sur la liste.

M. Trudel—*député de Champlain*.—Ce projet de loi mérite d'être sérieusement étudié et on n'aura pas trop d'une année pour cela. Dans les élections on discutera cette question et la prochaine Chambre pourra la régler. Je ne me prononce pas contre, car je crois qu'il y a certaines classes de personnes qui devraient être mises sur la liste électorale. C'est le parti libéral qui a cherché par tous les moyens à empêcher la loi fédérale d'être votée, et si ce projet est basé sur la loi fédérale il prend ce qu'il a combattu.

S'il y a de notre part parti pris, je crois que c'est le bon parti, dans tous les cas c'est le parti de la grande majorité.

M. Whyte—député de Migantic.—On n'est pas contre le principe du projet, mais seulement contre le mode de la préparation des listes. On pourrait obvier à cela sans grande difficulté. Cette réforme devra être faite avant longtemps.

L'honorable M. Taillon.—Nous n'agissons pas par parti pris. Il arrive souvent que le gouvernement dépose des projets de loi dans le seul but de les mettre à l'étude. Il n'y pas de mal à ce que l'opposition en fasse autant.

Je profite de ce que je suis debout pour repousser l'accusation que le parti conservateur est le parti de la centralisation. S'il y a un parti qui, d'après ses actes et les actes de ses chefs quand ils étaient au pouvoir, mérite ce titre, c'est bien le parti libéral.

Le député de Chateauguay se trompe en disant que nous sommes des libéraux. Nous tenons à nos principes et nous n'avons pas besoin d'en emprunter chez les voisins.

M. Robitoux.—J'ai défini le conservatisme tel que connu, comme le gouvernement des peuples dans le plus petit nombre de mains possible, tandis que le libéralisme c'est la participation à ce même gouvernement par le plus grand nombre possible. A part cela tous tant que nous sommes, nous sommes libéraux par l'essence même des institutions qui nous environnent. Le libéralisme triomphe plus ou moins dans nos lois. Lorsque nous avons aboli la tenure seigneuriale nous avons fait acte de libéralisme. Les seigneurs d'autrefois sont obligés de frotter leur blason sur les prolétaires d'aujourd'hui. Lorsqu'on a aboli le sens d'éligibilité, c'était encore un acte libéral.

Quant à la question de centralisation, nous n'avons jamais fait de lois centralisatrices comme les conservateurs en ont fait. Vous en avez faites sur les licences, sur les voies ferrées, et en enlevant aux conseils la préparation des listes électorales.

La différence qui nous caractérise, c'est celle-ci : les libéraux rendent au peuple le plus grand nombre de libertés possible, et les conservateurs cherchent à faire exercer l'autorité par le plus petit nombre possible. Les deux principes sont diamétralement opposés.

M. McShane—député de Montréal-ouest.—C'est une mesure libérale et je l'approuve de toutes mes forces. Il est temps de songer à réformer la base de notre suffrage.

Il y a beaucoup de personnes qui méritent d'être électeurs et qui ne

jouissent pas cependant du droit de vote, si précieux à tout citoyen anglais.

Si la Chambre repousse ce projet de loi maintenant, elle commettra une lourde faute dont chaque député de la majorité ne tardera pas à se repentir lorsqu'il paraîtra devant le peuple de la province. Les grands principes qui guident les libéraux de tous les pays éclairent tous les peuples, et cette province devra bientôt entrer dans le courant général et irrésistible qui entraîne tout dans une marche de civilisation et de progrès. Voyez les vieilles institutions des peuples, vestiges du conservatisme d'un autre âge crouler de toutes parts, dans les pays, sous le souffle puissant du libéralisme, dans les idées et dans les institutions nouvelles. Le gouvernement des nations subit une transformation énorme sous la pression de la liberté bien entendue. Les temps sont passés où un homme pouvait régner en despote sur des millions d'hommes. L'esprit humain a fait des progrès qu'aucun conservatisme ne pourrait faire reculer maintenant. Ce projet de loi est le fruit du libéralisme qui ne tend qu'au bien-être des masses, et je l'approuve de tout cœur.

La proposition de M. Marcotte est mise aux voix :

Ont voté pour.—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Cameron, Caron, Casavant, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Sawyer, Taillon, Thornton et Trudel.—33.

Ont voté contre.—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Deschênes, Gagnon, Gauthier, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, St-Hilaire et Whyte.—17.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est rejeté.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de L'Achigan.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 21 mai 1886.

SOMMAIRE :—Proposition de M. Bernatchez blâmant le cabinet pour ne pas avoir appuyé auprès du gouvernement fédéral les démarches faites en faveur de Louis Riel : MM. Bernatchez, Taillon, Marchand, Blanchet, Laliberté, Beauchamp, Beaubien, Garneau, Lapointe, Mercier, Martel, Poulin, McConville, Gagnon.—Adoption de divers articles du budget.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Le projet de loi concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. ~~Mercier~~—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, je désire, avant que la Chambre procède aux ordres du jour, attirer son attention sur un rapport bien inexact que je trouve dans l'*Etendard* du 20 courant.

Une dépêche de Québec à ce journal dit : “ Sur l'item de l'éducation primaire, l'honorable M. Mercier a prononcé les paroles suivantes : “ Je crois que toute l'éducation primaire devrait être entre les mains “ des laïques.”

Je n'ai jamais prononcé ces paroles.. J'ai fait un discours, le 18, sur la question de l'instruction publique et ce discours a duré près d'une heure ; et le correspondant croit me rendre justice en résumant tout ce discours dans la phrase ci-dessus.

Ce système est regrettable et ne fait pas honneur à la presse canadienne.

Dans cette occasion, on se le rappelle, j'ai parlé, en termes justes et flatteurs, de l'influence que le clergé avait toujours exercée et exerçait encore sur l'instruction publique en ce pays.

Mes remarques n'ayant pas été mises par écrit, il m'est impossible de les donner textuellement, mais j'avais alors sous les yeux les Débats de 1883, et j'ai tâché de m'en tenir à la déclaration que je fis le 22 janvier 1883, et que je trouve à la page 48.

Le meilleur moyen de corriger la fausse assertion du correspondant est de répéter ici ce que j'ai dit dans cette occasion. Voici mes

paroles qui sont encore aujourd'hui l'expression fidèle de ma pensée et de celle de mes amis :

“ Si j'en crois les journaux, le chef du gouvernement aurait fait par écrit d'importantes déclarations. Pour ma part, j'applaudirai de bon cœur à ces déclarations si elles ont pour objet d'assurer au conseil de l'instruction publique, aux comités catholique et protestant, l'influence qu'ils ont droit d'exercer sur notre système d'éducation.

“ Et à ce propos, qu'il me soit permis de dire que nous devons redoubler d'efforts pour assurer à nos enfants une instruction patrique et chrétienne. Tout en travaillant efficacement à leur donner les connaissances qui en feront plus tard des citoyens utiles à leur pays, nous ne devons pas oublier qu'en négligeant la partie morale et religieuse de cette instruction, nous servirons à répandre bientôt au sein de notre société ces doctrines perverses et ces principes dangereux dont l'application met en jeu, dans le vieux monde, les sociétés les plus fortes et les mieux organisées.

“ N'oublions pas qu'une instruction athée peut bien faire des socialistes et des révolutionnaires, mais non d'honnêtes citoyens et des patriotes dévoués ; qu'elle peut bien inspirer l'usage de la dynamite, mais non l'amour du travail qui moralise, ni le dévouement au pays qui fait les grands patriotes. Que cette instruction que nous offrons à nos enfants soit donc comme une nourriture saine et abondante ; que cette instruction soit morale et chrétienne : et pour obtenir ce résultat désirable ne craignons pas d'accepter avec déférence et respect, mais sans abdication de nos droits, les avis sages et prudents des hommes distingués qui, dans le conseil de l'instruction publique, peuvent nous aider à remplir auprès de nos enfants la mission si difficile, mais si noble, d'en faire de bons citoyens et de bons chrétiens.”

LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—M. le président, lorsque la province s'est agitée d'un bout à l'autre, que les municipalités imploraient la clémence de l'exécutif et que pétitions sur pétitions, protestations sur protestations étaient faites en faveur de Louis Riel, j'ai cru que le gouvernement local ne devait pas rester inactif. Lorsque nous avons vu même des députés conservateurs déclarer que Riel ne devait

pas être exécuté, nous avons cru qu'il y avait là un mouvement national auquel tout le monde devait se rallier, le gouvernement comme les citoyens. Aussi quelle a été notre surprise en voyant que l'exécution avait eu lieu quand même. Nous avions cru qu'une province aux trois-quarts française et catholique obtiendrait le pardon de ce pauvre Riel. Le gouvernement est resté impassible. Il est demeuré froid et indifférent en face de cette agitation. Les ministres pouvaient au moins agir individuellement en faveur d'un homme qui vivait sous le même drapeau que nous, partageant les mêmes croyances religieuses.

Chaque fois que des calamités publiques se sont produites, on a vu le gouvernement s'apitoyer sur le sort des malheureuses victimes. C'est ainsi qu'il ont voté de l'argent aux incendiés de Hull et pour les gens en détresse de la Gaspésie. Pourquoi donc est-il resté indifférent à l'égard de Riel. C'est encore le sentiment de commisération pour des malheureux qui nous a fait féliciter le gouvernement impérial sur sa politique à l'égard de l'Irlande.

Pourquoi les ministres ne se sont-ils pas joints au chef de l'opposition pour protester à l'assemblée du Champ de Mars? C'est parce qu'on craignait de blesser les ministres fédéraux. Ces ministres n'avaient pas cette crainte lorsqu'ils travaillaient contre nous.

Il est étonnant que les ministres ne se soient pas prononcés. Pourtant ces sentiments de patriotisme se manifestent malgré nous quand on aime son pays, sa religion et sa foi. Quand il s'agit d'une telle question, on a toujours l'élan du cœur.

Je regrette que les Canadiens-Français n'aient pas été unis dans cette circonstance. Aux jours de fêtes nationales, on crie bien haut qu'il faut s'unir pour être forts et respectés. C'était une belle occasion de consommer cette union, on aurait pu faire disparaître tous les préjugés politiques et personne n'aurait pu accuser qui que ce soit de trahison pour avoir changé de parti.

Le solliciteur général a dit que nous avions le droit d'implorer. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait comme tous les citoyens de la province le désiraient. Le fait est qu'il n'y a que les ministres qui soient restés impassibles.

Mgr Taché, du Manitoba, se joignait à la province pour implorer miséricorde, et il n'a pas craint de censurer les journaux qui se servaient de son nom contre la cause de Riel. J'ai l'honneur de connaître cet

homme distingué, car ses parents résident dans ma paroisse, et il m'a été donné de l'entendre parler de la cause des Métis. Lorsque vous entendez un saint prélat comme Mgr Taché parler ainsi dans la chaire de vérité, on ne peut s'empêcher d'être ému.

Ce prêtre qui a passé sa vie dans les plaines du Nord-Ouest a prouvé que l'offense de Riel n'était pas aussi forte qu'on l'a dit. Le fait que le gouvernement accorde l'amnistie à ceux qui ont pris part à cette rébellion, prouve que Riel n'était pas aussi coupable qu'on le dit. Ceux qui sont allés en délégation au Montana pour faire venir Riel au Nord-Ouest sont bien aussi coupables que lui.

J'ai confiance que la Chambre acceptera la proposition que je vais lui soumettre et qu'elle réparera le vote qu'elle a donné par le passé.

J'ai l'honneur de proposer en amendement que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Les membres de cette Chambre sont prêts à voter les subsides à Sa Majesté, mais croient que les ministres auraient dû appuyer, auprès de l'Exécutif fédéral, les démarches si importantes, faites dans cette province en faveur d'une commutation de la sentence de mort prononcée contre Louis Riel."

L'honorable M. Taillon.—*député de Montréal-est, procureur général.*
—C'est le gouvernement qui est attaqué. Si les Chambres peuvent quelques fois implorer le pardon d'un condamné, le gouvernement ne le peut jamais.

Comme individus les ministres ne sont pas appelés à se justifier ici, ni à faire connaître ce qu'ils ont fait.

L'honorable M. Marchand.—*député de Saint-Jean.* — Ces explications sont bien courtes. Le fait d'être ministre n'ôte pas tout sentiment de patriotisme. La population ne recevra pas ces explications, et elle demandera un compte sévère de la conduite des ministres. S'ils ne sentent pas qu'ils doivent être les portes-drapeau du peuple dans ces circonstances, je considère qu'ils ne doivent pas occuper le poste où ils sont. Même en admettant que le gouvernement comme tel doive rester étranger à ces mouvements populaires, nous aurions aimé à voir ceux qui sont considérés comme les premiers citoyens de la province, se joindre aux autres citoyens dans ces manifestations patriotiques.

Mais non, on aurait dit pendant cette agitation, qu'il n'y avait pas de

gouvernement à Québec. Le procureur général n'a pas même assisté à l'assemblée tenue dans sa division. Ne devait-il pas se montrer à l'unisson avec cette foule de citoyens de Montréal qui protestaient contre l'action du gouvernement fédéral. Ou bien il aurait dû suivre l'exemple qui lui a été donné et remettre son mandat.

Le gouvernement avait les mêmes droits que la Chambre, et si celle-ci a l'*expressive power*, le gouvernement aurait dû parler. Non, on n'a eu que l'instinct de conservation, et pour son inaction coupable le gouvernement mérite la censure la plus sévère.

Comme ce débat est à peu près épuisé, je n'en dirai pas davantage.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—Jusqu'ici on ne nous a pas démontré comment le gouvernement aurait dû intervenir. Il n'a pas le droit de parler au nom de la Chambre, puisqu'il n'est qu'un comité de cette même Chambre. Si elle avait été en session, elle aurait pu peut-être faire ce qu'elle a fait pour Lépine.

Les ministres et le lieutenant gouverneur représentent la couronne. Or comme représentant de la couronne, nous devons protéger la paix publique. Nous aurions donc eu le curieux spectacle de voir les aviseurs de la couronne ici, donner des conseils au lieutenant-gouverneur sur l'action de la couronne à Ottawa sur une matière exclusivement sous son contrôle.

L'honorable M. **Marchand**.—Vous êtes bien intervenu pour demander de l'aide.

L'honorable M. **Blanchet**.—C'était sur une question d'administration et nous avons reçu un mandat de la Chambre.

Des résolutions avaient été adoptées dès 1879.

Si on eut commis l'indélicatesse d'aviser la couronne à Ottawa, et qu'elle n'aurait pas suivi notre avis nous aurions, je suppose, été obligés de nous démettre. N'est-ce pas du dernier ridicule. Si nous avions pris cette position, nous aurions provoqué des expressions d'opinion de la part des autres provinces, et il reste à savoir si le gouvernement fédéral aurait incliné vers la clémence, si cela n'aurait pas mis en danger la commutation de sentence que l'on aurait eu l'intention de donner.

J'ai trop de confiance dans le bon sens du peuple pour croire qu'il va condamner le gouvernement pour cela. Jamais il n'a été question du gouvernement local dans le cours de cette agitation et les conservateurs

qui y ont pris part l'ont fait à la condition qu'on n'y mêlerait pas les affaires locales.

Nous dirons au peuple ce que les libéraux ont fait au sujet de Riel lorsqu'ils étaient au pouvoir, nous dirons qu'ils l'ont chassé de la Chambre des communes, et qu'ils l'ont ensuite exilé, et le peuple intelligent verra vite que nos adversaires ont voulu faire d'un mouvement de pitié, un mouvement politique.

M. Laliberté—député de Lotbinière.—Je crois que le gouvernement aurait dû se montrer avant le 16 novembre pour réclamer la grâce de Riel. Le peuple était alors mal à l'aise, il regardait de tous côtés pour voir ceux qui se feraient ses protecteurs. Nous pensions que les ministres interviendraient pour protéger les droits du peuple, mais ils n'ont rien fait. Tout le monde était sous l'impression que Riel ne serait pas exécuté, c'est pourquoi les manifestations ont été si ardentes après cette exécution. Quand bien même il n'y aurait pas eu de précédent pour justifier une intervention, ç'aurait été une bonne occasion d'en faire un. Le temps était propice pour montrer du courage.

Je crois qu'il n'ont pas agi, parce qu'ils avaient peur de perdre leurs portefeuilles. L'expulsion de Riel de la Chambre des communes était nécessaire, parce qu'il était accusé de meurtre et pour l'honneur de la Chambre, il ne devait pas y siéger jusqu'à ce qu'il se fut lavé de cette accusation. Ce sont les libéraux qui l'ont amnistié plus tard.

M. Beauchamp—député de Deux-Montagnes.—Lorsqu'on me disait que l'on ne faisait que de la politique avec cette question Riel, que les libéraux ne s'en servaient que pour arriver au pouvoir, je ne voulais pas croire à la vérité de ces paroles, mais maintenant je vais être obligé d'ajouter foi à ces accusations.

Cette proposition me prouve que c'est le pouvoir que l'on cherche, et je perds confiance dans l'élévation des sentiments du parti libéral sur ce point. Je pensais qu'il y avait plus de patriotisme que cela dans le parti libéral.

Je voterai sans hésitation contre cette proposition. Pour moi la question Riel en est une nationale et non politique.

L'honorable M. Beaulieu—député d'Hochelega.—J'ai fait tout ce qui devait être fait pour blâmer la conduite de ceux que je croyais coupables. Pour cela j'ai sacrifié des liens de parti qui m'étaient chers ; j'ai eu des paroles dures pour d'anciens amis.

Maintenant on veut blâmer le gouvernement local. Je ne suis pas prêt à le faire. Comme individus je sais ce que des ministres ont pensé et ont fait.

Je sais à quoi je m'expose, mais je ne suis pas prêt à créer un pareil précédent. Je ne veux pas qu'un gouvernement blâme un autre gouvernement et je me sens incapable d'aller aussi loin que cela. Je suis prêt à prendre la responsabilité de mon acte devant mes électeurs.

Comme ministres, ils ne devaient pas parler, et cette opinion ne modifie pas mes vues sur le compte du gouvernement fédéral. Mais il y a une limite qu'il ne faut pas dépasser. Je dis qu'il ne faut pas que le gouvernement ici aille trouver la couronne à Ottawa pour la blâmer. La Chambre pouvait le faire, comme dans le cas du choix de M. McKenzie de la ligne de Pembroke pour le Pacifique.

Comme députés les ministres auront à rendre compte de leur conduite à leurs comtés, mais comme ministres je ne puis les blâmer ici. Leurs comtés les blâmeront s'ils le jugent à propos, mais la Chambre ne peut le faire, car elle ne peut juger que leurs actes comme ministres. J'ai toujours dit que le gouvernement local n'avait rien à faire avec cette question et je reste conséquent avec moi-même en voulant conserver intact l'esprit de la constitution.

L'honorable M. **GARNEAU**—*député de Québec*.—La Chambre sait quelle position j'ai prise sur la question Riel. Lorsque j'ai soumis ma proposition je savais, d'après le discours du solliciteur-général, que nous avions le droit de dire notre opinion. Maintenant il s'agit d'une autre proposition qui change complètement la position.

Je ne crois pas que les ministres, avaient le droit de faire des représentations au gouvernement fédéral, sans consulter les Chambres. Je ne pourrais donc pas voter pour cette proposition. Je regrette que l'on n'ait pas exprimé des regrets quand j'ai demandé la chose, mais ce n'est pas le moment de le faire. Quand j'ai cru que je devais parler, je n'ai pas craint de me séparer de mes amis.

M. **LAPOINTE**—*député de Vaudreuil*.—Un mot seulement pour dire que je ne puis, sans manquer à mon devoir, censurer le gouvernement pour cette question. J'ai voté pour exprimer des regrets, mais je ne puis blâmer le gouvernement de ne pas avoir fait ce qu'il ne devait pas faire.

L'honorable M. **MERCIER**—*député de Saint-Hyacinthe*.—La propo-

sition dit-elle oui ou non la vérité. Voilà ce que nous devons nous demander, car la vérité est au-dessus des partis politiques.

Pour moi il ne reste plus que la question de savoir si les ministres auraient dû intervenir. Ceux qui ont parlé avant moi du côté de la droite, ont dit non. On a prétendu que les ministres sont intervenus privément. Ce n'est pas exact. Le commissaire des terres dont seul le nom avait été mentionné, a déclaré carrément que le *Canadien* s'était trompé. En voilà un qui a dégagé sa responsabilité. Tout à l'heure le procureur général a dit que les ministres n'ont rien fait.

L'honorable M. Tassillon.—La proposition attaque le gouvernement et j'ai dit que ce n'était pas le temps de dire ce que les ministres avaient fait privément.

L'honorable M. Mercier.—Si le procureur général a fait quelque chose, qu'il le dise donc. Je suis surpris d'entendre le député d'Hoche-laga dire qu'il sait que des ministres sont intervenus privément, quand M. Chapleau a déclaré le contraire à Ottawa, et que le procureur général refuse de parler. Ce n'est pas une honte, qu'il réponde donc. Pas un citoyen n'aurait honte de dire qu'il a demandé la grâce de Riel.

Il s'agit de savoir si les ministres pouvaient ou devaient intervenir. La théorie est la même que celle discutée l'autre jour.

Si la Chambre avait le droit d'exprimer des regrets, certainement elle a le droit de dire que le gouvernement a mal fait en n'intervenant pas. Toute la Chambre a admis qu'elle pouvait dire son opinion mais qu'elle ne devait pas le faire dans les circonstances. Je crois que je résume honnêtement le débat sur la question Riel au point de vue de la droite.

Si donc la Chambre a ce droit, le gouvernement aurait pu l'exercer en son nom et qui donc l'en aurait blâmé. Pas un parmi nous n'aurait voté contre le gouvernement pour cela, pas même les députés anglais protestants.

Pourquoi se faire illusion. Cette intervention n'aurait pas été un blâme contre la couronne à Ottawa. Et s'il y a quelqu'un qui doit parler au nom de la province, c'est bien le gouvernement provincial. Si le cabinet avait appris que son agent en France avait été tué, n'aurait-il pas pris un arrêté du conseil pour solliciter les autorités fédérales de faire respecter nos compatriotes ? Est-ce qu'on a blâmé le conseil de ville de Montréal parce qu'il s'est ajourné en signe de deuil à la mort de celui qui est tombé victime du fanatisme ? Est-ce qu'on a blâmé les autres

municipalités qui ont condamné cet acte ? Si ces conseils municipaux avaient le pouvoir de faire ce qu'ils ont fait, est-ce que le gouvernement de la province n'avait pas le pouvoir d'en faire autant. C'est une théorie qui ne fait pas honneur à ceux qui l'ont inventée, et qui n'est pas de nature à relever nos institutions provinciales. Elle tend à nous ridiculiser aux yeux des autres provinces, elle ruine le prestige de nos institutions provinciales, et je regrette que cette théorie nous vienne des ministres, les premiers gardiens de ces institutions qui nous sont si chères. Je suis surpris de la position prise par certains hommes.

Chacun peut interpréter ses devoirs comme il les entend. Il y en a qui pensent qu'il ne faut faire que ce que la loi prescrit. Il y en a bien, en matières de conscience, qui pensent que, du moment qu'ils ont jeûné pendant le carême, ils peuvent ensuite, le reste de l'année, faire toutes sortes de péchés. Il ne faut pas seulement éviter de faire le mal, mais il faut aussi faire le bien.

Il n'y a pas de loi qui dise quand vous voyez un enfant près de se noyer de le sauver. Rien ne vous dit que vous serez pendu si vous ne le sauvez pas, mais la loi suprême de la charité vous commande de lui porter secours. On n'est pas également obligé de travailler à arrêter les progrès d'un incendie, cependant chacun se dévoue dans la mesure de ses forces dans ces occasions pénibles. Il n'y a pas de loi qui vous dise que vous devez faire la garde pour empêcher des voleurs d'aller chez votre voisin, mais si vous entendez du bruit, votre devoir est de protéger la fortune de ce voisin. Nous ne sommes pas obligés de venir ici, consacrer notre temps et nos efforts au bien-être du peuple, cependant nous faisons joyeusement ces sacrifices. C'est le devoir qui nous le commande.

Si le gouvernement ne devait pas intervenir officiellement en prenant un arrêté du conseil, les ministres au moins pouvaient se joindre au pays dans ses revendications. A quoi donc se seraient-ils exposés s'ils avaient demandé l'exercice de la clémence en faveur de Riel ? Quels auraient donc été les mauvais résultats qui s'en seraient suivis si les ministres avaient envoyé une dépêche à Ottawa priant les autorités de prendre en considération les résolutions demandant grâce pour Riel ? Je ne vois pas le moindre inconvénient ni pour eux ni pour la province.

L'énoncé de la proposition est vrai. Il est vrai aussi que des démarches ont été faites et que ces démarches n'ont pas été universelles. Il y a des gens qui n'ont pas de cœur. On dit que Gaspé et Bonaventure

n'ont pas pris part aux manifestations. Cela ne prouve pas en faveur des représentants de ces comtés.

M. Martin—*député de Bonaventure*.—Pas de cœur les gens de Bonaventure.... J'ai hâte de savoir ce que cette brave population va penser de l'appréciation du chef de l'opposition.

L'honorable M. Mercier.—J'ai dit que ceux qui sont à la tête de la population n'avaient pas eu assez de cœur pour agir.

Ce mouvement a été beau et grand, et je dis que vous n'avez pas le droit d'insulter la province de Québec quand elle parle d'une manière aussi imposante. On a pu blâmer certaines parties des démonstrations, les brûlades ou ce qui était contraire à l'ordre, mais jamais on n'a blâmé le mouvement constitutionnel. Quant aux brûlades j'ai refusé, étant à Joliette, de prendre part à une démonstration si on y faisait de ces brûlades d'hommes politiques. Les ministres pouvaient-ils ignorer les grandes assemblées qui ont eu lieu sur tous les points de la province. Pourquoi se sont-ils tenus cachés chez eux ? Est-ce qu'il y avait danger pour eux, ou danger pour leur popularité dans cette Chambre ? C'était par crainte de leurs maîtres à Ottawa ; c'était par la crainte de blesser un ancien chef, M. Chapleau, et de blesser M. Langevin et les autres fanatiques qui sont dans le gouvernement d'Ottawa.

Pensez-vous que le député de Huntingdon m'a abandonné parce que nous avons eu des difficultés personnelles ? Est-ce qu'il ne m'a pas donné au commencement de la session une bonne poignée de main, comme l'année dernière.

Comme les années précédentes, il est venu se concerter avec nous pour renverser ce gouvernement. Qu'est-ce donc qui l'a fait me tourner le dos ? C'est le fanatisme national et religieux. Moi qui n'ai pas voulu céder un pouce du terrain où je m'étais placé, je perds bien de mes amis pour avoir sincèrement maintenu la position que j'ai prise. Les journaux conservateurs m'insultent et je suis entraîné dans la boue. Des députés, correspondants de journaux, m'injurient parce que je suis resté fidèle à cette cause. Est-ce que le gouvernement a perdu un seul de ses amis ? Est-ce qu'un seul anglais a laissé le gouvernement ? Oh non, ces messieurs sont satisfaits parce que le gouvernement fait l'affaire du fanatisme. Si on croyait que le gouvernement a fait son devoir comme moi, on ne me laisserait pas. Je suis victime de ce mouvement.

Le député de Deux-Montagnes a dit qu'il ne pouvait s'empêcher de croire maintenant que c'était de notre part un mouvement politique.

Est-ce qu'il a cru que nous étions entrés dans ce mouvement pour maintenir les conservateurs au pouvoir ? Est-ce que nous devons garder au pouvoir des conservateurs pour prouver notre sincérité ? Est-ce que je ne serais pas le plus grand insensé de la terre, si je ne faisais pas de la politique avec un acte que vous-mêmes avez appelé une faute politique ? Tous les jours je dénonce des fautes d'administration et je ne dénoncerais pas une faute nationale de crainte qu'on pense que je fais de la politique ? Evidemment le député de Deux-Montagnes ne peut être sérieux en disant cela.

Non, on ne peut raisonnablement s'imaginer que j'aurais voulu sauver les ministres coupables. Est-ce qu'on oublie déjà que si je suis abandonné par l'un des mes amis, c'est parce que j'ai offert de marcher avec M. Chapleau comme mon chef. J'aurais tenu ma parole, si M. Chapleau n'avait pas voulu en faire un mouvement politique en ne se démettant pas.

Ce sont mes adversaires qui ont commencé à faire de la politique et non pas moi.

On nous reproche d'avoir présenté cette proposition de non-confiance.

Est-ce que nous allions nous gêner parce que nous avons eu la compagnie de certains conservateurs ? Quelque pénible que nous soit l'abandon de ceux qui ont marché avec nous hier, nous devons faire ce que nous croyons être notre devoir.

Si on a demandé aux candidats dans Drummond et Arthabaska de signer les résolutions du champ de Mars, on doit en faire autant pour les ministres. Pourquoi une règle pour les ministres et une autre pour les candidats ? Si la Chambre et le gouvernement ne doivent pas intervenir, vous ne devez pas demander aux candidats de signer ces résolutions.

Voilà la vraie position. Ceux qui ne partagent pas mon opinion ont droit au respect comme j'ai droit au respect de la mienne. Nous sommes d'opinion que ceux qui sont restés inactifs doivent être blâmés ; je crois que nous avons raison et le peuple sera avec nous.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. Mercer.—Le secrétaire provincial a parlé de l'expulsion de Riel de la Chambre des communes en 1875, lorsque les libéraux étaient au pouvoir. C'est vrai et je crois que si j'avais été là,

j'aurais fait comme les autres. Dans ce temps-là, Riel était accusé d'un meurtre à propos de la première rébellion. Etant élu député il vint pour prendre son siège. Riel alors était traqué comme un meurtrier. La Chambre ne devait-elle pas le renvoyer. Il était hors la loi. Lorsque M. Blake a lancé sa proclamation accordant \$5,000 pour récompenser ceux qui arrêteraient le meurtrier de Scott, il n'avait aucune juridiction sur Manitoba ; et c'est M. Clarke, procureur-général conservateur à Manitoba, qui a fait faire les procédures nécessaires à la mise hors la loi de Riel.

Quand donc il a été expulsé, c'était pour faire respecter la Chambre des Communes, et si j'avais été premier ministre, j'en aurais fait autant. Non pas qu'il fut juste que Riel fut ainsi accusé, mais parce que quand un homme est accusé, il faut qu'il ait son procès.

Cette fois-ci Riel n'était pas accusé de meurtre mais de haute trahison, et cela c'est un crime politique, voilà une distinction qu'il ne faut pas oublier de faire. Je n'aurais aucune objection à siéger à côté d'un homme accusé du crime de rébellion, tandis que j'en aurais de siéger à côté d'un homme accusé de meurtre.

Il paraît que les libéraux sont bien coupables de ne pas avoir amnistié un homme accusé de meurtre, et ceux qui nous font ce reproche ne veulent pas ou ne jugent pas à propos de se prononcer contre le gouvernement qui a fait pendre Riel pour un crime politique. Ce beau système de non intervention n'existe que pour les conservateurs.

Je suppose que le député d'Hochelaga va faire pour le procureur général ce qu'il a fait pour le candidat conservateur dans Drummond et Arthabaska, et qu'il va lui demander, aux prochaines élections générales, de déclarer s'il est oui ou non pendard. Si le procureur général refuse de parler, il devra lui dire que le parti conservateur l'abandonne comme il a abandonné Sir George Cartier en 1872. Cependant ce ne sera pas le citoyen qui sera condamné, ce sera le ministre. Pourquoi n'en fait-il pas autant ici ?

L'honorable M. TAILOR.—Nous réglerons cela en même temps que vous réglerez vos comptes avec le député de Montréal-Centre.

L'honorable M. MEEREX.—Le député de Montréal-Centre, lui, n'est pas obligé de prendre la même position que les compatriotes de Riel. Au reste je ne suis pas prêt à dire quelle position je prendrai vis-à-vis du député de Montréal-Centre, mais il va sans dire que je devrai

être moins sévère pour les Anglais que pour les Canadiens-Français qui n'appuient pas cette cause. Tout cela n'empêche pas que j'avais raison de poser la question que j'ai faite tout à l'heure au député d'Hochelaga, sur la position qu'il prendra aux élections générales vis-à-vis du procureur-général, lorsqu'il sera candidat à Montréal-Est.

Personne n'a osé approuver l'exécution de Riel. Les ministres eux-mêmes se sont contentés de dire que ce n'était pas de leur affaire. Pas un n'a eu le courage de la blâmer, mais aussi pas un n'a eu l'audace de l'approuver. Ils savent bien que le sentiment public est contre cette exécution. Pas un seul, je le répète, n'a eu l'audace de dire que le gouvernement fédéral avait bien fait de faire monter Riel sur l'échafaud.

M. Poulin—*député de Rouville*.—Pardon, je n'ai pas été si peureux que cela.

L'honorable **M. Mercier**.—J'ai compris que c'est le même député de Rouville qui a dit que Papineau était un traître qui méritait d'être pendu. Dans ce cas il peut très bien dire que Riel méritait la corde.

Un homme qui profite de l'action de son père qui se dévoue pour conduire Papineau à la frontière, pour injurier la mémoire de ce grand homme, peut bien approuver la mort de Riel.

C'est le seul homme dans cette Chambre qui ait tenu un pareil langage.

Le député de Charlevoix a dit, en proposant son amendement, qu'il ne voulait pas piétiner sur le cadavre de Riel. Le député de Rouville seul a eu ce triste courage. En cela il n'a fait que répéter ce que disent *Le Canadien*, la *Minerve* et le *Monde*. Quand il a insulté la mémoire de Papineau, quand il a prononcé ces paroles infamantes, la majorité à applaudi. Et le lendemain, les journaux orangistes ont dit, voilà une Chambre qui a du courage. Est-il possible que 50 ans après 1837 on entende un Canadien Français salir Papineau et les valeureux patriotes qui sont tombés sur les champs de bataille à cette époque ?

Celui qui a fait cet acte avait pour père l'un de ces patriotes. Si son père peut savoir les paroles malheureuses que son fils a prononcées ici, il doit bien les regretter. Le député de Rouville regrettera les paroles qu'il a prononcées à l'assemblée de Sainte-Marie où il s'est révélé l'adversaire des patriotes.

Ces messieurs peuvent bien être contre nous, Ils peuvent bien dire

que nous sommes des misérables, que notre parti doit être chassé, c'est leur droit, mais où leur droit cesse c'est quand ils s'efforcent de salir les patriotes.

Nous pouvons bien différer d'opinion sur des questions de détails, même sur des questions de principes, mais il me semble que dans le cours de ces luttes, lorsque nous nous recueillons un moment et que nous jetons un regard vers le passé, nous sommes obligés de reconnaître que ces figures de notre histoire sont vénérables. Quel est l'homme qui oserait se lever et dire que la mémoire de Papineau doit être exécrée dans la province de Québec ! Est-ce qu'on ne craint pas de faire tomber sur nous le dédain des races qui nous observent ? Est-ce que ces patriotes qui ont versé leur sang sur les champs de bataille et ceux qui sont montés sur l'échafaud, en déclarant qu'ils mouraient pour leur religion et la liberté, ne nous ont pas conquis les privilèges dont nous jouissons ! Et dire que c'est dans cette Assemblée que ces héros nous ont léguée, que leur mémoire doit être prostituée !

Cinq irlandais se sont réunis comme un seul homme et ils ont réussi à venir au secours de la nation irlandaise. Nous sommes 60 et il y en a un qui prend le cadavre de Papineau et le traîne dans la boue aux applaudissements des protestants. Quand de telles choses peuvent se faire aux applaudissements de la majorité, je dis que la nationalité est en danger. Après cela, on pourra insulter la race française tant qu'on voudra, nous nous tairons en silence.

Le gouvernement ici mérite-t-il plus de respect des conservateurs que celui d'Ottawa. Il doit être approuvé s'il a raison mais non parce qu'il est conservateur. L'autre jour n'avez-vous pas voté non-confiance dans le gouvernement fédéral. Serait-ce parce que votre vote ne pouvait alors atteindre le cabinet fédéral, tandis que ce vote pourrait nuire à celui-ci ? Si on veut faire une farce, je n'en suis pas. La population ne fera pas la différence que vous faites.

Le peuple dira que ceux qui ont laissé pendre Riel sont aussi coupables que ceux qui l'ont pendu. Voilà ce que je crois être l'opinion de la province, et nous verrons si je me trompe quand nous nous rencontrerons devant le corps électoral.

Quand, en 1874, on demandait l'amnistie en faveur de Riel, qu'est ce qu'on disait ? On répétait partout ; il faut que les Canadiens-Français s'unissent pour forcer la main du gouvernement fédéral, et nous lui arracherons l'amnistie complète.

On lui faisait la guerre parce qu'il ne voulait pas accorder un pardon promis par un gouvernement précédent. Je me rappelle encore les assemblées tenues à Québec pour dénoncer les libéraux parce qu'ils avaient exilé Riel pour cinq ans. On a demandé au clergé de s'unir au peuple dans ces revendications, et aujourd'hui ce sont les mêmes hommes qui disent qu'il faut se croiser les bras.

Nous étions avec les conservateurs alors et nous avons sollicité nos chefs d'accorder ces demandes. Mais quand nous avons vu que, malgré tout, Riel allait être pendu, nous avons dit : sauvons lui la vie. Mais vous qu'avez vous fait pour lui sauver la vie ?

Etiez-vous avec nous quand nous demandions grâce pour Riel. Oh ! non, vous disiez il ne faut pas intervenir.

Vous nous faisiez insulter par les journaux qui sont à votre solde. Le lendemain de nos réunions, la *Minerve* disait : agitez-vous, libéraux, dans ce mouvement ridicule. Nous allons le sauver sans vous et malgré vous. Riel ne sera pas pendu parce que nous, les conservateurs, nous le sauverons.

Maintenant qu'on comprend qu'il y a eu conspiration du silence, est ce qu'on n'est pas prêt à condamner les ministres qui ont forfait à leur devoir ? On a peur de renverser un gouvernement d'amis !.. Je voudrais bien savoir ce que ces messieurs feraient si c'était des ministres libéraux.

Il me semble les entendre nous dénoncer comme en 1874, lorsque pourtant nous faisions notre possible pour sauver la tête de Louis Riel.

Les journaux nous ont appris que la veuve de Louis Riel se mourait. Après le 16 novembre dernier, cette femme a compris que sa carrière ici-bas était finie. Veuve d'un patriote, elle ne pouvait ignorer qu'elle était aussi la veuve d'un pendu qui lui avait laissé deux orphelins. Appelée à vivre dans une province dont la majorité lui était hostile, elle a dû dire à ses petits enfants : Notre avenir est brisé, notre chef est disparu et nous sommes sans espérance. Dans ses angoisses elle a dû porter un regard vers nous. J'ai lu dans un journal que les deux enfants seraient instruits dans un collège. Il n'y a pas de doute que si la province de Québec, à la demande du député de Québec, était appelée à se prononcer, elle le ferait de manière à venger la mémoire de Riel, et que ces enfants pourraient reprendre la position qu'ils occupaient auparavant. Cette femme si cruellement éprouvée a dû bien souffrir quand elle a vu que sa voix était impuissante à se faire entendre même parmi ses com-

patriotes. Le refus de cette Chambre de s'associer à sa douleur a dû résonner bien douloureusement dans son âme, et si ce soir on refuse de nouveau, elle pourra se dire : ce que j'ai de mieux à faire est de retourner auprès de celui qui n'est plus de ce monde.

Prochaine nuit le peuple de la province sera appelé à se prononcer, et je serai alors vengé de toutes les injures que j'ai reçues. On verra si ces messieurs oseront encore cracher à la figure de la victime sanglante de Régina.

Avant de reprendre mon siège, qu'on me permette de lire la lettre suivante :

Québec, 21 mai 1886.

L'honorable M. MERCIER,

Québec,

Mon cher Mercier,

Je suis retenu au lit depuis dimanche par un violent mal de gorge et incapable de quitter ma chambre.

On vient de m'apprendre que M. Bernatchez a proposé cette après-midi une résolution regrettant que nos ministres locaux n'aient fait aucune démarche pour obtenir la commutation de la sentence de mort rendue contre ce pauvre Riel.

Vous savez que tout ce qui touche à ce grand patriote m'est particulièrement cher ; aussi, combien je regrette de n'être pas là ce soir pour applaudir vos généreuses paroles et mêler ma voix à celles de tous les vrais patriotes ! Ah ! je serai absent de corps, mais je serai de cœur à côté de vous quand le vote sera pris sur cette question.

Croyez-moi avec considération,

Votre ami affectueux,

F. X. LEMIEUX,

Député.

M. Martel.—*député de Chambly*.—Le chef de l'opposition a été injuste envers le député de Rouville. Il a dit qu'il n'était pas dans cette Chambre lorsque les paroles incriminées ont été prononcées, mais il a laissé entendre que c'était un langage presque sacrilège.

Le député de Rouville a dit aux nationards : Prenez garde ; vous voulez soulever le peuple pour l'abandonner et fuir vous mettre en

sûreté. Voilà ce qu'il a dit, et certes pour cela il ne mérite pas les reproches qu'on lui a faits. Les assemblées dont on a tant parlé ont été tenues après la mort de Riel.

L'honorable M. *Merceier*.—Est-ce que vous ignorez que dans les trois quarts des comtés on a demandé l'exercice de la clémence en faveur de Riel ?

M. *Marfel*.—Je dis que ces assemblées ont eu lieu après l'exécution et non pas avant, comme le chef de l'opposition l'a donné à entendre.

Il a traité de sans cœur ceux qui ne sont pas allés faire des discours dans la province. Qu'est-ce donc que M. Joly a fait ? Il a répudié la conduite du chef de l'opposition et lui a tourné le dos. C'est un sans cœur, je suppose, au dire de ce chef politique si poli. Ce n'est pas la dernière répudiation qu'il recevra. Il n'en est qu'au commencement. Il a fait une lourde faute en traitant de sans cœur ceux qui n'ont pas pris part à ce mouvement si désordonné que M. Blake lui-même a dû condamner dans son discours de London.

Parce que quelques conservateurs ont suivi le chef de l'opposition dans sa campagne contre le cabinet fédéral, ce n'est pas une raison pour que ces conservateurs renversent le cabinet local.

Le chef de l'opposition se plaint des journaux. Vraiment on dirait qu'il n'a pas lu son principal organe à Québec. Il nous a répété de nouveau qu'il aurait marché avec nous, avec M^{rs}. Chapleau pour chef. Qu'aurait-il fait de ses anciennes rancunes ?

C'est la première fois que je parle de Riel. J'ai été son ami de collège. Lorsqu'il fuyait, chassé par les libéraux, il est venu demeurer chez moi pendant trois jours et j'ai dirigé ses pas vers les États-Unis. Lorsqu'il est mort j'ai fait une collecte parmi mes amis pour faire prier pour lui. J'ai supplié les ministres fédéraux de lui sauver la vie, et j'ai par devers moi une lettre qui atteste les démarches que j'ai faites.

Je crois que cela était mieux que de courir la province pour faire des assemblées politiques.

Je n'en veux pas de ce patriotisme intéressé et frelaté par l'esprit de parti. Pour moi j'aime mieux me taire et avoir demandé grâce pour Riel.

M. *Poulin*—*député de Rouville*.—Je veux répondre aux accusations du chef de l'opposition. Avant de parler, il aurait dû se renseigner. J'ai souscrit en faveur de Riel et à l'assemblée du 22 décembre 1885,

j'en appelle au député d'Hochelaga, qui était présent, j'ai dit que je n'approuvais pas en soi l'ordre qui avait été donné d'exécuter Riel si on avait des doutes sur son état mental.

Que si on avait des doutes sur ce point on aurait dû lui en accorder le bénéfice. Mais en même temps je me suis opposé au prétendu mouvement national. J'ai demandé aux électeurs d'être calmes. J'ai eu dans ma famille des patriotes de 1837. Deux de mes oncles ont versé leur sang à St-Charles. Je n'ai rien dit contre la vie de Papineau. Je me suis contenté de raconter un fait historique, voilà tout.

M. McConville—*député de Joliette*.—Le chef de l'opposition nous a dit qu'il n'approuvait pas les brûlades en effigie. J'en suis heureux, car j'étais sous une impression tout à fait différente. La persistance que mon honorable ami met à ramener cette question devant la Chambre me paraît de mauvais aloi. Malgré mes sympathies pour le malheureux sort de Riel je ne puis m'empêcher de repousser cette proposition.

Le chef de l'opposition perd du terrain chaque fois qu'il ramène cette question devant cette Chambre. Nous avons déjà dit qu'il y avait incompétence pour nous à se prononcer sur ce sujet, parce que nous savons qu'il existe un tribunal qui a juridiction dans la matière. Evidemment on travaille à faire d'une question prétendue nationale, une question politique.

M. Gagnon.—*député de Kamouraska*.—Je tiens à protester contre les remarques faites par le député de Chambly. Quand on voit un homme se déjuger comme il l'a fait, il ne faut pas être surpris si, quelques fois, l'histoire est si obscure.

On nous accuse de vouloir faire de ce sujet une question politique. C'est faux. Le mouvement contre l'exécution de Riel a été un mouvement de toute la population. Je n'ai pas rencontré un seul homme qui ne fut indigné de cet acte barbare. Tout le monde en était consterné. Ça été le mouvement spontané du peuple, et nous nous sommes plutôt laissé entraîner par ce mouvement que nous en avons pris l'initiative. Le fait est qu'on a une raison de l'appeler un mouvement national, et ceux qui en dénaturent les origines, rendent un mauvais service à l'histoire.

Le député de Chambly va-t-il croire que tout ce mouvement s'est fait pour tenir les mêmes hommes au pouvoir. Si c'était pour récompenser ces hommes-là, à quoi bon ce mouvement. Tout le monde a compris

que le parti national devait remplacer le parti au pouvoir, et il n'y a que le député de Chambly qui ne l'a pas compris.

On nous dit maintenant que, parce que les libéraux vont peut-être en profiter, ce mouvement doit être étouffé. Le chef de l'opposition a fait preuve, à mon avis, d'un bon patriotisme en cédant au mouvement qui lui a fait offrir la direction du nouveau parti à M. Chapleau.

Il a dit à son adversaire : voici une bonne occasion de s'unir, et je suis prêt à marcher derrière vous si vous voulez devenir le chef d'un grand parti national. On trouve encore des gens assez peu intelligents pour ne pas avoir saisi la pensée qui a inspiré cette conduite.

L'honorable député de Chambly est venu à la rescousse du député de Rouville. Ils sont bien dignes l'un de l'autre.

Le député de Rouville a bavé sur les cadavres de Papineau et de Riel. C'est la première fois que j'entends des paroles semblables sortir de la bouche d'un Canadien-Français, et j'espère qu'il n'aura pas d'imitateur.

On nous parle toujours de l'attitude de M. Joly. Lui est protestant, et s'il ne s'accordait pas avec ses électeurs, il devait remettre son mandat.

Mais ne remarquez-vous pas que tout ce qu'il y a de fanatique dans le pays est avec vous ? Le fait est que vous avez dans vos rangs tout ce qu'il y a de plus fanatique dans la province.

Pour ce qui concerne M. Joly, je ne suis pas surpris qu'il nous ait abandonnés.

On a voulu restreindre ce mouvement à la province de Québec, mais l'esprit de parti en a enrayé les développements légitimes et naturel. Vous n'empêcherez pas les gens de voir clair, tous les électeurs intelligents comprendront que le parti conservateur n'est pas le parti national, mais qu'il est le parti des fanatiques.

J'affirme ici que non-seulement les ministres fédéraux, mais que tout le parti conservateur est responsable de l'exécution de Riel. Avant la mort de cet infortuné, tous les conservateurs que l'on rencontrait, nous assuraient qu'il ne serait pas pendu.

N'est-il pas vrai que personne parmi vous ne voulait croire qu'il serait exécuté. Par là même j'ai raison de dire que vous êtes responsables de cet acte.

Votre confiance aveugle dans vos chefs a été la cause que toute la population ne s'est pas levée en masse pour réclamer la clémence.

On nous parle d'avancements politiques. Quant à ce qui regarde ce sujet je suis prêt à dire ceci ; grâce à ce mouvement, vous avez fait de nouvelles recrues. Gardez-les. Ces hommes là ne peuvent comprendre les idées généreuses qui nous animent. Ceux qui nous abandonnent dans de telles circonstances, ne sont pas dignes de nous.

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter. J'ai commencé un peu tard à prendre part au mouvement national, parce que je n'avais pas foi dans la sincérité de quelques hommes, hier conservateurs, aujourd'hui nationaux.

La concupiscence du pouvoir en ramène tant à l'ornière du parti, beaucoup de conservateurs croient que le pouvoir a été inventé pour eux seuls.

Si le mouvement national doit avoir son dernier mot ce soir, il vaut autant qu'on le sache de suite.

Quant à nous, nous avons donné des preuves de notre sincérité, et si le mouvement national ne doit être continué que par des libéraux, nous acceptons la tâche avec plaisir, et nous nous efforcerons de la mener à bonne fin. Ce ne sont pas les libéraux qui ont poussé Riel à la rébellion, ni qui l'ont pendu. Dignes compagnons des chefs, et dignes chefs des compagnons, nous nous rencontrerons tous devant le corps électoral.

La proposition est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux et Shehyn.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Martel, Martin, Nantel, Poulin, Richard, Robertson, Robillard, Sawyer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.

—39.

La Chambre se forme en comité du budget.

L'article 34 : école de navigation de Québec, \$750.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*. — L'honorable trésorier de la province a été l'un de ceux qui ont le plus compris le rôle que l'école de navigation de Québec pouvait jouer dans ce pays. Sur ma demande, appuyée par mes honorables collègues, il a subventionné cette institution. Je l'en remercie. Une lettre que je reçois me permettra de renseigner la Chambre sur l'utilité de cette Ecole.

La voici :

“ Je ne puis que dire que depuis l'établissement de l'école de navigation ici, pas un seul des maîtres de navires qui ont obtenu leurs certificats ne les ont perdus par leur faute, mais qu'au contraire ils se sont tous distingués et ont fait honneur à la province. Pour vous montrer de quel avantage sont les certificats de compétence pour les quelques pilotes qui les ont obtenus, je puis vous mentionner le fait que les capitaines Lachance, Bourget, Larochelle, Delisle et autres gagnent aujourd'hui plus du double de ce qu'ils pourraient gagner comme simple pilotes, et qu'ils contribuent aux fonds des pilotes à même ce qu'ils gagnent. Si vous pensez à d'autres renseignements, veuillez me le laissez savoir et je serai enchanté de vous les donner, si c'est en mon pouvoir.”

Je n'ai rien à ajouter à ces détails précieux qui font de plus en plus honneur à l'école de navigation de Québec.

Quand viendront les crédits supplémentaires, je demanderai à l'honorable trésorier de la province de rendre cette école permanente avec un traitement convenable pour son professeur, le capitaine Seaton.

Les crédits suivants sont adoptés :

Livres pour donner en prix, \$4,500 ; Institutions littéraires et scientifiques : Transcription, impression et publication des Archives Canadiennes, \$5,000 ; Aide aux sciences naturelles, \$1,000 ; conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie, \$9,000 ; Agriculture : conseil d'agriculture, \$3,000 ; journal d'agriculture, français et anglais, \$3,000 ; école d'agriculture, 3 à \$800 chacune, \$2,400 ; école d'agriculture, pour leur permettre d'établir des beurreries et des fromageries modèles, \$3 à 1,000 chacune, payable en trois ans, (second paiement), \$1,000 ; école d'agriculture, pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves, \$1,000 ; écoles de médecines vétérinaires françaises, \$2,000 ; écoles de médecines anglaises, \$1,800 ;

aide à la *Gazette des Campagnes*, \$750 ; Beurreries et fromageries, traitements et frais de voyages, \$2,000 ; association laitière de la province de Québec, \$1,000 ; divers, agriculture, y compris souscriptions aux traités et publications, \$400 ; encouragement à la culture des arbres fruitiers et de la vigne, \$500 ; comité permanent des expositions, Montréal, cinquième et dernier versement de \$3.300, et une année d'intérêt à 5 pour cent, \$165, \$3,465 ; conférence sur l'agriculture, \$1,000 ; Immigration et repatriement, 8,000.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mardi, le 25 mai 1886.

SOMMAIRE :—Observations sur l'amnistie aux Métis.—Proposition de M. Gagnon relative au remboursement de \$30,000 à MM. Forget & Cie : MM. Gagnon, Blanchet, Taillon, Marchand, Beaubien, Whyte et Lynch.—Résolutions concernant l'octroi fédéral à la province : MM. Robertson, Mercier, Beaubien, Marchand, Desjardins, Gagnon et Shehyn.—Décision de M. le président sur le projet de loi concernant la commune de Laprairie.—Délibérations sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'AMNISTIE

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Avant que l'ordre du jour soit appelé je désirerais savoir quand nous allons avoir des nouvelles au sujet de l'amnistie aux Métis ?

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—On se rappelle que le matin où nous avons pris le vote sur la question Riel, le solliciteur général a déclaré qu'il n'y avait plus que sept prisonniers et la réponse donnée par le ministre de la justice aux interpellations qui lui ont été faites, prouve la vérité de la déclaration du solliciteur général.

Maintenant il ne faut pas oublier que cette question est du ressort des députés fédéraux, et du moment qu'à Ottawa on s'est déclaré satisfait des explications données par le premier ministre, je ne vois pas pourquoi nous ne le serions pas ici. Si on ne fait rien d'ici à la fin de la session fédérale, nous y verrons.

J'ai fait mon devoir et j'ai même demandé au chef de l'opposition d'appuyer la proposition dont j'ai donné avis. Je ne m'engage pas à être satisfait quand même ; non, mais je dis : qu'on attende pour voir ce qui va être fait.

L'honorable M. **Mercier**.—Le 7 mai j'ai proposé des résolutions concernant l'amnistie qui, sur objection du procureur général, ont été déclarées hors d'ordre. Immédiatement l'honorable solliciteur général s'est levé et a déclaré avoir des résolutions toutes prêtes et le procureur

général les a déposées sur le bureau de la Chambre comme avis de proposition. Depuis, rien n'a été fait, si ce n'est l'échange de certaines dépêches télégraphiques avec Ottawa.

Quant à attendre que la session fédérale soit finie pour agir, c'est enlever une chance considérable à ces malheureux d'être pardonnés. Mes renseignements me font croire qu'il y a un grand nombre de rebelles dans la prison de la Montagne à Pierre. A part ceux-là, il y a un bon nombre de Métis qui sont exilés, entre autres Dumont, Nolin et Dumais.

Je ne vois pas pourquoi nous n'adopterions pas de suite ces résolutions, si elles doivent l'être.

Quant à les appuyer, je ne puis les accepter pour plusieurs raisons que l'on saisira en comparant ces résolutions avec celles dont j'ai donné avis sur l'ordre du jour.

L'honorable M. **Tailon**.—On ne m'a pas proposé de modifier mes résolutions, par conséquent, je n'ai pas eu l'avantage de dire que je refuserais.

Du moment qu'on a tout lieu de croire qu'une chose que l'on désire va être accordée, il n'est pas nécessaire de tant en parler ou de soulever toute une province pour l'avoir. Qu'on lise la réponse faite par Sir John et l'on verra qu'il ne pouvait promettre plus formellement une amnistie aussi large que possible. Si tout le monde en paraît satisfait, certes on ne peut dire que MM. Laurier et Blake vont aider Sir John à nous tromper dans un but politique ou autre.

L'honorable M. **Maréchal**.—*député de St-Jean*.—Si le gouvernement ajoutait ce qu'il y a en plus dans le projet de résolutions de l'honorable député de Saint-Hyacinthe, il n'y aurait pas de discussion.

L'honorable M. **Tailon**.—Pourquoi n'accepteriez-vous pas vous mêmes mes résolutions ?

M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska*.—Si nous ne pouvons avoir ce que nous demandons, nous accepterons ce qu'on nous donnera.

L'AFFAIRE FORGET & CIE.,

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget.

M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska*.—Je viens demander à la Chambre d'exprimer son opinion sur un acte d'administration auquel ce

gouvernement n'a pas participé à l'origine. Il sera donc facile pour lui de laisser ses amis tout à fait libres. On sait que le premier ministre a repoussé la responsabilité des actes de ses prédécesseurs. On sait aussi dans quelles circonstances ce cabinet est arrivé au pouvoir.

Ceci rappelé, je vais soumettre à la Chambre, un acte administratif qui a fait perdre à la province la somme de \$60,000.

Le 20 mai 1884, l'opposition soumettait une proposition dans laquelle on trouve une narration complète des faits qui se rattachent à la transaction Forget & Cie, en rapport avec la négociation de l'emprunt autorisé en 1882. Inutile d'y revenir en ce moment.

Le gouvernement ne se prétend pas responsable de ces actes de ses prédécesseurs. Je dis que c'est une violation de la saine doctrine constitutionnelle et jamais une telle répudiation ne s'est vue en Angleterre. Il appartenait aux conservateurs d'ici de faire prévaloir une pareille doctrine qui nous rend ridicules aux yeux des tous les hommes sensés.

En demandant à la Chambre de condamner le gouvernement pour ne pas s'être fait rembourser les \$30,000 confisquées au profit de la province je crois faire mon devoir. Si le gouvernement n'a pas lui-même donné cet argent, il a approuvé tacitement ceux qui l'ont fait, en ne prenant pas des mesures pour faire rentrer cet argent dans le trésor de la province.

J'ai l'honneur de proposer en amendement : Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "Cette Chambre est prête et disposée à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement n'ait pas adopté les mesures nécessaires pour faire rembourser la somme de \$30,000, forfaitée en faveur de la province, et remise, le 9 mai 1883, à W. E. Blumhart, procureur de MM. Forget & Cie, en violation de la loi et des conventions."

L'honorable M. Blamchet—*député de Beauce, secrétaire de la province.*
— Cette proposition a pour but de nous faire reconsidérer une décision donnée antérieurement par la Chambre. Elle contient deux allégués de faits : qu'il y a eu remise de \$30,000 et que cela a été fait en violation des conventions.

La Chambre a déjà accepté les explications que le gouvernement lui a données. On voulait placer dans la province l'emprunt de 1882 et 1883, pour cela des conventions furent faites avec MM. Forget & Cie.

Ces messieurs devaient donner l'argent au gouvernement qui devait déposer la somme disponible dans les banques. Mais on sait combien il est difficile d'obtenir 5 par cent pour un dépôt, et c'était l'intérêt que nous payions.

Quelque temps après, le trésorier crut qu'il était plus avantageux de faire des arrangements avec la banque de Montréal. Comme Forget et Cie avait remis au trésor une somme de \$30,000 en garantie, cet argent dut leur être remboursé. Le gouvernement n'aurait eu droit de le garder que dans le cas où Forget et Cie eussent refusé de remplir leur contrat. A la place de ce contrat nous en avons fait un plus avantageux avec la banque de Montréal, qui s'engageait à garder la balance disponible en dépôt en nous payant le même intérêt que nous donnions nous-mêmes. Nous avons donc résilié le premier contrat et du coup Forget et Cie avaient droit à leur dépôt en garantie, puisqu'on ne les mettait pas en demeure de refuser de remplir leur engagement. C'est là une proposition légale qui ne peut être discutée. Il reste donc à prouver que le second contrat avec la banque de Montréal est moins avantageux que le premier. Cette banque est une institution de première classe.

La transaction a été faite en 1882 et aujourd'hui il y a encore un montant considérable qui nous donne 5 p. c. d'intérêt. Nous avons réalisé un joli bénéfice par la différence dans le taux de l'intérêt que nous recevons et celui que nous aurions eu si nous avions eu à placer nous-même cet argent. Sans entrer dans la discussion de la responsabilité du gouvernement, discussion qui a déjà été faite, je crois qu'il est établi que les deux allégués de la proposition ne sont pas fondés et que la Chambre ne peut la voter.

L'honorable M. Mercier.—*député de St. Hyacinthe.*—Je ne suis pas surpris que l'on ait demandé à la Chambre de voter contre cette proposition, mais au moins on aurait dû donner de bonnes raisons pour appuyer la demande que l'on a faite.

La proposition est vraie ; les \$30,000 ont été remises en violation de la loi. Il n'y a pas de doute que la somme avait été fournie. Pour s'en convaincre il suffit de lire la convention entre le gouvernement et Forget et cie.

Le gouvernement voulait emprunter ici pour éviter les frais de commission et d'échange entre ici et l'Angleterre. Une autre raison d'un ordre plus élevé, qui militait en faveur du système d'emprunt au pays, c'est que si on réussissait à obtenir que le peuple prête au gouver-

nement, on espérait que cela l'engagerait à donner plus d'intérêt à l'administration de la chose publique. Tout le monde s'est rallié à cette pensée et moi-même je l'avais défendue deux ou trois ans auparavant.

On demandait un million et demi et on nous a offert audelà de deux millions. A peine le gouvernement avait-il accepté l'offre de Forget et Cie que M. Sénécals intervint et offrit de traiter au nom de Morton Rose et Cie. Il fait une proposition inacceptable mais elle sert de prétexte pour permettre à Forget et Cie de retirer leur dépôt, en y substituant un chèque signé par M. Sénécals.

Le 9 mars 1883 le gouvernement accepte, mais après que le tour est joué Morton, Rose et Cie refusent de faire une transaction. Alors le gouvernement aurait dû se faire remettre les \$30,000. Au lieu de cela on fait une convention par laquelle on négocie l'emprunt de trois millions et demi qui ne rapporte que \$3,480,000. Cela n'aurait pas été un marché désavantageux si nous n'avions pas eu l'offre de placer cet emprunt au pair. C'est une transaction malheureuse.

J'admets que la Chambre s'est déjà prononcée sur cette transaction mais seulement quant à ce qui regarde la responsabilité de ce gouvernement. Maintenant nous voulons le blâmer de ne pas avoir fait revenir cette somme dans le trésor où elle n'aurait dû jamais sortir. Si ce gouvernement n'est pas responsable de l'administration de M. Mousseau, au moins il aurait dû prendre les moyens de faire rembourser ces \$30,000 à la province.

Pour que la remise fut légale il aurait fallu un vote de la Chambre, c'est la loi du trésor qui le dit en termes formels. Si le gouvernement avait poursuivi Forget et Cie qui sont solvables, il n'y a pas une cour de justice qui ne lui aurait pas donné gain de cause. D'ailleurs, on poursuit bien M. Dansereau en reddition de compte et l'on sait que ce monsieur ne peut payer s'il est condamné à rembourser le montant que l'on réclame.

Toute la question est de savoir si le gouvernement devait se faire rembourser ces \$30,000. Si nous étions devant les électeurs, il n'y aurait pas un conservateur qui approuverait cette transaction. Cela pourtant arrivera bientôt. J'ai raison de dire que c'est une transaction malheureuse sous tous les rapports et dans tous ses détails. Pourquoi tous ces changements d'un syndicat à l'autre, si ce n'est pour arriver à remettre ces \$30,000 à ces messieurs.

Le trésorier dit qu'il a encore un million en banque. Alors pourquoi

cet empressement d'emprunter toute la somme autorisée, si on n'en avait pas besoin en totalité.

Le secrétaire provincial a dit que la mise en demeure n'avait pas eu lieu. C'est un singulier argument de la part d'un ministre qui aurait dû la faire.

L'honorable M. TAILORU—*député de Montréal-est, procureur général.*
—La question devant la Chambre est celle de savoir si le gouvernement devait se faire remettre ces \$30,000.

Je crois être en position de justifier le gouvernement.

Après avoir fait un contrat avec MM. Forget et cie en vertu duquel ces messieurs avaient déposé au crédit de la province la somme de \$30,000 comme garantie, on a jugé à propos de faire une autre convention pour le même emprunt avec d'autres personnes, et cela sans avoir mis Forget et cie en demeure de fournir un seul sou de plus que ce qu'ils avaient payé. Ils n'ont donc pas été en défaut. S'il y a eu une faute de commise, ça été celle d'avoir changé de prêteur. Je crois que l'emprunt ne devait pas être morcelé entre plusieurs mains. Le gouvernement a décidé d'emprunter toute la somme de la même personne. Pour cela il fallait annuler le premier contrat. C'est ce qui a été fait.

Forget et cie n'ont pas volé la province, car ils n'ont touché que leur argent qui n'a jamais été confisqué, parce qu'ils n'ont pas été mis en demeure de manquer à leur engagement. Le prétention que le gouvernement aurait dû les poursuivre pour se faire rembourser cet argent, est absurde.

Dans l'affaire de la ferme de Notre-Dame des Anges, une enquête a été faite et le comité a été d'opinion que la remise opérée l'avait été à tort et que la créance du gouvernement était suffisamment garantie.

Cependant a-t-on pris des procédures pour faire annuler cette transaction? Non, jamais il n'en a été question. Pourquoi, c'est parce que le gouvernement est comme un individu, il est lié par ses conventions.

Cette proposition ne peut donc être appuyée que par ceux qui votent contre le gouvernement parce que c'est leur parti.

On a demandé pourquoi on avait emprunté plus qu'on avait bes in dans le temps. Le gouvernement a considéré avec raison qu'il ferait une mauvaise opération s'il se mettait dans l'obligation de prélever cet emprunt miette à miette pour ainsi dire. Du reste, il ne perd rien en

ayant tout l'argent à sa disposition, puisqu'il reçoit sous forme d'intérêt autant qu'il paie, sur la balance encore disponible.

L'honorable M. **Marelland**—*député de St-Jean*.—On vient de ressusciter une ancienne affaire et je désire faire quelques remarques à ce sujet. Cette manière de discuter est peut-être habile, encore faut-il qu'on dise la vérité.

L'affaire de la ferme de Notre-Dame des Anges a déjà été très longuement discutée. Il est parfaitement connu que le gouvernement n'avait là qu'une mauvaise dette, et j'ai cru qu'il valait mieux pour la province perdre apparemment mais non en réalité, \$5,000 que de garder une mauvaise dette dans les livres du département des terres. Cette créance portait intérêt et on jugera de sa valeur quand je dirai que l'intérêt n'avait pas été payé depuis quinze ou seize ans. De plus il fallait que d'une manière ou d'une autre, que la vente se fit car il y avait des procédures pendantes devant nos cours de justice.

Quant aux erreurs de jugement, il s'en produit tous les jours devant nos tribunaux.

L'honorable M. **Tailou**.—Même pour les experts.

L'honorable M. **Marchand**.—S'il y avait eu quelque chose de répréhensible sous ce rapport, le comité l'aurait bien dit, et il a été unanime sur ce point.

Le procureur général ne veut pas discuter la faute commise par le gouvernement Mousseau, parce qu'il serait obligé de frapper sur quelques-uns de ses collègues.

Nous prétendons que cette transaction a fait perdre à la province une somme importante et ces mé-sieurs n'ont pas le courage de prendre la responsabilité de cet acte. Mais en repoussant cette proposition, le gouvernement assume cette responsabilité.

L'honorable M. **Fournibon**—*député d'Hochelaga*.—Je ne répéterai pas ce que j'ai dit contre le cabinet Mousseau. Seulement on ne peut dire que le cabinet actuel est responsable des actes de son prédécesseur. Je l'ai déjà prétendu avant aujourd'hui. De plus il n'y a pas un avocat qui voudrait dire que l'on peut rouvrir cette question. C'est une affaire close. Nous avons la preuve que cet arrangement, quelque désastreux qu'il puisse être, est complet par lui-même. Donc on ne pourrait poursuivre avec la moindre chance de succès. Il n'en est pas ainsi de

l'affaire Dansereau. Elle n'est pas close et on doit s'en occuper. C'est une proposition impossible et je ne puis m'y rallier.

M. Whyte—*député de Mégantic*.—C'est une transaction scandaleuse et je prétends que ce n'est pas une affaire close, si on découvre qu'il y a une fraude. Si l'administrateur d'une compagnie faisait une telle transaction, il serait chassé sans pitié. Aussi je ne doute pas que quand nous irons devant le peuple, il nous donnera raison. Je voterai pour cette proposition.

L'honorable M. Tynan—*député de Brôme, commissaire des terres de la couronne*.—Il y a déjà bien des années que les libéraux vivent de scandale. Ils en mangent au déjeuner, ils en mangent au souper, et le soir ils soupent encore avec. Mais ce régime ne leur a guère profité. Je ne doute pas que l'honorable député de Mégantic va voter pour cette proposition, mais il pourra bien arriver que ses électeurs lui demanderont pourquoi il n'a pas voté en deux ou trois occasions différentes pendant cette session. S'il avait lu la correspondance il se serait aperçu que la transaction est complète par elle-même. On veut blâmer le gouvernement parce qu'il n'a pas fait de démarche pour se faire rembourser les trente mille piastres en question. Pour appuyer cette prétention on a été obligé de mettre les contrats de côté. C'est une doctrine bien nouvelle.

Cette question a déjà été discutée à deux reprises, et on n'a pas encore réussi à prouver que le gouvernement était blâmable. Je crois, M. le président, que la province vous approuvera ce que vous avez fait, lorsque vous avez comme trésorier, négocié cet emprunt. Vous avez agi dans les intérêts de la province, et plus les circonstances dans lesquelles cette transaction s'est opérée seront connues, plus votre conduite sera approuvée. Pour se faire remettre le dépôt de trente mille piastres en question, il faudrait aller devant les tribunaux. Et ce serait un bien étrange spectacle que de voir la province de Québec plaider, pour avoir de l'argent qui ne lui appartient pas.

La proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laliberté, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Whyte.
—10.

Ont voté contre :—MM. Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Flynn, Frégeau, Garneau,

LeBlanc, Leduc, Lynch, McConville, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Sawyer, Taillon, Thorton, Trudel et Turcotte.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. Gagnon.—Le gouvernement serait-il disposé à nous faire une petite indiscretion au sujet de la cour de circuit de Kamouraska ?

L'honorable **M. Taillon.**—Le gouvernement n'est pas encore prêt à dire ce qu'il va faire.

L'honorable **M. Mercier.**—On me dit qu'à Vallyfield, on a demandé par pétition, l'établissement d'une cour de circuit, bien que cette ville soit située dans le comté de Beauharnois, où est le chef-lieu du district.

Le gouvernement est-il disposé à nous dire ce qu'il entend faire.

L'honorable **M. Taillon.**—Il y a en effet des demandes pressantes à ce sujet : Vallyfield a beaucoup augmenté, et on y compte une population de cinq mille âmes.

Bien que le gouvernement n'ait rien décidé à cet égard, il croit cependant que cela pourrait faire du bien aux justiciables de ce district.

M. Gagnon.—La loi autorise l'établissement d'une cour de circuit à Kamouraska. Le changement de chef-lieu n'a pas enlevé cette cour. Je comprends que si le gouvernement ne fait rien, le comté fera exécuter les travaux nécessaires.

La situation n'est pas tenable : on nous fait payer toutes les contributions, tout comme si le chef-lieu n'avait pas été changé. De plus je prétends que la loi qui acquitte la province de la dette prise par le gouvernement fédéral, acquitte également mon comté.

L'honorable **M. Robertson.**—Est-ce que votre comté a eu les \$1,200 payées, à l'origine, à tous les comtés ?

M. Gagnon.—Non, puisque Kamouraska avait alors le chef-lieu.

Article 13.—Administration de la justice, \$355,818.48.

La séance du comité est levée.

L'honorable **M. Robertson.**—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 15 avril dernier, demandant un état détaillé de toutes les sommes payées par la province pour voir déclaré inconstitutionnel l'acte

imposant une taxe sur les exhibits ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats ; avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et tous les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du statut la décrétant.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer le Québec central.

Acte amendant le statut 48 Victoria, chap. 74, intitulé : " Acte concernant la compagnie du chemin du Parc et de l'Isle de Montréal "

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité général sur le projet de loi " acte pour étendre les limites du village de Laprairie et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu " étant appelé.

M. le **Président.** - On a attiré mon attention sur le projet de loi qui concerne le village de Laprairie et la commune de la seigneurie du même nom.

Ce projet de loi qui est un projet de loi d'intérêt local, a pour but, à part d'autres dispositions, d'autoriser la corporation du village à s'approprier une certaine partie de la commune et à y concéder des lots, sujets à une petite rente en faveur de la couronne à titre de seigneuresse, et aussi à concéder gratuitement une portion de cette partie de la commune pour un cimetière et d'autres portions pour des édifices publics et des manufactures.

On m'a donné à entendre, que la couronne a certains droits dans cette commune. Si c'est le cas et si une question d'ordre est soulevée, les pétitionnaires pourraient être exposés à voir leur projet de loi déclaré hors d'ordre,

Une autre disposition du projet de loi a pour but de confirmer et de maintenir une certaine réduction, qu'un arrêté du conseil a autorisé à faire dans certains droits seigneuriaux dus à la couronne en sa qualité de Seigneuresse de Laprairie. Cette disposition pourrait aussi être fatale au projet de loi.

Toutes dispositions affectant le droit de propriété du gouvernement ou faisant remise d'une somme d'argent due à la couronne doivent originer en comité général. (Règle 41 des ordres permanents, Bourinot, 465 et 524) et toutes propositions affectant les droits de la couronne ou ses propriétés exigent, en sus, le consentement royal. (Bourinot, 472.)

Tout projet de loi de cette nature qui n'origine pas ainsi en comité général est hors d'ordre, et s'il est déclaré l'être, doit être amené de nouveau, en observant les formalités voulues, (May 527) et lorsque le consentement de la couronne n'est pas donné quand arrive la dernière phase des procédures, même quand le projet de loi a été régulièrement amené devant la Chambre, le président doit refuser de poser la question. (Bourinot, 473.)

Si, dans le présent cas, les droits de la couronne sont affectés, ou s'il s'agit de confirmer et de maintenir une remise partielle de ses rentes ou de ses revenus, la manière régulière de procéder consistera à retrancher, en comité général, les clauses relatives à ces droits et à ces rentes (Bourke's Precedents, 197) et à faire rapport de progrès, et alors à donner avis de résolutions couvrant ces clauses ; puis à les prendre en considération, un jour ultérieur fixé à cette fin, en comité général. Le consentement de la couronne devra être donné quand la Chambre résoudra de se former en comité général, un jour ultérieur, pour prendre les résolutions en considération, ou quand elle se formera en comité général pour examiner les résolutions. Quand il sera fait rapport des résolutions et que tel rapport sera adopté, les résolutions devront être renvoyées au comité général sur le projet de loi et l'on devra donner instruction au comité d'y insérer des dispositions en conséquence. (Règle 41 des ordres permanents ; May 489, Todd, projets de loi d'intérêt local, 105.)

J'attire donc sur cette affaire l'attention de l'honorable député chargé du projet de loi. (Cushing, numéro 2,331.)

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions suivantes :

1. Résolu que la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille piastres accordée par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, en considération de la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa, connu sous le nom de "Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sera affectée au paiement de la dette consolidée de la province, lorsque

le parlement de la puissance autorisera le paiement de la somme capitalisée.

2. Résolu que cette somme sera versée dans le fonds créé pour le rachat de l'emprunt effectué, en vertu des dispositions du statut 37 Victoria, chapitre 2, et sera employée pour payer autant de l'emprunt contracté en vertu de ce statut et formera partie du fonds d'amortissement créé pour racheter cet emprunt.

3. Résolu que l'intérêt provenant de cette somme sera employé au service des intérêts sur l'emprunt plus haut mentionné.

4. Résolu qu'il est défendu au trésorier de la province d'employer même temporairement, une partie quelconque de la dite somme ou de l'intérêt en provenant, pour aucune autre fin quelconque.

5. Résolu qu'il sera rendu compte à Sa Majesté du placement et de l'emploi régulier de cette somme, ainsi que des intérêts en provenant.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le lieutenant gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

Ces résolutions s'expliquent par elles-mêmes. Nous voulons tout simplement affecter par une loi, au paiement d'autant de la dette provinciale le montant qui nous a été accordé par le parlement fédéral.

L'honorable M. **Mezger**—*député de Saint Hyacinthe*.—Je suppose que la Chambre sait comme moi que ces résolutions ne peuvent avoir aucune valeur, tant que la loi fédérale n'aura pas été changée. Cette loi déclare formellement que nous ne pouvons jamais mettre la main sur le capital. Tout ce qu'elle oblige le gouvernement fédéral de faire c'est de nous payer les intérêts. Il n'est pas obligé de nous payer le capital.

Pourquoi venir dire que nous allons affecter des sommes qui ne nous appartiennent pas au paiement de notre dette. J'aimerais bien à faire la chose si nous le pouvions légalement.

L'honorable M. **Robertson**.—Nous avons demandé au gouvernement fédéral de ne nous payer que l'intérêt jusqu'à l'échéance de notre dette à Londres. C'est à notre demande que la loi a été ainsi faite. Mais en supposant qu'il ne voudrait par la changer, et nous payer le capital, cela ne nous ferait aucune différence, car, à l'échéance

de nos bons, nous pourrions facilement emprunter à quatre pour cent et continuer à retirer cinq du trésor fédéral.

L'honorable M. Mercier.—Cet argument est très fort, mais la loi n'en reste pas moins la même, et elle déclare que les sommes en question seront capitalisées et qu'on sera obligé de ne nous payer que les intérêts.

M. le Trésorier.—Cette capitalisation a été faite à notre propre demande.

L'honorable M. Marchand.—Pour ma part je n'objecte pas à l'idée, car elle est bonne en elle-même, mais il faut qu'on soit propriétaire d'une chose avant d'en disposer.

M. Desjardins.—En réalité, ces sommes sont en dépôt à notre crédit ; Ontario compte dans son actif une somme provenant d'une même source.

M. Gagnon.—Il y a une différence immense entre dire que c'est un actif, et que nous pouvons en disposer.

Les résolutions sont adoptées.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Concernant le département des officiers en loi de la couronne.

Pour modifier la loi concernant les écoles d'industrie.

Pour modifier les lois concernant l'association des dentistes de la province de Québec.

Pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer, et pour d'autres fins.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mercredi, le 26 mai 1886.

SOMMAIRE :—Interpellations et réponses.—Propositions concernant les sommes payées pour le chemin de fer du nord.—Amendement de M. Gagnon : MM. Desjardins, Stephens, Gagnon, Taillon et Mercier.—Décision de M. le président, concernant le projet de loi de Laprairie.—Proposition concernant la dette de la ville de Longueuil au fonds d'emprunt municipal, M. Martel.—Proposition concernant la nomination d'un juge résidant pour le district de Terrebonne.—Proposition de l'honorable M. Mercier, relative à l'amnistie aux Métis du Nord-Ouest.—Amendement de l'honorable M. Taillon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Blanchet—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, réponse à un ordre de l'Assemblée en date du 17 mai 1886, demandant copie de la correspondance échangée entre le secrétaire provincial et la société littéraire et historique de Québec, au sujet des manuscrits originaux suivants, déposés par feu M. Georges Faribault, dans la bibliothèque de la société et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire :

1. Matières criminelles, premier volume 1682-1730, deuxième volume 1738 à 1746.
2. Matières de police et voiries 1683-1756.
3. Police, 1696-1755.
4. Matières civiles, premier volume, 1665 à 1696 ; deuxième volume, 1701 à 1705 ; troisième volume, 1706 à 1730 ; quatrième volume, 1730 à 1751 ; cinquième volume, 1752 à 1753 ; sixième volume, 1753 à 1759.
5. Régistres des Edits arrêts et déclarations (Québec) ; premier volume, de 1663 à 1700, avec les index ; deuxième volume, de 1704 à 1736.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 avril 1886, demandant copie de tout arrêté du conseil pris et de toute proclamation émanée, en 1885, mettant en force le chapitre 38 des statuts refondus du Canada, intitulé : " Acte concernant la conservation

de la santé publique," et nommant un bureau central de santé ; tel arrêté du conseil devant mentionner les noms des ministres présents.

2. Toute commission nommant les membres de ce bureau central.

3. Toute correspondance échangée à ce sujet, soit avec des particuliers, soit avec des corporations municipales ou autres institutions.

Et aussi, la liste des municipalités dans la province de Québec, compilé par C. E. Deschamps.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Gauthier—député de Charlevoix.—Le gouvernement a-t-il pris une décision sur la demande de pétition de droit de S. X. Cimon, écuyer, membre de la Chambre des communes, déposée au bureau du secrétaire provincial de cette province, en mai 1885 ?

L'honorable M. Taillon—député de Montréal-est, procureur général.—Le gouvernement fera connaître sous peu sa décision.

M. Gagnon—député de Kamouraska.—Le gouvernement se propose-t-il d'exécuter le statut qui décrète le paiement, à partir du premier juillet prochain, des pensions aux instituteurs y ayant droit ?

L'honorable M. Blanchet—député de Beauce, secrétaire de la province.—Le gouvernement présentera sous peu de jours, une mesure à ce sujet devant la Chambre.

M. Rinfret dit Malouin—député de Québec-centre.—Le gouvernement se propose-t-il d'informer le gouvernement d'Ottawa, qu'un vaisseau de la compagnie Allan *Le Parisian*, a pu se rendre à Québec, ayant à son bord des cas de maladies épidémiques, malgré le médecin du bord, la quarantaine à la Grosse Isle et le médecin du port de Québec. Le gouvernement a-t-il l'intention de demander que les règlements de la quarantaine soient strictement observés par tous les vaisseaux.

L'honorable M. Blanchet.—Le gouvernement a attiré l'attention des autorités fédérales sur cette question.

M. Boyer—député de Jacques-Cartier.—1. Est-il vrai que M. Rodier, récemment admis à la pratique de la médecine, a été nommé membre du bureau central de santé de la province de Québec.

2. Est-il vrai que M. le Dr. Rodier a été nommé par le gouvernement pour se rendre à Paris pour étudier officiellement la méthode de Pasteur.

3. Est-il vrai que le gouvernement a promis à M. le Dr. Rodier de la nommer secrétaire du nouveau bureau central de santé qui devra être nommé par le gouvernement par la nouvelle loi de santé.

L'honorable M. **Blanchet**.—1. Oui.

2. M. Rodier devant se rendre à Paris, à ses frais, pour compléter ses études médicales, a reçu du gouvernement une recommandation dans le but de faciliter son admission au nombre des élèves du célèbre Pasteur, le gouvernement étant d'opinion que les connaissances qu'il acquiera là, pourront être, tôt ou tard, utiles au pays.

3. Non.

M. **Marcotte**—*député de l'Islet*.—Le gouvernement se propose-t-il de faire explorer les cantons du sud des comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska et Témiscouata à l'effet de se renseigner sur la possibilité de la construction d'un chemin de fer à travers ces cantons, depuis St. François de la Beauce, jusqu'à un point quelconque du chemin de fer de Fraserville, ainsi que des richesses minérales et de la valeur de ces terrains ?

L'honorable M. **Flynn**.—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général*.—Le gouvernement a déjà par devers lui, des renseignements importants touchant cette question, s'il y a lieu d'y suppléer, il avisera au moyens à prendre pour atteindre le but mentionné dans la question.

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—Est-ce l'intention du gouvernement, d'augmenter cette année, le salaire d'aucun des inspecteurs d'écoles de la province de Québec.

L'honorable M. **Blanchet**.—Non, excepté peut-être un ou deux cas qui sont actuellement sous considération.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Les \$281,033, portées à la page 139 des comptes publics pour l'année 1884-85, comme étant la balance des dépôts judiciaires, font-ils partie de la balance générale de \$1,265,481.56 mentionnée à la page 3 des mêmes comptes ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Aucune partie des \$281,033, portées à la page 139 des comptes publics, n'est comprise dans la sommes de \$1,265,481.56 mentionnée à la page 3 des mêmes comptes.

L'honorable M. **Mercier**.—Le gouvernement se propose-t-il de faire des élections générales immédiatement après la prorogation.

2. Pourrait-il nous en faire connaître l'époque ?

L'honorable M. **Tailon**.—Le gouvernement n'a pas encore fixé l'époque des élections.

L'honorable M. **Mercier**.—Combien a-t-il payé à M. S. Pagnuelo, écuyer, conseil de la Reine, pour services *Re Regina* vs. Corneiller et LeBlanc, accusation de " Embracerey," cour criminelle, Montréal.

L'honorable M. **Tailon**.—Il n'a rien été payé à M. Pagnuelo pour ses services dans la dite cause.

LES SOMMES PAYÉES POUR LE CHEMIN DE FER Q. M. O. & O.

M. **Desjardins**—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de toutes les sommes payées depuis la livraison du chemin de fer du Nord, en spécifiant les paiements faits pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées pour des travaux exécutés après la vente mais remboursés au gouvernement de la province.

Les sommes payées par le gouvernement pour le chemin de fer du Nord depuis sa livraison aux acheteurs l'ont été pour des obligations contractées avant la vente. Il est important d'en donner la preuve au public. C'est pourquoi je fais cette proposition.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. Chapleau nous disait en 1882 que si nous vendions les chemins de fer nous n'aurions plus que cent mille piastres à payer pour cette entreprise. Ses paroles sont en blanc et en noir dans les *Débats* de cette Chambre. En 1884, un état fut produit par lequel il nous fut démontré que déjà \$1,100,000 avaient été dépensées.

Aujourd'hui la somme s'élève à \$1,540,054. Tout cela a été payé de puis la vente. Si cela n'est pas correct, il en dépend donc des comptes publics qui sont mal faits.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Il faudrait un état qui comprendrait toutes les dépenses faites sur toute la ligne depuis Québec jusqu'à Ottawa. De plus il faudrait un état des sommes que le gouvernement s'est engagé à payer.

Je propose, en amendement, que tous les mots après " état, " soient biffés et remplacés par les suivants : " de toutes les sommes payées par le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations admises par le gouvernement et non encore payées : le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer, pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursés au gouvernement de la province.

L'honorable M. Taillon—*député de Montréal-est, procureur général.*
—Je suis très heureux de voir la demande d'un semblable état.

L'honorable chef de l'opposition n'a pas cessé de nous accuser de favoriser les propriétaires de ces voies ferrées.

Je lui ai même entendu dire que le gouvernement avait payé un million et demi, pour des travaux que les propriétaires étaient obligés de faire, et d'avoir ainsi volé la province d'autant. Il est bien connu que sur le montant déboursé depuis la vente, la plus grande partie a été payée pour des créances antérieures à cette transaction. Ainsi nous avons payé \$247,000, pour la ferme Hogan, achetée bien avant la vente, et une autre somme qui porte le total à au delà de \$280,000. Il y a aussi les réclamations de MM. McGreevy et Macdonald, et les frais de l'arbitrage qui représentent une autre somme considérable. On sait aussi que Québec a remboursé \$220,000, sur les montants déboursés depuis la vente, et cela en vertu d'un arrangement, entre la province et cette ville. Il faut aussi tenir compte des travaux payés par la province à MM. St-Louis et Beemer, dans l'intervalle entre la vente et la livraison, sommes qui ont été remboursées ensuite au trésor par les propriétaires. Le député de Montréal-centre a fait allusion aux paroles de M. Chapleau. Pour ceux qui savent lire, ces paroles ne peuvent avoir l'interprétation qu'on leur donne. M. Chapleau n'a jamais voulu dire que nous n'aurions pas à payer les travaux exécutés lors de la vente. Il est bien facile de créer de la confusion dans une assemblée publique, quand nous ne pouvons entrer dans tous les détails. Ainsi dans neuf ans, nous aurons encore à payer pour la propriété Bellerive. C'est une des transactions brillantes du gouvernement Joly, où l'intérêt est de sept par cent. On pourra bien encore alors nous accuser de payer pour le chemin de fer, quand ça fera treize ans qu'il aura été vendu. Naturellement, on se donnera bien le garde de dire ce qui en est. Il y a encore d'autres sommes à payer, car il y a encore des créances en suspens, et pour

l'exploitation et pour la construction. On comprend qu'on ne pouvait du jour au lendemain régler tous ces comptes.

L'honorable M. *Mexes*—*député de St. Hyacinthe*.—Il paraît que le procureur général a gardé un souvenir cuisant de ses rencontres avec le chef de l'opposition à Joliette, à St. Jean, Ile d'Orléans, et à Ste. Elizabeth, où il a dû s'en aller devant les manifestations du peuple, indigné de la mauvaise foi avec laquelle il faisait ses assertions sur les affaires publiques. Mais ses grands éclats de voix ne m'empêcheront pas de dire ce que j'ai à dire.

Le procureur général a attendu bien tard pour défendre son parti à propos de cette vente du chemin de fer. Chaque fois que je l'ai rencontré devant le peuple, il a toujours dit : Je n'ai rien à faire avec cette question, j'étais président de la Chambre alors. Maintenant il commence à comprendre qu'il lui faut défendre ses amis. J'ai dit que les entrepreneurs publics avaient volé la province et que le gouvernement les avait laissé faire. Je n'ai pas dit autre chose, et rien de plus que ce que j'ai dit en Chambre. Je le répète ici, afin qu'on ne se trompe pas : que des spéculateurs avaient volé la province et que le gouvernement les avait laissé faire.

En 1883, dans l'élection de Jacques-Cartier, j'ai accusé publiquement MM. Chapleau et Mousséau d'être les complices de ceux qui volaient le gouvernement et personne n'a relevé mon accusation. Ce discours, vous le connaissez, car il est dans les *Débats*. Nous ne craignons pas vos documents, et j'en connais assez pour dire que ça été un système de laisser dilapider le trésor public depuis 1882.

Trois raisons ont été invoquées pour justifier la vente. Pour faire cesser les déficits, pour mettre fin aux emprunts et pour que notre voie ferrée ne vint pas à passer au Grand-Tronc, notre ennemi. Voilà ce que M. Chapleau disait, et je trouvais qu'il donnait des raisons très fortes en faveur de sa cause.

Les déficits n'ont pas cessé et, de l'aveu même du trésorier, nous en avons eu jusqu'à l'année dernière. A peine la vente était-elle votée, qu'on a demandé l'autorisation d'emprunter trois millions et M. Mousséau a ajouté un autre demi million. Les emprunts n'ont donc pas cessé non plus. Il fallait aussi vendre pour empêcher le Grand-Tronc de s'emparer de notre chemin, et six mois après il en avait le contrôle.

La vente était nécessaire, disait-on, pour sauver à la province les

travaux à faire. On sait ce qui est arrivé. On promettait aussi que la vente effectuée, il n'y aurait plus de danger de voir l'imposition de la taxe. Tout le contraire est arrivé, et aujourd'hui on emprunte en sus des trois millions et demi dont j'ai parlés, de quoi à bâtir un palais de justice à Québec. Ce sont ces mêmes hommes qui nous font des reproches lorsque nous disons qu'ils ont trompé le pays. Jamais on pourra être plus odieusement trompé qu'on l'a été dans cette affaire. Le parti conservateur lui-même a été trompé comme les autres.

Si je me suis trompé à propos des sommes payées pour travaux sur la voie ferrée, je l'ai été par les documents qui m'ont été fournis par les ministres et que j'ai pu obtenir bribe par bribe.

M. Chapleau disait que tout ce qu'il fallait pour terminer le chemin, c'était \$140,000, et il se trouve aujourd'hui qu'il nous coûte plus cher que si nous ne l'avions pas vendu. Nous avons payé près de deux millions, et on dit que c'est pour des travaux faits avant la vente. Alors pourquoi nous disiez-vous, M. le président, qu'il ne fallait plus que \$100,000. Comme trésorier, vous donniez cette assurance à la Chambre et au pays.

Quoique l'on dise, c'est une des plus grandes infamies qui aient été commises, et il n'y a que dans la province de Québec où de tels faits puissent se produire. Nous ne devons pas être mis en accusation, mais ce sont les coupables qui doivent être punis.

Le temps des récriminations est passé. Il est possible que lorsque nous avons été frappés, nous méritions le châtiment public, mais nous avons été punis. Je crois que la Chambre a eu tort, mais aujourd'hui c'est au tour de ces messieurs d'être jugés. Le temps est arrivé où la question doit être posée carrément : Qu'avez-vous fait des deux millions dépensés depuis la vente.

Pourquoi avez-vous payé des sommes considérables pour des travaux faits après la vente ? On se fera rembourser, dit-on. Rien n'a été fait et vous n'avez pas pris de procédure pour vous faire rembourser. Vous n'avez même pas fait rendre compte à l'ancien administrateur, M. Sénécal. Vous ne pourrez échapper au jugement qui vous attend aux prochaines élections. On se jette sur moi parce que j'ai eu le courage de dénoncer ces fraudes, mais l'opinion publique choisira de préférence ceux qui dénoncent ces actes à ceux qui les ont faits.

Il y aurait eu à payer pour deux millions de piastres de travaux avant

la vente et vous ne connaissiez pas ce fait ? Ou on a menti alors ou on ment aujourd'hui.

Quant à ma conduite en 1882, à part mes électeurs, personne n'y a à voir. Au reste, je vous invite à venir à Saint-Hyacinthe ou à Saint-Denis, débiter vos attaques, et vous verrez si on écouterait vos accusations.

En 1882 j'étais en faveur d'une vente pour huit millions, et celle que vous avez faite ne vous donnera pas cinq millions, tous comptes tirés. On peut se vanter des transactions qu'on a faites avec M. McGreevey. On commence par lui payer cent mille piastres, et plus tard on lui en donne encore \$143,000, soit en tout \$243,000, et la cour a annulé la sentence.

L'honorable M. TAILLON.—La cour d'appel a décidé en notre faveur et on en appelle maintenant à la cour suprême.

L'honorable M. MEXCEY.—Cela ne change guère la position. Où sont les \$100,000 de la banque Jacques-Cartier ? La banque vous demande sa pétition de droit. Si vous avez raison, permettez donc à la banque de vous poursuivre.

Je sais que le procureur général va s'en aller. Il me dira non, sans doute, mais M. Chapleau disait la même chose en 1882, et M. Mousseau nous affirmait qu'il en avait pour dix ans. La session de 1883 était à peine finie qu'on demandait au président de descendre du fauteuil pour prendre la direction du parti conservateur dans cette Chambre. Avec tous ces changements on n'a pas donné le change à l'opinion publique. Ces messieurs sont solidairement responsables des transactions qui ont été faites. Le temps est arrivé de faire appel à l'opinion publique, mais en le faisant restons donc dans les limites que nous prescrit le respect que nous nous devons les uns aux autres.

Qu'on ne descende donc pas à ces personnalités qui abaissent notre dignité. Ce système ne réussira pas. Nous dirons au peuple que le pays doit passer avant l'amitié. Nous comprenons que nous devons défendre les intérêts de la province avant tout autre.

M. LEBLANC—*député de Laval*.—L'état demandé par l'honorable député de Montmorency va renseigner la Chambre et le pays sur une question que les orateurs de l'opposition ont beaucoup obscurcie.

Le chef de la gauche vient nous donner une nouvelle édition de ses contradictions sur la vente du chemin de fer. Depuis 1882 jusqu'au moment où il a réussi à supplanter le regretté M. Joly, il a tenu un religieux silence sur cette question. Son parti l'oblige à parler.

Il nous a demandé d'agir courtoisement les uns envers les autres. Il devrait donner l'exemple.

J'ai entendu, dans les assemblées publiques, le chef de l'opposition accuser le gouvernement d'avoir volé la province d'un million et demi de piastres, et ici il vient de dire que si le gouvernement n'a pas volé lui-même, il a été complice. Les complices sont ceux qui n'ont pas le cœur de dire leur opinion quand le devoir les y oblige.

En 1882, il n'a pas voté sur la vente du chemin de fer, non parce qu'il était absent, car j'ai entendu dire que sur plusieurs votes il a pris la permission de sortir de la Chambre. Quoiqu'il en dise, par son vote sur la proposition du député de Kamouraska, il a sanctionné ce qui s'est fait à propos de cette vente, c'est-à-dire toutes les saletés qu'il reproche à la droite maintenant.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

M. LeBlanc.—Le chef de l'opposition nous a fait un aveu; il nous a dit qu'il était favorable au projet de vendre nos voies ferrés. Il faisait parti du cabinet Joly qui était prêt à les affermer pour \$200,000 par année. Je m'appuie sur la déclaration faite par M. Joly au Mechanics Hall, à Montréal, lorsqu'il a dit qu'il voulait louer ce chemin au syndicat Perreault, moyennant un loyer de \$200,000 par année, et le chef de l'opposition était en faveur de ce projet d'affermage.

Il n'y a pas un député qui ait fait autant de personnalités à l'adresse de ses adversaires que le chef de l'opposition, et il vient nous abjurer d'élever le ton de nos débats? . . . C'est un comble. Nous ne craignons pas d'aller soumettre notre cause au peuple, car nous n'avons pas raison de redouter le verdict qu'il va rendre.

M. Desjardins.—M. le président, il appert par les comptes publics de la province que pendant les années financières 1883, 1884, 1885, la somme de \$1,203,231.76 a été payée pour le chemin de fer du nord. Les obligations ainsi payées avaient été contractées avant le vente de cette propriété. C'est ce que prouvera l'état que je demande. En attendant, je puis donner quelques renseignements à la Chambre sur ce sujet.

| | |
|--|--------------|
| Le gouvernement a payé à M. J. McDougall, pour | |
| balance due pour matériel d'exploitation..... | \$ 21,916 98 |
| A MM. MacDonald et McGreevy, conformément aux | |
| sentences arbitrales..... | 295,708 72 |
| A M. Beemer, pour le pont de Hull..... | 42,500 00 |

| | |
|---|----------------|
| Pour terrains et travaux pour le prolongement de la voie aux casernes de Montréal..... | 135,730 60 |
| Pour ateliers à Montréal, à la compagnie des ponts de Toronto, balance, et pour l'embranchement de Joliette. | 66,907 46 |
| Changement de la ligne de la rue Prince-Edouard, Québec..... | 220,000 00 |
| A la corporation de Québec, indemnité pour le havre du palais..... | 15,000 00 |
| Pour expropriation de terrains, et pour propriétés..... | 283,398 69 |
| Divers—dont partie remboursée, et partie à être remise au gouvernement..... | 122,069 31 |
| Montant..... | \$1,203,231 76 |

Comme on le sait, les \$220,000 payées pour le changement de la ligne de la rue du Prince-Edouard ont été remboursées au gouvernement par la corporation de Québec.

Il suffit d'examiner ces chiffres pour se convaincre que le gouvernement n'a payé que pour des obligations contractées avant la vente du chemin, et dont par conséquent il était seul responsable, à part ce qui lui a été remis ou devra lui être remboursé.

La proposition de M. Desjardins, telle que modifiée par l'amendement de M. Gagnon, est adoptée.

L'ordre du jour appelle le renvoi en comité général du projet de loi pour étendre les limites du village La Prairie et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

M. Charlebois propose qu'il soit donné instruction au comité général de retrancher de ce projet de loi, les clauses 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Objection est faite par M. Robidoux : 1. Que cette proposition n'est pas faite à la phase convenable. 2. Qu'avis d'un jour est requis par la règle 67 pour faire une proposition pour amender un projet en retranchant diverses clauses.

M. le président.—L'objection soulevée comprend deux points.

Le premier, c'est que la proposition, qui propose des instructions au comité sur le projet mentionné dans l'ordre du jour qui vient d'être appelé, n'a pas été faite à la phase voulue des procédures.

La règle 247 du code de procédures parlementaires porte qu'une

instruction doit être proposée après que l'ordre du jour a été lu et non pas comme amendement à la question que le président laisse le fauteuil. A la page 533, Bourinot explique cette règle et dit qu'une instruction doit être proposée dès que l'ordre relatif au comité a été lu par le greffier et avant que ne soit posée la question que le président laisse le fauteuil.

La proposition a donc été faite à la phase voulue des procédures et cette partie de l'objection n'est pas fondée.

L'autre point, c'est que la proposition est irrégulière, parce qu'il n'en a pas été donné avis.

La règle 67 des ordres permanents dit qu'aucun amendement important ne peut être proposé à un projet de loi privé en comité général, ou à sa troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné avis.

On a cité plusieurs décisions prises dans la collection des décisions des présidents de cette Législature faite par M. Faucher de Saint-Maurice, pour démontrer que notre pratique a toujours été conforme à cette règle ; et je puis dire, que le principe que l'avis est requis dans le cas d'amendements aux projets privés aux phases mentionnées dans la règle, est indiscutable.

Dans le cas qui nous occupe, la question est donc tout simplement de savoir si la règle s'applique à la proposition à laquelle on fait objection.

Quand elle s'occupe des projets de loi d'intérêt local, la Chambre exerce des fonctions de deux natures distinctes : des fonctions judiciaires et des fonctions législatives. Quand elle agit en sa capacité judiciaire, ou comme une cour, la Chambre adjuge sur l'intérêt individuel impliqué dans un projet de loi d'intérêt local, au lieu que quand elle agit en sa capacité législative, elle surveille l'intérêt public et voit à ce que des intérêts individuels ne soient pas promus au détriment des intérêts publics. Dans la procédure à l'égard des projets de loi d'intérêt local, les personnes, à l'avantage desquelles ces projets de loi sont présentés, paraissent comme parties poursuivantes, et d'un autre côté celles qui appréhendent quelque résultat fâcheux des dispositions de ces projets de loi sont admis comme parties adverses. Sous quelques rapports, les procédures sont assimilées à celles des cours de justice. Si les parties intéressées ne soutiennent pas un projet de loi dans sa marche, en observant les formes et les règlements voulus, ce projet de loi ne sera pas avancé, et s'il est abandonné par les parties intéressées, on ne peut pas procéder avec ce projet de loi, si favorable que puisse être l'opinion de

la Chambre sur son mérite. (Cushing, numéros 2,408 et 2,409 ; Todd, Private Bills, page 2 ; et May, page 756.)

Les personnes chargées d'un projet d'intérêt local ont toujours le droit de l'abandonner ou de le retirer, et comme un pouvoir plus grand comprend toujours un pouvoir moindre, elles peuvent, si elles le jugent à propos, abandonner ou retirer, en aucun temps, une partie de leur projet de loi. Je puis citer un cas qui s'applique à ce point.

En 1883, quand le projet de loi de la compagnie de fidéicommiss et de construction de chemins de fer du Canada fut devant le comité permanent des chemins de fer, les promoteurs de ce projet de loi abandonnèrent tout ce qui dans ce projet de loi conférait le pouvoir de prendre à loyer et d'exploiter des chemins de fer, et le projet de loi cessa ainsi de ressortir à la juridiction du comité, qui, là-dessus, fit rapport de cet abandon partiel et de ce retrait ; et subséquemment la Chambre des Communes du Canada renvoya le projet de loi, ainsi abrégé, au comité permanent des projets de loi d'intérêt local. (Journal, Com. du Canada, pages 176 et 184.)

Dans le présent cas, l'honorable député chargé du projet de loi a annoncé, en proposant " les instructions " que les promoteurs retirent la partie du projet de loi ou les clauses qui affectent les droits de la couronne et par lesquelles on cherche à faire confirmer la remise partielle de certaines rentes ou revenus de la Couronne, et pour atteindre ce but, l'honorable député a proposé des " instructions impératives " qui ne laissent pas la faculté au comité, mais qui lui prescrivent et lui commandent de retrancher les clauses en question. (Cushing, numéros 2,161 et 2,162.)

Je suis d'opinion que l'affaire sous considération n'est pas la proposition d'un amendement à faire à un projet de loi d'intérêt local, mais que c'est une procédure faite dans le but de permettre aux promoteurs d'un projet de loi d'intérêt local d'abandonner et de retirer une partie de ce projet de loi, et que par conséquent cette affaire n'entre pas dans le cadre des cas prévus par la règle 67 et n'exige pas un avis.

Cette partie de l'objection, aussi, n'est pas bien fondée.

En conséquence, j'écarte l'objection et je déclare que la proposition est dans l'ordre.

La suite de la délibération sur ce projet de loi est renvoyé à la prochaine séance.

M. Desjardins.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau un état des sommes payées à même les emprunts au montant de \$3,500,000 autorisés par la 45 Victoria, chapitre 18 et par la 46 Victoria, chapitre 11, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit chapitre 18, 45 Victoria.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de la somme reçue pour l'assurance du palais de justice de Québec, incendié il y a quelques années, des frais encourus pour les réparations et l'installation des bâtisses qui ont depuis servi de palais de justice à Québec.

Aussi, état de la somme totale payée jusqu'à ce jour pour la construction du nouveau palais de justice de Québec, et de l'évaluation du montant nécessaire pour compléter la construction et l'installation de ce palais de justice.

Aussi, copie de toute requête et correspondance des membres du barreau de Québec adressée au gouvernement, au sujet de la construction de ce palais de justice, et, subséquemment, au sujet des changements nécessaires au plan en premier lieu adopté pour la distribution intérieure de l'édifice.

Ces propositions sont adoptées.

L'honorable M. Mercier — *député de St. Hyacinthe.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de l'arrêté du conseil No. 222, passé le 21 juin 1884, déclarant que le chemin de fer de la Baie des Chaleurs s'est conformé aux dispositions du statut de cette province, 45 Victoria, chapitre 23, quant à la subvention en terres accordée à ce chemin de fer par la clause 1, section b de ce statut.

Copie de tous les papiers, pièces et documents, constituant la preuve sur laquelle cet arrêté du conseil a été basé, et copie de toute correspondance échangée entre cette compagnie ou quelques-uns de ses membres, officiers ou autres personnes, et le gouvernement ou quelqu'un des membres du gouvernement à l'égard de ce subside en terres et du dit arrêté du conseil.

M. Sheehy — *député de Québec-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous les

rapports faits depuis le premier juillet 1884, par le bureau de la trésorerie, en vertu de la section 14, chap. 4, de la 46^e Victoria.

L'honorable M. *Berthiaume*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, le détail de la somme de \$77,257.41 déclarée payée, par la ville de Sherbrooke, à compte du fonds d'emprunt municipal, et mentionnée dans le rapport de l'honorable M. Taillon au lieutenant gouverneur, et transmis au maire de Sherbrooke, en avril 1881, faisant partie du document No. 59 de la session de 1885.

L'honorable M. *Furcoille*—*député de Trois-Rivières*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes lettres, requêtes et correspondances échangées entre les Révérendes Dames Ursulines ou leurs procureurs et les autorités religieuses de Trois-Rivières, avec le gouvernement de la province de Québec, au sujet de l'octroi de \$1750 accordé aux malades indigents de Trois-Rivières, et de tout document ayant rapport au dit octroi.

M. *Stapleton*—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, 1. Un état des dépenses contingentes et autres pour les quatre dernières années, du comité protestant de l'Instruction publique.

2. Une feuille de balance détaillée des quatre années finissant le 30 juin 1885.

Ces diverses propositions sont adoptées.

M. *Martel*—*député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance, papiers et documents quelconques en la possession du gouvernement, se rapportant à l'emprunt fait au fonds d'emprunt municipal, par la ville de Longueuil et la corporation du village du Bassin de Chambly.

M. le président, je désire attirer l'attention du gouvernement et de la Chambre sur la position de ces deux municipalités vis-à-vis du fonds d'emprunt municipal.

L'emprunt qu'elles ont fait l'a été pour macadamiser le chemin qui part de Chambly et se rend à Longueuil. Lorsqu'elles firent ces travaux, le chemin en question était dans un état affreux. Il aurait fallu pas moins de dix ou douze mille piastres au gouvernement pour le réparer convenablement. Voyant que l'Etat ne faisait rien et voyant les facilités des emprunts offerts par le gouvernement, on crut devoir se procurer ainsi l'argent pour exécuter des travaux devenus indispensables. On croyait que jamais cet argent ne serait réclamé.

La somme empruntée n'a pas suffi et il a fallu prendre d'autres montants pour compléter l'entreprise.

Depuis ce temps-là, des voies ferrées ont été construites dans différentes directions, ce qui a nui aux revenus que l'on retirait de ce chemin. Je ne m'en plains pas, mais je dis qu'il ne faut pas protéger qu'une seule classe de la société. Je crois pour ma part que le gouvernement ne pourrait guère faire une amélioration plus utile et d'un caractère plus urgent, quant à ce qui regarde les anciennes sections de la province, que d'aider à l'empierrement des chemins qui convergent vers nos grandes villes.

Ces municipalités ont emprunté pour faire des travaux d'utilité publique. Pendant un grand nombre d'années le chemin de Longueuil a servi de débouché aux cantons de l'est et à d'autres sections de la province. Grâce au roulage qui se faisait dans ce temps là, on retirait un revenu notable de ce chemin ; aujourd'hui il ne paie plus, et pour le maintenir en bon ordre, on doit se taxer de sept à huit cents piastres par année.

Pour ceux qui, avec cet argent du fonds d'emprunt municipal, ont fait des travaux entièrement locaux, je conçois que le gouvernement doit être rigoureux.

Mais pour ces deux municipalités, c'est différent. Il me semble que le gouvernement devrait prendre en considération l'état de nos finances dans le règlement de cette question.

Le gouvernement donne tous les ans des sommes considérables pour la colonisation. Or je dis que ce chemin a été véritablement un chemin de colonisation. Et de plus lorsqu'il a été réparé, c'était la propriété de la province, et c'est donc tout le pays qui a bénéficié du fait que ces municipalités ont bien voulu se charger de ces travaux. Pour ces raisons je demande au gouvernement de faire remise pleine et entière du montant emprunté.

La proposition est adoptée.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances relatives à la nomination d'un juge résident dans et pour le district de Terrebonne.

M. le président, je n'ai pas un mot à dire contre l'honorable juge qui

administrer la justice à Terrebonne, au contraire je n'ai que des éloges à en faire.

Si le gouvernement et la Chambre veulent tenir compte de l'importance de ce district on devra admettre que j'ai raison.

On sait combien il est important pour les justifiables d'avoir un juge résident. Quand on n'en a pas, il faut attendre pour bien des détails jusqu'au terme suivant, et même alors il est arrivé que le juge n'a pu nous donner le terme au jour fixé, ce qui a entraîné les plus graves inconvénients. Nous assignons nos témoins, nous nous mettons en état de procéder, et à la dernière minute un télégramme nous arrive disant que le juge ne peut être présent.

Je crois que les raisons dans ces cas, sont bonnes, aussi je ne les discute pas. On comprend que les municipalités se soient émues à l'aspect d'un tel état de choses.

Aussi l'honorable procureur général a-t-il reçu des demandes pressantes à ce sujet.

Pour faire droit à ces demandes, je ne crois pas qu'il y ait des objections sérieuses. Ce n'est pas le gouvernement ici qui paie les juges, mais les autorités fédérales. Il ne peut donc pas être question de dépenses additionnelles. Je me suis toujours demandé pourquoi le district de Terrebonne n'avait pas un juge résident. Réellement je ne vois pas de raisons satisfaisantes pour nous le refuser.

Je ne suis pas le seul à insister. Le conseil de comté du comté de Deux-Montagnes et tout le barreau du district ont signé une requête très pressante demandant au gouvernement de nous donner ce magistrat.

J'avais l'intention de citer des chiffres fort éloquentes sur le nombre des causes dans ce district, mais je ne le ferai pas pour ne pas retenir la Chambre.

M. Beauchamp—*député de Deux-Montagnes*.—M. le président, je concours absolument dans les remarques qui viennent d'être faites. Je crois que le gouvernement ferait acte de justice en accordant les conclusions des requêtes qui lui ont été présentées. Je suis certain qu'il se rendra à la demande qui lui est faite, lorsqu'il aura étudié la question sous tous ses aspects. Plusieurs requêtes lui ont été envoyées; cela prouve que c'est un désir général parmi les intéressés, désir qui naît d'une nécessité réelle.

L'honorable M. Mercer—*député de St-Hyacinthe*.—Sans doute

que la Chambre aimerait à connaître la réponse du gouvernement. Il y a eu plusieurs requêtes de faites à ce sujet et cette question intéresse beaucoup le district de Terrebonne et je dirai même les juges de Montréal, car ces juges n'ont pas le temps de s'absenter de Montréal, vu la quantité énorme de besogne qu'ils ont à faire. Nous savons que le gouvernement est d'opinion qu'il est impossible de laisser le juge Bélanger desservir ce district.

Il faudrait changer la loi et après cela le gouvernement fédéral devra s'exécuter. Cette modification pourrait être faite en très peu de temps. Pour ce qui me concerne je l'appuierai, car je crois qu'une telle mesure serait juste et dans l'intérêt des justiciables du district de Terrebonne. Cela ne peut en aucune manière servir les intérêts d'aucun de mes amis politiques, car s'il y a un juge de nommé, il sera pris parmi mes adversaires, mais je crois que les intérêts de l'administration de la justice doivent passer avant les intérêts de parti.

L'honorable M. TAILLON—*député de Montréal-est, procureur général.*
—Le gouvernement songe bien à prendre les meilleurs moyens possibles pour rendre justice aux justiciables du district de Terrebonne. Je comprends qu'il faut faire cesser l'état de choses existant. Je ne puis dire en ce moment ce qui sera fait, mais dans tous les cas le gouvernement n'a pas encore songé à créer une position de juge ni pour le procureur général, ni pour d'autres ministres. Cela n'empêche pas que nous y verrons et que nous nous efforcerons de donner à cette question la meilleure solution possible.

La proposition est adoptée.

M. NANTÉL.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de toutes sommes payées à Paul de Cazes, écuyer, de Québec, depuis le 2 mars 1878, à quelque titre que ce soit.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de toutes sommes payées à J. E. Robidoux, écuyer, avocat, de Montréal, pour avoir tenu une enquête au palais de justice de Montréal, en 1879.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de toutes sommes payées à J. Chrysostôme Langelier, écuyer, de Québec, depuis le 2 mars 1879, jusqu'au 1er mai 1886, à quelque titre que ce soit.

Ces diverses propositions sont adoptées.

L'AMNISTIE.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*—J'ai l'honneur de proposer : 1. Qu'il serait juste et prudent, maintenant que l'ordre est rétabli dans le Nord-Ouest, d'accorder une amnistie générale et complète à tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles, et qui ne se sont pas personnellement rendus coupables de meurtre.

2. Que cette amnistie serait un gage de paix et d'union pour tous les habitants du Nord-Ouest, et ramènerait le bonheur au sein de bien des familles qui pleurent aujourd'hui l'emprisonnement ou l'exil de leur chef ou de leurs parents ;

3. Que cette amnistie devrait être accordée sans plus de retard ;

4. Qu'une humble adresse basée sur ces résolutions soit adressée à Son Excellence le Gouverneur-Général et qu'elle lui soit transmise de la manière ordinaire.

L'honorable M. Taillon—*député de Montréal-est, procureur général*. —J'ai l'honneur de proposer en amendement : “ Que tous les mots de la proposition après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

Attendu que le 10 de mai courant, à la Chambre des Communes du Canada, sur une interpellation faite par M. Bergeron (pour M. Desjardins), l'honorable M. Thompson, ministre de la Justice, aurait déclaré qu'il n'y a plus que quatre indiens, un blanc et un métis d'emprisonnés pour avoir pris part aux troubles du Nord-Ouest et que la santé de ces personnes ne souffre pas de leur détention ;

Attendu que le 13 de mai courant, à la même Chambre, l'honorable M. Laurier ayant fait la proposition suivante :

“ Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, le priant d'exercer la prérogative royale en accordant le pardon entier, l'amnistie et l'oubli de tous les crimes, offenses et délits se rapportant aux malheureux troubles survenus dans le Nord-Ouest, à ceux des sujets de Sa Majesté qui y ont pris part, et en tant que cela peut être compatible avec la sûreté de la Couronne et la sécurité du Canada.”

L'honorable Sir John A. Macdonald aurait déclaré : Que

“ Le gouvernement est tout à fait disposé à traiter cette affaire dans un sens aussi large que le comporte cette résolution, et j'espère que

l'honorable monsieur sera satisfait de ce que je dis et ne pressera pas pour le moment cette résolution. ”

“ Et je puis dire, comme autre raison me justifiant de demander à l'honorable monsieur, après cette déclaration, de ne pas presser la résolution, que je sais, par le témoignage digne de foi d'une personne, qui est elle-même un des réfugiés, dont la respectabilité est hors de doute, que ceux, principalement les métis, qui se sont sauvés pour échapper à la justice, signent actuellement une pétition adressée à Sa Majesté ou au gouverneur général, demandant leur pardon et exposant la raison pour laquelle ils désirent rentrer dans le pays. Il est très important que nous ayons cette pétition, afin de les amener à déclarer qu'ils se soumettent aux lois et désirent rentrer dans le pays. Il est de la plus haute importance pour l'avenir du pays qu'une telle pétition soit présentée et, si je ne me trompe pas, quelques personnes très importantes parmi ces réfugiés sont à la tête du mouvement pour adresser au gouverneur général ou à la Reine une pétition demandant qu'il leur soit permis de revenir au Canada . . . ”

“ J'espère et je crois que la pétition à laquelle j'ai fait allusion sera présentée avant longtemps et je puis seulement répéter que le gouvernement désire sincèrement que le soulèvement soit mis dans l'oubli, qu'il désire sincèrement passer l'éponge sur les crimes, en autant qu'ils ne sont que politiques et pas accompagnés de meurtre atroce, et que chacun puisse se sentir garanti contre la possibilité d'être traduit devant un tribunal pour toute offense se rattachant à la rébellion . . . ”

“ Le gouvernement va attendre jusqu'à ce qu'il reçoive cette pétition que j'ai mentionnée. Il sera alors prêt à accorder une amnistie générale et il ne fera d'exception que pour ceux contre qui la preuve est forte, et avec la réserve—réserve qui est nécessaire, je pense—que si plus tard la preuve suit de complicité actuelle dans un des meurtres qui ont eu lieu—des meurtres autres que le sang répandu honorablement dans le cours de la guerre ou en combattant en bataille régulière—le gouvernement sera prêt à recommander à Sa Majesté, à Son Excellence le gouverneur général, la proclamation d'une amnistie. ”

Attendu qu'après ces déclarations, l'honorable M. Blake aurait dit que, dans ces circonstances, il était d'opinion que le but de la proposition de l'honorable M. Laurier était atteint, et que cette proposition devait être retirée, conformément à la suggestion de l'honorable Sir John Macdonald ;

Attendu que de fait, l'honorable M. Laurier aurait retiré sa proposition du consentement de la Chambre des Communes ;

Cette Chambre croit qu'il n'est pas opportun d'adopter maintenant les résolutions soumises.

Objection est faite par l'honorable M. Mercier, " que cette proposition n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle contient des faits concernant lesquels la Chambre n'a été mise en possession d'aucun document.

M. le Président.—L'objection soulevée, c'est que l'amendement que l'on propose de substituer à la proposition, mentionne des faits à l'égard desquels il n'a été mis aucun document devant la Chambre.

Une des règles qui régissent les débats, c'est que quand un ministre de la Couronne cite un document public et fonde sur ce document une argumentation ou une assertion, ce document doit être produit, s'il est demandé. Le but de cette règle, c'est de mettre la Chambre en possession des mêmes renseignements que possède le ministre, et par conséquent en position d'en venir à une conclusion correcte sur la question. (Bourinot, page 347). Cette règle, comme de raison, ne s'applique pas aux documents qui ne sont pas des documents publics en la possession du gouvernement, et auxquels chacun peut avoir le même accès que les ministres eux-mêmes.

Cette règle des débats peut s'appliquer et de fait s'applique aussi bien à la forme des propositions qu'à celle des discours dans les débats.

Dans le présent cas, les documents dont il est question ne sont pas des documents publics émanant du gouvernement de la province ou en sa possession, mais se composent du journal et du compte-rendu des débats de la Chambre des Communes du Canada pour la session qui se tient actuellement. Ces documents n'émanent pas du gouvernement de la province et ne sont pas en sa possession, et ils sont accessibles à tous les députés de cette Chambre.

Conséquemment, la règle ne s'applique pas à ce cas.

On a allégué que la proposition est démonstrative et plus dans le style d'un discours que dans celui d'une proposition.

La règle qu'une proposition ne doit pas être démonstrative ou plus dans le style d'un discours que dans celui d'une proposition, est claire ; mais une énumération de raisons et de faits sur lesquels la conclusion d'une proposition est basée, est permise et peut être faite sous forme de préambule,

vu qu'il est permis de consigner toutes les raisons spéciales motivant l'adoption d'une résolution (May, page 546).

En examinant l'amendement par lequel on désire remplacer la proposition principale, on voit que ce que l'on prétend être un argument et donner à la proposition le style d'un discours, n'est, en réalité, que l'énumération de certains faits. Il est vrai que l'on aurait pu condenser cette énumération, mais il ne m'appartient pas de dicter la manière dont doivent être rédigées les propositions qui ne sont pas contre l'ordre.

En conséquence, la question d'ordre soulevée n'est pas bien fondée et je l'écarte.

L'amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, Taillon et Trudel.—31.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Whyte.—16.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition principale est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, Taillon et Trudel.—31.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Whyte.—16.

L'Assemblée législative a adopté.

L'honorable M. Mercier.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des comptes de construction de l'échafaud érigé pour l'exécution de la femme Boutet, et copie des témoignages pris et du rapport fait à cet égard, ainsi que de tous documents s'y rattachant.

Aussi, adresse, demandant copie de l'arrêté du conseil No. 379, en date du 10 septembre 1883.

Je fais cette demande parce qu'on m'a dit qu'on avait demandé \$300 pour ce travail.

L'honorable M. Taillon.—Oui, et j'ai donné ordre de ne pas payer. Nous sommes à étudier cette affaire.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 27 mai 1886.

SOMMAIRE :—Résolutions concernant l'affectation au paiement de la dette de l'octroi accordé par le gouvernement fédéral.—Amendement de l'honorable M. Marchand.—Résolutions concernant les licences émises sous l'autorité de la loi de tempérance : MM. Robertson, Gagnon, Mercier, Flynn.—Suite de la délibération sur le projet de budget.—Amendement de M. Boyer concernant l'affaire Dansereau : MM. Beyer, Blanchet, McShane, LeBlanc, Stephens, Flynn, Whyte, Poupore, Robitoux, Mercier, Paradis et Asselin.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'OCTROI FÉDÉRAL POUR LE CHEMIN DE FER Q. M. O. & O.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de proposer que les résolutions concernant l'octroi fédéral pour le chemin de fer Q. M. O. & O. adoptées en comité général le 25 courant, soient lues la seconde fois.

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St-Jean*.—Nous savons maintenant que le gouvernement veut faire une loi sur un sujet sur lequel nous ne pouvons légiférer. On nous propose de disposer d'un capital qui ne nous appartient pas.

Je ne suis pas l'un de ceux qui veulent amoindrir nos droits ni de ceux qui ne font que parler de non-intervention. mais dans ce cas-ci, on outre-passe nos droits, en empiétant sur la juridiction fédérale. La somme que l'on veut affecter au paiement de la dette, n'est pas à notre disposition et le trésorier l'a reconnu dans son exposé budgétaire en 1885. La loi fédérale le déclare formellement.

Le gouvernement nous a dit que cette loi avait été faite à sa demande. Je crois alors que l'honorable trésorier a fait un oubli important. Il pouvait bien demander au gouvernement fédéral de faire des économies pour lui puisqu'il ne le pouvait pas lui-même ou qu'il n'était pas certain d'y réussir, s'il y essayait. Mais alors il aurait dû dire que la somme nous serait payée à l'échéance de nos bons, en 1904. C'est ce que l'on n'a pas fait. Ça été laissé entièrement à la discrétion du gouvernement fédéral. Je regrette qu'on ait commis cette imprévoyance. On

peut bien dire qu'on nous donnera le capital plus tard, mais en ce moment on fait une loi sur rien du tout. Nous agissons comme le neveu qui dépenserait d'avance l'héritage d'un oncle encore vivant. Je crois que par là même nous nous exposons à de graves inconvénients.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de proposer en amendement que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants : " Attendu que la subvention accordée au gouvernement de cette province, en vertu de l'acte fédéral 47 Vic., chap. 8, pour avoir construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, représentant en totalité un capital de \$2,394,000, a été, en vertu du dit acte, soumise à la condition qu'elle serait capitalisée entre les mains du gouvernement fédéral, et que l'intérêt en serait seulement payée à cette province, aux époques et de la manière dont le gouvernement du Canada conviendrait avec le gouvernement de Québec ;

Attendu que cette législation a enlevé au gouvernement de cette province le droit de réclamer le capital de la dite subvention, et au gouvernement d'Ottawa le pouvoir d'en disposer sans une législation préalable du parlement fédéral à cet effet ;

Attendu que d'après la déclaration ministérielle faite devant cette Chambre le 25 mai courant, cette situation nous a été imposée à la demande et sur l'instance des ministres de cette province, lors de leurs négociations avec les ministres fédéraux relativement au dit subside ;

Cette Chambre, tout en désirant l'emploi du capital du dit subside en la manière indiquée dans les dites résolutions, est d'opinion qu'elle ne peut effectivement légiférer sur la disposition ou l'emploi de ce capital sans en être préalablement investie par une législation fédérale et elle regrette que l'action avouée des ministres à cette occasion ait rendu impossible, pour le moment, l'application du capital du subside en question à l'amortissement de la dette publique."

Cet amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Cameron, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Whyte.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Blanchet, Carbray, Casavant, Charlebois, Deschênes, Dorais, Duhamel, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martin, Martel, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Pou-

pore, Richard, Robertson, Robillard, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton, Trudel et Turcotte.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires.

Un projet de loi pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, la somme accordée par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, en vertu du statut fédéral 47 Victoria, chap. 8 est déposé sur le bureau de la Chambre et est adopté en 1^{re} et 2^e délibérations.

LES LICENCES.

L'honorable M. Robertson—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur d'informer la Chambre, que Son Honneur le lieutenant gouverneur ayant pris connaissance de la nature des résolutions suivantes, il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu : Que les droits suivants sur les licences accordées conformément aux paragraphes 3, 4 et 8 de la section 99 de l'acte de tempérance du Canada (1878,) seront payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramental, médical et industriel :

- a. Dans les cités,—soixante-et-dix piastres.
- b. Dans les villes,—cinquante piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses,—vingt-cinq piastres.

2. Pour chaque licence en gros :

- Dans les cités,—quatre-vingt piastres.
- b. Dans les villes,—soixante et dix piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses,—soixante piastres.

Par la loi Scott, le lieutenant gouverneur en conseil peut donner des licences là où cette loi est en force. Ici nous n'avons pas de dispositions qui nous permettent de nous conformer à cette loi. J'ai écrit à Ontario pour avoir une copie de leur loi à ce sujet. J'ai adopté la même rédaction et les mêmes moyens pour l'émission des licences. Ces résolutions sont pour nous autoriser à prélever un droit sur ceux qui feront le commerce.

La seule différence avec Ontario, c'est que je n'ai pas mis les prix aussi élevés.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Je comprends que sans la loi projetée, aucune licence ne peut être émise là où la loi Scott est en vigueur.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Est-ce qu'on donne de nouveaux pouvoirs pour la vente en gros.

M. le Trésorier.—Non, non.

M. Gagnon.—Nous aurons donc deux espèces de licences en gros. La loi fédérale définit qu'est ce que c'est que la vente en gros et elle déclare que c'est dix gallons tandis que par la loi provinciale ce n'est que deux gallons.

M. le Trésorier.—Quant à la question de la vente en gros, nous devons prendre la loi fédérale.

M. Gagnon.—Quelle sera la sanction ? Il n'est pas ici question de pénalités. La loi d'Ontario en décrète une ?

M. le Trésorier.—Dans la loi nous pourrions bien dire que la pénalité de la loi des licences ordinaire sera applicable ici.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général*.—Il s'agit d'une loi d'un caractère exceptionnel qui ne s'applique qu'à certaines parties de la province là où le " Scott Act " est en vigueur.

En vertu de cette loi, le lieutenant gouverneur en conseil peut émettre des licences pour trois fins qui sont désignées. Nous avons été requis d'émettre de ces licences et comme il n'y avait pas de dispositions à ce sujet, nous ne pouvions imposer aucun droit pour ces licences. Quelques-uns ont craint la confusion. Elle ne me paraît pas probable.

M. Gagnon.—Mes observations n'avaient qu'un but : connaître la politique du gouvernement.

La proportion dans les prix entre les cités, les villes et les paroisses ne me paraît pas raisonnable.

M. le Trésorier.—Il ne peut y avoir qu'une licence par paroisse.

M. Gagnon.—Je suis certain que celui qui ne vendra que suivant sa licence ne vendra pas pour \$2.00 par année.

L'honorable M. Mercier.—Ces prix pour certaines catégories ne me paraissent pas en proportion avec le reste. Il faudrait changer cela.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—Que l'on fixe le prix au pro rata de la population des endroits pour lesquels les licences seront émises.

L'honorable M. Mercier. — Nous ne nous opposons pas au principe.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires, et un projet basé sur ces résolutions est déposé et adopté en première et deuxième délibérations.

SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DU BUDGET. — AMENDEMENT RELATIF A L'AFFAIRE DANSEREAU.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet du budget.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—M. le président, en 1883, M. Dansereau allait en Europe pour acheter des livres pour notre bibliothèque. Il était muni d'une lettre de crédit de la part du gouvernement pour la jolie somme de 75,000 fr. M. Dansereau s'est empressé de retirer la somme mais les livres n'ont été reçus que dans le cours de la présente session. Et quels livres?...

On y voit l'*Annual Register*, la *Dublin Review*, le recensement de l'Irlande, de l'Angleterre et de l'Ecosse depuis 1851 jusqu'à nos jours. *Banker's Magazine*, il y en a 49 volumes. On y donne le cours du change depuis 50 ans. En voilà des livres d'un intérêt palpitant !...

Il y a aussi des brochures sur la traite de l'opium en Chine. Et ainsi de suite. On nous a aussi fourni cinquante verges en longueur de livres bleus.

Ça irait dans un dépôt de tabac, mais non dans la bibliothèque d'une Législature.

Un homme qui s'y entend en fait de livres, me disait qu'il ne voulait pas croire que ces livres bleus avaient été achetés. Il croyait que cela avait été employé pour l'emballage.

Sur cette question, ce qu'il y a de nouveau, ce sont les déclarations de M. Lemay, faites trop tard.

Nous avons les lettres de M. Aller, qui tenait une nouvelle lumière sur les agissements de notre agent. Ces jours-ci, M. Dansereau a eu une entrevue avec le *Star* et il y déclare que la différence était pour payer sa commission, les frais de douanes et autres. J'avais toujours cru qu'il avait fait ces achats sans chercher à se faire payer ses services.

On se rappelle qu'en 1884, M. Dansereau passait l'hiver à Paris où il étonnait le monde par sa munificence et son luxe. Ne peut-on pas penser qu'une partie de l'argent a été employée pour payer ce faste étrange.

Dans tous les cas par ma proposition je veux savoir ce qu'en pense la Chambre. Ce qu'il y a de très regrettable c'est que ces faits étaient connus de M. le président et d'un des ministres.

L'honorable M. FRYAN.—Je nie de nouveau la chose comme je l'ai déjà fait et M. Lemay lui-même a reconnu s'être trompé.

M. BOYER.—Pardon, vous avez été informé qu'il y avait certaines malhonnêtetés et votre devoir de ministre était d'y voir.

J'ai l'honneur de proposer en amendement " que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre, en votant des subsides à Sa Majesté, croit qu'il est de son devoir de déclarer qu'elle regrette que le gouvernement ait négligé les intérêts de la province :

1. En confiant à C. A. Dansereau, pour l'achat de livres, une somme de près de \$15,000 sans en exiger aucune garantie ;

2. En négligeant, quoique informé des irrégularités commises dans cette affaire, de prendre, en temps convenable, les mesures requises pour forcer le dit C. A. Dansereau à lui rendre un compte fidèle de l'emploi de la dite somme ;

3. En exposant la province, par cette négligence, à une perte sérieuse ;

4. En ne prenant pas des mesures vigoureuses, pour faire punir les auteurs des doubles factures fabriquées, dans cette négociation, pour le même envoi de livres,—l'une des dites factures donnant le prix exact des livres achetés par le dit C. A. Dansereau, de Edw. G. Allen, de Londres, pour la somme de £490.11.4 et payée par le dit Dansereau au dit Allen le 17 juin 1884—l'autre pour £603.11.7 faite par le dit Allen à la demande du dit C. A. Dansereau, destinée à être présentée au gouvernement et excédant de £103.0.3 (\$501 ²³) le coût réel chargé

par le dit Edw. G. Allen, ainsi que le tout est constaté par le *Mémoire* du dit Edw. G. Allen, daté à Londres, le 25 février 1885.—(*Journaux de l'Ass. Lég., séance du 14 mai, 1886.*)

L'honorable M. Blanchet—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—Cette question n'est certes pas nouvelle, car nous avons déjà voté sur la première partie de l'amendement.

Je comprends que la mission d'acheter des livres pour notre bibliothèque n'a pas été remplie comme elle aurait dû l'être. M. Dansereau a acheté un certain nombre de livres qui ont été examinés par deux experts bien qualifiés, MM. Dawson et Valois, dont lui est un libéral, je crois.

M. Nantel.—M. Valois a toujours été libéral.

L'honorable M. Blanchet.—C'est une preuve que le gouvernement n'y a pas mis de favoritisme. Ces volumes, d'après ces experts, valent \$9,500. Il y en a de très utiles pour la Chambre.

Il n'y a pas de rapports plus intéressants que ceux des comités spéciaux de la Chambre des communes d'Angleterre.

On trouvera là une foule d'informations très précieuses.

Il reste encore une certaine somme. Le gouvernement a décidé de poursuivre pour avoir une reddition de comptes. On n'a donc pas à se plaindre. Pourquoi met-on dans cet amendement que le gouvernement est à blâmer pour ne pas s'être fait rembourser, quand des mesures ont été prises dans ce sens.

Il n'y a pas eu négligence et nous pouvions espérer qu'il y aurait un règlement à l'amiable pour la balance qui restait due.

Il est aussi question des faits qui sont venus devant le comité. Mais on sait que ce rapport a été renvoyé à ce comité pour réconsidération.

Serait-il juste de nous prononcer avant que cette réconsidération ait eu lieu ? Et au reste en justice la Chambre ne saurait se prononcer avant de tout connaître.

C'est le même procédé que celui pris à l'égard du commissaire des terres de la couronne, à propos de l'affaire Gale. Les deux questions se trouvent dans les mêmes conditions où se trouvait l'affaire Gale, quand on a voulu nous faire rendre un jugement.

La première partie de l'amendement a déjà été jugée par la Chambre, quant à la seconde, je crois que l'action du gouvernement devrait

l'engager à ne pas se prononcer surtout en l'absence d'un rapport du comité de la bibliothèque.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, la conduite de l'opposition sur cette question est des plus justes. Nous avons demandé de faire venir M. Dansereau pour s'expliquer devant le comité, et ses propres amis ne l'ont pas voulu. Le solliciteur général a reproché à M. Lemay d'avoir fait connaître ces faits. Au contraire, je trouve que M. Lemay mérite les éloges de la province, et si tous les employés faisaient comme lui, on serait beaucoup mieux. A New-York, quand on découvre même parmi les conseillers, que quelqu'un vole le trésor municipal on emprisonne ces coupables. Ici, on vole \$51,000 à la province et le trésorier laisse faire comme si ce n'était rien. On a pris, dit-on, une action contre M. Dansereau. Qu'est-ce que cette poursuite signifie ? M. Dansereau lui-même s'en ri tout le premier. Est-ce qu'on aurait dû attendre ici deux ou trois ans, pour se faire rendre compte de son argent. Pourquoi n'avez-vous pas fait venir M. Dansereau. En étiez-vous donc effrayé.

Jamais une pareille transaction n'aurait eu lieu avec les hommes au pouvoir à Ontario. C'est à cause de l'honnêteté de ces hommes que cette province est prospère. Là on ne met que de bons administrateurs à la tête des affaires. Ici, c'est malheureusement le contraire, aussi souvent j'ai eu honte de ce qui s'est passé dans notre province. Comment voulez-vous, M. le président, que la province s'enrichisse quand vous voyez des millions dépensés pour un chemin de fer vendu depuis quatre ans.

Le trésorier prétend que nous avons un surplus, mais l'honorable député de Montréal-centre lui a prouvé que ce n'était pas le cas.

Je reviens à l'affaire Dansereau. On voit par le rapport de deux hommes très respectables qui nous disent que ces livres valent près de \$10,000. Je n'ai rien à dire contre ce rapport, ni contre ceux qui l'ont fait, mais ce que je sais, c'est qu'on aurait honte de montrer ces livres à un étranger. Notre bibliothèque ne va guère avec la magnificence du palais où nous siégeons.

M. Dansereau n'a pas à se plaindre de nous, car nous avons voulu lui donner la chance d'être entendu. Ce sont ses amis qui ne l'ont pas voulu. Je n'attaque pas ce monsieur, c'est le gouvernement qui mérite nos censures, car lui est coupable.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

M. McShane.—M. le président, je n'ai plus qu'un mot à ajouter et c'est pour attirer l'attention de la Chambre sur la lettre de M. Allen, de Londres, qui nous fait part des singulières transactions de M. Dansereau. Des membres du gouvernement savaient depuis un an que ces faits existaient. Pourquoi ces ministres ont-ils caché cela à la province. Avaient-ils peur du peuple ? Quoi qu'en puisse dire l'honorable solliciteur général, cela restera comme une tache sur ce gouvernement et sur tous ceux qui en sont coupables. Au lieu de blâmer M. Lemay on aurait dû avouer qu'on avait eu raison de tenir la chose cachée, pour des raisons d'intérêt public. Au moins cela aurait témoigné plus de courage que d'essayer de se défendre sur le dos d'un employé public fidèle à son devoir.

Je ne connais pas personnellement M. Lemay, mais je dis que sa conduite a été honorable. Sur cette révélation, il était du devoir des ministres de faire une enquête rigoureuse, afin que les coupables comprennent que ces actes-là ne peuvent passer impunis dans notre province.

M. LeBlanc—député de Laval.—L'honorable solliciteur général a déclaré qu'il ne connaissait pas les faits en question. Je ne me constitue pas le défenseur de M. Dansereau, mais je dis qu'il doit avoir justice comme tout autre homme. La Chambre manque de renseignement et pour cette raison, je voterai contre cet amendement. On veut condamner M. Dansereau sans l'entendre, et si ce Monsieur n'est pas venu donner son témoignage, on sait à quelle cause douloureuse il faut l'attribuer. Le chef de l'opposition qui a été renseigné avant vous-même, M. le président, lui qui dit qu'il y a crime, pourquoi n'en a-t-il pas parlé en 1885 ? Pourquoi n'a-t-il pas dénoncé ce prétendu crime ? Ce n'est pas de la franchise, quoiqu'on en dise.

Nous savons aussi que le gouvernement poursuit M. Dansereau en reddition de compte. Nous aurons donc là un jugement impartial. Si on ne voulait pas tromper le peuple comme c'est de tradition dans ce parti, on s'en tiendrait là.

Je voterai contre cet amendement parce que je ne suis pas suffisamment renseigné pour me prononcer en connaissance de cause et parce que l'affaire est maintenant renvoyée aux tribunaux. Le chef de l'opposition paraît, il est vrai, en savoir long car il s'est trouvé en rapport avec des gens qui paraissent disposer à faire le métier de mouchard. Nous n'avons que la lettre de M. Allen et encore nous révèle-t-elle l'existence d'une lettre de M. Lemay, qui lui aurait écrit pour avoir des

renseignements. Où est cette lettre? Elle ne nous a pas été communiquée.

M. Stephens—*député de Montréal-centre*.—Si tout le monde avait fait son devoir dans la cause de subornation du jury, celui qui vient de parler ne serait pas ici. Les faits sont déjà assez mauvais par eux-mêmes sans avoir un mauvais avocat pour les défendre. M. Dansereau jouit d'une bonne réputation comme littérateur. Je sais qu'il est un habile homme, je sais aussi qu'à Paris il a fait grandement les choses.

Deux ans après qu'il eut retiré les \$15,000 en question, nous avons appris que des livres avaient été reçus à Montréal. Des experts furent nommés pour évaluer ces livres. Je défie n'importe qui de trouver \$5,000 pour ces livres. Le gouvernement a donc été volé de \$10,000. Il vaut autant dire les choses telles quelles sont. Pendant tout ce temps le gouvernement est resté inactif. Le procureur général est bon avocat et il sait quel châtement mérite un homme qui a fait ce dont M. Dansereau s'est rendu coupable. Nous avons aussi un professeur de droit dans la personne du solliciteur-général, et ce professeur, ne trouve pas un article dans nos statuts pour punir cet homme. Les ministres auraient dû prendre tous les moyens pour connaître tous les faits de cette transaction.

Ce n'est pas une poursuite au civil qu'on aurait dû prendre. C'est devant les assises criminelles que l'on traîne ceux qui volent le public.

L'honorable M. Flynn—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer et solliciteur général*.—M. le président, l'amendement équivaut à une proposition de non-confiance dans le gouvernement, comme le sont tous les amendements à la proposition pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Un tel amendement est exclusif de sa nature, parce qu'il n'admet pas de sous-amendement, et le but de l'opposition est évidemment d'empêcher l'exposition des faits de l'affaire Dansereau.

Si l'opposition avait jugé à propos d'adopter une autre ligne de conduite, les faits auraient pu être soumis à cette Chambre. Il n'est pas difficile pour le gouvernement d'établir qu'il n'a eu rien à faire avec cette question. M. Dansereau a été chargé d'acheter des livres pour la bibliothèque dans l'automne de 1883, alors que feu le juge Mousseau était premier ministre de cette province. Le gouvernement actuel n'a été formé qu'en janvier 1884, et j'ai été nommé membre du cabinet en février de la même année. Conséquemment, je ne connais de cette transaction que ce que j'en ai appris à la lecture des documents qui ont

été soumis à la Chambre. Depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir, il a fait toute la diligence possible pour obtenir un règlement satisfaisant de la part de M. Dansereau et un rapport fidèle de la manière dont il s'était acquitté de sa commission pour acheter des livres pour la bibliothèque.

Nous avons obtenu une évaluation de la valeur de ces livres de la part de deux experts dûment qualifiés, MM. Dawson et Valois, et les rapports de ces messieurs ont été soumis à la Chambre. Je crois que leur dernier rapport n'a été déposé sur le bureau que l'autre jour. Ils ont fixé la valeur des livres et il y a une couple de jours, j'ai annoncé dans cette Chambre que le gouvernement, afin d'en venir à une conclusion, avait décidé d'intenter une action contre M. Dansereau en reddition de compte. Il s'agit de l'obliger de rendre un compte de l'argent qu'il a reçu du gouvernement Mousseau, et le lui fournir l'occasion de prouver d'une manière légale comment il a rempli ses devoirs comme agent de ce gouvernement. Des instructions à cette fin ont déjà été données aux avocats du gouvernement. S'il était possible de proposer un sous-amendement, on pourrait mentionner le fait que la Chambre a renvoyé le rapport au comité de la bibliothèque pour y être reconsidéré en donnant en même temps au comité la plus grande latitude de suggérer ce qui, dans les circonstances, lui paraîtrait le plus à propos. Sans attendre la décision du comité, ni même qu'il se soit réuni, l'opposition veut condamner le gouvernement et prononcer un verdict contre M. Dansereau. Le premier rapport du comité était incomplet. Il fait mention d'une lettre d'un M. Allen, de Londres, à M. Lemay, le bibliothécaire, mais la lettre de M. Lemay à M. Allen n'est pas produite.

L'honorable M. *Mercier*.—*député de St-Hyacinthe*.—Je n'ai pas cette lettre.

L'honorable M. *Flynn*.—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer, solliciteur général*.—L'honorable député aurait pu obtenir la meilleure preuve à défaut de la lettre, parce qu'il pouvait questionner monsieur Lemay sur le contenu de la lettre. Il est question de doubles envois dans la lettre de M. Allen. C'est maintenant un fait bien connu que M. Lemay n'a informé les autorités, les présidents des deux Chambres, de l'existence de ces envois que dans le mois de mai dernier. M. Lemay admet avoir communiqué la lettre de M. Allen et le memorandum qui l'accompagne à l'honorable chef de l'opposition dans le mois de mars de l'année dernière. Ce député sait quelle infor-

mation il a reçue ; il sait ce qui lui a été communiqué par le bibliothécaire il y a un an, et il me comprend bien lorsque j'ajoute les mots " peut-être en sait-il un peu plus. "

La position au sujet de cette affaire, pour l'apprécier dans les termes les plus modérés est loin d'être enviable pour aucun homme qui a le sens de ce qui est digne et convenable. On me dit que M. Dansereau a soumis à M. le président une explication de sa conduite. Avant que cette explication ait été soumise à la Chambre et avant que le comité ne l'ait considéré, on demande à la Chambre de prononcer jugement contre M. Dansereau. Est-ce que cela est conforme aux lois de la justice ?

Est-ce suivant le *British fair play* que de condamner un homme sans l'entendre ? Je ne désire pas défendre M. Dansereau, et il n'est pas de mon devoir de le faire. Je ne suis nullement responsable de cette transaction. Si M. Dansereau a mal agi, qu'il en subisse les conséquences. Il doit subir son procès devant les cours de justice suivant la loi, et c'est pour cela que le gouvernement a donné instruction de le poursuivre afin qu'il soit jugé avec justice et impartialité. S'il doit de l'argent au gouvernement, celui-ci aura légalement le droit de se faire payer. On a mêlé mon nom à cette affaire, mais j'attache bien peu d'importance à ce fait. Une erreur du rapport du comité a donné lieu à l'idée que j'avais quelque connaissance coupable de cette transaction. Le bibliothécaire a jugé à propos de m'écrire au sujet de cette affaire, une lettre que j'ai lue à la Chambre et qui a été publiée dans la *Gazette* de Montréal.

Cette lettre devrait dissiper tout doute à propos de la manière dont mon nom a été mentionné dans le rapport du comité. M. Lemay dit qu'il ne m'a jamais communiqué la lettre ni les envois de M. Allen, ni aucun document. Il dit que dans le mois de mars 1885, il a eu avec moi une conversation privée dans le cours de laquelle il s'est plaint de ce que le gouvernement Mousseau ne l'avait pas chargé de l'achat de ces livres et il ajoute qu'il est possible que dans cette conversation il ait mentionné l'affaire Dansereau en la qualifiant d'une certaine manière. Il ne se rappelle pas exactement les paroles dont il s'est servi mais il déclare positivement qu'il ne m'a communiqué aucun document au sujet de l'information qu'il avait en sa possession.

Il est possible qu'il ait fait mention de l'affaire, mais il ne m'a donné aucun détail ni renseignement pour me permettre de juger la nature de

la transaction. Il déclare aussi que je ne parus pas faire beaucoup d'attention à ses paroles. Cela peut s'expliquer par le fait que cette question ayant si souvent été discutée par l'opposition, je ne dois pas avoir supposé qu'il me disait du nouveau à ce sujet. Je puis ajouter que M. le président et le gouvernement avait alors pris des mesures pour obtenir de M. Dansereau la livraison des livres et une évaluation de leur valeur, afin de protéger les intérêts du gouvernement. M. Lemay dit que la conversation avec moi était privée, et je demande s'il est convenable et digne d'un gentilhomme de révéler la substance d'une conversation privée sans le consentement de l'autre partie intéressée. Il faut se rappeler que je n'étais pas alors solliciteur général mais seulement commissaire des chemins de fer. Si M. Lemay avait soumis cette question à mes collègues et à moi, il aurait adopté une autre ligne de conduite que celle qu'il a suivie. Il aurait pu me dire : " Monsieur, j'ai certains renseignements en ma possession au sujet de l'affaire Dansereau que je suis prêt à vous communiquer. Ils sont sérieux et je désire que vous lisiez les documents qui ont rapport à cette transaction." Mais M. Lemay déclare dans sa lettre qu'il ne désirait point agir ainsi.

Ce point n'a pas de rapport direct avec la question, et je n'en aurais point parlé si un ou deux députés de l'autre côté de la Chambre n'y avaient attaché de l'importance. Je n'ai point fait de commentaires sur la conduite de M. Lemay au sujet de cette affaire, dans mes remarques l'autre jour. Je croyais qu'il n'était pas convenable d'en faire, et j'ai attendu une autre occasion. Un des honorables députés de l'opposition accuse le gouvernement d'avoir manqué à son devoir en n'instituant pas des procédures criminelles contre M. Dansereau. Je demande au chef de l'opposition, qui est avocat et bâtonnier du barreau de Montréal, s'il est prêt à donner son opinion écrite que M. Dansereau est coupable, d'après les faits connus, de quelque crime contre les lois du pays. J'ai donné beaucoup d'attention à cette question, et je ne suis pas prêt à exprimer aucune opinion sur le côté criminel de l'affaire. De plus, pour s'en faire une idée exacte, il faut connaître les faits, et la nature de l'offense, si offense il y a dépend entièrement de ces faits. C'est une règle bien connue de la loi qu'il faut que des informations préliminaires soient données à la couronne avant que l'on fasse le procès de quelqu'un. Il faut une enquête préliminaire, et la déposition de quelque personne prête à jurer que l'accusé est coupable de telle offense.

Dans tous les cas, il faut qu'il y ait matière à procès ou quelque

preuve qui justifie la couronne d'instituer des procédures criminelles. Dans le cas qui nous occupe, aucune déposition n'a été faite devant un magistrat. Si M. Lemay croyait avoir de bonnes raisons pourquoi n'a-t-il pas fait une déposition contre M. Dansereau devant un magistrat afin de le faire arrêter. Mais M. Lemay a cru qu'il ne serait pas sage d'agir ainsi. L'honorable chef de l'opposition lui-même a eu tous ces renseignements depuis plus d'un an ; pourquoi ne les a-t-il pas fait connaître ? N'est-il pas étrange que, connaissant tous ces faits, et croyant, comme il le dit, qu'un crime avait été commis, il n'ait rien fait ? Il prétend que cette transaction est frauduleuse ; pourquoi alors n'a-t-il pas communiqué au procureur général les informations en sa possession ? Mais l'honorable député de St. Hyacinthe n'a probablement jamais cru lui-même qu'il serait justifiable d'en agir ainsi.

Je puis dire pour moi-même, et je crois que je puis dire aussi pour mon savant collègue le procureur général, que nous n'avons pas le moindre désir d'empêcher toute enquête, ou de permettre à M. Dansereau d'échapper à la punition que mérite toute personne coupable d'infraction aux lois du pays, s'il est au nombre de ces coupables. Que n'importe qui, connaissant les faits, prenne les mesures préliminaires pour un procès criminel, et alors cette Chambre verra que les officiers en loi de la couronne feront leur devoir. Il est inutile pour cette Chambre de discuter cette affaire davantage, parce qu'elle s'est déjà prononcée. Les remarques de l'honorable député de Montréal-centre n'étaient pas sérieuses. Je sais à quoi m'en tenir sur ses remarques à mon sujet. Il m'a suggéré ce que je devrais faire comme solliciteur général pour appliquer la loi criminelle, mais je ne crois pas qu'il ne convienne de discuter un sujet aussi important avec un membre de la profession légale comme l'honorable député de Montréal-centre, parce que je suppose que le droit n'a pas été la plus sérieuses de ses études depuis plusieurs années.

Mais le but de l'opposition est évidemment de jeter de la poudre aux yeux du public et de faire du capital politique avec cette question et autres semblables. Si l'honorable chef de l'opposition et ses amis n'avaient cherché que le triomphe de la justice, ils auraient attendu le rapport du comité de la bibliothèque, et la réponse de M. Dansereau aux accusations portées contre lui, ou, ce qui aurait été encore mieux, jusqu'à ce qu'ils eussent connu le résultat des procédures intentées contre lui. L'opposition croit à l'adage : " ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui." Elle pourrait découvrir de nain

que son accusation contre M. Dansereau n'est pas fondée, et elle tâche d'arriver aujourd'hui à ses fins au moyen d'une accusation qu'elle a faite, pour dire le moins, d'une manière inusitée et sans précédent. Les membres de cette Chambre savent que le gouvernement actuel a administré les affaires de la province fidèlement et honnêtement.

Ils savent que la politique du gouvernement a été de travailler honnêtement à régler plusieurs questions difficiles et de rendre justice à tous.

Le gouvernement a toujours fait en sorte que les lois du pays fussent respectées, et les députés qui ont plus d'une fois exprimé leur confiance dans l'administration n'hésiteront pas à voter contre cet amendement.

M. Whyte—*député de Mégantic*.—Jusqu'ici on s'est attaché à défendre le coupable. Au lieu de défendre le gouvernement, on a attaqué le chef de l'opposition. L'accusation que nous cherchons à faire du capital politique avec cette question, n'est pas fondée. Nous devons critiquer le gouvernement afin que le peuple sache ce qui est fait. Si le gouvernement avait su faire son devoir il y a longtemps que nous aurions les livres ou l'argent. On dit que nous ne sommes pas assez renseigner. Il y a trois ans que cette affaire est sur le tapis et si on n'en connaît pas encore tous les détails, combien faudra-t-il de temps en plus pour se renseigner parfaitement.

L'information donnée par M. Lemay au solliciteur général ne l'a pas été officiellement il est vrai, mais cela n'empêche pas que son devoir était de s'enquérir des faits et de les communiquer à ses collègues. L'accusation formulée dans l'amendement porte sur les faux envois. Si un marchand de gros découvrait que son commis, qui fait les achats en Europe, s'est rendu coupable d'un tel acte, il le ferait arrêter immédiatement. Assurément c'est un scandale inouï et si nous vivons de scandales comme nous l'a reproché le commissaire des terres, il faut avouer que la droite nous fournit amplement la nourriture.

M. Poupore—*député de Pontiac*.—L'opposition ne cherche qu'à faire du capital politique avec cette question, sans cela elle se serait contenté de l'action du gouvernement, en poursuivant M. Dansereau pour reddition de comptes.

M. Robitoux—*député de Chateauguay*.—La question que nous avons à décider est celle de savoir si le gouvernement a fait son devoir. Nous pensons qu'il s'est rendu coupable de négligence en ne prenant pas les moyens d'avoir soit les livres, soit l'argent. Il ne peut prétendre

avoir agi de bonne foi, puisque dès 1884 nous avons demandé une reddition de comptes. On nous a répondu alors, en disant : attendez les explications de M. Dansereau. En 1885, nous sommes revenus à la charge, et le gouvernement n'a agi qu'après avoir eu la preuve que M. Dansereau avait voulu voler plus de cent louis à la province, et on parle encore des explications de M. Dansereau. Pour cela, on nous traite de mouchards. Nous ne le sommes pas plus que ne l'est le solliciteur général quand il poursuit un criminel. Nous travaillons à faire entrer dans le trésor les sommes qui en sont sorties.

On reproche à M. Lemay d'avoir divulgué les faits. On aurait voulu que ce monsieur se fut rendu complice. Les ministres, au lieu de défendre la province, se constituent les défenseurs de M. Dansereau.

Si le gouvernement se fut montré prudent, il n'aurait pas confié ces \$15,000 à M. Dansereau. On aurait dit : vous ne retirerez qu'au fur et à mesure que les livres seront achetés et en même temps vous nous enverrez les factures. On dit que ce gouvernement n'est pas responsable, mais alors combien y a-t-il de partis conservateurs ? Nous entendons toujours les mêmes ministres chanter les gloires de ce parti.

L'honorable M. *Mercier*—*député de St-Hyacinthe*.—Le solliciteur général comprend qu'il est dans une fausse position, et il cherche à détourner l'attention de ses amis. Les faits se résument en deux mots : En 1883 M. Dansereau est chargé d'acheter des livres. En 1884 nous attirons l'attention des ministres sur le fait que l'argent est tout dépensé et que les livres ne sont pas encore arrivés. Ces messieurs formaient parti du gouvernement, et je me rappelle qu'on a envoyé dépêches sur dépêches pour avoir les livres. Plus tard lorsqu'on a su qu'il y avait des livres à Montréal, on a nommé deux experts pour faire une évaluation de ces livres. C'est là la première faute qui a entraîné toutes les autres. On aurait dû demander à Dansereau de produire les comptes payés pour l'achat de ces livres, et si M. Dansereau n'avait pas de comptes, il devait faire la preuve qu'il avait payé tant. Je n'ai jamais entendu dire qu'il fallait nommer des experts pour une reddition de comptes.

En 1885, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur la fraude qui avait été commise. J'avais appris à la douane à Montréal que des fausses factures avaient été faites. J'ai dit la chose en Chambre et les ministres n'ont rien fait. Je suis allé trouver M. Lemay et je lui ai demandé s'il avait entendu parler de ces fausses factures. Il en parut fort surpris et me montra en même temps une lettre de M. Allen à ce

sujet. Je lui dis alors, votre devoir est d'avertir vos supérieurs, et il me répondit que c'était fait. Quelques jours plus tard, le solliciteur général est allé trouver M. Lemay et lui a reproché d'une manière sanglante de m'avoir parlé de ces faits. On ne peut contredire la vérité de mon assertion, quand je dis que les ministres connaissaient l'affaire des fausses factures. Ce n'était pas un secret que M. Lemay confiait au solliciteur général. Non, c'était un officier public avertissant son chef, et pas un honnête homme ne pourra dire que ce ministre ne devait pas procéder contre M. Dansereau. Je ne suis pas ministre, et on ne peut m'accuser de ne pas avoir pris des procédures contre ceux qui dilapident le trésor public. Quand j'ai vu que les ministres ne procédaient pas, j'ai commencé une enquête devant le comité de la bibliothèque. Les factures ont été produites, et plus que jamais le gouvernement devait prendre l'affaire en mains. On a procédé avec beaucoup plus de rigueur contre un pauvre employé qui avaient volé quelques statuts dans le bureau du procureur général. Si c'avait été un pauvre homme qui eut volé cinq piastres, immédiatement on l'aurait mis en prison, mais on ne touche pas ainsi à un homme qui fait et défait les gouvernements. Les ministres n'ont pris une action en reddition de comptes qu'après y avoir été poussés l'épée dans les reins par le chef de l'opposition. C'est une transaction des plus sales, c'est une fraude immense commise au su et vu des ministres, et en Angleterre, ce serait eux qui seraient mis en accusation. Ici, nous devons nous contenter de les dénoncer à la majorité, à elle de se respecter en les condamnant comme ils le méritent.

M. PARADIS—*député de Napierville*.—En 1884, j'ai voté en faveur d'une proposition blâmant cette transaction, ce qui établit que je ne l'approuve pas. Cependant dans les circonstances je crois devoir voter contre cet amendement, parce que l'affaire est soumise à la décision des tribunaux.

M. ASSÉLIN—*député de Rimouski*.—L'honorable chef de l'opposition veut servir les intérêts de son parti, moi je préfère servir ceux de la province. Devant le comité de la bibliothèque j'ai obtenu de M. Lemay l'aveu qu'il avait fait part de certains faits graves concernant l'administration de la bibliothèque, non à ses supérieurs, mais au chef de l'opposition. Mais le chef de l'opposition n'est pas le chef de la bibliothèque. Il est bon que les employés du service civil sachent qu'ils ne doivent pas se faire les instruments d'un parti politique. Malgré toutes les connaissances légales du chef de l'opposition, je suis certain qu'il ne

pourrait pas trouver comme avocat, un acte d'accusation criminelle contre M. Dansereau, et s'il y en avait un, MM. Allen et Lemay pourraient être poursuivis pour complicité dans le crime. Le chef de l'opposition lui-même n'échapperait pas à l'accusation de complicité puisqu'il connaissait ces faits depuis un an et qu'il ne les avait pas dénoncés. Je crois que le gouvernement a fait son devoir, en ordonnant des poursuites contre M. Dansereau pour obtenir une reddition de comptes.

Je le répète, M. le président, les employés publics doivent comprendre qu'il ne leur appartient pas de prendre fait et cause dans nos luttes de partis. Je ne veux pas de politique de coulisse, ni de politique de tête à tête entre les employés publics et les chefs de parti.

La proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : —MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Cameron, Demers, Duhamel, Gagnon, Girouard, Laliberté, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Whyte.—18.

Ont voté contre : —MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Lapointe, LeBlanc, Leduc, Lynch, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—38.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Les crédits suivants sont adoptés.

Sociétés de colonisation, \$5,000 ; loyer, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, \$54,889 ; nouvel édifice du parlement, construction, déjà voté \$4,000, \$54,420 ; nouveau palais de justice, Québec, construction, déjà voté \$14,000, \$73,700 ; réparations des palais de justice et des prisons, \$17,700 ; assurance des palais de justice et des prisons, \$500 ; Loyer des palais de justice et des prisons, \$906.76.

La Chambre reprend les débats sur la proposition de M. Charlebois.

“ Qu'il soit donné instruction au comité général de retrancher du projet de loi pour étendre les limites du village de la Prairie et pourvoir

à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, " les clauses 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du dit projet de loi tel qu'amendé.

Objection est faite par M. Robidoux que ce projet de loi est illégal dans son préambule et que la Chambre ne peut prendre ce projet de loi en considération.

M. le Président.—La partie du préambule à laquelle il est objecté est conçue dans ces termes : " pour la concession de nouveaux lots à bâtir dans la Commune de la dite localité." Ceci a rapport aux clauses qui affectaient les droits de la couronne et qui ont été abandonnées et retirées.

Quand le projet de loi sera envoyé devant le comité général, ce sera un des premiers devoirs du comité de rayer du préambule tout ce qui se rapporte à cette partie du projet de loi qui a été retirée, afin de le faire concorder avec le dispositif de l'acte ; et ceci fera disparaître toute objection au préambule.

Les dispositions qui, comme on le maintient, donnaient lieu à des objections contre le projet, ont été retirées ; et l'exposé contenu dans le préambule ne peut avoir force de décret sans des dispositions correspondantes dans le dispositif de l'acte. En conséquence je renvoie l'objection."

La Chambre siège en comité.

Objection est faite par M. Robidoux, que la clause 4 n'est pas dans l'ordre. M. le président du comité décide qu'elle est dans l'ordre.

Et appel de sa décision étant faite à M. le président.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Charlebois déclare qu'il retire la clause 4.

La Chambre se forme de nouveau en comité sur le dit projet de loi, lequel est considéré en comité, rapport de progrès en est fait, et il est permis au comité de siéger de nouveau demain.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal et les actes qui l'amendent et changeant

son nom en celui de " La Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal."

Pour ériger une partie de la paroisse de St.-Janvier de Weedon en municipalité de village.

Pour constituer l'école de médecine vétérinaire de Montréal.

Pour constituer " The Woman's Christian Temperance Union of Montreal."

Pour accorder à la corporation du village de Saint-Gabriel le droit de s'annexer à la cité de Montréal et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 28 mai 1886.

SOMMAIRE :—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. WÜRTELE.

La séance est ouverte à 3 heures.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre, l'état général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Montréal, pour l'année 1885.

Le projet de loi concernant le barreau de la province de Québec est adopté en deuxième délibération, et renvoyé à un comité spécial.

Le projet de loi pour prévenir les fraudes et les corruptions dans les corporations municipales est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité général.

Le projet de loi pour modifier l'article 1320 du code civil est retiré.

Le projet de loi pour modifier les articles 1904 et 2005 du code civil est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité de législation.

Un projet de loi pour modifier l'article 6 de la 41 Victoria, chapitre 5, est déposé sur le bureau de la Chambre, adopté en première et deuxième délibérations et renvoyé au comité général.

La séance est levée.